

Semaine du 13 au 19 décembre 1993



■ DOSSIER

● La campagne électorale à la télévision russe p. 34-36

■ TÉLÉVISION

● Un hommage aux FTP de la Main-d'œuvre immigrée de Toulouse p. 25

■ CÂBLE

● Sélection quotidienne

■ RADIO ● Le répondeur d'Africa N° 1 p. 19

Le Monde Radio-Télévision - Dimanche 12 - Jeudi 13 décembre 1993

à croissance



JRT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

le commerce international

ATT doit être 15 décembre

atique). Lundi après-midi, Sir Leon Britten avait rendu compte au conseil des ministres de Douze de l'état d'avancement de la négociation, avant de regagner Genève avec de nouvelles instructions. Les coups de téléphone, manche, de M. Clinton à MM. Balladur, Kohl, Major et Gonzalez à propos de l'audiovisuel pourraient débloquer les négociations sur un jinx capital.



es page 20

Dans le Monde des débats de décembre

Les économistes en procès

Dans un monde en proie à une crise dont il est difficile de prévoir l'ampleur et l'issue, quel peut être l'apport de la science économique? Le débat se face à face trois philosophes qui portent l'acception : Jean-Pierre Dupuy, Gilles-Gaston Granger et Michel Henry et quatre économistes prenant la défense : Antoine d'Aurieux, Raymond Molinvaud, André Orléan et Maurice Lévy.

Egalement dans le numéro du Monde des débats de décembre : Plus de six milliards d'habitants en l'an 2000 ; l'Algérie entre le désordre et le désespoir.

Le numéro 30 F. En vente dans les kiosques.

étaient tout à fait valables - comme celle de revenir à la division soviétique de la Russie en « gouvernements ». Le porte-parole est revenu à la charge lundi, en déclarant que M. Eltsine pourra « coopérer » avec M. Jirinovski, qui partage avec lui les idées de patriotisme et de défense des intérêts sociaux des Russes...

Tout s'est passé comme si le pouvoir avait favorisé l'ascension de M. Jirinovski, emmenée sous le règne de Mikhaïl Gorbatchev. Et, une nouvelle fois, les propos, à usage intérieur, du porte-parole de la présidence contrastent avec ceux du chef de file du parti « étatsien », Egor Gaidar, comperant la situation actuelle de la Russie à celle de l'Allemagne de Weimar.

Avec déjà un premier résultat : le chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, « surpris » par le score des « extrémistes », s'est prononcé pour une aide plus importante à la Russie, pour la maintenir sur la voie des réformes.

M0147 - 1214 0 - 7.00 F



Le début du retrait de l'armée israélienne de Gaza et de Jéricho est retardé d'au moins une dizaine de jours

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Echec et déception. « Il n'y a plus de date sacrée », a déclaré Itzhak Rabin, lundi 13 décembre, à la radio militaire. Et le premier ministre israélien a ajouté : « Si nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord sur les points de divergence (concernant la mise en œuvre de la Déclaration de principes du 13 septembre), les échéances fixées n'ont plus de signification. » En clair, s'il y a une crise, il n'y a pas rupture.

Pourtant, dimanche soir au Caire, Itzhak Rabin et Yasser Arafat avaient bien fait, chacun de leur côté, des efforts méritoires pour essayer de minimiser les conséquences du délai supplémentaire de dix jours qu'ils se sont donnés, pour parvenir à un accord sur la passation des pouvoirs à Gaza et Jéricho, il demeure qu'après trois mois de négociations par intermédiaires et quatre-vingt-dix minutes de tête-à-tête dimanche, les deux hommes, ne sont pas parvenus à s'entendre sur les modalités de la

mise en application du processus de paix.

La paix, contrairement à la guerre, ne se décide pas. Elle se construit dans les esprits et dans les détails. L'embryon de réconciliation israélo-palestinienne, mis au jour à Oslo il y a trois mois, bute en fait sur les deux terrains. Dimanche au Caire, il était patent que s'ils ont besoin l'un de l'autre pour survivre, politiquement, les deux dirigeants restent séparés par une profonde méfiance réciproque. L'accord du 13 septembre n'est pas mort, mais il peine à vivre. On le savait, M. Rabin l'a répété : « Nous essayons de créer une coexistence pacifique entre deux entités (juive et palestinienne) qui sont entremêlées dans les territoires, et c'est beaucoup plus compliqué que de faire la paix entre deux pays clairement séparés par une frontière. »

La date à laquelle, selon la Déclaration de principes signée à Washington, les parties en cause devaient « conclure et signer un accord sur le retrait des forces militaires israéliennes de la bande

de Gaza et de la région de Jéricho », était fixée au 13 décembre. Elle ne sera pas respectée. Retardé tard dimanche soir en Israël, le chef de l'exécutif semble avoir pris conscience des dangers que cela suppose.

Dès son retour d'Egypte, il s'est enfoncé dans son bureau du ministère de la défense à Tel-Aviv pour s'entretenir, jusqu'à quatre heures lundi matin, avec les principaux chefs des services de sécurité (armée, police, Shin Bet). Tandis que Yasser Arafat avait regagné Tunis, une autre réunion extraordinaire commençait à 8 h 30 le même jour, avait lieu à Jérusalem avec les ministres du cabinet restreint.

L'objectif de ces consultations d'urgence était double. Il s'agissait d'abord de mettre en place des mesures de sécurité sans précédent dans les territoires pour faire face, le cas échéant, aux désordres qui pouvaient naître de la déconvenue du Caire.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 3 et nos informations pages 3 et 4

"L'ORGUEIL"

"Moi j'achète aux enchères..."

Vous souhaitez acheter aux enchères, ouvrez le catalogue... sur votre minitel!

LEADER FRANÇAIS
DES PAYSANS
DES BOIS
SUR LES VENTES AUX
ENCHÈRES



VAE
VENTE AUX ENCHÈRES

JUDICIAIRE • VÉHICULE • MOBILIER • IMMOBILIER

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRÖ ; Espagne, 150 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Bénégel, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Un entretien avec Pierre Rosanvallon

« La société apparaît plus opaque pour le réformateur comme pour le citoyen »

« La crise de la représentation a été beaucoup analysée au moment où la gauche était au pouvoir. Puis est survenu un vote massif et on a l'impression que la redistribution des cartes politiques ayant été faite, ce sujet-là a été évincé, comme si les raisons de fond de cette crise avaient disparu. Suffisait-il d'une alternance forte pour purger le système ? »

« Dans ce qu'on pouvait appeler la crise de la représentation à la fin des années 80 et au début des années 90, il y avait évidemment, tout d'abord, un problème de désajustement croissant entre l'opinion et le gouvernement. Ce divorce a, certes, été en partie purgé en 1993 par l'effet d'alternance. Mais on ne peut en rester à cette analyse. »

« En matière de représentation - le « on » recouvrant essentiellement les acteurs politiques -, on semble se contenter des schémas parfaitement théoriques. Il y a deux siècles et dont le caractère opérationnel aujourd'hui est contesté de différentes manières par la société elle-même. »

« On a fini par se contenter d'une définition que l'on pourrait qualifier de « mécanique » de la représentation : la représentation définit comme transmission entre un représentant et un représenté. L'idée de représentation politique doit être comprise de façon plus large. C'est aussi un processus d'identification sociale. On peut dire très simplement que ce mot a deux sens : le sens propre et le sens figuré. D'un côté, l'idée technique de mandat et de l'autre, l'idée de symbole. »

« Lorsqu'on discute de la représentation, on se limite beaucoup trop à une analyse de la façon dont le système politique trahit ou, au contraire, traduit les opinions de la majorité. Mais en fait, la représentation a aussi pour fonction d'aider la société à se connaître elle-même. On voit bien qu'à travers la représentation ce qui est en cause, c'est aussi la formation des identités sociales. Si l'on peut parler de crise de la représentation de nos sociétés, ce n'est donc pas simplement dans un sens technique. C'est aussi une crise de l'identité sociale qui se manifeste. »

« A quoi l'attribuer, et comment l'analyser aujourd'hui ? »

« Il y a une vingtaine d'années, les points de repère pour les individus étaient relativement clairs : ils recoupaient ceux de la catégorie sociale, de la profession, du territoire. La politique pouvait s'appuyer sur ces données géographiques ou sociologiques. Aujourd'hui ces différences se sont peu à peu effacées. Le sentiment d'identification sociale a plutôt régressé. On peut dire que la politique s'est d'une certaine manière « désociologisée » à partir des années 70. Cette perte d'identité se traduit par le sentiment d'une plus grande opacité sociale. »

« Il y a vingt ans, on avait le sentiment que l'addition des sondages d'opinion, des données macroéconomiques de la comptabilité nationale et des statistiques de l'INED ou de l'INSEE permettaient grosso modo d'avoir une bonne image de la société. Et c'est sur cette bonne image de la société que pouvait se greffer une action réfor-

Pierre Rosanvallon est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, où il anime le centre de recherches politiques Raymond-Aron. Il est également secrétaire général de la Fondation Saint-Simon. Historien et sociologue, Pierre Rosanvallon consacre l'essentiel de ses travaux à retracer l'histoire intellectuelle de la démocratie française depuis la fin du dix-huitième siècle. Il a ainsi publié le *Libéralisme économique. Histoire de l'idée de marché* (1979), le *Moment Guizot* (1985), *l'Etat en France de 1789 à nos jours* (1990), le *Sacra du citoyen. Histoire du suffrage universel en France* (1992). Il se consacre actuellement à une recherche historique sur l'idée de représentation politique. Observateur des problèmes contemporains, il a également consacré de nombreux essais à réfléchir philosophiquement sur les questions politiques et sociales d'actualité. Depuis l'Age de l'autogestion (1976) et Pour une nouvelle culture politique (1977), il a ainsi publié la Crise de l'Etat-providence (1981), la Quasi-synchrone (1988) et, en collaboration avec François Furet et Jacques Julliard, la République du centre. La fin de l'exception française (1988).

matrice. Aujourd'hui, au contraire, la société apparaît sans prise, comme si elle était devenue plus illisible. La crise de la représentation est aussi crise de la connaissance sociale. Une des grandes fonctions de la représentation politique est de produire de la visibilité. Aujourd'hui, c'est cette production de visibilité commune aux sciences sociales et à la politique qui est en panne. »

« La crise de la représentation politique ne renvoie donc pas seulement au mal-fonctionnement du système politique. Le système des partis a, bien sûr, une tendance permanente à se scléroser et à se refermer sur lui-même. Mais la crise que nous vivons aujourd'hui ne fait pas que prolonger le procès séculaire des partis politiques. Le malaise dans la représentation est peut-être d'abord lié à cette dimension d'opacité. La société apparaît plus opaque, pour celui qui en est un acteur et aussi pour celui qui veut intervenir sur elle. D'où le double malaise du réformateur et du citoyen. Malaise du réformateur, parce qu'il voit moins comment saisir les énergies sociales et les mettre en forme. Malaise du citoyen parce qu'il a perdu ses points de repère. C'est là le cœur de ce qu'on peut appeler la crise de la représentation. »

« Il y a dans l'univers politique, qui intervient dans le processus de la représentation, deux techniques d'ingénierie importante, d'une part, celle des sondages et d'autre part, l'intervention de l'ère médiatique, les deux d'ailleurs ayant pour point commun d'introduire une illusion de démocratie directe... »

« Il faut relativiser les controverses sur les sondages et les restituer dans le cadre plus général des rapports entre la démocratie et les techniques de connaissance de la société. Les sondages ne constituent qu'un moyen parmi d'autres de cette connaissance. S'il faut relativiser les sondages, il faut aussi se garder de les diaboliser. Mais il est aussi nécessaire, en retour, de réfléchir à l'illusion qu'ils portent parfois d'une démocratie immédiate et permanente, qui pourrait se substituer aux rythmes jugés trop lents des cycles électoraux. Le problème

ne réside cependant pas là dans la technique du sondage proprement dit : il renvoie plutôt à une certaine vision utopique de la démocratie directe, « presse-bouton », dans laquelle on pourrait, au fond, se passer de délibération. L'utopie dangereuse, c'est de présupposer qu'il y a toujours de l'opinion structurée, formant la matière évidente d'une décision collective. La démocratie présuppose au contraire, me semble-t-il, de prendre en compte le fait de la perplexité, de l'hésitation, de l'indétermination. »

« Les médias sont le reflet des contradictions et des limites de la démocratie moderne »

« L'instrument médiatique ne s'oppose-t-il pas à cette perplexité démocratique ? N'est-ce pas, cela, un des éléments auxquels, au fond, on ne sait pas encore vivre, parce qu'on ne l'a pas encore accommodé dans un sens démocratique ? »

« Il y a, certes, des pathologies propres aux médias. Mais les médias sont aussi le reflet des balbutiements, des contradictions et des limites de la démocratie moderne. Toutes les fonctions que s'accomplit pas le système politique trouvent souvent une réponse déformée et perverse dans le système médiatique. Quand la société devient opaque, les talk shows s'imposent ; quand le réformisme patine, se développent les reality shows. Les médias tendent à devenir une espèce d'alternative aux déficits du politique. Ce qui me semble intéressant, ce n'est donc pas de faire le procès de la superficialité des médias, mais de prendre en compte le fait que ces défauts ou ces pathologies des médias sont aussi dérivés des insuffisances de la démocratie. »

« Il est peut-être plus utile de réfléchir aux conditions dans lesquelles se joue la grande visibilité sociale du politique que de simplement dénoncer les perversions médiatiques. C'est l'utopie positive des médias - croire qu'ils vont pouvoir résoudre les questions que la démocratie ne peut pas régler sur le terrain des institutions politiques - et pas leurs dysfonctionnements qu'il faut critiquer. Il y a, en effet, une sorte d'utopie dangereuse dans le fait que les médias, surtout audiovisuels, en viennent presque aujourd'hui à se penser comme les vrais représentants du peuple. A la limite, les médias rêvent même de produire de la décision politique ou judiciaire. »

« Il y a enfin aussi l'idée que les médias vont permettre de dépasser les limites techniques de la démocratie, rendant possible le passage de la démocratie représentative à la démocratie directe. C'est toute l'utopie de la télé-démocratie. Pour essayer de traiter de façon renouvelée les rapports entre médias et démocratie, il faut tracer un cadre d'analyse commun aux deux problèmes. Il faut partir d'une économie générale de la représentation, dans laquelle on saisisse en même temps les problèmes d'information et les phénomènes de représentation proprement politique. »



« Bien sûr, il y a une différence fondamentale, c'est que, dans un cas, le système produit in fine de la décision, de l'arbitrage, alors que, dans l'autre cas, le système ne produit que de l'information, de la délibération. Ce sont ces deux processus qu'il faut absolument dissocier. Mais il faut également penser leurs traits communs pour vraiment distinguer les deux sphères. Le rôle des médias est d'enrichir la connaissance et la délibération et non d'intervenir dans le processus de la décision politique ou dans la décision judiciaire. Le problème est d'ailleurs, peut-être plus aujourd'hui, celui des rapports entre médias et justice qu'entre médias et système politique : il y a une tendance des médias à confondre la puissance d'information avec la puissance de jugement. »

« S'il y a une vraie question dans le monde moderne, dans la confusion entre la dimension décisionnelle de la démocratie avec les médias, c'est celle-là. Mais les choses sont différentes pour ce qui est du rapport à la délibération. Qu'il y ait de plus en plus de délibération dans les sociétés, c'est très important. Et là, les médias remplissent une fonction démocratique absolument essentielle. N'ayons donc pas simplement aujourd'hui une vision négative du rôle des médias dans la démocratie. Il faut que les médias jouent un rôle plus grand dans la dimension délibérative de la démocratie : il n'y a pas de démocratie sans eux. Mais dans la dimension décisionnelle de la démocratie, il ne faut pas que les médias se substituent au pouvoir judiciaire ou au pouvoir exécutif. »

« La critique des médias ne doit pas se substituer à la réflexion positive sur le développement de la démocratie. On l'a trop fait depuis dix ans, comme si la démocratie était un capital à conserver, mais non pas un programme à développer. Aujourd'hui, tous une critique un peu réactive des médias se substitue à une réflexion sur le progrès démocratique. Remettons les choses à leur place. »

« Il y a une dimension dans cette médiatisation, dont je voudrais savoir si, à vos yeux, elle est positive ou négative : c'est celle de désacralisation. »

« Le pouvoir est désacralisé en ce sens qu'il est tout à fait relativisé. Le pouvoir est vu comme une fonction et non pas comme une qualité. Ce qui caractérise la démocratie, c'est que les citoyens considèrent que le pouvoir est une fonction, qu'il n'est pas une institution qui les domine et les absorbe en se pensant supérieur à eux. Ce que vous nommez désacralisation renvoie à des modalités différentes de l'identification entre gouvernés et gouvernants. Il y a l'identification telle que, par exemple, la théorie du centre-droite-gauche Carl Schmitt : le gouverné s'identifie au gouvernant, comme puissance, comme force dominante. Mais il y a aussi l'identification en tant que processus d'élucidation, de retour sur soi. Dans un cas, on a l'idée d'un pouvoir-miroir, d'un pouvoir fonctionnel au service de la société. Pour l'autre, c'est l'absorption de l'énergie sociale de l'autre : il y a là deux types de rapports complètement différents à la société. »

« La tendance peut être grande de penser que tous les doutes et les problèmes peuvent disparaître dès lors qu'ils sont en quelque sorte sublimés dans la figure du pouvoir surpuissant. Mais cette figure surpuissante correspond à l'âge primitif de la politique et à l'âge infantile de la démocratie. Elle constitue aussi une menace : l'absorption de

l'image du peuple et de son énergie dans la projection surpuissante du leader, c'est aussi la voie de la disparition de la démocratie. Si la philosophie politique peut apporter quelque chose, c'est justement dans la compréhension, dans l'élucidation de ce type de mécanisme. »

« L'objectif est d'avoir un rapport à la fois plus lucide et peut-être plus modeste à la démocratie. Ce qui est intéressant, c'est de formuler une théorie positive de la démocratie qui ait incorporé la prise en compte de ses limites. Cela ne m'intéresse pas d'être un croyant béat de la démocratie. Le vrai démocrate doit avoir traversé l'épreuve du doute radical et méthodologique. Le rapport naît à la démocratie même, hélas, trop souvent à l'alternance de cycles d'enthousiasme utopique et de cycles de manipulation silencieuse. »

« Est-ce qu'on ne court pas le risque de voir revenir un de ces cycles négatifs et angoissants dont vous parlez à travers ce que l'on appelle la montée apparentement « irrésistible » du national-populisme ? »

« La montée du populisme doit être comprise à partir des différentes figures de la déception démocratique. La crise politique se nourrit d'abord du sentiment de trahison représentative : le fait que les représentants ne font pas ce que souhaitent les représentés. Elle se nourrit également de la crise d'identité sociale. Mais elle correspond aussi à la perception d'un déclin de l'efficacité de l'action de l'Etat. On a le sentiment que la machine politique ne produit pas de décision, que le système politique peut plus changer la société. D'où la rupture institutionnelle et la continuité institutionnelle et l'invocation permanente du changement. Le décalage de plus en plus grand entre le langage du changement et de la réforme et le constat de l'immobilité est une des sources majeures de la déception politique. Le populisme veut répondre à cette déception en exaltant un certain vitalisme social. Dans la valorisation populiste de la démocratie directe, il n'y a pas simplement le procès de la trahison représentative, il y a aussi un éloge de l'énergie vitale du peuple contre l'apathie des dirigeants. »

« Il n'y a pas de réponse véritablement démocratique à cette idéologie populiste. Il y a une méfiance historique, mais il n'y a pas d'argumentation intellectuelle structurée qui s'oppose à cette rhétorique nationale populiste. On pense qu'il suffit de savoir « où cela conduit » pour avoir réglé le problème. Pis, je suis même un peu choqué de constater que, très souvent, il n'y a qu'une réponse que l'on pourrait qualifier d'aristocratique au populisme. On dit, par exemple : « Le développement de la sphère référendaire est très dangereux parce qu'il y a un danger de manipulation, les gens ne sont pas assez informés, ne sont pas assez éduqués. » On voit aujourd'hui, employés pour critiquer l'idée de référendum sur les problèmes de société, les mêmes arguments qui étaient employés au XIX^e siècle pour critiquer l'idée de suffrage universel. »

« Nous avons besoin de pouvoir faire philosophiquement une critique démocratique du populisme. Ce qui est en cause, pour faire vite, dans la perspective populiste, c'est une vision extrêmement pauvre de la démocratie, une vision primitive de la volonté générale. Le populisme considère que l'énergie sociale est en permanence étouffée par les élites, étouffée par les appareils, étouffée par les partis, étouffée par

les institutions. C'est une vision très discutable de la démocratie. La démocratie, ce n'est pas simplement l'enregistrement passif des volontés, c'est la coconstruction du vivre ensemble. La volonté commune n'est pas donnée au point de départ. Elle se construit dans le débat et la délibération. C'est sur cette base que l'on peut faire une critique méthodologique, philosophique du populisme. »

« Il n'y a pas un « déjà là » de la volonté générale, un « déjà là » de l'énergie sociale. La démocratie doit être comprise dans une perspective délibérative et non pas vitaliste. Le but de la démocratie est justement de permettre qu'une collectivité puisse s'exprimer en tant que raison collective. Elle est un processus et non pas simplement une décision instantanée. Si l'on a seulement une vision décisionniste de la démocratie, on ne peut pas faire la différence entre populisme et démocratie. »

« On oublie ainsi que la démocratie est une culture autant qu'une technique. La démocratie utilise les techniques qui sont celles de l'élection, du vote, de la majorité. Mais elle ne se limite pas à cela. Si on ne sépare pas la dimension culturelle de la dimension décisionniste, on est incapable de définir, de façon satisfaisante, la démocratie. On se condamne à accepter l'espèce de polysémie du mot démocratie qui permet de parler de démocratie autoritaire, de démocratie populaire, de démocratie libérale, bref, d'employer le même mot pour désigner des régimes opposés. »

« La démocratie ne peut pas se réduire à la mise en place d'institutions politiques »

« Comment, à vos yeux, ces deux dimensions de la démocratie sont-elles comprises par les démocrates naissants à l'Est ? »

« Les pays d'Europe centrale et orientale constituent un véritable laboratoire des problèmes de la démocratie moderne. On voit bien, dans leur cas, comment on est conduit à passer d'une vision de la démocratie comme solution à une vision de la démocratie comme problème. Dans beaucoup de pays de l'Est, on pensait implicitement, après la chute du communisme, que la démocratie était une chose simple et donc que la sortie du totalitarisme pouvait presque se faire par décret. Ce qu'on voit parfaitement dans les pays de l'Est aujourd'hui, c'est que la démocratie ne peut justement pas simplement se réduire à la mise en place d'un certain nombre de techniques et d'institutions politiques. Au-delà de l'insupportable phase d'expérimentation constitutionnelle que connaissent ces pays, se manifeste de façon très profonde la nécessité d'une compréhension de la démocratie comme plus large que la Constitution. »

« Ce qui se passe dans les pays de l'Est invite à une réflexion radicale sur le sens de la démocratie. Il y a une culture démocratique extrêmement faible à l'Est, avec des institutions de la démocratie qui ont, elles, intriqué pratiquement instantanément leur retard. C'est ce qui vaut la peine d'être étudié sur le terrain, notamment à travers leur vision des médias, leur approche du pluralisme politique, leur conception « spontanée » du référendum. »

« Je suis extrêmement frappé que sur tous ces points-là, il y ait très peu de réflexion dans les pays de l'Est, comme s'il y avait un capital formel de la démocratie qui allait de soi. Le problème de l'Est, ce n'est pas celui de l'inévitable titonement constitutionnel, c'est aussi la découverte que le problème de la vie de la démocratie ne se réduit pas à ses institutions. C'est parce qu'ils présentent, d'une manière hypertrophiée, cette coupure entre une vision « mécanique » et une vision « culturelle » de la démocratie que les pays de l'Est peuvent nous aider à nous interroger sur notre propre conception du progrès démocratique. »

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

Cartier

MONTRÉ TANK AMÉRICAINNE
Mouvement mécanique.

ALAIN MICHAL
Joaillier Créateur

40, RUE DU COLISÉE
PARIS 8^e - 43.59.60.57

La difficile mise en œuvre du processus de paix

Le casse-tête des colonies de Gaza

La protection des implantations disséminées le long de la bande est un problème pour l'armée israélienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A les entendre tirer, à boulets rouges, sur « le traité de Rabin », à balles réelles, sur « les salauds d'Arabes », collectivement responsables des attentats dont les leurs sont victimes, on pourrait croire qu'ils sont sur le point d'être juchés debout. Mais les colons juifs messianiques de Kiriat Arba, d'Hébron et d'ailleurs en Cisjordanie ne sont en rien concernés par la première phase de l'accord entre Israël et l'Olp, celle dite « Gaza-Jéricho d'abord ».

En fait, même les 150 familles qui se sont installées à Vered-Jéricho et Mizpeh-Jéricho, les deux colonies les plus proches de la « ville arabe du même nom », ne sont pas menacées. De toute évidence, leurs implantations, édifiées au sud et au nord de Jéricho, dans un rayon de moins de 10 kilomètres de la vieille cité, ne seront pas incluses dans le périmètre qui sera alloué à la « capitale » temporaire de Yasser Arafat.

Alors, pourquoi ces déchaînements de haine ? « Parce qu'un simple moussique dans l'oreille du lion peut suffire à le rendre fou », disent parfois les exaltés de la terre d'Abraham. Parce que « nous savons que si tout se déroule comme prévu dans les accords d'Oslo, notre tour viendra », expliquent leurs théoriciens. L'embryon de paix entre Israël et l'Olp a beau prévoir que pendant cinq ans au moins, « aucune » des 146 colonies juives

os sera démantelée, chacun sent bien que ces villages fortifiés, disséminés depuis vingt-six ans dans les territoires occupés comme autant de petites bombes à retardement, ne pourront pas tenir jusqu'au bout.

« Offrons-leur des compensations financières, qu'ils démantellent et qu'on n'en parle plus... », disent de plus en plus de ministres « coloniaux » du gouvernement. Des sondages ont beau indiquer qu'un bon tiers des intéressés seraient prêts d'indemnités, rien à faire. Ne disposant plus, depuis le départ des six députés ultra-religieux du parti Shas, que d'une seule voix de majorité à la Knesset - et encore : grâce aux cinq députés arabes qui le soutiennent de l'extérieur de la coalition - Itzhak Rabin ne se sent pas assez solide pour affronter l'ère de la droite et de l'extrême droite.

Alors, Israël s'en tient à ce qui a été conclu : la sécurité des colons juifs sera maintenue, et même renforcée, par l'armée et la police. Ces colons ayant refusé l'installation de matériels et de personnels militaires à l'intérieur de leurs localités - pourquoi se priver de terrains de jeu ou de terres agricoles quand les forces de sécurité disposent d'excellents moyens de persuasion pour s'installer au sein des colonies, sur de bonnes terres palestiniennes ? - les négociateurs, avec leurs cartes d'état-major sur la table, se sont retrouvés face à d'inextricables casse-tête.

Un simple coup d'œil sur la topographie du territoire de Gaza suffit à prendre la mesure du problème. Sachant que la sécurité des citoyens israéliens sera assurée par les soldats d'Israël, non seulement dans leurs bastions (ce qui sera fait par la mise en place de systèmes de détecteurs électroniques et le renforcement des clôtures de barbelés électrifiés, pour un coût prévu de 250 millions de dollars), mais aussi sur les routes qui mènent d'une colonie à l'autre, comment faire ? « Si l'armée est incapable d'assurer notre protection, dit cette semaine Zvi Hendel, le grand patron des 4 300 colons de la bande de Gaza, nous prendrons nos propres dispositions... »

De coûteuses installations

En fait, installés à Neve Dekalim, la « préfecture » balnéaire des 19 colonies de ce territoire, Zvi Hendel et les siens ne sont probablement pas les plus exposés au danger, réel, d'attaques menées par des groupes armés palestiniens opposés à Yasser Arafat et au processus de paix. La colonie, avec ses 1 500 habitants, est au centre de ce qui est devenu le « bloc de Katif », un chapelet de onze implantations proches les unes des autres et qui comptent, au total,



plus des trois quarts de tous les colons de la bande de Gaza.

Edifié il y a dix-sept ans, Neve Dekalim regroupe environ trois cents familles de Yarmouk, une colonie juive du Sinaï, sacrifiée en 1982 sur l'autel de la paix entre Israël et l'Égypte. En majorité laïcs, comme le sont à peu près 60 % des colons du territoire, ce sont eux qui entretiennent avec ferveur ce qu'on appelle ici « la flamme de Yarmouk ». Un « nouveau Yarmouk », avec expulsion manu militari des habitants, est-il en préparation dans la région de Gaza ?

En dépit des déclarations de Nabil Chahat, le chef des négociateurs de l'Olp, qui réclame la dissolution des colonies du territoire « d'ici deux ans », la majorité des intéressés ne veut pas y croire. Mais le problème, pour eux, est triple : d'abord, depuis le traité de paix de 1979 avec l'Égypte, la valeur stratégique de la colonisation à Gaza est à peu près nulle. Or c'est ici, dans le mystère des camps de réfugiés, que l'intifada a commencé en décembre 1987, et que le plus grand nombre de soldats ont été tués. En fait, il y a plusieurs années maintenant que l'immense majorité des Israéliens - plus de 80 % - souhaite un retrait de la « poudrière » de Gaza.

Deuxième point faible : mis à part quelques centaines de zélotes installés dans la région depuis quelques années - dont les familles nombreuses forment aujourd'hui un

tiers des colons du cru - rares sont ceux, en Israël, qui ajoutent foi aux revendications mystico-bibliques sur ce territoire, d'ailleurs « maudit » pour les juifs dans l'Ancien Testament.

D'autre part, même s'il est vrai que la culture sous serre développée sur place représente une part non négligeable des exportations de tomates et de fleurs d'Israël, les coûts de production, très élevés à cause du manque d'eau, demeurent largement subventionnés par l'État. Et, en majorité agriculteurs (55 % environ), les colons de Gaza côtoient d'autant plus cher que leurs exploitations dépendent pour l'essentiel des bas salaires (40 % de moins qu'en Israël) attribués à la main d'œuvre palestinienne locale à laquelle il sera de plus en plus dangereux d'avoir recours.

Enfin tous les Israéliens du secteur de Gaza ne sont pas des colons « authentiques ». Certains d'entre eux - au moins 10 % - ont simplement profité des largesses du gouvernement précédent pour acquérir à bon marché des terrains agricoles et de jolies résidences balnéaires et... secondaires. Le soir venu, on peut les voir regagner leurs résidences principales, au territoire israélien, à Ashkelon (à 11 kilomètres seulement de la frontière) ou dans les kibboutz voisins du Néguev.

P. C.

CLÉS / Négociations

■ 13 septembre : le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, et le chef de l'Olp, Yasser Arafat, échangent une poignée de main « historique » lors de la signature, à Washington, de la déclaration de principes sur le début de l'autonomie dans les territoires occupés. L'accord « Gaza et Jéricho d'abord » est approuvé par le plupart des pays arabes, mais il est vivement critiqué par la Syrie et formellement dénoncé par l'Irak, la Libye, l'Irak.

■ 23 septembre : alors qu'un sondage fait apparaître que deux tiers des Palestiniens approuvent l'accord, la Knesset rejette, par 61 voix contre 50 et 8 abstentions, la reconnaissance de l'Olp et la déclaration de principes.

■ 25 septembre : alors que le Fatah a reçu l'ordre de cesser les hostilités, l'État d'Israël, prié de Tel-Aviv, est revendiqué par le mouvement islamiste Hamas qui s'oppose à l'accord israélo-palestinien.

■ 4 octobre : un attentat à la voiture piégée a lieu en Cisjordanie, au lendemain d'une vaste opération menée par l'armée dans ce territoire et à Gaza contre les intégristes du Hamas.

■ 6 octobre : Itzhak Rabin et Yasser Arafat se rencontrent au Caire où ils créent des structures de « travail » pour tenter de concrétiser leur accord. Le même jour, Farouk Kadoumi, chef de la diplomatie de la centrale palestinienne, se rallie à la déclaration de principe qu'il critique.

■ 11 octobre : le Conseil central de l'Olp ratifie le texte sur l'autonomie des territoires occupés par 63 voix contre 8 et 9 abstentions.

■ 13 octobre : les négociations israélo-palestiniennes s'ouvrent à Tabé (Égypte), donnant la coup d'envoi à la mise en œuvre de l'accord du 13 septembre.

■ 21 octobre : un des proches du chef de l'Olp, Asaad Safraoui, est assassiné à Gaza.

■ 25 octobre : les autorités israéliennes libèrent quelque 700 prisonniers palestiniens.

■ 30 octobre : après l'enlèvement et l'assassinat d'un des leurs, les colons juifs commencent à leur « intifada » en Cisjordanie.

■ 12 novembre : après la mort, le 25 octobre, d'un Israélien attribué à un membre de l'Olp, Jérusalem somme Yasser Arafat de combattre le terrorisme. Le dirigeant palestinien condamne l'attentat le 23.

■ 24 novembre : le chef des commandos du Fatah, Imad Akhel, est tué à Gaza par des soldats israéliens, ce qui provoque une flambée de violence dans la bande de Gaza.

■ 30 novembre : alors que les « Faucons du Fatah » ont annoncé, la veille, la reprise de la lutte contre les Israéliens, Gaza est le théâtre de multiples manifestations et de violents affrontements opposant des Palestiniens à l'armée israélienne.

■ 1^{er} décembre : en Cisjordanie, les colons juifs manifestent contre l'accord d'autonomie après la mort de deux d'entre eux dans un attentat commis par des Palestiniens.

■ 3 décembre : la secrétaire d'État américaine, Warren Christopher, entreprend une nouvelle tournée au Proche-Orient pour relancer le processus de paix global dans la région, notamment avec la Syrie qui va accepter, avec réserves, de reprendre les négociations bilatérales avec Israël.

Echec du sommet Arafat-Rabin

Suite de la première page

Il fallait aussi étudier la mise en œuvre éventuelle - certains ministres étaient contre, d'autres pour - de quelques mesures politiques symboliques de nature à calmer les appétits des Palestiniens, à les convaincre qu'en dépit du revers subi, le processus de paix n'est pas dans un cul-de-sac.

Le 13 décembre, disait Fayçal Husseini, numéro un du Fatah en Cisjordanie, ne doit pas passer sans que quelque chose de tangible sur le terrain, démontre aux Palestiniens comme aux Israéliens que le processus continue. C'est l'objectif avoué des opposants dans les deux camps que de tout faire pour démontrer l'inverse. Et leurs tentatives se multiplient.

Après le meurtre de quatre Palestiniens ces derniers jours par des colons juifs extrémistes à Hébron, un nouvel attentat anti-israélien a eu lieu dimanche soir dans la même région - un chauffeur d'autobus grièvement blessé par balles - et une seconde tentative a eu lieu lundi matin à Gaza. Un jeune Palestinien, qui avait apparemment décidé de mourir, a tenté de jeter une ambulance bourrée d'explosifs contre un véhicule militaire. Le kamikaze est mort, un soldat a été légèrement blessé. C'est la sixième tentative d'attentat-suicide depuis

quelques mois dans les territoires. Les cinq précédentes ont été revendiquées par le Mouvement de la résistance islamique, Hamas, lequel a éprouvé lundi matin à une pause générale. Ces actions n'ont évidemment surpris personne. L'état d'alerte, dans l'armée et dans la police est à son comble depuis plusieurs jours déjà. Et dans la rue, à Gaza et à Jéricho, les premières réactions à l'échec du Caire étaient plus d'incrédulité et d'incrédulité que de surprise, puisqu'il y a trois semaines maintenant que les Israéliens préparent l'opération à un retard.

Même si, comme a dit M. Rabin, « dix jours de délai supplémentaire » pour la résolution d'un conflit « vieux de cent ans » ne font pas à proprement parler « une grande différence », et même s'il est possible, comme le maintiennent les Israéliens, que le retrait de leurs soldats se terminera effectivement à l'autre date-butoir de la déclaration de principes, c'est-à-dire le 14 avril, le report de sa mise en œuvre soustrait encore un peu de sa crédibilité à l'ensemble du délicat échafaudage diplomatique initié à Oslo.

« Nous avons décidé de nous donner un certain temps supplémentaire pour réfléchir », a dit M. Rabin, et nous nous retrouverons ici au Caire dans neuf, dix ou onze jours. En attendant les commissions israélo-

palestiniennes de Paris (sur les questions économiques) et d'El Arish (sur le transfert des pouvoirs civils dans les territoires) poursuivront leurs travaux. Celle du Caire, qui concerne les questions de sécurité et qui se réunissait trois fois par semaine à huis clos depuis six semaines, n'a pas été mentionnée. Les obstacles seront traités par « des contacts informels », c'est-à-dire secrets, entre les deux parties.

En attendant, toute « ambiguïté constructive » qui a permis de signer la Déclaration de principes échoie au grand jour. D'un côté, Yasser Arafat, contesté, affaibli, financièrement ruiné, a promis à son peuple que l'accord n'était que la première étape vers un État indépendant et il a donc besoin d'obtenir le maximum de symboles de souveraineté.

De l'autre, Itzhak Rabin, même s'il n'y croit pas vraiment, répète à qui veut l'entendre qu'il s'opposera de toutes ses forces à l'émergence d'un État et il a donc besoin d'être total que la droite, par la voix de son chef, Benjamin Netanyahu, rappelle régulièrement sa promesse au premier ministre. « La sécurité intérieure et le contrôle des frontières constituent les deux principaux signes de souveraineté », dit-il, dimanche soir, le chef de l'opposition, Netanyahu Netanyahu. Rabin a déjà cité sur le premier, il ne doit en aucun cas lâcher sur le second ».

PATRICE CLAUDE

Les principaux points de blocage

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les « différences d'interprétation sur certains points », pudiquement évoquées par le premier ministre israélien dimanche, sont connues. M. Rabin en a cité trois. « Le contrôle des lignes de cessez-le-feu (de 1967) entre les territoires, l'Égypte et la Jordanie, le contrôle des ponts (sur la Jordanie) et des points de passage (entre Gaza et le Sinaï égyptien), ainsi que la taille de Jéricho. »

Oded Ben Ami, le porte-parole du chef de l'exécutif, en a cité un quatrième, ayant trait au redéploiement des soldats israéliens à l'extérieur des 19 colonies juives sur le territoire de Gaza.

Les colonies : sur ce point, on croit savoir que les Israéliens souhaitent établir une sorte de continuité territoriale entre toutes les colonies, ce qui leur permettrait de contrôler les routes qui les relient entre elles, afin de mieux assurer la protection de quatre mille trois cents colons. Les Palestiniens, qui auront le charge difficile de l'administration

de huit cent mille personnes sur un territoire de 360 kilomètres carrés, rejettent cette hypothèse et proposent que chaque colonie, y compris dans le « bloc » dit de Katif (voir carte), soit prise et protégée comme une entité particulière, sans lien avec les autres. La sécurité des colons sur les routes serait assurée par des patrouilles militaires d'accompagnement, en collaboration avec la police palestinienne qui sera mise en place.

Jéricho : au sujet de la superficie allouée à l'entité autonome de Jéricho, il semble qu'il y ait de réels progrès aient été réalisés, les Israéliens proposant désormais 80 kilomètres carrés - et non plus 25 - tandis que les Palestiniens, officiellement, continuent de réclamer les 370 qui forment, sous l'administration jordanienne, le « district de Jéricho ». L'offre israélienne engloberait la ville de Jéricho proprement dite (douze mille habitants), les camps de réfugiés pratiquement déserts qui entourent, ainsi que quelques sites touristiques comme le mont de la

Tentation. Un déblocage sur cette question est possible.

Ponts et passages : en revanche, pour le contrôle des ponts et des points de passage entre les deux entités autonomes et les deux États voisins, les Israéliens se montrent intransigeants. Forts de la déclaration de principes qui stipule en effet que « les affaires étrangères et la sécurité extérieures » des territoires, ainsi que les lignes de cessez-le-feu, resteront sous leur contrôle, ils refusent de laisser un seul point de passage entre les mains de la future autorité transitoire.

Israël « ne peut pas prendre le risque » de laisser entrer à Jéricho ou à Gaza « des personnes et des matériels » dangereux ou incriminés, avait déclaré Itzhak Rabin dimanche matin au conseil des ministres. Une proposition a cependant été faite au terme de laquelle des « observateurs » palestiniens pourraient être tolérés aux côtés des garde-frontières d'Israël, mais les intéressés veulent beaucoup plus.

P. C.

ALAIN MINC

LE NOUVEAU MOYEN ÂGE



Hier, nous avions le droit d'être fatalistes par optimisme ; nous devons désormais être audacieux par pessimisme.

GALLINARD

PROCHE-ORIENT

La difficile mise en œuvre du processus de paix

Le général Shlomo Gazit : « Si la violence ne s'arrête pas, Israël n'ira pas jusqu'au bout de l'accord »

Général d'infanterie, premier « gouverneur militaire » des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, après la guerre de 1967, Shlomo Gazit, soixante-six ans, est aujourd'hui l'un des principaux experts du Centre Jaffee des études stratégiques de l'université de Tel-Aviv. Ancien directeur des services de renseignement de l'armée, il fait autorité en Israël sur de nombreuses questions d'actualité, d'autant qu'il est l'un des pionniers du dialogue avec l'O.L.P. Partisan du processus de paix avec les Palestiniens, il a rencontré régulièrement à l'étranger, dès septembre 1992, les spécialistes palestiniens des questions de sécurité au sein de l'organisation dirigée par Yasser Arafat. Ce stratège nous a fait part de ses réflexions à la veille du nouveau sommet Arafat-Rabin au Caire.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Le processus de paix entre Israël et l'O.L.P. est-il encore sur les rails ? »

— Il avance. Je ne sais pas où il va, mais il avance. Le retard de mise en application n'a aucune espèce d'importance. On devrait cesser de considérer la déclaration de principes signée le 13 septembre à Washington comme un livre sacré. Au fond, ce n'est rien d'autre qu'un accord en vue de négocier un accord... »

— Et l'on négocie d'urgence... ?

— Oui, car aucun de ceux qui l'ont mis au point à Oslo, d'un côté et de l'autre, n'avait la moindre compréhension des affaires militaires ou de sécurité. Alors voilà, on fait ce travail maintenant, et cela patine. Tout cela est mal dirigé. La première erreur fut de nommer un général (Amnon Shahak) chef des négociateurs (...). Il aurait fallu que Rabin, Pèrés et Arafat se mettent d'accord entre eux sur les grands principes de sécurité : sur la protection des colons, voilà ce que nous voulons ; sur Jéricho, voilà ; sur le contrôle des ponts entre les territoires, la Jordanie et l'Égypte, c'est ainsi, etc. Ce sont des questions trop importantes pour être négociées par des techniciens, des fonctionnaires, même en uniforme, qui n'ont ni la souplesse ni l'autorité suffisantes pour s'écarter d'un pouce de la ligne agréée. Résultat, nous avons perdu beaucoup de temps,

et c'est très démoralisant. Cela crée le sentiment que tout ce qui a été fait jusqu'ici s'en va à l'eau.

— Vous pensez toujours que les colons de Gaza auraient dû être priés de déménager ?

— Je crois qu'on aurait dû le faire. Si on les avait déplacés, on aurait accru fortement, très fortement, les chances de mettre en œuvre ce qui a été entrepris. La présence de 4 300 colons dans ce territoire représente une perte de temps, un gaspillage d'énergie, ils n'ont aucun avenir là-bas. Savez-vous que le chiffre de la croissance démographique palestinienne à Gaza est dix fois plus élevé, chaque année, que celui de la population totale des colonies ? Plus de quarante mille par an. Pour des raisons de politique intérieure — tout à fait légitimes d'ailleurs, puisque le gouvernement d'Israël n'est pas responsable de la sécurité des colons —, on a pas cru bon de prendre cette mesure. Maintenant c'est trop tard. Il faut désormais tout faire pour minimiser les frictions entre eux et les huit cent mille Palestiniens du territoire. Cela aussi aurait dû être fait avant...

— Est-il trop tard pour déplacer ne serait-ce que les deux ou trois petites colonies isolées près de grands centres urbains palestiniens ? Pour les regrouper là où il serait plus facile, moins dangereux et moins coûteux de les protéger ?

— Non, non. C'est maintenant une question de principes. Les deux parties se sont mises d'accord là-dessus, et c'est l'une des bases de leur accord : aucune colonie juive ne doit être déplacée pendant la période intermédiaire (cinq ans). Point à la ligne. Déplacer ne serait-ce qu'une colonie, c'est remettre en cause tout l'équilibre de l'accord.

Aux colons : « Déménager et l'on vous dédommage »

— Croyez-vous qu'il existe un vrai danger de rébellion de la part des colons ?

— Pas à Gaza. A Gaza, la population n'est pas du genre messianique. Ils sont venus s'installer là pour y vivre, c'est tout.

— En Cisjordanie ?

— Jusqu'ici, je vous le rappelle, ce ne sont pas les colons juifs qui essaient le plus activement de saboter le processus. Rien de très grave n'a été entrepris par eux. Pas même les pires, d'Hébron.

Pour l'instant, ils n'ont fait que réagir à des actes de terrorisme palestinien. S'il y a une intensification de ces actes, vous ne pouvez pas attendre d'eux qu'ils se conduisent comme des anges. Si on avait une politique claire on leur dirait : messieurs, nous avons fait un accord avec les Palestiniens ; l'endroit où vous vivez sera partie intégrante d'un État palestinien ; alors vous avez le choix : ou bien vous restez et vous devenez citoyens palestiniens un jour ou l'autre, ou bien vous déménagez et l'on vous dédommage. Ils sauraient au moins à quoi s'en tenir. Mais non ! On leur dit : vous pouvez rester, l'armée fera tout son possible pour vous protéger, mais vous allez souffrir.

— Que voulez-vous qu'ils fassent ? Se battre ?

— Vous savez, si les violences palestiniennes ne cessent pas, il n'y a que deux possibilités : ou bien Israël finira par rejeter l'accord et l'on dira à M. Arafat : désolé, vous vous êtes montré incapable de remplir votre part du contrat ; ou arrêtez tout. Ou bien — c'est une possibilité — le gouvernement abandonnera les colons à leur sort. Le résultat, c'est que des centaines de milliers de Palestiniens s'enfuient en Jordanie. Car l'équilibre des forces et des armes est, de très loin, en faveur des colons.

— Et que fait l'armée en attendant ? On dit que certains officiers sont fort mécontents du processus engagé. Cela peut-il aller jusqu'à la désobéissance aux ordres ?

— Je suis sûr qu'il y en a beaucoup dans l'armée qui ne sont pas très heureux de cet accord avec les Palestiniens. Comme il y avait osé dire des unités ou des soldats qui préféraient aller en prison plutôt que de servir dans les territoires, il y aura peut-être des mouvements similaires demain. Mais il n'y a rien là de très inquiétant. L'armée d'Israël a une tradition de discipline très forte. Je ne prévois pas de problèmes majeurs de ce côté.

De toute façon, cela n'empêchera certainement pas le retrait de Gaza ou de Jéricho. En revanche, s'il s'agissait d'utiliser la force militaire contre d'autres Israéliens, fussent-ils colons, alors oui, il pourrait y avoir un problème. Très franchement, si Rabin donnait l'ordre d'ouvrir le feu sur des colons, je ne sais pas ce qui pourrait advenir.

— L'armée est-elle psychologiquement préparée aux changements en cours ?

— Des efforts sont faits. Des vidéos, des plaquettes d'explication ont été préparées. Mais je ne sais pas si c'est suffisant et si cela

va dans la bonne direction... Je crois que l'armée n'a pas saisi tout le concept qu'il y a derrière les accords. Elle ne comprend pas que les « politiques » veulent donner une chance aux Arabes, voir s'ils peuvent assumer leurs propres responsabilités dans les territoires. Or notre armée se demande, elle, comment maintenir ses responsabilités dans des circonstances plus difficiles. C'est différent. Et jusqu'ici, c'est cette approche-là qui a sous-tendu les négociations.

— Du coup, sur le terrain, les choses ont quasiment continué comme avant...

— Dès le début (de l'occupation en juin 1967), ce fut une erreur de donner à notre armée des responsabilités de police. C'était mauvais pour les soldats, pour leur moral, leur entraînement et tout le reste. Aujourd'hui, ce n'est plus une question d'unité-forme bleu (police) ou kaki. Dès le 14 septembre, au lendemain de la poignée de main de Washington, l'armée aurait dû changer sa politique dans les territoires. Nous aurions dû nous retirer des camps de réfugiés de Jabalya (hors lieu de l'intifada à Gaza) et d'ailleurs. Tout de suite. Si quelque chose allait pas, ma foi, nous serions assez forts pour retourner à Jabalya le lendemain. Le gouvernement aurait dû donner de nouvelles directives claires. Cela n'a pas été fait. C'est la responsabilité du lieutenant-général Rabin (à la fois chef du gouvernement et ministre de la Défense).

— Vous répétez sans cesse que si les choses ne marchent pas comme Israël l'entend, on peut toujours revenir en arrière. Mais l'accord ne prévoit aucun mécanisme de ce genre...

— Il n'y aurait pourtant pas d'autre possibilité. Israël n'est pas en train de fuir les territoires. Il faut être fou pour penser qu'à cause d'un document négocié à Oslo, Israël se retirerait des territoires et accepterait, par exemple, de voir des katioubas tirer de Gaza sur Ashkelon sans réagir. C'est un pur non-sens, nous ne l'accepterions pas. Je vous le répète, si la violence ne s'arrête pas, Israël n'ira pas jusqu'au bout de cet accord. Point à la ligne. Il faut que les Palestiniens comprennent bien cela...

Propos recueillis par PATRICE CLAUDE

A Grenade, des intellectuels entre réserve et audace

Les intellectuels peuvent-ils « accompagner » — voire accélérer — la réconciliation historique en cours entre Israéliens et Palestiniens, et, si oui, comment ? Une cinquantaine de participants — diplomates, universitaires, écrivains, artistes, journalistes — ont tenté de répondre à cette question lors d'une rencontre internationale baptisée « La paix, le jour d'après » et tenue à Grenade du 8 au 10 décembre à l'initiative et sous la présidence de Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO.

GRENADE

de notre envoyé spécial

Très vite, un clivage a surgi entre ceux — majoritaires — qui estiment que les femmes et les hommes de culture des deux peuples ont, dès maintenant, un rôle à jouer — ou à continuer de jouer — pour surmonter les haines, chasser les peurs, appréhender à se mieux connaître et s'accepter et ceux — pour la plupart palestiniens — qui jugent un tel engagement prématuré, voire inutile.

Cette différence d'approche tient à l'ambiguïté même du mot « paix ». On aurait dû intituler cette rencontre « La paix, le jour d'après », affirme Laila Shahid, déléguée générale de Palestine en France, car depuis le 13 septembre, la réalité sur le terrain n'a pas changé. Pour Salim Nazal, président de l'Union des écrivains palestiniens, les intellectuels doivent, dans l'immédiat, se vouer à une seule tâche : convaincre Israël d'évacuer les territoires qu'il occupe. « Aux yeux de nombreux Palestiniens », ajoute Salim Tamari, professeur à l'université de Bir-Zeit, la réconciliation ne peut pas précéder la décolonisation.

A Grenade, les intellectuels palestiniens ont peu campé définitivement sur une réserve un peu frileuse, comme s'ils tenaient à mettre en garde contre les dangers d'une illusoire euphorie, à un moment où l'accord de paix reste fragile, où le destin de leur peuple est loin d'être basculé.

Suave et avec raison l'« asymétrie » existant dans tous les domaines entre les deux communautés et qui jouera longtemps encore en faveur d'Israël, le journaliste de Jérusalem-Est Daoud Kuttab invite les Palestiniens à cultiver leur « quant-à-soi » — du moins pendant quelques années — gage, selon lui, d'une authentique reconquête de leur identité, fût-ce au prix d'un repli collectif.

« Nos amis israéliens de longue date, qui valent nous aider, seront peut-être déçus », observe

Daoud Kuttab. Mais ils doivent comprendre que les Palestiniens voudront décider par eux-mêmes de leur avenir, qu'ils ont besoin de temps pour cristalliser leur identité nationale. Nous voulons éviter le piège de la dépendance économique et sociale envers Israël. Peut-être faudra-t-il que nous vivions séparés quelque temps avant d'envisager une coexistence. Quant à l'assistance étrangère qu'on nous promet, elle devra respecter nos besoins et nos priorités. Nous revendiquons aussi le droit à l'erreur. »

Combattre les extrémismes

Il n'empêche. Israéliens et Palestiniens s'accordent sur l'urgence du moment : combattre leurs extrémismes. « Nous devons faire en sorte que nos peuples n'aient pas honte de l'accord de paix », note l'écrivain arabe israélien Emilia Hobbi. Il nous revient d'exprimer les sentiments de la majorité silencieuse. A vouloir céder aux fanatismes, nous finirons comme cette femme, qui, dans un conte de Tolstoï, croit rassasier le loup en lui abandonnant un premier enfant, avant de devoir lui laisser ses autres enfants et d'être dévorée à son tour. » Sa conclusion est compréhensible. Shlomo Gazit, Hareven déplorait qu'au Proche-Orient, les « radicaux » passent pour plus « authentiques » que les « modérés ».

Exhortant les intellectuels à « exprimer à voix haute leurs convictions », Federico Mayor leur a fait adopter la « déclaration de Grenade » dont les signataires s'engagent à « susciter un foisonnement d'initiatives communes issues de toutes les sphères des sociétés israélienne et palestinienne, dans l'enseignement, la littérature, les arts, le théâtre, le cinéma, les sciences, les médias et les sports ».

Il s'agit, selon l'historien israélien Elie Barnavi, de « faire des petites choses pour percer l'opacité » entre les deux peuples.

A Grenade, les suggestions concrètes n'ont pas manqué. Au nom de l'Université de l'Europe, dont elle est la rectrice, Hélène Ahrweiler a proposé la création d'une chaîne de télévision israélo-palestinienne et la construction d'un musée à Jéricho consacré à l'histoire des deux peuples ; d'autres ont évoqué des échanges de professeurs entre les universités israéliennes et palestiniennes, la rédaction d'ouvrages ou la participation à des doctorats en commun, le regroupement de jeunes en pensionnat, et toute une série d'actions précises en matière économique, culturelle, religieuse.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

ordre et désordre dans le monde

Ordre et désordre dans le monde

sous la direction de Yves Léonard
Une large réflexion sur les notions d'ordre et de désordre dans les relations internationales.
Collection Cahiers français
112 pages, 55 F

29, quai Voltaire
75007 Paris
Tel (1) 40 15 70 00
Fax (1) 40 15 72 30

documentation

CLÉS/Le calendrier prévu

« Les étapes du retrait. La déclaration de principes signée par Israël et l'O.L.P. le 13 septembre à Washington prévoyait le calendrier suivant :

— 13 octobre 1993 : entrée en vigueur de la déclaration.

— 13 décembre : date limite pour la conclusion entre Israël et l'O.L.P. d'un accord « sur le retrait des forces militaires de la bande de Gaza et de la région de Jéricho ». Immédiatement après le signature de cet accord, Israël commencera un retrait rapide et échelonné de ses forces de la bande de Gaza et de Jéricho.

L'accord devra prévoir également un « transfert harmonieux et pacifique » d'autorité d'Israël aux Palestiniens dans certains domaines de la vie civile et administrative. La police palestinienne devra prendre en charge la sécurité intérieure et l'ordre public.

— 13 avril 1994 : Israël devra avoir achevé le retrait de ses troupes de la bande de Gaza et du secteur de Jéricho.

« La période intérimaire. La taxe de la déclaration de principes contient une ambiguïté concernant le début de la période intérimaire de cinq ans

prévue pour les territoires occupés. Il indique en effet que celle-ci commence avec le retrait des forces israéliennes de Gaza et Jéricho, sans préciser si c'est au début ou à la fin de ce retrait.

— 13 juillet 1994 : date limite pour l'organisation d'élections pour un Conseil palestinien, dont les pouvoirs exécutif et législatif devront avoir fait l'objet d'un accord entre les deux parties. Après l'entrée en fonction du Conseil, « l'administration civile israélienne sera dissoute et le gouvernement militaire israélien sera retiré ».

Entre l'entrée en vigueur de la déclaration de principes et pas plus tard que la veille des élections, Israël devra avoir « redéployé » ses forces en Cisjordanie dans la bande de Gaza, notamment à l'extérieur des agglomérations urbaines.

« Le nouveau statut des territoires. Les négociations pour le statut permanent des territoires occupés devront commencer « aussi tôt que possible », mais « pas plus tard que le début de la troisième année de la période intérimaire ».

LE MONDE diplomatique

Décembre 1993

- GATT : Complices ou insurgés ? par Claude Julien. — Le saut des industries textiles européennes, par Laurent Carroué. — Les paysans et les « voleurs de gènes », par Mohamed Larbi Bouguerra. — Contre les aberrations du productivisme agricole, par Jacques Berthelot. — Risibles démocraties, par Ignacio Ramonet.
- ISLAM : Quand l'intégrisme menace le monde... par Alain Gresh.
- GÉOSTRATÉGIE : Comment l'alliance atlantique tente d'adapter son système de sécurité, par Paul-Marie de La Gorce. — Organisation de la défense, mais aussi prévention des conflits, par Jean Klein.
- EUROPE : Le nationalisme grec corseté par les pressions internationales, par Christophe Chiclet. — La Libanie hésite sur ses choix, par Karol Bartak.
- DÉVELOPPEMENT : De fastueuses banques, par Ibrahim Wardé. — Ces immigrés, attoués pour leur pays, par Charles Condomine.
- ASIE : Demain, 2,4 milliards d'habitants en ville, par Jacques Decornay.
- SOCIÉTÉ : Informatique et surveillance, par André Vialis.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

مكتبة المثل

Les élections législatives et le référendum en Russie

Suite de la première page

Le fait que les opposants aient bécoté entre deux tactiques (s'abstenir, ou voter contre) a une efficacité mais empêche de poser la question de la composition du nouveau Parlement, ou voter contre), a comme prévu, favorisé l'adoption du texte.

Il reste que la participation, qui était de 64 % lors du référendum, a été, cette fois, à un niveau reculé.

L'appel d'urgence lancé par Boris Eltsine, affirmant que « nous avons le choix entre la nouvelle Constitution et le chaos ou la « guerre civile », n'a pas suffi à vraiment mobiliser les Russes, et tout indique que le crédit dont bénéficiait le président dans l'opinion continue à décliner. Les sondages indiquent que les Russes ont tendance à s'abstenir, les tendances à l'abstention étant particulièrement fortes chez les jeunes des grandes villes. Les habitants des campagnes, les personnes âgées - y compris les grands malades auxquels on a emporté des urnes dans les hôpitaux - ont, par contre participé en beaucoup plus grand nombre. Et bien sûr, la participation a été massive dans la « Russie blanche », les « d'ailleurs dénués en l'absence de tout observateur civil, et sous la responsabilité de la hiérarchie.

Paradoxalement, le résultat majeur du tour, pourtant très complexe, pour l'élection des deux premiers députés du Parlement est apparu plus rapidement : Vladimir Jirinovski avait fait un véritable tabac, descendant même dans nombre de régions le principal parti présidentiel Choïx de la Russie, conduit par Egor Gaidar. Dans le nord de la Russie, M. Jirinovski recueillait même apparemment 26 % des voix. Les responsables du Choïx de la Russie ont immédiatement accusé les démocrates des liens cocardeux et « faux » avec leurs divisions et leurs « ambitions personnelles », fait ainsi le lit du fascisme — le chef de l'administration présidentielle Sergueï Filatov préférant, lui, accuser la presse.

Tout indique pourtant que, dans un premier temps du moins, l'équipe présidentielle a délibérément joué la carte Jirinovski - qui permettait d'enlever des voix à des adversaires plus crédibles. La com-

mission électorale (nommée par Boris Eltsine) a commencé par écarter de la compétition les listes de nationalistes «durs», mais moins insensés, conduites par d'anciens députés comme Sergueï Babourine. On a aussi vu M. Jirnovski siéger à la droite de Boris Eltsine lors d'une réunion consacrée à la mise au point du projet de Constitution — projet que l'intéressé approuve tout comme il a approuvé l'assaut lancé contre la

portions inquiétantes. Certains proches du président, comme Mikhaïl Pokoranine, l'un des deux grands responsables des médias, ont sonné l'alarme, et, à la veille du scrutin, la télévision, renversant brusquement la vapeur, a diffusé une longue émission anti-Jirinovski. Trop tard.

L'irruption spectaculaire d'une extrême droite raciste dans un Parlement où les communistes devraient de leur côté être assez bien représentés (environ 10 % des suffrages semble-t-il) n'est cependant pas obligatoirement une catastrophe pour l'équipe Eltsine. Après avoir écrasé, en octobre, ce qu'il a décrit comme « un putsch communiste-fasciste », le président russe se retrouve dans une situation qu'il

niste et du parti «libéral-démocrate» (celui de M. Jirinovski) «correspondent pleinement à la politique présidentielle, à savoir l'orientation sociale de l'Etat, le patriotisme et l'exaltation de la Russie». De son côté, M. Jirinovski affichait d'assez bonnes intentions, expliquant qu'il «n'insisterait pas» pour qu'une élection présidentielle soit organisée en juin

Champagne et astrologues

L'heure leçon d'un scrutin dont les résultats ne sont connus que très incomplètement connaît l'opposition du centre, qu'il soit de tradition ou pro-gouvernementale. L'Union civique de M. Valsky semble vouée à disparaitre du Parlement, et le parti de l'Unité russe de M. Chakhrai, qui avait tablé sur le soutien des régions et une politique d'indépendance vis-à-vis des radicaux de l'équipe Gaidar, paraissent échapper à la trappe que d'extrême justesse. Les démocrates réformateurs d'opposition de M. Iavlinski s'en tirent un peu mieux, mais déçoivent néanmoins. Ils portaient les espoirs de nombre d'intellectuels inquiets de l'évolution autoritaire du régime, mais ils ont été déçus par leur défection, et ont fait une campagne électorale assez médiocre — leur leader Grigori Iavlinski paraissant vouloir ménager l'avenir en évitant de s'en prendre directement à M. Eltsine.

Autre motif de perpétuité : ces « premières élections libres en Russie », pour reprendre les qualifications officielles, se sont conclues par une inénarrable soirée organisée à l'intérieur du Kremlin par la télévision russe. Soirée réservée aux *happy few* et à ceux des journalistes occidentaux qui avaient accepté de payer (entre deux cotés et huit cents dollars selon les cas) pour avoir le droit d'assister au « *nouveau* de la politique russe », au milieu des longues tables encombrées de bouteilles de champagne, il y avait beaucoup de beau monde, officiels et, ouveaux riches, sans oublier le dirigeant communiste A. Zouganov, et le triomphateur du jour, M. Jirinovski. Mais on dut se contenter de se voir macher et boire, menages qui jou exploitent la médiocrité des *diffidenses* russes, car pendant la campagne électorale, après qu'elle eut dompté successivement la parole au porte-parole du président, à celui du gouvernement, et à trois hauts responsables de l'exécutif... La fête, prévue pour durer toute la nuit, a été abrégée au bout de quelques heures, les écrans opposés donner les résultats resant désespérément vides, et les strogologues et autres amateurs priés d'exprimer leur enthousiasme pour la nouvelle ère de la démocratie russe ayant épuisé leurs talents.

JAN KRAUZE

Le succès de Vladimir Jirinovski

Le « clown » ne fait plus rire

MOSCOW

de notre envoyé spécial

L'homme est arrivé, martial, dans un uniforme bleu apaisamment créé pour la circonstance, il a serré le main de quatre à six hommes, a regardé au garde-à-vous, a buqué, rasé, des boîtes de cuir, la regardé vite, avant de les accompagner vers le hall d'embarquement de l'aéroport moscovite de Chermenevsko, sous le regard distrait de quelques voyageurs. C'était un dimanche de novembre 1992 : Vladimir Jirnovski envoyait « ses » volontaires en Irak afin d'aller combattre « l'impérialisme américain », et il avait écrit, à Paris, « son ami Jean-Marie Le Pen » voulait lancer une opération similaire. Une « clownnerie » de plus, disait-on alors.

Mais voilà que le « clown » vient de ramporter un succès incontestable aux élections du dimanche 12 décembre : en tête dans plusieurs régions il pourrait arriver, sur l'ensemble du territoire, en seconde position derrière le bloc gouvernemental du « Choix de la Russie ». Une surprise, mais uniquement pour ceux qui avaient oublié qu'aux élections présidentielles de juin 1991 qui avaient vu la victoire de Boris Eltsine, Jirinovski avait déjà conquis six millions d'électeurs et obtenu plus de 7 % des voix. Ce basu score ne s'explique pas uniquement par le principal argument de sa campagne présidentielle : faire basculer le prix du vodka ! Amplifié par la médiation sur l'« eu » du moment, le succès du petit écarlate qui tente son gouvernement aux otos se demande d'ailleurs où il a trouvé les sommes nécessaires pour financer cette campagne médiatique, ou son talent d'orateur aura fait le reste.

Cet avocat de quarante-sept ans put promettre des sucrées aux femmes, s'adresser en turc aux musulmans de Russie (il parle aussi français, allemand et anglais), inviter à ses côtés un jour sa soeur, un autre le médium le plus célèbre de Russie, comparer sur la ton de la conversation les minorités nationales de la Russie aux «minorités sexuelles» et, toujours sur le même registre, dire que la vie politique en Russie

commença elle aussi par
« l'onanisme ».

Mais l'essentiel du discours de Vladimir Jirinovskî n'est pas dans ces comparaisons au goût douteux. Il est dans l'affirmation, mille fois martelée, de la nécessaire renaissance d'un empire russe qui ne s'arrêterait pas aux frontières de l'ex-URSS, mais pourrait aussi englober « des territoires historiquement russes » comme le Pologne ou la Finlande.

« Lorsque nous serons en pouvoir, la Lettonie n'existera plus en bout de trois jours : nous vous écraserons économiquement », lança-t-il à un journaliste letton. Espèrent « qu'un jour les soldats russes nettoieront leurs bottes dans l'océan Indien », Jirinevski estime qu'il n'y a que deux puissances en Europe : la Russie bien sûr, mais aussi l'Allemagne, à condition que cette dernière retrouve, elle aussi, ses vraies frontières : celles de la Prusse impériale.

« Des journalistes
onds aux yeux bleus

Autres ennemis de Jirinovski : les «gens du sud» et «autres étrangers» qui pillent la Russie. Se disant farouchement «antisioniste» mais se défendant de tout antisémitisme, il exige quand même que les journalistes da la télévision russe soient «blonds aux yeux bleus». A la question d'un journaliste qui lui demandait s'il était vrai que son père était juif, il répondit : «Ma mère était russe et mon père... juriste».

Alors qu'il avait soutenu le putsch d'août 1991, Jirinovski n'en pas participé, en octobre dernier, aux côtés de Rouslan Khasboulatov et d'Alexandre Roustkoï, à la défense de la Maison blanche. Partisan d'un régime fort - et à ce titre la Constitution ainsilienne la satisfait pleinement - le président du parti «libéral-démocrate» préconise l'instauration d'une cour martiale qui jugerait les criminels «sur place» et les ferait exécuter «immédiatement». Vladimir Jirinovski ne tient plus rire.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Maison blanche. De manière tout à fait troublante, les premières semaines de novembre, avant même l'ouverture de la campagne électorale, la télévision d'Etat s'est montrée remarquablement complaisante à l'égard du dirigeant d'extrême droite, alors même qu'elle poursuivait une quasi black-out de certains candidats d'opposition, notamment de ceux qui étaient officiels à ensuite permis à M. Jirnovskij de faire preuve de ses indéniables talents de communication, et de mettre très largement à profit la possibilité accordée aux candidats d'acheter tout le temps qu'ils souhaitent à la télévision d'Etat : c'est lui, après la liste gouvernementale, qui a capté la Russie, qui a acheté le plus de temps d'antenne.

Dans les jours précédant l'élection, et à la lumière de sondages dont la publication était interdite, il est cependant apparu que le succès de M. Jirnovski prenait des pro-

affectionne, et qu'il sait mettre en valeur auprès de ses concitoyens et plus encore auprès des dirigeants occidentaux; celle d'un rempart de la démocratie et de la réforme contre le péril réactionnaire. La nouvelle Constitution lui permettant en principe de s'accommoder d'à peu près n'importe quel Parlement, la situation devrait rester gérable.

L'attitude à adopter à l'égard des extrémistes pourrait cependant aggraver les risques de scission dans le camp présidentiel, et les premiers signes de tension sont apparus dès la nuit de dimanche à lundi. Alors que le vice-premier ministre chargé des privatisations, Anatoli Tchoubaïev annonçait dans les termes les plus durs qu'il refusait toute coopération, et même de «serrer la main» à un «fasciste», le porte-parole présidentiel Viatcheslav Kostikov faisait entendre une note autre musique. Selon lui, les programmes du parti commu-

De la mer de Barents à Kaliningrad

Le dimanche électoral a duré une semaine

MOSCOW

de notre envoyé spécial

« *Avent, c'était plus simple.* » Devent l'évalanche dans bulletin de vote — « *et avec tous ces noms, que je ne connais même pas !* » —, elle semble désespérée, Merva, pensionnaire d'un asile de vieillards, qui vient voter à l'école du Pavodnik, à 80 kilomètres de Moscou. Alors, elle s'ou fermement décidé de voter « *ouï* » à la Constitution — « *il en fait bien une, et puis, on ne change pas les cheveux au milieu du gèle* » —, elle semble rassurée. Mais quand l'Assemblée lui petit bonheur la chance, telle une joueuse de Loto. Avec ce dernier aveu : « *Personne na nous a dit pour qui il fallait voter.* »

Les électeurs, déjà mal à l'aise avec le nombre élevé de bulletins (quatre, parfois cinq), ont eu aussi du mal à les faire entrer dans les urnes, comme si, elles aussi, avaient été prévues pour des choix plus simples. Une autre différence aura marqué ces premières élections véritablement pluralistes en Russie depuis 1917 : les bureaux de vote n'avaient pas

toujours prévu la traditionnel buffet proposent, à des prix réduits, sandwiches eu saueleson, limonade et thé bouillant.

immensité du pays et décale-
heures horaire obligent : ce
dimanche électoral avait
débuté la semaine dernière à
bord des navires de la mer de
Barents et dans les stations
météorologiques du pôle Nord,
s'était poursuivi vendredi par
l'ouverture des bureaux dans
les villages de montagne de
l'Altai, à la frontière du
Kazakhstan, puis samedi à
Khebravok, en Extrême-
Orient, sous la surveillance
attentive d'observateurs japo-
nais venus avec télescopes et
photocopieuses, et se termina,
enfin, à Kailingred, dimanche,
à 23 heures.

**Voix achetées
et bulletins vierges**

Apparemment, tout s'est bien passé. Certes, dans de nombreux bureaux de vote, on a voté « en famille », jusque dans l'isolement. Certes, à Moscou, des partisans de Vladimir Irlinovski furent surpris en train d'acheter les voix des électeurs. A Tchita, en Sibirie,

un candidat avait fait étiqueter son nom sur les bouteilles de bière offertes par le bureau de vote, et à Arkhangelak, port sur la mer Blanche, les transports en commun étaient gratuits pour inciter les électeurs à se déplacer.

A Kallningrad, des soldats, très nombreux dans le région, n'auraient apprié que samedi la tenue de ces élections et se seraient contentés de mettre des bulletins totalement vierges dans l'urne. Boris Etkine, estime que deux précautions valent mieux qu'une, car si bien l'intention de sa femme, Naine : « N'oubliez pas pour la Constitution, c'est comme cela qu'il faut voter. » Son ancien vice-président, Alexandre Rousakov, accompli son devoir électoral dans la prison de Lefortovo ; Rousslan Chasbouletov, dans la cellule voisine, refuse pour sa part de participer au scrutin et Anatoli Soukhanov, un des putschistes d'août 1991, candidat à Smolensk, vote à Moscou. Comme il de rien n'était.

J.-A. F.



Montre Médor plaqué or sur bracelets box et veau courcheter.

En vente chez Hermès. Liste des horlogers-bijoutiers disponible: 24, fg St-Honoré, Paris. 8: Tél. 40 17 47 17.

EUROPE

La mort du chef de gouvernement hongrois

La guerre de succession risque d'être relancée au sein du parti au pouvoir

Le décès du chef de gouvernement a été annoncé à la télévision peu après dix-sept heures par le ministre de l'intérieur, Peter Boross, qui a salué le « combat héroïque » que le premier ministre a mené depuis plusieurs années contre son cancer des glandes lymphatiques qui s'est gravement détérioré au début de l'été, au point que M. Antall ait dû être opéré en Allemagne en octobre.

Quelques instants après l'annonce de la disparition de M. Antall, le président de la République, Árpád Göncz, a chargé Peter Boross d'assumer les fonctions de premier ministre par intérim. C'est maintenant au groupe parlementaire du Forum démocratique (MDF), le parti que présidait M. Antall, de proposer un successeur au poste de premier ministre, qui devra être investi par les députés dans un délai maximum de quarante jours. Rien n'a filtré à ce sujet à l'issue du conseil des ministres extraordinaire, convoqué dimanche soir au parlement, devant lequel plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées,

des bougies à la main, pour saluer la mémoire du premier ministre défunt.

L'ensemble de la classe politique hongroise a rendu, dimanche, un vibrant hommage à M. Antall qui dirigeait la coalition conservatrice au pouvoir à Budapest depuis les élections libres du printemps 1990. Même si la maladie du premier ministre était de notoriété publique depuis longtemps, le choix de son successeur va sans aucun doute accentuer les luttes internes au sein du MDF. Lajos Jár, membre fondateur du MDF, et actuel ministre de la défense, et Peter Boross, le ministre de l'intérieur, sont les deux candidats les plus probables.

Mais vu la très faible majorité parlementaire dont dispose aujourd'hui la coalition, le futur candidat aura sûrement besoin du soutien de la dizaine de députés d'extrême droite. Or, leur leader, l'écrivain István Csúrk, récemment exclu du MDF, a clairement laissé entendre la semaine dernière qu'il s'opposerait à l'investiture de M. Boross.

Y.-M. R.

Jozsef Antall, un conservateur humaniste et chrétien

Jozsef Antall, chef du gouvernement hongrois, est décédé dimanche 12 décembre à Budapest des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante et un ans.

Jozsef Antall restera dans les annales comme le doyen des chefs de gouvernement postcommunistes en Europe centrale. Un titre qu'il acquit dès sa deuxième année d'exercice de pouvoir et qui représentait sans doute une douce revanche pour celui qui vécut dans l'ombre d'un Waleza ou d'un Havel dont il ne partageait ni la fougue ni l'autorité morale.

La postérité retiendra en tout cas le hasard particulier du calendrier de la démocratisation hongroise : le soir du dimanche 8 avril 1990, Jozsef Antall était ses cinquante-huit ans en même temps que son parti conservateur, le Forum démocratique (MDF), remportait une victoire éclatante aux premières élections libres depuis quarante-cinq ans. Mais même en cette circonstance « historique », Jozsef Antall n'a pas délaissé son apparence grave et austère, esquissant à peine un sourire devant ses supporters en liesse. Songeait-il uniquement aux

difficultés des transformations à venir ou savait-il déjà que ses jours étaient comptés ?

Atteint d'un grave cancer des glandes lymphatiques, Jozsef Antall, qui fut longtemps le directeur du Musée d'histoire de la médecine, connaissait mieux que quiconque les conséquences de sa maladie qu'il a affrontée avec courage et dignité. Une maladie longtemps restée taillée mais dont les signes extérieurs — provoqués par de douloureuses séances de chimiothérapie — se sont aggravés au fil des mois.

Tout en menant ce tragique combat contre la maladie, Jozsef Antall a dû affronter la tâche, forcément ingrate, d'essayer les platitudes du changement de régime. « Vous participez à un gouvernement de kamikazes », avait-il prévenu ses collaborateurs lors du premier conseil des ministres. Et peu avant les élections, il se plaisait à répéter que « le premier chef d'un gouvernement hongrois démocratique doit être un fanatique, un missionnaire ou un fou ». De ces réels, c'est sans doute celui du missionnaire qui correspond le mieux à Jozsef Antall, tant il aimait faire croire que son destin personnel se confondait avec celui



de la nation hongroise, au grand dam de ses adversaires qui lui reprochaient de s'ériger en dépositaire d'une identité magyare millénaire.

Perçu comme un homme introverti et orgueilleux par certains ou bien comme un personnage doté d'une élégance nonchalante et d'une douceur amère, selon l'un de ses amis d'enfance, Jozsef Antall ressemblait davantage à un aristocrate éclairé du siècle précédent qu'à un politicien moderne. Sa culture politique était celle du libéralisme du dix-neuvième siècle, teintée d'un certain romantisme magyare.

Plus que tout autre, Jozsef Antall a su se forger, pendant la campagne électorale de 1990, l'image d'un homme certes peu charismatique, mais sérieux et rassurant.

Un germanophile averti

Il se faisait de la politique une idée noble et sa pudeur l'a toujours empêché de céder aux gadgets de la communication. « N'attendez pas de moi que je joue du saxophone ! », avait-il déclaré à un coéquipier de son parti, suscitant l'hilarité générale. Mais pour un homme qui se souciait apparemment si peu de son image, Jozsef Antall a eu des rapports quasi obsessionnels avec les médias. S'estimant mal traité et victime d'un enlèvement de la presse hongroise qu'il soupçonnait d'être manipulée par d'anciens communistes, M. Antall ne supportait pas la critique, et surtout pas celle des journalistes, qu'il qualifiait avec arrogance de « mickys ».

De lui-même, M. Antall avait une haute idée. Dans son bureau du Parlement de Budapest, une copie néogothique presque à l'identique du bâtiment de Westminster, il se comparait volontiers à Churchill. Germanophile averti, il vouait aussi une admiration sans bornes au chancelier Helmut Kohl avec lequel il partageait, disait-il, les mêmes valeurs du « patriotisme, du libéralisme et de la démocratie chrétienne ».

Si l'activisme politique de M. Antall a été tardif, son initiation a été précoce et prend racine dans sa famille. Son père, commissaire aux réfugiés pendant la deuxième guerre mondiale, contribua à sauver la vie de nombreux juifs évadés de Pologne. Une rue de Varsovie porte d'ailleurs son nom ainsi qu'une plaque commémorative à Jérusalem. « J'avais treize ans, se rappelait Jozsef Antall, quand la Gestapo a sonné à notre porte, menaçant de nous emmener si mon père n'arrivait pas à aider les juifs. » Un épisode auquel il se référait souvent pour cooier ceux qui l'accusaient de manque de fermeté envers les propos antisémites au sein de son propre parti.

Ministre de la reconstruction après la guerre, son père joua aussi un rôle marquant au sein du Parti des petits propriétaires (FügP), grand vainqueur des élections de 1945. De cet héritage paternel, Jozsef Antall garda un attachement viscéral aux valeurs conservatrices, humanistes et chrétiennes. Elève au lycée des Pères piaristes de Budapest, il fit des études supérieures d'histoire qui l'amenèrent à travailler comme archiviste, bibliothécaire et enseignant dans un établissement du secondaire de la capitale.

Jozsef Antall a vingt-quatre ans quand éclate la révolte hongroise en 1956. Il joue un rôle périphérique pendant ces treize journées d'insurrection, même s'il participe

au comité révolutionnaire de son lycée, ainsi qu'à la réorganisation du Parti des petits propriétaires et à la création de la Fédération de la jeunesse chrétienne. Après l'écrasement du soulèvement par l'armée rouge, Jozsef Antall perdit son emploi, le droit d'enseigner et de publier, jusqu'à la décapitation du régime Kadar, au milieu des années 60.

Ni collaborateur ni dissident, Jozsef Antall se sort discrètement de l'ombre qu'en 1988, l'année où le dégel s'annonçait lentement avec la mise à l'écart de Janos Kadar, remplacé à la tête du PC par Karoly Grosz.

Jozsef Antall participe alors à la création de la Ligue hongroise des droits de l'homme à Budapest mais hésite entre rejoindre son parti d'antan, celui des petits propriétaires, qui renait de ses cendres, ou bien le Forum démocratique hongrois (MDF), un mouvement encore informel, créé avec la bénédiction du communiste réformateur Imre Pozsgay et qui regroupe des intellectuels à la recherche d'une « troisième voie ».

Le conflit avec la vieille garde du MDF

Il écarte finalement les petits propriétaires, jugés trop passésistes. Toutefois, le MDF de l'époque est un peu trop radical au goût de Jozsef Antall, dont la prudence a toujours dicté la conduite. En mars 1989, il se présente néanmoins à la direction collégiale du Forum, lors de son premier congrès à l'université d'économie de Budapest. C'est la douche froide : Antall est poliment écarté mais peu applaudi. Vexé, il se retire. Il faudra toute la persuasion du poète lyrique Sandor Csorok pour le récupérer. Il intègre aussitôt la délégation du MDF aux négociations de la table ronde, entre l'opposition et le pouvoir. Mais c'est un autre hongrois, Lajos Jár, qui dirige officiellement ce groupe à la tête du MDF. Jozsef Antall, le catholique réformateur pro-occidental, mettra encore un mois avant de s'imposer face aux pères fondateurs du MDF, en grande partie des intellectuels ruraux protestants et populistes.

En octobre 1989, Jozsef Antall est élu sans rival à la présidence du MDF, cinq mois seulement avant les premières élections démocratiques. Il réussit à marginaliser les courants proches de l'extrême droite et transforme ce mouvement hétéroclite en un parti centriste et hautement personnalisé. Menant campagne sur le thème du « changement dans la douceur », M. Antall est porté au pouvoir par la large encheûtre des électeurs modérés, soucieux de préserver les « acquis » du régime Kadar et effrayés par le radicalisme des anciens dissidents, essentiellement regroupés au sein de l'Alliance des démocrates libres (SzDz).

Une fois passé un court « état de grâce », l'autorité de M. Antall a progressivement été minée par les rivalités internes au sein de son parti. C'est le député et écrivain démagogue István Csúrk qui jette le pavé dans la mare au mois d'août 1992. Dans un virulent pamphlet, aux accents antisémites, il réclame le départ de M. Antall, accusé de « trahir les intérêts nationaux » au profit des « bolchéviques convertis » et des « agents du capital cosmopolite ».

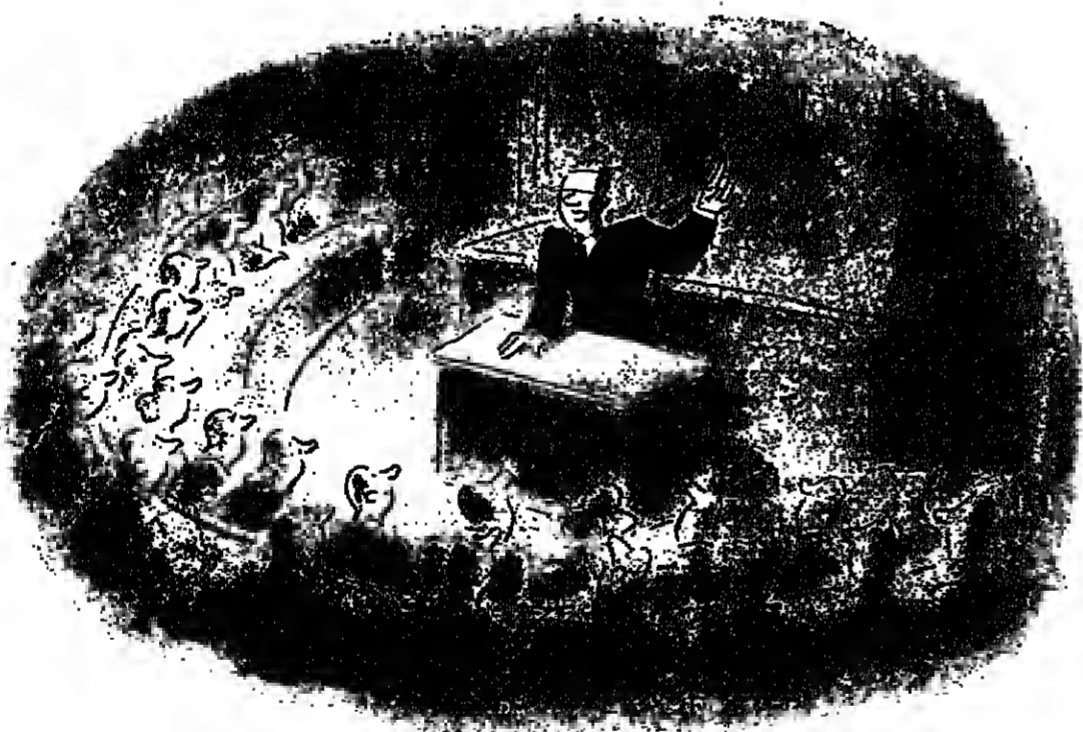
Jusque-là, Jozsef Antall avait habilement manœuvré et passait pour un fin stratège. Mais en refusant de sanctionner dès le début les ténors de l'extrême droite — de peur de faire éclater le MDF — il a sans doute commis une erreur tactique qui lui coûta très cher : son parti s'enlisait dans des luttes fratricides stériles et le capital moral du premier ministre en fut sérieusement ébranlé.

D'avantage déstabilisé par les sismes que par une opposition divisée et affaiblie, Jozsef Antall ne s'est jamais vraiment remis de sa perte d'autorité. A une journaliste américaine qui lui demandait pourquoi ses compatriotes faisaient si peu confiance à leur chef de gouvernement, il se consola en invoquant le légendaire fatalisme magyare : « Cela fait partie de la mentalité paysanne hongroise de ne jamais prévoir une bonne récolte ».

YVES-MICHEL RIOLS

Le nouvel ECONOMISTE

On ne peut plus être un homme politique si on n'est pas d'abord un économiste.



Aujourd'hui, pour diriger sa vie, il faut comprendre l'économie.

Le Nouvel Economiste, c'est l'essentiel de l'actualité dans les domaines qui vous concernent : Politique, Economie, Entreprises, Patrimoine, Consommation, Loisirs.

Le newsmagazine de l'économie, chaque vendredi chez votre marchand de journaux. Et si vous nous appelez au (1) 41 09 30 21 ou si vous nous faxez votre carte de visite au (1) 40 95 13 81, nous aurons le plaisir de vous envoyer gratuitement 3 numéros.

هكذا من الامم

INTERNATIONAL

EUROPE

CROATIE

Les Serbes de Krajina ont massivement voté

Les 317 000 électeurs de la « République serbe de Krajina » autoproclamée, située en territoire croate, se sont massivement déplacés pour élire, dimanche 12 décembre, leur président et leurs députés.

KNIN (Krajina)

de notre envoyé spécial

Pour montrer qu'ils ont droit à leur propre Etat, l'écrasante majorité des 317 000 électeurs officiellement recensés de la « République serbe de Krajina », autoproclamée par des Serbes fortement armés sur près d'un tiers du territoire de la Croatie, se sont rendus aux urnes, dimanche 12 décembre. Ils devaient choisir leurs 84 députés parmi 347 candidats et un président entre sept prétendants. Avant même la clôture du scrutin, le taux de participation dépassait les 80 % dans de nombreuses circonscriptions.

« Le monde doit nous reconnaître. Ces élections sont légales », explique Blaz Vekic, un policier qui sort d'un bureau de vote sans isoler - installé dans une école primaire de Knin, la capitale de la « République ». « Tous les partis pensent la même chose. Les Serbes ne tolèrent plus jamais de vivre dans le même Etat que les Croates », affirme un professeur qui estime que l'essentiel est que les Serbes de Krajina voient reconnu « leur droit à l'autodétermination ». « Ce ne sont pas des élections normales mais un référendum pour la souveraineté », avait lancé, à la veille du scrutin, l'un des deux principaux candidats à la présidence, Milan Babic. Cet ex-« président de la République » avait été

écarté par Belgrade pour son opposition résolue à l'arrivée de dix mille « casques bleus » de l'ONU dans la région. « C'est un jour historique. Nous espérons que le monde va comprendre que la République de Krajina est une réalité », a estimé le favori de l'élection présidentielle, Milan Martić, l'actuel « ministre de l'Intérieur », soutenu par Belgrade et les Serbes de Bosnie.

Le candidat local contre celui de Belgrade

L'enjeu principal de ces élections - assurer la reconnaissance de la République de l'Etat - a masqué leur second but : trancher la question du pouvoir en Krajina. Alors que Goran Hadzic, l'actuel « président », a presque disparu de la scène sous le coup d'accusations de corruption, la lutte oppose les « deux Milan » : figures de l'insurrection contre Zagreb, Milan Martić, « candidat de Belgrade », inspecteur de police accusé de vouloir instaurer un « Etat policier » (apparemment déjà en place, vu le sort réservé aux opposants), est soupçonné d'être manipulé par le président serbe. Milan Babic « candidat local », et dentiste de son métier, est taxé de « manque de réalisme ». Outre l'appât du pouvoir, deux questions opposent ces deux hommes, par ailleurs d'accord sur le fait que la Krajina ne saurait être contrôlée par les Croates : elles portent, d'une part, sur la manière de négocier avec Zagreb, qui menace de rétablir par la force son autorité sur la région et, d'autre part, sur l'opportunité de forcer l'union des « terres serbes » de Croatie et de Bosnie avec la « mère Serbie ».

Le « policier-candidat de Belgrade » fait confiance au président serbe Slobodan Milosevic, qui ne veut pas précipiter l'unification mais qui, assure M. Martić, « n'y renoncera pas ». Le « dentiste-candidat local », qui a tenté sans succès de forcer l'union avec Belgrade, craint que la Krajina soit sacrifiée sur l'autel des intérêts d'Etat de la Serbie. Il veut qu'une « Krajina souveraine » négocie elle-même le « meilleur statut possible » avec Belgrade, voire avec Zagreb, si le rapport de force tournait mal, raconte ouvertement un de ses proches.

« Ces politiciens sont tous des méduses sans formation. Les deniers font tout de la politique et il n'y a personne pour soigner les caries de nos hommes », plaisante sur le front un officier professionnel de l'armée des Serbes de Krajina. « Les politiciens ne peuvent nous trahir, poursuit l'officier, ils peuvent bien signer avec les Croates : cela restera une signature sur un papier ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

BOSNIE : le pape lance un appel en faveur d'un jour de jeûne et de prières. Jean-Paul II a lancé, dimanche 12 décembre, un appel à une journée de jeûne et de prières, le 23 janvier, en faveur de la paix dans la « région martyrisée » de Bosnie-Herzégovine. En effet, la guerre dans l'ex-Yugoslavie « ne semble malheureusement pas proche d'une solution juste et équitable », a ajouté Jean-Paul II. - (AFP)

ITALIE

La Ligue du Nord demande la création de trois « Républiques fédérées »

La Ligue du Nord d'Umberto Bossi, réunie en congrès samedi 11 et dimanche 12 décembre à Milan, a présenté son projet de Constitution, qui prévoit la division de l'Italie en trois « Républiques fédérées ».

ROME

de notre correspondant

Le centre, c'est lui, Bossi. La Ligue du Nord se propose désormais comme poutre maîtresse de la « maison commune » des libéraux et des démocrates. Quant à l'Italie, selon le projet de Constitution fédérale présenté au congrès qui se tenait à Milan samedi et dimanche, elle sera divisée en trois « Républiques fédérées » : Padanie, la région du Pô, au Nord ; Etrurie, au Centre, et la vague appellation de « République du Sud » pour la troisième région. La Ligue a également annoncé qu'elle ne siègerait plus au Parlement après le vote de la loi de finances.

La voix rauque est celle de tous. L'enthousiasme suscité parmi ses militants aussi : Umberto Bossi, le guerrier lombard, est resté debout. Le secrétaire général du

mouvement a dû jouer serré pour sortir du mauvais pas dans lequel il s'était retrouvé au terme de sa semaine la plus dure depuis son entrée en politique : au second tour des élections municipales, le 5 décembre, la Ligue avait été stoppée aux portes des mairies de Gênes et de Venise, malgré les bons scores obtenus partout dans le Nord. Deux jours plus tard, l'homme de confiance de Bossi pour les affaires administratives s'était retrouvé derrière les barreaux, accusé de délit de plus infamant qui soit pour quelqu'un de la Ligue : avoir empêché illégalement de l'argent - qui sera restitué grâce à la collecte faite au congrès - du groupe Ferruzzi avant les élections d'avril 1992.

Le président du mouvement, Franco Rocchetta, avait profité de ce moment difficile pour relancer ses critiques sur les tendances « bonapartistes » du grand chef. Bref, celui-ci apparaissait, disait le professeur Gianfranco Miglio, l'idéologue du groupe, comme un boxeur sonné. On l'attendait au tournant et Umberto Bossi a réagi à sa façon, en relançant son projet fédéraliste de trois Républiques, mais surtout en s'engageant clairement, pour la première fois, sur le terrain des alliances possibles.

De Mario Segni à Silvio Berlusconi

Grands triomphateurs au Nord, les ligues ont, en effet, besoin d'alliés pour poursuivre leur percée et se proposer comme force de gouvernement. Mot d'ordre, outre le fédéralisme : éviter que l'Italie ne glisse à gauche. Voici donc l'ouverture aux forces plus voisines, à condition que la Ligue reste la force prédominante. Une main tendue, entre autres, à Silvio Berlusconi - interrogé lundi, ce dernier a déjà accepté l'offre - qui ne cache plus désormais ses ambitions politiques et pourra apporter son savoir-faire ; à Mario Segni, qui tente de réorganiser le centre, et aux restes de la Démocratie chrétienne. Portes fermées, en revanche, aux anciens communistes du PDS - naturellement - mais aussi aux néofascistes du MSI, même si ce parti est engagé à son tour dans une opération de recentrage. Le MSI se transformera bientôt, en effet, en Alliance nationale où seront accueillis tous ceux qui, à droite, veulent s'opposer aux forces progressistes.

Sur l'autre versant, du côté des progressistes, après la joie des résul-

tats électoraux, Achille Occhetto, secrétaire du PDS, s'est rendu, vendredi dernier, devant le juge Di Pietro pour préciser la position de son parti au sujet des affaires. « Pas de quoi s'alarmer - c'est le commentaire rassurant du numéro deux du parti, Massimo D'Alema. Il ne s'est rien passé. » Au lendemain, M. Bossi a annoncé, dimanche, qu'il allait lui aussi, rendre visite au juge Di Pietro. - (Interim)

ANDORRE

Premières élections législatives depuis l'adoption de la Constitution

La liste du Groupement national démocratique (AND, modérés libéraux), soutenue par le chef du gouvernement de la principauté d'Andorre, Oscar Ribas Reig, est arrivée en tête des élections législatives, dimanche 12 décembre, mais sans obtenir la majorité absolue. L'AND a recueilli 26,4 % des suffrages et 4 sièges sur les 28 du Conseil général des vallées (Parlement), contre 22 % à l'Union libérale (UL) et 19,1 % à la Nouvelle Démocratie (ND, centre-gauche). Ces deux partis obtiennent chacun 3 sièges. Une liste constituée de jeunes sociaux-démocrates et dirigée par Vicenç Mateu, un professeur de philosophie, a créé la surprise en obtenant 2 sièges. Un programme réclamant une réforme du code de la nationalité. Il s'agissait des premières élections législatives depuis l'adoption d'une Constitution démocratique en mars. Auparavant, la principauté était gouvernée en vertu de traditions vieilles de plus de sept siècles. M. Ribas Reig, qui devra négocier des alliances - conformément à la tradition - pour former une majorité, a déclaré qu'il ne « fait aucun doute » qu'un accord sera trouvé entre les différents partis, qui commenceront leurs négociations lundi. Il a aussi assuré que ces résultats n'entraveraient pas la poursuite des réformes démocratiques et économiques. - (AFP, Reuters)

PORTUGAL

Le Parti socialiste est sorti vainqueur des élections municipales

Les premiers résultats des élections municipales portugaises du dimanche 12 décembre ont montré une nette bipolarisation du pays. Le Parti social-démocrate (PSD, droite libérale au pouvoir, avec 34 % des voix, et le Parti socialiste, avec 35,8 %, revendiquent chacun la victoire, mais celle-ci revient indubitablement au PS, surtout dans les deux plus importants districts, Lisbonne et Porto.

LISBONNE

de notre correspondant

Le scrutin municipal de dimanche a renvoyé aux Portugais l'image d'un pays coupé en deux, avec un parti socialiste implanté dans les grandes villes et sur le littoral urbanisé, tandis que le PSD conserve son influence dans les régions rurales de l'intérieur et dans les régions autonomes de Madère et des Açores. Selon les résultats officiels partiels, le PS remporte 35,8 % des voix contre 34 % au PSD.

Le secrétaire général du PS, Antonio Guterres, a préconisé la tenue pour l'année prochaine des « Etats généraux pour une nouvelle majorité », en faisant appel à tous les socialistes et aux indépendants « pour que l'alternative socialiste remporte » les élections législatives prévues en 1995.

De son côté, le premier ministre, Aníbal Cavaco Silva, est venu, au cours de la nuit, annoncer que son parti a « omélioré son score au niveau national » par rapport aux précédentes municipales de 1989, qui s'étaient soldées par une cuisante défaite du PSD.

Le premier ministre reconnaissait toutefois que le PSD « n'aura pas obtenu l'objectif qu'il s'est imposé, c'est-à-dire de devenir le parti ayant le plus de mairies dans le pays ». Avant lui, le vice-président du PSD, le ministre de la Présidence, Fernando Nogueira, avait annoncé que le parti gouvernemental serait « à égalité en nombre de mairies avec les socialistes ». « Ce sont des résultats acceptables, tout à fait raisonnables, même s'ils se situent au-dessous de la barre que nous nous étions fixée », avait-il reconnu.

Le destin national de M. Sampaio

Le gain par le PSD du plus grand nombre de mairies permettrait au parti de M. Cavaco Silva de revenir à la présidence de l'importante Association nationale des municipalités délaissée depuis 1989 par le Parti socialiste. Cette association s'occupe de la distribution des subventions octroyées par l'Etat aux communes. Elle sera appelée également à désigner les représentants du Portugal dans le Comité des régions, institution communautaire dont la création est prévue par le traité de Maastricht.

Les maires socialistes de Lis-

bonne et de Porto, Jorge Sampaio, ancien secrétaire général du PS, et Fernando Gomes, élus avec une confortable majorité, apparaissent, sans aucun doute, comme les grands vainqueurs de ce scrutin.

M. Sampaio se présentait sur la liste de coalition socialo-communiste qui lui avait permis de gagner en 1989 la mairie de la capitale, dirigée depuis dix ans par une alliance du PSD et des chrétiens de droite du Centre démocratique et social (CDS). En annonçant sa victoire tôt dans la soirée, M. Sampaio a tenu un discours d'homme d'Etat, pragmatique, se situant au-dessus des partis. Cette intervention apporte de l'eau au moulin de ceux qui lui voient un destin national pour 1995, quand les Portugais seront appelés à élire le successeur du président de la République, Mario Soares.

Le Parti communiste semble maintenir ses positions, notamment dans l'Alentejo, la province du Sud - son fief traditionnel - et dans des mairies importantes de la rive gauche du Tage comme Almada, ou de la grande banlieue de Lisbonne, comme Amadora et Loures. Et cela malgré le « vote utile » qui a joué en plusieurs endroits en faveur du PS.

En revanche, le jeune président du CDS, Manuel Monteiro, trente et un ans, semble être le grand perdant du scrutin en restant en-deça des 10 % que son parti avait obtenus en 1989.

ALEXANDRE FLUCHER-MONTEIRO

Pour son travail en faveur des médecins bosniaques

L'AVRE obtient le Premier Prix des droits de l'homme

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a décerné son 1^{er} Prix à l'Association pour les victimes de la répression en exil (AVRE) pour son programme de « debriefing » en faveur des médecins bosniaques réfugiés à Zagreb.

Le centre de soins de l'AVRE, ouvert à Paris depuis 1985, est le seul en France à traiter les séquelles physiques et psychologiques de la torture et de la répression.

Les médecins assistés par l'AVRE se trouvent dans une situation particulière. Eux-mêmes traumatisés par la guerre, ils sont confrontés, dans leur pratique, aux séquelles des mauvais traitements subis par les réfugiés ainsi qu'au récit de leurs souffrances. Une accumulation de traumatismes souvent difficile à supporter.

Il est donc essentiel de les aider à restaurer leurs capacités personnelles et professionnelles. C'est ce que fait l'AVRE en accueillant des groupes de quatre à cinq médecins bosniaques pour une durée de cinq jours.

ESSEC

ADMISSION SUR TIJRE EN 2^{ème} ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CCI de Versailles - Val d'Oise - Yvelines, membre de la Fede.

Prochaine session pour la rentrée 1994 :

du 16 Mars au 18 Mars 1994

Date limite de dépôt des dossiers

de candidature :

31 Janvier 1994

Documentation

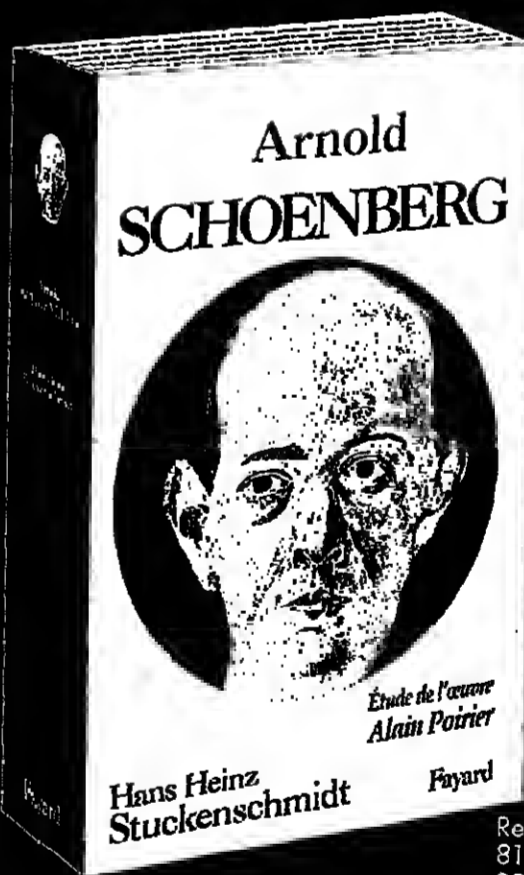
et dossier d'inscription :

ESSEC - Admissions - B.P. 105

95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.30.00

UN DES PHARES DE LA MUSIQUE DU XX^e SIÈCLE



Dans la Vienne du tournant du siècle, l'itinéraire artistique d'un des héritiers de la grande tradition classique et romantique animé de l'ambition de modeler l'histoire de la musique.

la Musique chez FAYARD

AMÉRIQUES

CHILI

Le démocrate-chrétien Eduardo Frei est élu président mais devra composer avec la droite au Parlement

Eduardo Frei a remporté, comme prévu, l'élection présidentielle du dimanche 12 décembre. Démocrate-chrétien comme son père, qui fut président du pays de 1964 à 1970, il a recueilli 58 % des voix. La coalition de centre-gauche qui le soutient n'a cependant pas obtenu aux élections législatives qui avaient lieu la même jour la majorité des deux tiers nécessaire pour modifier la Constitution et pour en finir, en particulier, avec l'immovibilité du commandant en chef de l'armée de terre, l'ancien dictateur Augusto Pinochet.

SANTIAGO

de notre envoyée spéciale

«L'accepte ce mandat avec humilité. Je veux être le président de tous les Chiliens sans exception et je dis aux plus humbles que les portes du palais de la Moneda leur seront ouvertes.» Tard dans la nuit du samedi 11 décembre, Eduardo Frei, candidat d'une coalition de centre-gauche au pouvoir depuis 1990, a su se défendre de son attitude souvent un peu raide en public pour susciter quelques frissons d'émotion, avec juste ce qu'il fallait de lyrisme. Devant quelques milliers de ses partisans - contents plus que déçus - massés sur la place de la Constitution, Eduardo Frei Junior, entouré de son épouse et de ses quatre filles, a cessé, à la fin de son discours, d'être un « fils à papa » - son père, issu du même parti démocrate-chrétien (DC), fut

président du Chili de 1964 à 1970 - pour exister par lui-même. L'ampleur de sa victoire aura contribué à détendre cet ingénieur en travaux publics, qui ne se lança vraiment en politique qu'en 1988, six années après la mort de ce père charismatique. Les derniers résultats, presque définitifs, lui accordent 58 % des voix, soit trois points de plus que ce qu'avait obtenu Patricio Aylwin en 1989, après les dix-sept années de la dictature du général Pinochet. La droite stabilise ses positions autour de 30 % des suffrages, son niveau traditionnel d'avant la dictature : le candidat commun de l'Union démocratique indépendante (UDI, pinocbetiste) et du parti Renouveau national (centre-droite), Arturo Alessandri, a obtenu 24 % des voix et l'indépendant José Pinera, ex-ministre de Pinochet, en a réuni 6 %, ce qui le place en troisième position. L'écologiste Manfred Max Neef n'a pu transformer un succès d'estime durant sa campagne, auprès des jeunes surtout, en dividende politique. Il n'a recueilli qu'un malgre 3,5 % des suffrages, un point de plus que le candidat communiste, le prêtre Eugenio Pizarro.

Le pesant héritage du général Pinochet

Si la Concertation démocratique (composée principalement de la DC et des deux partis socialistes, dont la fusion est prévue à moyen terme) sort grande gagnante du scrutin présidentiel, elle n'améliore pas en revanche ses positions à l'issue des législatives organisées le même jour (renouvellement de la totalité de

la Chambre qui compte 120 députés et de la moitié de la Haute Assemblée : 18 sénateurs). La tâche de M. Frei, qui prendra ses fonctions en mars, n'en sera pas facilitée.

Est-ce parce que les électeurs n'ont pas voulu donner de blanc-seing à la Concertation? Est-ce plutôt, comme le soutient la majorité, que le système électoral compliqué imaginé par l'entourage du général Pinochet, entraîne d'injustes distorsions? Toujours est-il que la Concertation perd un siège au Sénat et un autre à la Chambre, au profit de la droite. Le nouveau président n'aura pas chez les députés la majorité des deux tiers pour réformer la Constitution, à deux voix près. Et il lui manquera trois voix au Sénat pour faire passer de simples lois. M. Frei se proposait de revenir notamment sur l'immovibilité des commandants en chef de l'armée, dont le général Pinochet pour l'armée de terre, décédé jusqu'en 1997 et de supprimer les huit sénateurs désignés (par le même général), dont le mandat se termine la même année.

D'où la nécessité de tendre la main aux centristes de droite de la Renouveau nationale (vingt-neuf députés et onze sénateurs) notamment, et aux quelques indépendants susceptibles de se laisser infléchir. Il ne faut pas de doute que les socialistes de la Concertation surveilleront de près ces manœuvres, eux qui ont réussi à regagner du terrain, en termes de pourcentage des voix. Ils ont obtenu environ 27 % des suffrages aux législatives et 24 % aux sénatoriales, contre respectivement 29 % et 27 % pour la DC. Cette

rennité, sous la férule du populaire Ricardo Lagos, permettra aux socialistes de revendiquer leur part de ministères-clés au sein du prochain gouvernement.

Mais, signe de la maturité d'une démocratie retrouvée, l'heure n'est plus du tout aux affrontements sanglants entre les extrêmes. La DC et les socialistes ont pu faire alliance pour sortir de la dictature, quitte à supporter certains legs constitutionnels bien pesants du général Pinochet. Avant même d'être élu, M. Frei avait obtenu de tous les partis un accord pour ramener le mandat présidentiel de huit à six années, plus conformes à la tradition du pays. Et samedi, le candidat battu de la droite, Arturo Alessandri, s'est déplacé jusqu'au quartier général de la Concertation, pour venir féliciter M. Frei, dès que la moitié des bulletins de vote eurent été dépouillés. Poignée de mains historique devant les caméras.

M. Frei a souhaité que l'opposition se maintienne «loyale» et accepte de «consolider la démocratie». Il a salué les aspects «exemplaires» de cette campagne sans insultes et d'un scrutin qui n'a donné lieu à aucun incident grave. Quatre-vingt mille membres des forces de l'ordre, dont des volontaires de la défense civile, avaient été déployés dans tous les coins de ce long pays, rendant la présence armée très visible, près des bureaux de vote notamment. Le général Pinochet avait voté tôt le matin dans sa circonscription de Santiago. En civil.

MARTINE JACOT

AFRIQUE

COTE-D'IVOIRE

Daniel Kablan Duncan a été nommé premier ministre

ABIDJAN

de notre envoyée spéciale

Daniel Kablan Duncan, ministre délégué à l'économie, aux finances et au plan depuis 1990 dans le gouvernement d'Alassane Ouattara, a été nommé premier ministre, samedi 11 décembre, par le président Henri Konan Bédié, qui a succédé à Félix Houphouët-Boigny. M. Duncan n'appartenait à aucun des deux clans politiques qui se disputaient la succession du président défunt. Son profil d'«homme neutre» a, semble-t-il, joué en sa faveur.

Reconnu comme un technicien de l'économie n'ayant aucun penchant pour le «politique politicien», il a été désigné à un moment crucial pour la Côte-d'Ivoire, qui affronte la plus grave crise économique de son histoire. On attendait le maintien de ce technocrate - qui connaît bien les dossiers en instance auprès de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international - à la tête du ministère de l'économie et des finances.

Sa nomination comme chef du gouvernement l'empêchera de se consacrer exclusivement à la mise en œuvre des mesures d'ajustement structurel, mais la réputation dont il jouit dans les milieux financiers internationaux est un atout dont le nouveau président Henri Konan Bédié ne voulait pas se passer alors qu'il prête l'intention de lancer rapidement un plan d'austérité draconien. Avec une dette extérieure de 20 milliards de dollars et une population de 13 millions d'habitants, la Côte-d'Ivoire est le pays qui a le niveau d'endettement par tête le plus élevé du monde.

MARIE-PIERRE SUBTIL

[Agé de cinquante ans, Daniel Kablan Duncan est né à Ouelé, dans le centre du pays. Il est diplômé de l'Institut commercial de Nancy et de l'Institut de commerce international de Paris. Entré au ministère de l'économie et des finances en 1970, il effectue un stage au Fonds monétaire international, à Washington, en 1973. Il travaille ensuite à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à la Caisse nationale de prévoyance sociale, puis au siège de la BCEAO à Dakar en 1989. Il était ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie, des finances et du plan depuis novembre 1990, date de la formation du gouvernement Ouattara, qui a démissionné le 9 décembre.]

ALGÉRIE

Des islamistes demandent la libération de leurs chefs avant un éventuel dialogue politique

Dans un communiqué remis, vendredi 10 décembre, au quotidien arabe *El Khabar*, six membres fondateurs de l'ex-Front islamique du salut (FIS) ont demandé, comme préalable à leur participation à un éventuel dialogue politique en Algérie, la libération des dirigeants du «parti de Dieu», parmi lesquels Abassi Madani. Cette exigence répond à une déclaration du général Mohamed Touati, un des trois représentants de l'armée au sein de la Commission du dialogue national (CDN), qui avait évoqué la possibilité d'associer des «personnalités» représentatives de l'ex-FIS aux discussions en cours sur la période de transition (le Monde du 11 décembre).

De son côté, Abdelhamid Mehri, secrétaire général du FLN, a indiqué, dimanche, au cours d'une conférence de presse, que l'ancien parti unique était «contre toute idée de substituer une structure transitoire à une autre structure transitoire» et «n'était pas opposé à un éventuel prolongement du mandat» du Hsout Comité d'Etat (HCE) qui arrive à expiration le 31 décembre, l'important étant, à ses yeux, de préparer des élections présidentielle et législatives plutôt que d'ouvrir une autre période de transition.

Pour sa part, Mahfoud Nahnah, le chef du mouvement islamiste modéré Hamas, a invité, dimanche, dans une déclaration faite au quotidien *Liberté*, «les groupes armés à dialoguer avec le pouvoir, et ce dernier à accepter de dialoguer avec eux pour que cesse l'effusion de sang» (plus de cinquante personnes ont été tuées en Algérie depuis mercredi dernier). «Toute action entreprise par les armes, a-t-il ajouté, est une preuve d'incapacité à convaincre l'autre.» - (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS

Martin Luther King n'aurait pas été tué par James Earl Ray

Le journal dominical britannique *The Observer* publia, dans son édition du 12 décembre, le «confession» d'un homme d'affaires américain à la retraite qui affirmait avoir été le commanditaire de l'assassinat, le 4 avril 1968 à Memphis (Tennessee), de Martin Luther King, le principal dirigeant noir de l'époque, engagé dans la campagne pour la défense des droits civiques de ses compatriotes de couleur. Selon ce document, James Earl Ray, un patricien blanc qui a été condamné à 99 ans de prison pour cet attentat et purge toujours sa peine, aurait été victime d'une mise en scène et n'aurait aucune responsabilité dans le meurtre de Martin Luther King.

L'homme d'affaires, dont l'*Observer* teit le nom, aurait accepté de collaborer avec les autorités judiciaires américaines en échange de l'assurance de

ne pas être inquiété lui-même. Il pénétrait dans une antichambre proche du motel Lorraine, à Memphis, sur le balcon duquel King a été tué. Il aurait reçu 100 000 dollars pour organiser l'assassinat du leader des droits civiques et aurait recruté un tueur d'élite noir, qu'il aurait payé 10 000 dollars. La «commande» venait de deux hommes, un entrepreneur de Memphis lié à la Mafia, aujourd'hui décédé, et un autre personnage, qui vit toujours dans le Tennessee.

Bill Pepper, avocat de James Earl Ray depuis 1988, aurait été sur le point de découvrir l'existence de cet homme d'affaires, qui aurait préféré prendre les devants en essayant de négocier avec la justice. Bill Pepper est persuadé que le commanditaire ultime de l'assassinat est Edgar Hoover, le directeur du FBI à l'époque.

EN-BREF

COLOMBIE : la dernière menace de «Pablo Escobar». - Quatre jours avant d'être tué par les forces de sécurité, Pablo Escobar avait menacé d'attaquer des touristes et des hommes d'affaires allemands en Colombie si sa famille n'obtenait pas l'asile politique en Allemagne. Pablo Escobar a appelé le bureau de la présidence colombienne le 28 novembre, alors que sa femme et deux de ses enfants essayaient de se réfugier en Allemagne pour échapper aux menaces de mort après la décision du procureur général colombien de supprimer leurs gardes du corps. Des extraits de cette conversation téléphonique ont été publiés, dimanche 12 décembre, par le journal *El Tiempo*. - (AFP.)

HAÏTI : manifestation pro-Duvalier à Port-au-Prince. - Plus d'un millier d'Haïtiens ont manifesté, samedi 11 décembre, à Port-au-Prince pour protester contre l'embargo de l'ONU et manifester leur soutien à la famille Duvalier. François Duvalier puis son fils Jean-Claude ont dirigé le pays pendant près de trente ans, jusqu'en 1986, date de la fuite en France de ce dernier. Ce rassemblement était le plus important contre le retour du président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide, renversé par un coup d'Etat militaire en septembre 1991. - (Reuters.)

PÉROU : les résultats officiels du référendum du 31 octobre. - Le «oui» au référendum du 31 octobre dernier sur la nouvelle Constitution l'a emporté par 3 878 964 voix (52,24 % des suffrages exprimés) contre 3 545 699 «non» (47,76 %), selon les résultats officiels définitifs rendus publics, samedi 11 décembre, par la commission électorale nationale. - (AFP.)

GUINÉE : deux morts et plusieurs blessés lors d'affrontements à Conakry. - Deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, dimanche 12 décembre, à Conakry, lors d'affrontements entre partisans de deux candidats à la première élection présidentielle pluraliste, prévue le 19 décembre. Les affrontements ont opposé des militants du Parti de l'unité et du

progrès (PUP), du président Lansana Conté, et du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), parti du principal opposant, Alpha Condé. - (AFP.)

SOMALIE : échec des pourparlers de paix à Addis-Abeba. - Les factions somaliennes ont fait, dimanche 12 décembre, un constat d'échec de leurs pourparlers, qui n'ont duré que dix jours à Addis-Abeba. Dans des récents communiqués, elles se rejettent la responsabilité de l'échec de ces négociations, qui ont eu lieu à l'invitation du président éthiopien, Meles Zenawi. Celui-ci n'a d'ailleurs pas réussi à organiser une rencontre entre les principaux chefs de clan, le général Mohamed Farah Aidid et le «président par intérim» Ali Mahdi. - (AFP.)

AFGHANISTAN : Gulbuddin Hekmatyar «reste premier ministre». - Gulbuddin Hekmatyar, le chef des islamistes afghans du Hezb-i-Islami, «reste premier ministre» mais a chargé son bras droit, Qazi Amin Waqat, ministre des télécommunications, de le remplacer à Kaboul, où il ne se rend plus que très rarement pour des raisons de sécurité, a déclaré, dimanche 12 décembre, M. Waqat. Samedi, Radio-Kaboul, contrôlée par le principal rival de M. Hekmatyar, le président Burhanuddin Rabbani, avait affirmé que le premier ministre avait remis la direction du gouvernement à M. Waqat. - (AFP, Reuters.)

JAPON : l'impératrice Michiko retrouve partiellement l'usage de la parole. - L'impératrice Michiko a retrouvé partiellement l'usage de la parole, qu'elle avait perdu le 20 octobre dernier après avoir été victime d'un malaise, a annoncé la Maison impériale, vendredi 10 décembre. Elle pourrait maintenant dire «Heika» (Votre Majesté) et «Saya», surnom de sa fille, la princesse Noni. Selon les médecins qui l'avaient examinée après son malaise, l'épisode dont elle souffre pourrait être due à «un sentiment de profonde détresse». Peu avant, l'impératrice avait exprimé «sa

profonde tristesse» à la suite d'articles critiques parus dans des magazines populaires. - (AFP.)

ROYAUME-UNI : l'IRA revendique le meurtre de deux policiers en Irlande du Nord. - L'Armée républicaine irlandaise (IRA) s'est revendiquée, dimanche 12 décembre, le meurtre en Irlande du Nord de deux policiers de la province, dont la voiture a été criblée de balles, dans la nuit de samedi à dimanche, pendant une patrouille à Fivemiletown, dans le sud du comté de Tyrone. Cette attaque a été interprétée comme un avertissement au gouvernement britannique : un responsable de l'Eglise presbytérienne d'Irlande, le Dr Andrew Rogers, s'est estimé que l'organisation illégale catholique tentait ainsi de renforcer sa «puissance de marchandage», au moment où des discussions ont lieu pour faire avancer le processus de paix. - (AFP.)

QUAND LE MONDE ET LA SNCF UNISSENT LEURS EFFORTS, PARIS SE RAPPROCHE DE LILLE.

Avec des trains plus rapides, plus nombreux vous serez plus vite au fait de l'actualité.

Vous trouverez désormais le Monde le soir même de sa parution en vente à :

Dunkerque, Hazebrouck, Béthune, Lens, Arras, Douai, Valenciennes, Lille.

Le Monde **SNCF**

SKI MODE D'EMPLOI

Une information complète et disponible 24 heures sur 24 sur plus de 300 stations de ski en France et en Europe

Météo et enneigement
Domaine skiable
Tarif des remontées mécaniques
Locations
Actualités de votre station

Jouez et gagnez
séjours, matériels de ski et forfaits

3615 LEMONDE
Tapez SKI

مكتبة العالم

Le frère de Kim
vice-président de

OMATIE

Le premier ministre n
une polémique avec son

SOLDE

POLITIQUE

Après l'annulation du scrutin de mars dernier

M. Stasi est battu pour la deuxième fois dans la Marne par son rival de la majorité

EPERNAY

de notre correspondant

LE CENTRE BATTU PAR LA DROITE. Bernard Stasi, ancien ministre, élu député de la Marne pendant vingt-cinq ans, a vu sa défaite de mars dernier confirmée, dimanche 12 décembre, par les électeurs, qui lui ont préféré Philippe Martin, un vétéran soutenu par une partie du RPR local. M. Martin a fait une campagne axée vigoureusement à droite, face à un - ancien - député plutôt situé au centre gauche et qui avait reçu l'appui personnel de Michel Rocard.

HORS DES PARTIS. La législative de la Marne comme les sept cantons disputés dimanche confirmant le succès, dans ces scrutins locaux, de candidats «divers» - particulièrement «divers droite» - notables ou parents de notables, que les électeurs préfèrent aux représentants officiels des partis. La défaite de M. Stasi montre, aussi, que les consignes des partis ont moins de prise sur les choix des citoyens.

Le soutien appuyé de Jacques Chirac, président du RPR, peu avant le premier tour de scrutin, et celui, personnel, de Michel Rocard, premier secrétaire du PS, au lendemain de ce même premier tour, n'auraient rien changé. Bernard Stasi, maire (UDF-CDS) d'Epernay, a été battu pour la deuxième fois, dimanche 12 décembre, par le maire de Cumières, Philippe Martin (divers droite). Non seulement ce

dernier confirme son score du premier tour, mais il fait définitivement oublier la faible différence de 49 voix qui lui avait permis de l'emporter à l'élection législative de mars dernier, que le Conseil constitutionnel avait annulé le 6 octobre.

En mettant l'accent, pour sa campagne du second tour, sur les compétences supposées de M. Martin avec le Front national, M. Stasi a provoqué, localement, une importante mobilisation de personnalités de gauche contre

les positions officielles du PS et du PC, mais qui n'avaient pas donné de coagulation de vote. Cependant, les appels ou les lettres publiques à voter pour M. Stasi contre l'extrême droite n'ont eu d'effet sur les abstentionnistes ou sur l'électorat de gauche que dans les zones urbaines.

Si les villes d'Epernay ou de Sézanne gardent leur confiance en dirigeant centriste, la quasi-totalité des cantons ruraux, villages ou non, ont préféré le dis-

cours de M. Martin. Celui-ci progresse même à Epernay et à Sézanne, en profitant, à l'évidence, de voix de droite repoussées vers lui par l'appui de M. Rocard à M. Stasi.

Toutes tendances confondues, la victoire de M. Martin est celle d'un électorat officiellement en rupture avec les consignes nationales. Cette révolte risque de ne pas être sans conséquences dans les rangs du RPR et du PS.

DOMINIQUE CHARTON

MARNE 6^e circonscription (Epernay)

	5 juin 1988	12 juin 1988	21 mars 1993	28 mars 1993	5 décembre 1993	12 décembre 1993
Inscrits	65 381	65 354	66 224	66 204	65 998	65 967
Votants	42 486	48 288	43 696	40 173	34 106	36 082
Abstentions (%)	35,03	26,17	34,16	39,31	48,32	45,50
Suffrages exprimés	41 588	44 580	41 381	32 891	33 260	33 732
Candidats et délégués						
Philippe Martin (div. d.)	18 389	38,42	23 241	52,12	13 678	41,12
Bernard Stasi (UDF-CDS)	12 380 (1)	27,80	21 349 (1)	47,87	10 558	31,74
Jacky Blavier (PS)	5 588 (2)	13,43	4 402 (2)	11,12	2 818	8,47
Guy Stocker (PC)	5 686 (3)	13,67	4 238	10,05	2 864	8,52
Sylvain Gazon (FN)	1 268 (4)	3,04	2 814	8,31	1 310	3,83
Marc Lefebvre (Vers)	261 (5)	0,60	1 782	4,30	153	0,46
Yves Gaudon (AD)	-	-	1 193	2,88	-	-
Joanne Poinillart (NE)	-	-	-	-	-	-

(1) Michel Thomas - (2) Jacques Perrin - (3) Jacques Robert - (4) Bernard Legrand (Alt.) - (5) Annick Procureux (POE).

COMMENTAIRE

Les «divers droite» se portent bien

L'ÉLECTION législative partielle de la Marne et les sept élections cantonales partielles - dont trois seconds tours -, organisées dimanche 12 décembre, se caractérisent par les bons résultats des candidats n'appartenant à aucune des formations politiques traditionnelles. Dans la Marne, Philippe Martin confirme et accentue, contre Bernard Stasi, son succès de mars dernier; et dans six des sept cantons à pourvoir, des notables locaux, classés «divers droite», bénéficient généralement du soutien de la droite «classique», arrivent vainqueurs ou en tête du premier tour. Ils obtiennent même, parfois, des scores spectaculaires, comme à Somme, en Corrèze, où Marcel Oriange réussit à être élu dès le premier tour grâce, il est vrai, à l'engagement personnel de Jacques Chirac dans sa campagne.

Dans le seul canton où un candidat «encarté», en l'occurrence au Parti social-démocrate, arrive en tête - à Clères en Seine-Maritime -, on peut estimer que le facteur «familial» a joué autant, sinon plus, que l'appartenance politique, puisqu'il s'agit du propre fils du conseiller délégué, ancien président du conseil général.

La vogue «non partisane» des participants à ces élections partielles s'étend, d'ailleurs, à presque tout l'échiquier politique, puisque le Parti socialiste et les écologistes sont amonés, eux aussi, à soutenir des candidats ne sortant pas de leurs rangs.

CLAIRE BLANDIN

Sept cantonales

ALLIER : canton d'Escourrolles (2^e tour).
L. 14 187; V. 5 298; A. 62,65 %; E. 4 937.
Jean-Jacques Rozier, div. d., m. d'Escourrolles, 3 026 (61,04 %), élu.

Pierre Corniou, MRG, m. de Bellevue-sur-Allier, 1 931 (38,95 %).
(Avec un score qui dépasse les pronostics les plus ambitieux, M. Rozier remplace M. Dubessy, élu en 1992, invalidé par le Conseil d'Etat pour non-conformité de ses comptes de campagne et déclaré inéligible pour un an. Il profite de la faiblesse de M. Corniou, qui échoue nettement dans sa tentative de reconquête d'un siège qu'il avait obtenu jusqu'en 1985 et qui est, même distancé, de 324 voix dans la commune dont il est maire. L'élection de ce responsable agricole marque un peu plus l'entraînement de «l'école Chazet», le sénateur centriste qui, malgré quelques années, avait choisi, au conseil général, de combattre la gauche avec des candidats n'ayant pas l'étiquette RPR ou UDF.)

5 décembre 1993 : L. 14 188; V. 5 298; A. 62,65 %; E. 4 937.
Jean-Jacques Rozier, div. d., m. d'Escourrolles, 3 026 (61,04 %), élu.
29 mars 1992 : L. 14 184; V. 5 298; A. 62,65 %; E. 4 937.
Jean-Jacques Rozier, div. d., m. d'Escourrolles, 3 026 (61,04 %), élu.

ALLIER : canton de Hérisson (2^e tour).
L. 3 354; V. 4 632; A. 37,01 %; E. 4 444.
Guy Labouze, div. d., 2 466 (55,49 %), élu.

Daniel Roussel, PC, m. de Cosne-d'Allier, 1 978 (44,50 %).
(Arrivé en tête au premier tour, M. Labouze emporte le siège laissé vacant par Bernard Faure (div. d.), dont l'élection, en mars 1992, avait été annulée par le Conseil d'Etat pour non-conformité des comptes de campagne et qui avait été déclaré inéligible pour un an. La forte mobilisation, supérieure de plus de 7 points de pourcentage à celle du premier tour, a essentiellement profité à M. Labouze, un agriculteur investi par la majorité départementale de l'Union républicaine pour le Bourbonnais (UDR). De plus, les reports de voix de candidats socialistes se sont effectués dans de mauvaises conditions : dans ce canton, que le PS détenait jusqu'en 1984, le communisme rural jouit encore d'une bonne influence.)

5 décembre 1993 : L. 7 534; V. 4 192; A. 44,35 %; E. 4 041; Guy Labouze, 2 466 (55,49 %); Daniel Roussel, 1 978 (44,50 %); René Devaux, PS, 495 (12,24 %); Jean Guérol, div. d., 125 (3,09 %).
29 mars 1992 : L. 7 379; V. 5 298; A. 44,35 %; E. 4 041; Guy Labouze, 2 466 (55,49 %); Daniel Roussel, 1 978 (44,50 %); René Devaux, PS, 495 (12,24 %); Jean Guérol, div. d., 125 (3,09 %).

CHARENTE-MARITIME : canton de Pons (2^e tour).
L. 8 881; V. 2 494; A. 71,91 %; E. 1 618.
Daniel Laurent, sout. RPR, adj. m. de Pons, 1 618 (100 %), élu.

(Ses candidat en lice après le retrait de la candidate soutenue par l'UDF, arrivée en deuxième position à l'issue du premier tour, M. Laurent l'emporte au terme d'un scrutin à très faible participation. Il succède au socialiste Guy Montillet, qui avait battu, en mars 1992, le conseiller général sortant RPR, mais avait été démis de son mandat par le Conseil d'Etat pour avoir occupé un poste dans la fonction publique six mois avant le scrutin. L'élection de M. Laurent renforce la majorité RPR-UDF 64/36 à l'Assemblée départementale.)

5 décembre 1993 : L. 8 881; V. 4 469; A. 49,69 %; E. 4 254; Daniel Laurent, 2 494 (55,49 %); Marie-Claude Drenon, sout. UDF, m. de Saint-Sébastien-Palme, 1 132 (26,61 %); Alain Joly, sout. PS-MRG-GE, 833 (19,58 %); Michel Camus, PC, 420 (9,87 %); Christophe Baud, Vers, 154 (3,62 %); Pascal Markowski, FN, 141 (3,31 %).

29 mars 1992 : L. 8 777; V. 5 996; A. 31,68 %; E. 5 567; Guy Montillet, PS, 2 883 (50,38 %); Pierre Delapierre, sout. RPR, 2 764 (49,64 %).
CORREZE : canton de Sornac (1^{er} tour).
L. 1 984; V. 1 434; A. 27,72 %; E. 1 372.
Marcel Oriange, div. d., 707 (51,53 %), élu.

Alain Messaich, PC, 378 (27,55 %); Georges Chassagné, PS, 287 (20,91 %).
(Avec M. Oriange, élu dès le premier tour, c'est un représentant de la majorité départementale RPR-UDF qui succède à Auguste Clouzot, décédé le 4 octobre dernier. Celui-ci, ami de Jacques Chirac, était conseiller général depuis 1982 et avait été maire de Sornac de 1977 à 1989. M. Clouzot, d'extrême droite, avait été élu conseiller général de la Corrèze, qui a bénéficié du soutien actif de M. Chirac, obtient un score légèrement inférieur à celui de son prédécesseur en 1988. Le candidat communiste a, lui, en revanche, amélioré le résultat du représentant du PC de près de 4 points de pourcentage.)

15 septembre 1988 : L. 2 041; V. 1 691; A. 17,14 %; E. 1 646; Auguste Clouzot, RPR, c. a. 290 (54,07 %); Fernand Chavastoul, PC, 388 (23,57 %); Jean Godot, PS, 368 (22,35 %).
COTES-D'ARMOR : canton de Collinée (1^{er} tour).
L. 3 437; V. 2 511; A. 26,94 %; E. 2 491.
Pierre Schneider, div. d., sout. RPR-UDF, 1 069 (42,91 %); Monique Hamon, PC, 726 (29,14 %); Jean-Luc Monjaret, div. d., sout. PS, 624 (25,05 %); Armand Le Mounier, div. d., 72 (2,89 %). BALLOTAGE.

(Dans le seul département breton où la gauche est majoritaire au conseil général, présidé par Charles Focassin (PS), l'opposition départementale fait une percée à l'occasion de ce scrutin organisé à la suite du décès, en octobre, du communiste Yves Renaud. La forte personnalité de celui-ci, régulièrement élu depuis 1976, avait fait de ce canton une enclave communiste que personne ne songeait à contester. Cela explique pourquoi les partis traditionnels ont eu quelques difficultés à trouver des volontaires pour cette élection, d'autant plus que ce canton est renouvelable en mars

1994. Ainsi, le PS et la majorité RPR-UDF ont, chacun, soutenu des candidats sans appartenance politique. Le candidat unique de l'opposition départementale, M. Schneider, vétéran de Collinée, arrive nettement en tête. Il devance la candidate du PC, qui s'impose, à gauche, face au candidat soutenu par le PS.)

25 septembre 1988 : L. 3 500; V. 2 589; A. 26,02 %; E. 2 577; Yves Renaud, PC, c. a. 1 130 (45,58 %); Jacky Aiguel, PS, 728 (28,98 %); Gérard Baudet, RPR, 649 (25,68 %).
PAS-DE-CALAIS : canton de Laventie (1^{er} tour).
L. 11 055; V. 6 033; A. 45,42 %; E. 5 863.

Roger Dooze, div. d., m. de Laventie, 2 907 (49,56 %); Annie Vao Cortenbosch, div. g., m. de Saillay-sur-la-Lys, 1 275 (21,73 %); Louis Courdant, div. d., sout. RPR, m. de Fleurbais, 1 153 (19,65 %); Jean-Louis Watterz, sout. GE et Verts, 292 (4,97 %); Georges Milie, PC, c. m. de Laventie, 238 (4,05 %). BALLOTAGE.

(Il s'agit de trouver un nouveau titulaire pour le siège laissé vacant par le décès, en octobre dernier, d'Émile Pochet, UDF, conseiller général depuis 1982. Le mandat 26 voix au nouveau maire de Laventie pour être élu au premier tour. Il devance M. Van Cortenbosch, dissident du PS et maire de Saillay-sur-la-Lys. Le candidat soutenu par le RPR est distancé.)

25 septembre 1988 : L. 10 192; V. 5 922; A. 41,89 %; E. 5 785; Henri Pochet, UDF, c. a. 3 289 (55,53 %); Mugueta Dambraz, PS, 1 546 (26,72 %); Simon Gory, écol., 377 (6,51 %); Roland Dorval, PC, 369 (6,37 %); Julien Beauchamp, FN, 234 (4,94 %).

SEINE-MARITIME : canton de Clères (1^{er} tour).
L. 13 962; V. 5 045; A. 36,70 %; E. 5 896.

Pascal Martio, UDF-PSD, 2 962 (50,23 %); Patrick Joly, div. g., sout. PS, m. de Footainville-Bourg, 1 215 (20,60 %); Michel Ledru, div. d., m. de Bosc-Guérard-Saint-Adrien, 874 (14,82 %); Michel Tiesens, PC, m. d'Eslettes, 426 (7,22 %); France Gosse, FN, 412 (6,98 %); Gérard Darras, div. d., 6 (0,10 %); Éric Degonne, div. d., 1 (0,01 %). BALLOTAGE.

(André Martin (UDF-PSD), décédé le 7 novembre, réélut conseiller général dès le premier tour en 1988, avait appartenu à la SFIO, avant de soutenir Jean Lecanuet, ce qui lui donnait une audience personnelle qui dépassait les rangs de la droite. Il avait succédé à Jean Lecanuet à la présidence de l'Assemblée départementale après le décès de celui-ci le 22 février dernier. Son fils arrive largement en tête, mais à la faible participation entraine l'organisation d'un second tour puisque M. Martin n'a pas réuni les suffrages 25 % des électeurs inscrits. Le candidat soutenu par le PS obtient un score inférieur à celui du candidat qui s'était présenté en 1988, mais la surprise vient surtout du score médiocre de M. Ledru, agriculteur proche du RPR, qui exerce d'importantes responsabilités dans le secteur coopératif.)

25 septembre 1988 : L. 13 013; V. 6 522; A. 49,88 %; E. 4 395; André Martin, UDF-PSD, c. a. 3 649 (57,46 %); François Martot, PS, 1 785 (27,91 %); Michel Tiesens, 668 (10,28 %); France Gosse, FN, 353 (5,51 %).

Le projet de budget pour 1994

Le Sénat adopte la réforme de l'allocation d'adulte handicapé

Le déficit budgétaire prévu pour 1994 est porté à 301,365 milliards de francs (4,1 % du PIB) dans le projet de loi de finances tel que l'a adopté le Sénat, dimanche 12 décembre. Le solde s'est donc légèrement creusé, puisqu'il était de 300,940 milliards de francs au terme de l'examen de la première partie du budget au palais du Luxembourg (le Monde daté 28-29 novembre). Parmi les crédits supplémentaires, le gouvernement a débouqué 27,48 millions de francs afin de financer des «dispositions d'urgence» visant au «renforcement de la sécurité des Français en Algérie». Il a alloué, aussi, 87 millions de francs au laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies.

Le débat s'est surtout animé à propos de l'allocation d'adulte handicapé (AAH). Nicolas Sarkozy a finalement obtenu l'aval du Sénat pour sa réforme, visant à redéfinir les critères d'attribution (le taux minimal d'incapacité sera fixé à 50 %) de cette allocation, dont la Cour des comptes avait révélé qu'elle était «de plus en plus détournée de son but».

Sceptique à l'origine, la majorité sénatoriale, qui s'inquiétait, notamment, des implications financières qui en résulteraient pour les collectivités locales, s'est laissée convaincre par le ministre du budget, qui a pris l'engagement de veiller à la baisse le taux de prise en charge des dépenses d'insertion par les départements (actuellement fixé à 20 % des

dépenses du RMI). En outre, M. Sarkozy a assuré que le nouveau barème continuera à inclure dans la catégorie des bénéficiaires de l'AAH les personnes atteintes d'un «sida avéré», ainsi que les séropositifs «présentant les premiers symptômes de la maladie» ou les personnes victimes de «troubles de l'humeur, de la vie émotionnelle affective», compromettant «l'exercice d'une profession». «Il n'y a donc pas matière à alarmer davantage ces malades», a souligné le ministre du budget.

Au moment du vote final sur l'ensemble du projet de budget, M. Sarkozy a pu compter sur la solidarité des groupes de la majorité sénatoriale, qui ont voté pour, tandis que les groupes du PS et du PC ont voté contre. Jean-

Pierre Fourcade (Rég. et Ind.), président de la commission des affaires sociales, a offert à ses collègues un moment de suspense en avançant qu'il avait envisagé de «s'abstenir». Reprochant au gouvernement les efforts imposés aux collectivités locales, M. Fourcade a dit «craindre que les communes, les régions et les départements ne deviennent les boucs émissaires des contribuables». La formule a déclenché de chaleureux applaudissements sur les bancs de gauche.

Passé ce bref instant théâtral, le président de la commission des affaires sociales est sagement rentré dans le rang en votant pour le projet de budget de M. Sarkozy.

F. B.

مكتبة الامم المتحدة

KAMADE

POLITIQUE

A Paris et à Château-Chinon

Les manifestations du Front national ont remporté peu de succès

Devant, il y avait plusieurs membres du bureau politique qui donnaient un air rangé au cortège. Derrière, il y avait plusieurs dizaines de jeunes gens aux manières beaucoup moins bourgeoises. Entre les deux, douze cents à quinze cents personnes (quatre mille, selon les organisateurs) avaient répondu, samedi 11 décembre, à Paris, à l'appel à manifester contre le GATT et pour l'emploi des Français lancé par le Front national. Sous des trombes d'eau, la manifestation, précédée par un cortège de jeunes du mouvement, s'est déroulée de St-Denis-Basile à Montparnasse, en remontant la rue de Rennes où un public nombreux faisait ses achats de Noël.

Conduits, notamment, par Marie-France Stirbois et Martine Lehideux, Bruno Mégret et Jean-Yves Le Gallou, les manifestants ont scandé : « Du travail pour les Français ! », « Balladur en jachère ! », « GATT, GATT, catastrophe ! », « La France aux Français ! », tout au long du trajet. Faisant la manifestation, les jeunes du mouvement, auxquels s'étaient joints des membres d'autres groupes d'extrême droite, ont préféré d'autres slogans, sans grand rapport avec l'objet de la manifestation : « Sionisme, racisme, impérialisme ! » ou « Europe, jeunesse, révolution ! ».

Certains de ces jeunes gens s'en sont pris à l'équipe de TF 1, la dépossédant d'une caméra et détruisant la cassette qui s'y trouvait (la société des rédacteurs de la chaîne s'est élevée contre ces agissements). Ils ont insulté ou

rudoyé des passants qui manifestaient leur désapprobation le long du cortège. Répondant aux quolibets dont ils étaient l'objet de la part d'autres jeunes installés aux fenêtres des immeubles, ils tentaient un doigt pointé vers le ciel, en invitant leur cortège à descendre dans la rue pour une explication. Arrivés à la hauteur d'un restaurant MacDonald's, établissement fréquenté par des enfants, quelques-uns ont cassé deux vitrines à coups de pied ou de manche de pancarte, tandis que les manifestants criaient « MacDo, go home ! ». Ces jeunes gens ont été dénoncés comme des « provocateurs ».

Arrivés à Montparnasse, les manifestants ont entendu une courte allocution de M. Mégret, qui a dénoncé les négociations du GATT, en affirmant que « derrière Balladur, il y a Balladur ». En vain, les organisateurs ont tenté d'enflammer le cortège en brandissant des drapeaux américains, sous les yeux indifférents des responsables du service d'ordre du Front national. Le lendemain, toutefois, Jean-Marie Le Pen a fait savoir qu'il « condamnait l'usage » fait à la bannière étoilée. Le même jour, nous indique notre correspondant dans la Nièvre, Jacques Spindler, la manifestation organisée à Château-Chinon par Michel Collinot, membre du bureau politique du Front national, contre « la colonisation islamique de la France », n'a attiré que deux cent cinquante personnes dont bien peu de Nivernais.

OLIVIER BIFFAUD

REPÈRES

PRÉSIDENTIELLE

La direction du RPR appelle au rassemblement autour de M. Chirac

Venu soutenir deux candidats du RPR aux élections cantonales de mars prochain dans les Pyrénées-Atlantiques, Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, a invité les militants du mouvement, dimanche 12 décembre, à Pau, à « commencer le rassemblement autour de Jacques Chirac, qui sera notre candidat, a-t-il dit, et, je l'espère, celui de l'ensemble de la majorité » pour l'élection présidentielle de 1995. M. Debré a plaidé pour une liste unique de la majorité aux élections européennes. « Les Français ne souhaitent pas que nous nous divisions et que certains cherchent à faire sonner le clairon de la différence ou de la division », a-t-il souligné.

M. Chirac, qui participait, au France-Culture, au « Rendez-vous des politiques », est revenu sur l'affaire du collègue de Nentue (Ain), où quatre collégiens musulmans ont été exclus parce qu'ils refusaient de retirer leur foulard islamique durant les cours. « Je considère que, dans une République, il doit y avoir le respect d'un minimum de règles, a dit le président du RPR. Je ne vous cache pas que, foulard ou pas foulard, cela ne me préoccupe pas beaucoup, mais, en revanche, le caractère provocateur que représente le foulard, dans les circonstances en question, est quelque chose qui remet en cause les valeurs de la République ».

M. Delors s'inspire de M. Barre

Interrogé sur son éventuelle candidature à la prochaine élec-

tion présidentielle, Raymond Barre avait répondu, le 28 novembre dernier, à « L'heure de vérité », sur France 2 : « Je suis un homme libre et je ne m'interdis jamais rien. La même question lui étant posée, dimanche 12 décembre, au cours de l'émission de TF 1 « 7 sur 7 », Jacques Delors a dit qu'il « se conforme » à la réponse de l'ancien premier ministre.

M. Delors a indiqué que, « pour l'instant », il entend agir, avec le club Témoin, pour « défendre sa conception de l'Europe ». « Quand quelqu'un veut être président de la République, a-t-il observé, il joue des locaux et il met des gens à son service. Moi, je me mets au service de gens qui ont vingt ans de moins que moi, pour qu'ils réussissent en politique et pour faire triompher mon idéal social-démocrate ».

MAJORITÉ

M. Longuet souhaite une liste unique RPR-UDF aux élections européennes

Gérard Longuet, président du Parti républicain, la principale composante de l'UDF, a indiqué, dimanche 12 décembre, au cours de « L'heure de vérité », sur France 2, que son pronostic pour les élections européennes de juin prochain est que la majorité ne présentera qu'une seule liste, regroupant le RPR et l'UDF.

« Je ne vois pas d'obstacles majeurs », a déclaré le ministre de l'Industrie. A partir du moment où il y a une cohésion de la majorité autour d'une action gouvernementale et où cette cohésion se confirme sur le terrain européen, les Français ne comprendraient pas qu'on soit solidaires dans l'action et qu'au moment des élections on fasse, quand même, voir nos patentes différentes ».

MON IMPER

IMPERS ET PARKAS H & F BURBERRYS, BARTONS, GORE-TEX.

Un cadeau de bienvenue vous sera offert, 63, Faubourg Poissonnière 75009 PARIS

Tél. : 48-34-46-98

NOMADE

Bois graille

47, rue Montparnasse - 75006 Paris

75 005 Paris - 46 33 71 71

COMMUNICATION

Désignée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel

Une nouvelle tête pour France-Télévision

C'est lundi 13 décembre que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) devait désigner le successeur d'Hervé Bourges à la tête de France-Télévision. A défaut de pouvoir choisir lui-même le candidat, le gouvernement semble avoir décidé de réduire les risques, en faisant place nette à ses favoris. Après Bernard Esambert, PDG d'Albatros, le holding financière du groupe Bolloré, c'est Xavier Gouyou-Beauchamps, ancien PDG de Télédiffusion de France, qui avait annoncé, samedi 11 décembre, son retrait de la course à la présidence de France-Télévision. « Après mûre réflexion, je n'envisage plus de

me porter candidat à la succession d'Hervé Bourges à la présidence de France 2 et France 3 », a indiqué M. Gouyou-Beauchamps, sans autre commentaire. Les deux journalistes Jean-Pierre Elkabbach et Jean-Marie Cavada, pourtant dans favoris. Mais ils étaient talonnés par deux « outsiders », le producteur de cinéma Daniel Toscani du Plantier, et l'ex-PDG de France 3, Janine Elkabbach-Glandier. Jean-Pierre Elkabbach avait, selon la rumeur publique, une tête d'avance sur son confrère, sa candidature semblant être considérée favorablement, à l'Élysée comme à Matignon.

Le futur PDG des deux chaînes publiques devait être nommé par le CSA lundi 13 décembre dans l'après-midi. Son mandat sera de trois ans. Hervé Bourges qui avait annoncé, lundi 6 décembre qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession (le Monde du 7 décembre), achèvera pour sa part son mandat le 13 décembre. M. Bourges, qui va devenir ambassadeur auprès de l'UNESCO, a assuré dimanche 12 décembre, dans l'émission « Télé Dimanches » de Canal Plus, qu'il « n'avait pas de favori ». M. Bourges part « sans rancune », mais avec « l'impression d'un travail inachevé ».

M. Balladur n'a pas caché qu'il aurait souhaité que je puisse continuer. S'il avait pu me donner un signe en ce sens, je me serais représenté devant le CSA », a-t-il toutefois précisé. M. Bourges a, au passage, égrigné TF 1, qui, « est très heureuse de mon départ et n'a cessé de répandre des bruits dont certains m'ont atteint ». « TF 1 est une chaîne hégémonique qui veut écraser les autres, qui veut que les autres disparaissent », a lancé le président partant de France Télévision. « Que l'on ne laisse pas cette situation s'installer en favorisant la première chaîne commerciale », a-t-il conclu.

L'amendement d'Aubert remis en cause

Les producteurs audiovisuels veulent récupérer leurs droits

L'Assemblée nationale a institué un amendement qui oblige le gouvernement à trancher entre l'achat de droits par les chaînes de télévision et l'investissement en coproduction. Le Sénat souhaite supprimer cet amendement.

Ce qu'un député a fait, un sénateur peut le défaire. Lors de la discussion à l'Assemblée nationale de la loi Carignon sur la réforme de la législation de 1986 sur l'audiovisuel, François d'Aubert, député UDF, avait réussi à faire adopter un amendement stipulant que la contribution financière des diffuseurs « à la production cinématographique et audiovisuelle » et surtout « la part de cette contribution affectée à la seule acquisition de droits de diffusion » devait être fixée par décret. Autrement dit, il demandait au gouvernement de fixer une limite (la plus basse pos-

sible) à l'investissement des chaînes en coproduction audiovisuelle.

Jusqu'à présent, seul le niveau de l'investissement global des chaînes de télévision dans le secteur de la production était réglementé. Le partage de cet investissement entre les droits de diffusion et la coproduction était laissé au libre jeu du marché. Compte tenu du rapport de forces très défavorable, les chaînes avaient pris l'habitude de s'acquiescer des parts de coproduction parfois supérieures à 50 % sur les fictions ou les documentaires. Même s'il n'existe pas de second marché pour valoriser les œuvres audiovisuelles à l'instar des œuvres de cinéma, les producteurs ne souhaitent plus aliéner une part importante de leur patrimoine à des chaînes de télévision. D'autant que celles-ci en profitent pour bloquer toute redistribution sur une chaîne concurrente et ne se donnent souvent même pas la peine de com-

mercialiser les téléfilms ou les documentaires à l'étranger.

L'amendement d'Aubert avait en tout cas l'avantage de sensibiliser le législateur à ce problème. Et lors de la rédaction des décrets, cela pouvait le conduire à faire un geste en faveur des producteurs. Ce n'est un mystère pour personne que l'Union syndicale des producteurs audiovisuels (USPA, principal syndicat du secteur) milite depuis longtemps pour que l'investissement des chaînes s'effectue uniquement en droits de diffusion. Après tout, fait valoir Alain Modot, député général de l'USPA, « Canal + n'achète que des droits de diffusion sur les films qu'il diffuse sur son antenne ». L'USPA souhaite donc qu'un régime qui protège aussi bien les producteurs de cinéma soit instauré pour les producteurs audiovisuels.

Mais le sénateur Adrien Gouteyron (RPR) s'apprêtait à annuler l'amendement d'Aubert par un autre amendement. Une dispari-

tion que le ministère de la communication n'envisage pas d'un mauvais œil. « Nous sommes pour le renforcement de la production audiovisuelle, nous étudions actuellement un système d'incitations fiscales et préparons un Livre blanc », explique un membre du cabinet d'Alain Carignon, ministre de la communication, mais nous ne souhaitons pas que tout passe par la voie réglementaire. » En fait, le gouvernement n'a pas réellement envie d'entrer en conflit avec les chaînes de télévision qui fontient (et pour une fois) inévitablement front commun contre cette tentative de les sortir du secteur de la coproduction. Reste qu'il faudra bien se pencher un jour sur les problèmes de la production audiovisuelle et mettre en place un cadre réglementaire qui permette à ce secteur de jouer son véritable rôle.

Y. M.

Un feu d'artifice au table rectangulaire à partir de 295 F.

Et si on se faisait un feu d'artifice de table...

RUGGIERI
DEPUIS 1739
MAÎTRE ARTIFICIER.

Boutique Ruggieri 125, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.
Boutiques Descente, Paris de route Chastelle.
Réservations : 045 RUGGIERI, Tel. 01 46 20 49 14

La conférence de Marrakech sur le sida

Le professeur Nathan Clumek : « Les chefs d'Etat africains n'ont toujours pas pris conscience de l'hécatombe »

■ **CONFÉRENCE.** La huitième conférence internationale sur le sida en Afrique s'est ouverte dimanche 12 décembre à Marrakech (Maroc). Plusieurs personnalités politiques françaises devraient participer à cette manifestation, parmi lesquelles Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et Jacques Chirac, président du RPR et maire de Paris. M. Veil a annoncé lors de l'ouverture de cette conférence l'organisation à Paris d'un sommet international sur ce sujet.

■ **DIX MILLIONS DE CAS.** Selon les dernières estimations de l'Organisation mondiale de la santé, dix des quinze millions de cas de contamination par le virus du sida à travers le monde ont été enregistrés en Afrique. Pour le docteur Michael Merson, directeur du programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS, la propagation du virus est facilitée en Afrique par les migrations et les déplacements des populations, notamment à la suite de troubles civils et militaires.

■ **ENTRETIEN.** Le professeur Nathan Clumek (hôpital Saint-Pierre, Université libre de Bruxelles) est à quarante-trois ans l'un des meilleurs praticiens du sida. Ce spécialiste des maladies infectieuses, né au Caire, après une formation médicale suivie en Belgique, a été l'un des premiers médecins européens à s'intéresser au sida, en prenant en charge les malades africains venus des anciennes colonies belges atteints par cette maladie.

« Il y a six ans, dans un entretien au Monde (28 novembre 1987), vous expliquiez que l'épidémie de sida allait être à l'origine d'une mutation majeure de la société africaine. Quelle lecture faites-vous aujourd'hui de vos propos d'alors ?

— A cette époque, j'avais l'impression d'avoir été trop loin. J'avais eu des réactions très négatives de responsables de l'OMS qui tenaient ces propos pour exagérés. Six ans plus tard, je suis consterné : le scénario décrit est bien en deçà de la réalité. A l'époque, quand je parlais de 10 % de personnes contaminées par le virus du sida, j'avais l'impression de prononcer un chiffre tabou. Actuellement, on parle de 20, 30 et 40 % ! Hier, on ne parlait que de groupes à hauts risques, comme les prostituées ou les personnes souffrant déjà de maladies sexuellement transmissibles. Aujourd'hui, l'épidémie s'est largement répandue, et l'on manie des chiffres de 30 % et 40 % de personnes contaminées avec une apparente banalité.

« Les moyens mis en œuvre pour lutter sont de petites dignes de sable face à des rivières sans cesse gonflées par des sources incontrôlées. On sait que l'épidémie ne frappe pas de la même manière partout à travers le monde et évolue à des vitesses différentes. Elle peut rapidement touter certains groupes ou, en revanche, se développer lentement, par « bouffées » circon-

scrites dans certaines sociétés. Le drame, c'est que la société africaine cumule tous les facteurs à risques. Il faut y ajouter le brouillard permanent dû aux guerres civiles, à la destruction des économies, à la dette du tiers-monde, à l'instabilité politique...

— Par exemple ?

— Le Zaïre. Ce pays était hier donné comme un exemple de programme de lutte contre le sida. Grâce à des fonds américains, français et belges et grâce à l'OMS, il y avait une cohorte de prostituées volontaires pour le dépistage et le suivi, un programme de distribution de préservatifs, des études sur les femmes enceintes. Tout cela a volé en éclats à cause de l'instabilité économique et politique. A fortiori, d'autres pays moins favorisés au départ n'ont pu bénéficier d'aucune action préventive.

« Les ressources se sont aussi restreintes. D'autres fronts de la lutte contre le sida se sont ouverts, notamment en Asie du Sud-Est. Les masses budgétaires disponibles, celle de l'OMS en particulier, ne cessent donc de diminuer. Dans ce contexte, la litane des chiffres qui montrent, année après année, une augmentation du nombre des cas et des infections sur le continent africain n'a rien de surprenant.

— Estimez-vous qu'il existe des obstacles spécifiques à l'Afrique pour ce qui est de la prévention par voie sexuelle ?

— Nous devrions enfin accepter de comprendre qu'en Afrique la vision du sexe et de l'amour, les relations à la maladie, sont totalement différentes des significations que nous leur donnons en Europe occidentale. Certes, il y a un début d'adaptation au langage et à l'imaginaire africains, mais on ne s'est pas attaqué à la profondeur des motivations liées à l'inconscient que représente pour ces populations un nouveau virus venu de l'extérieur.

— Les recherches sur l'histoire de l'épidémie, la découverte de son origine africaine ont-elles eu un impact négatif en termes de prévention ?

— Je ne le pense pas. Nous avons, dans ce domaine, accumulé une masse considérable d'informations. Le discours sur l'introduction du virus en Afrique par l'homme occidental a disparu ou presque. On ne nie plus, comme hier, l'existence de la maladie. Il n'y a plus de rejet,

d'exclusion des malades. Ce qui est dû à l'OMS. Cela dit, comment bâtir une lutte coordonnée qui assimile les informations de terrain et les transforme en action, dans un langage compréhensible sur un continent où la majorité de la population est illettrée ? Osons une image, celle d'une voiture de forte puissance qui patine sur le verglas. Nous avons tout, mais nous ne réussissons pas à avancer.

— Que faire ? Changer de voiture ou attendre le printemps ?

— Comment savoir ? Aujourd'hui, on mène des actions ponctuelles. On se focalise sur des questions très précises, comme celle de la transmission du virus par l'allaitement maternel : de superbes études sortent dans les meilleurs journaux ; des résultats étonnants de précision sont obtenus, mais en conclusion, on apprend qu'en Afrique, il vaut mieux ne pas déconseiller l'allaitement par des femmes infectées compte tenu du rapport entre le risque pour l'enfant de mourir de déshydratation par diarrhée, faute de lait maternel, et celui de mourir du sida.

« L'autre exemple est celui de la prévention de la transmission du virus par voie sanguine. Nous avons tout aujourd'hui pour assurer le contrôle sans grande technologie, grâce à des tests pouvant être appliqués à température ambiante avec un personnel peu qualifié. Mais, pour y parvenir, il faut des infrastructures minimales et une volonté. Or les deux sont presque partout inexistantes.

— N'est-ce pas un discours excessivement pessimiste ?

— Bien sûr, certains interlocuteurs africains sont tout à fait conscients de la situation. En revanche, les chefs d'Etat n'ont pas pris conscience de l'hécatombe que va provoquer le sida sur le continent noir. On peut certes critiquer en Europe nos gouvernements, mais là au moins les choses sont claires. Grâce aux groupes de pression, aux organisations de malades et à la presse, les dirigeants politiques sont informés. Ils décident en connaissance de cause. Ce mode de fonctionnement, cette organisation sociale n'existent pas en Afrique.

« J'ajouterais que le sida touche un domaine dans lequel on a beaucoup de difficultés à prendre la parole. Il y a une inhibition dans le discours. En Europe, nous avons une inhibition dans la représentation. Nous parlons beaucoup (« féllation », « sodo-

mie », etc.), mais nous ne montrons pas. En Afrique, c'est l'inverse. On y trouve d'innombrables représentations phalliques, des statues sans équivoque, de multiples images. Le sexe y est joyeux. Il fait rire, mais on n'en parle pas. Ou si l'on en parle, c'est d'une manière qui ne permet pas d'introduire la dimension de la morbidité, de la mortalité.

« Le sexe en Afrique fait partie de la vie au même titre que le manger, boire ou dormir. L'énorme difficulté est d'y introduire la problématique selon laquelle le danger coexiste avec l'expression de la vie. La notion de culpabilité n'y existe pas de la même manière qu'en Occident, enracinée dans la culture judéo-chrétienne. Comment, dès lors, s'insérer dans l'intimité quotidienne africaine le discours occidental sur le thème : « Protégez-vous » ? Seule une minorité sur ce continent a compris, dans un réflexe de survie, que si elle ne se protégeait pas, elle allait disparaître.

« Une profonde inhibition de la parole »

— Vous évoquez l'absence de prise de conscience des chefs d'Etat africains. Pourtant, il y a quelques années, Abdou Diouf, président du Sénégal, avait exhorté ses homologues du continent à prendre le parole sur le sida. A quel tient cette incapacité des chefs d'Etat à tenir ce discours ?

— Je ne comprends pas. Sans doute est-ce ici dans l'ordre du tabou. Sur ce sujet, je le répète, il y a une profonde inhibition de la parole. A l'inverse, on voit que le pape ose, lui, prendre cette parole, même si son discours va totalement à l'encontre de ce que l'on attendrait. L'Eglise peut prendre la parole parce que ce domaine n'est pas investi par les autres autorités, par le pouvoir politique en particulier. Cette absence de prise de parole du politique est d'ailleurs perçue comme éthiquement confortable : on « respecte la vie privée ». Tout cela va rapidement devenir intenable.

— L'association de la lutte contre le sida à la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles facilite-t-elle, selon vous, cette prise de parole ou la complique-t-elle, dans la mesure où elle évoque la sexualité dans toutes ses dimensions pathologiques ?

— Il y a certes une logique à associer le sida et les maladies sexuellement transmissibles qui sont moins effrayantes et que l'on sait traiter. Les réseaux de dispensaires anti-vénériens auraient pu servir utilement, avec le dépistage du sida, dans la lutte contre l'épidémie. Mais que constate-t-on ? Au refus de la parole s'associe le refus de la connaissance de l'existence du sida ou de l'infection. Bien souvent, en Afrique, lorsqu'on offre le dépistage, les personnes concernées ne veulent pas en connaître le résultat. Et quand elles le connaissent, il y a, au-delà de la crainte du rejet et de l'exclusion, une très grande difficulté à le dire aux autres.

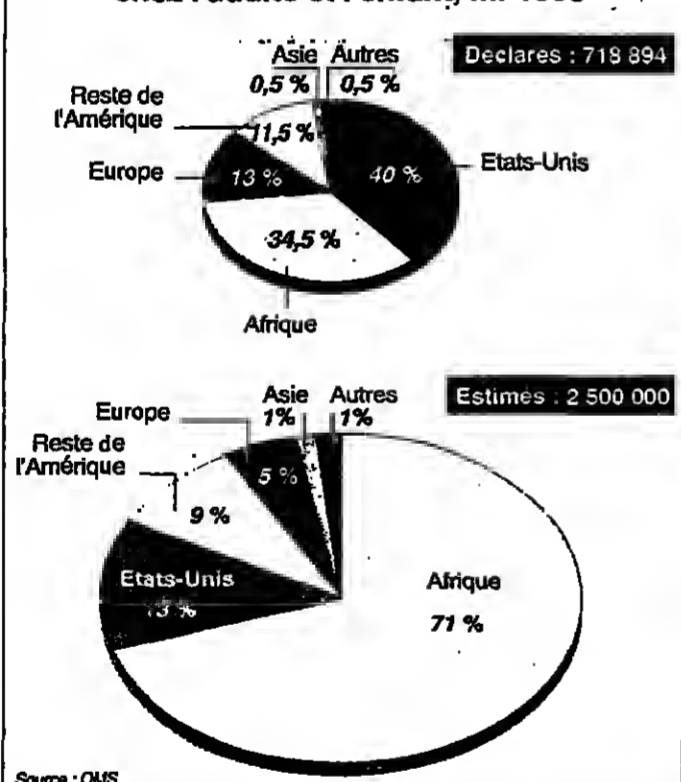
« Comprenez-moi bien, je ne veux pas apparaître comme un censeur, comme la mauvaise conscience de gens en train de s'épuiser sur le terrain. Je veux dire que nos structures, nos modes de pensée, nos programmes de lutte sont en inadéquation avec la réalité. Nous sommes toujours en retard d'une guerre et ce qui est vrai pour l'Afrique l'est déjà pour l'Asie.

— Cette fatalité n'est-elle pas due à la perception que nous avons d'une Afrique continent des virus, de la maladie et de la mort prématurée ?

— C'est un point extraordinairement important. Quelle est la place de l'Afrique dans l'imaginaire collectif ? Il y a là toute une série d'idées, d'archétypes qui sont véhiculés concernant le continent « original » avec tout ce que ce mot signifie : « placentaire », « glauque », « informe », « matriciel ». Avec l'impression omniprésente de « bouillon de culture ». Mais je pense aussi que les Africains sont de plus en plus nombreux à vouloir briser ces images. Un grand pas aura été accompli lorsque les intellectuels, les artistes, les philosophes, les sociologues africains affirmeront la spécificité de l'Afrique en tant que telle et non pas en tant que continent éternellement colonisé, second dans l'imaginaire collectif. Car l'affirmation, la connaissance de soi, la conscience de sa propre valeur, c'est le début de la protection. La prise de conscience n'émerge que lorsque les Africains auront commencé à faire ce chemin.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Nombre cumulé de cas de sida chez l'adulte et l'enfant, mi-1993



En laine et cachemire la veste 4 700 F

SMALTO
44, rue François 1^{er} - 5, place Victor-Hugo

S'élevant contre les « perversions » et les « déviations »

M. Chénier (RPR) attaque la politique gouvernementale de prévention

Ernest Chénier, député (RPR) de l'Oise, ancien principal du collège de Creil, a adressé à ses collègues parlementaires une lettre dans laquelle il appelle à la « résistance » contre « le chantage au sida » que pratiquent, selon lui, les consommateurs et les trafiquants de drogue. « Forts de l'efficacité et de l'audience que leur assurent la complaisance des médias, la complicité de personnalités influentes, le soutien de leaders et de partis politiques, notamment de gauche, une minorité de marginaux homosexuels et toxicomanes, remarquablement organisés, ont lancé une puissante campagne pour faire passer dans le droit non écrit, sous la pression, la légalisation objective de leurs perversions et de leurs déviations », écrit M. Chénier.

« La classe politique, pilotable ment engluée dans son impuissance et ses inhibitions, anesthésiée par la pression idéologique, s'adonne au politisme de l'air du temps et nous chante le leitmotiv de la méthadone et des échanges de seringues », continue le député de l'Oise, en dénonçant la politique de prévention de la contamination des toxicomanes par le virus du sida, que mènent Simone Veil, ministre des affaires sociales, et Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé. « Prisonnier du moule laxiste mis en place par la précédente majorité, contaminé par

les éternuements de l'idéologie molle, le ministère de la santé a entériné l'état de déchéance sociale et morale engendré par ces déviations », estime M. Chénier. « Sa politique, ajoute-t-il, est une capitulation pure et simple devant les exigences des marginaux qui, naturellement, s'enhardissent ».

Cette lettre est accompagnée d'une pétition, soumise à l'approbation des députés et destinée, selon M. Chénier, à contrebalancer les « injonctions » de la tribune intitulée « Appel pour limiter la casse », publiée dans plusieurs journaux, dont le Monde du 19 octobre, et qui avait recueilli la signature de personnalités du monde médical et politique.

LES ARTS DE LA TABLE

Cadeaux à prix exceptionnels choisissez les grandes marques de la porcelaine de Limoges et de la cristallerie française BACCARAT - CRISTAL DE SÈVRES DAUM - LAUQUE - ROYALES CHAMPAGNE RUE DE PARADIS 10

La commission des droits de l'homme se prononce contre une législation spécifique sur les sectes

La commission nationale consultative des droits de l'homme a voté, vendredi 10 décembre, un avis sur les sectes qui sera transmis à M. Balladur, premier ministre, ainsi qu'à M. Mébaignie, ministre de la justice. La commission se défend de « prendre parti dans le domaine religieux » et de s'engager dans le débat sur les critères qui définissent les « sectes ». Elle en parle comme de « groupements, qui se présentent ou non comme religieux, dont les pratiques sont susceptibles de tomber sous le coup de la législation protectrice des droits des personnes ou du fonctionnement de l'Etat de droit ».

Ces groupes menacent les libertés publiques, ajoute-t-elle, « lorsqu'ils prônent le refus des lois, en accomplissant des détournements, des abus de confiance, des escroqueries, des infractions financières et fiscales, des mauvais traitements, de la non-assistance à personne en danger, des incitations à la haine raciale, des trafics de stupéfiants ».

Mais au nom de la liberté de conscience, la commission des droits de l'homme rejette tout projet de législation spécifique sur les sectes, tel que souhaité par des

associations d'aide aux victimes ou par le rapport Vivien de 1984. Elle estime suffisant l'arsenal répressif existant dans la législation financière, religieuse, pénale. Une plus grande vigilance est demandée aux magistrats, aux policiers, aux autorités fiscales, aux fonctionnaires locaux. La commission souhaite aussi la création d'une structure de coordination interministérielle destinée à faire périodiquement le point sur l'évolution des sectes, ainsi que d'un centre d'information publique sur ces groupes.

Par leur timidité, ces propositions étonneront ceux qui s'inquiètent de l'aggravation du phénomène des sectes. Sous des formes de plus en plus diversifiées, donc plus difficiles à saisir, ces groupes touchent un nombre croissant de jeunes et déstabilisent des familles entières. Des enquêtes policières et des poursuites judiciaires mettent régulièrement en évidence — comme ce fut récemment le cas avec l'Eglise de scientologie, les Enfants de Dieu-la Famille, la secte de Mandarom — des pratiques d'escroquerie, d'enfermement psychique, de manipulation mentale et même d'exploitation sexuelle.

H. T.

SOCIÉTÉ

ESPACE

Après la réparation en orbite de Hubble

Le triomphe de la NASA

Lancée le 2 décembre, la navette spatiale américaine Endeavour s'est posée en douceur, lundi 13 décembre à 8 h 26 (heure française), sur les pistes du Centre Kennedy à Cap Canaveral (Floride). Au cours de cette mission de dix jours et vingt heures, les sept membres d'équipage ont, au cours de cinq sorties spectaculaires dans l'espace, remis à neuf le télescope spatial Hubble, qui était myope et fébrile.

Pour cette difficile bataille (le Monde du 4 décembre), on attendait la NASA, et la NASA a triomphé. Onze jours durant, les astronautes de la navette spatiale Endeavour se sont joués des obstacles et ont prouvé que l'agence spatiale américaine était capable de nous replonger un instant dans ce passé, pas si lointain, où l'Amérique multipliait les premières.

A voir le ballet bien réglé des astronautes, l'un flottant au bout d'un fil, l'autre fixé par les pieds à la minuscule plate-forme d'un bras robot de quinze mètres, étonnant ses gestes à la recherche d'un drôle d'équilibre, on s'est

remémoré le premier pas de l'homme sur la Lune, la jeeplunaire dans les dunes de la mer des Pluies, et la capture en orbite du satellite Solar Max.

La NASA a donc redressé la barre. A la dernière seconde, alors que les parlementaires américains notaient avec un soin scrupuleux les échecs, les défaillances et les habiletés ou non, de ces derniers mois. L'erreur, cette fois n'était plus acceptable car l'enjeu ne s'arrêterait pas à la coiffeuse remise en état (plus de 700 millions de dollars) du télescope spatial et à ses futures découvertes (1). A l'heure où Washington s'interroge sur les capacités des Etats-Unis à construire en orbite une station spatiale habitée, la NASA se devait de démontrer le savoir-faire de ses hommes.

Au cours de certaines missions, comme le sauvetage d'un satellite IntelSat atropé à la main au-dessus de la route de la navette, les équipages se sont plaints des différences entre leur préparation au sol et le travail en orbite. Il n'est guère étonnant que la NASA ait, pour le sauvetage d'Hubble, multiplié au-delà de ses habitudes l'entraînement et les simulations au sol - quatre cents heures de

répétition pour l'équipage - avant la mission.

Reste que pour l'un des astronautes d'Endeavour, Story Musgrave, l'équipage a parfaitement bien supporté le rythme record de cinq sorties dans l'espace en quelques jours (2), mais « il faudrait examiner la chose plus sérieusement s'il fallait en faire plus de cinq à la suite sur la future station spatiale ». Le message sera-t-il entendu ?

A l'heure où les parlementaires et une partie de la communauté scientifique contestent l'utilité des vols habités, la NASA n'aura pas trop de ce succès pour convaincre les opposants et les inciter de lancer enfin ce programme de station spatiale internationale. Les Russes sont déjà liés avec les Américains sur ce projet, et les Européens, en négociations difficiles avec eux depuis de nombreux mois, vont s'interroger cette semaine sur leur engagement réel dans les vols habités.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Du fait de leur participation au programme Hubble, les Européens disposent d'environ 20 % du temps d'observation du télescope.
(2) Si la mission d'Endeavour avait échoué, la NASA se proposait de renouveler l'expérience en 1994.

ENVIRONNEMENT

La France et la Grande-Bretagne sont accusées de polluer la mer du Nord

COPENHAGUE

de notre correspondant

Huit pays européens, riverains de la mer du Nord, plus la Suisse (via le Rhin), se sont préoccupés, les 7 et 8 décembre à Copenhague, de l'état de santé déclinant de cette mer, polluée par le pétrole, les rejets azotés, les eaux usées non traitées, les matières radioactives et autres émissions de soufre et de métaux lourds dans l'atmosphère.

Mais seulement quatre d'entre eux (Danemark, Norvège, Pays-Bas et Suède) étaient représentés à la fois par leurs ministres de l'environnement et de l'agriculture. Prétextant les négociations du GATT, l'Allemagne et la France avaient délégué des hauts fonctionnaires, comme la Finlande et la Suisse. Ce qui montre, selon Greenpeace et le Fonds mondial pour la nature, qu'il n'y a pas de volonté politique européenne réelle pour sauvegarder la mer du Nord.

Pourtant, le constat, établi par un groupe de travail, est accablant : 1 700 000 tonnes de substances azotées (ammoniac, nitrates) y sont déversées chaque année, dont 900 000 tonnes proviennent de l'agriculture, contribuant à raréfier l'oxygène dans le milieu marin. Les efforts entrepris depuis la conférence de La Haye, en 1990, n'ont pas amélioré la situation et les

Etats riverains avaient presque chassé qu'il ne sera pas possible de réduire de moitié, comme prévu, les déversements d'azote et de phosphates d'ici à 1995.

D'autant, comme l'a critiqué le ministre danois de l'environnement, Svend Auken, que « des pays industrialisés comme la France, la Grande-Bretagne et la Norvège continuent de jeter les eaux usées non traitées des villes dans la mer. » « Ces pays, a-t-il ajouté, n'ont pas le courage d'imposer à leurs citoyens des sacrifices pour payer le prix des stations d'épuration. » Et M. Auken de rappeler que « le Danemark a dépensé 1 milliard d'écus, sorti des poches des contribuables, pour nettoyer les eaux usées. »

Avant la grande conférence de 1995, également prévue à Copenhague, cette réunion intermédiaire a aussi mis en exergue des pollutions dont on ignorait l'ampleur.

ALEXANDRE VARIN

MANCHE : des conteneurs de pesticides perdus par un cargo lors d'une tempête. - Des milliers de sachets de pesticides toxiques se sont échoués, dimanche 12 décembre, sur la plage de Siouville-Hague (Manche), où des curieux ont commencé de les ramasser. Ces sachets proviennent de l'un des quatre-vingt-huit

conteneurs (renfermant des produits divers) que le cargo français le Sherbro a perdu, lors d'une tempête, à l'ouest des îles anglo-normandes. Un remorqueur a récupéré, dimanche, un conteneur de pesticides, ramené à Cherbourg, mais une grande partie de la cargaison du Sherbro a coulé.

Une vente organisée par Sotheby's à New-York

Espace soviétique aux enchères

NEW-YORK

de notre correspondant

Une capsule spatiale soviétique, Soyuz TM 10, achetée 10 millions de francs, trois petits cailloux ramenés de la lune vendue 2,5 millions, le compte rendu manuscrit, par Youri Gagarine, du premier vol céleste, pour 2,4 millions, le premier ouvre-bouteille utilisé dans l'espace pour 40 000 francs. La vente aux enchères, samedi 11 décembre à New-York, de quelques 230 objets du programme spatial soviétique, a été « un succès inattendu » pour les organisateurs eux-mêmes, la société Sotheby's.

Preuve de l'enthousiasme suscité par cette dissémination de pièces d'un programme aujourd'hui perturbé, un petit véhicule abandonné sur la lune en novembre 1970, Lunekhod 1, a été vendu 400 000 francs. L'acheteur emporte un droit de propriété, Sotheby's étant dans l'incapacité d'assurer le rapatriement sur terre de la voiture. Elle est garée sur « la mer des pluies », précisaient les vendeurs dans le luxueux catalogue distribué pour la vente.

Les enchères avaient attiré, dans une salle pleine de combinaisons de vol et de documents relatant trente ans d'histoire, une foule nombreuse, au sein de laquelle chacun avait ses propres motivations. A l'instar d'Alexis Leonov - le premier homme à avoir marché dans l'espace - quelques cosmonautes « ex-soviétiques » avaient fait le voyage depuis Moscou. Se présentant comme « le seul artiste spatial à Manhattan », David Sugar était venu, lui, en voléin, chercher quelque inspiration pour son activité.

Entouré de sa femme et de sa fille, Emmet Stephenson, un « entrepreneur » de Denver (Colorado), a dépensé 3 millions de francs pour 19 objets, dont plusieurs combinaisons de vol. Fier de sa journée, il envisage d'exposer ses acquisitions dans un petit musée de l'espace à lui.

Cette dissémination de nombreuses pièces exceptionnelles de l'histoire aérospatiale aux Etats-Unis emène certaines critiques, rejetées en bloc par Sotheby's.

Cosmonautes et héritiers

Toutes les pièces ont été vendues avec l'accord de l'Etat russe, explique David Redden, vice-président de Sotheby's, qui travaille depuis trois ans sur cette opération. Les vendeurs - certains cosmonautes, leurs héritiers (M. Gagarine notamment) ou des entreprises privatisées - encaisseront la totalité des 40 millions de francs qu'a rapportés la vente.

A ceux qui regrettent que ces objets n'aient pas été réunis dans un musée à Moscou, David Redden indique que nombre d'entre eux seront pourtant rapidement accessibles au public. A titre d'exemple, il indique que les deux capsules spatiales mises en vente samedi - les deux pièces les plus importantes, vendues 10 millions et 3,3 millions de francs - ont en fait été acquises par un acheteur individuel américain qui souhaite qu'elles soient rapidement exposées dans un musée aux Etats-Unis avant de retourner, lorsque les conditions en seront définies, en Russie.

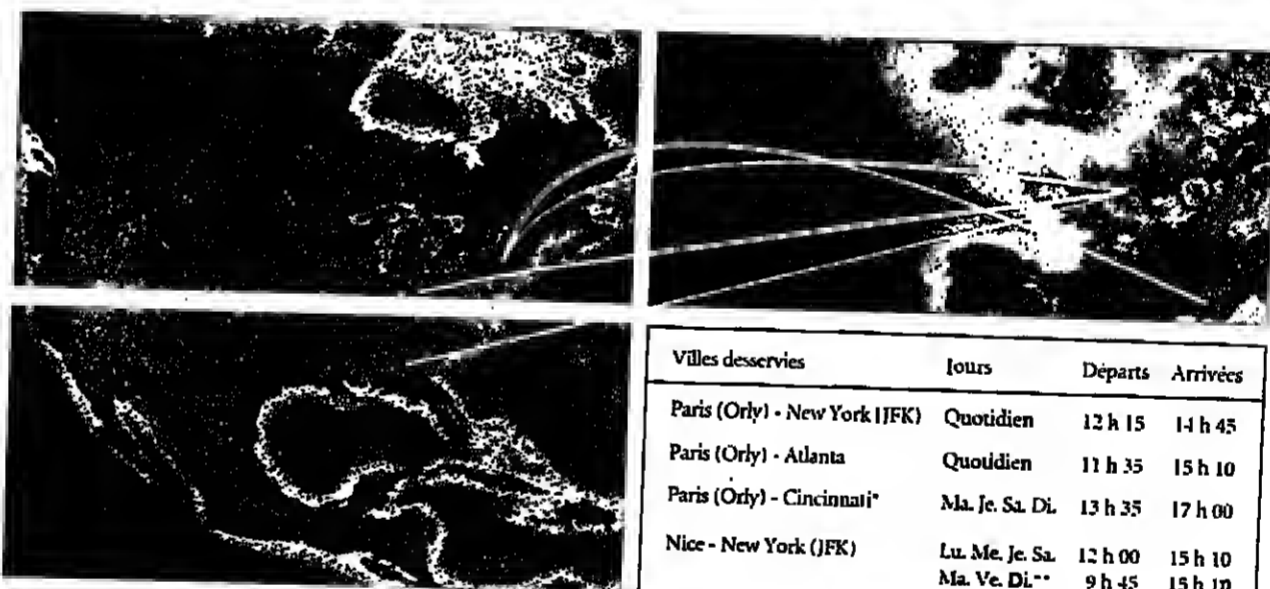
Parmi les nombreuses combinaisons de vol utilisées par des cosmonautes étrangers ayant participé à des missions soviétiques, c'est celle du premier journaliste envoyé dans l'espace (en 1990), le japonais Toyohiro Akiyama, qui a été la mieux vendue. Deux groupes nippons étaient sur l'affaire. C'est le Tokyo Broadcasting Company, l'employeur de M. Akiyama, qui l'a emporté pour 1,5 million de francs. La tenue de la cosmonaute britannique, Helen Sherman, a été vendue 400 000 francs. La combinaison portée par Jean-Loup Chrétien lors du vol Soyuz T8, en 1982, n'a pas trouvé acheteur.

ERIK IZRALEWICZ

DÉFENSE : deux officiers sanctionnés. - A la suite de la mort du pharmacien-aspirant Philippe Monneraye, qui s'est tué le 23 novembre au cours d'une opération d'hélicoptère sur l'atoll de Mururoa, deux officiers supérieurs de cette base interarmées ont été sanctionnés et relevés de leurs fonctions. L'enquête dite de commandement, ordonnée par le directeur des centres d'expéri-

mentation nucléaire (DIRCEN), a démontré que l'opération avait été déclenchée dans des circonstances qui n'étaient pas justifiées par l'urgence et que les règles de sécurité n'avaient pas été respectées. Ces sanctions d'ordre administratif sont indépendantes des suites pénales qui seront données après l'ouverture d'une enquête judiciaire en cours.

4 Vols Directs Par Jour*. Plus De 250 Destinations Aux USA. C'est Forcément Delta Air Lines.



Villes desservies	Jours	Départs	Arrivées
Paris (Orly) - New York (JFK)	Quotidien	12 h 15	14 h 45
Paris (Orly) - Atlanta	Quotidien	11 h 35	15 h 10
Paris (Orly) - Cincinnati*	Ma. Je. Sa. Di.	13 h 35	17 h 00
Nice - New York (JFK)	Lu. Me. Je. Sa.	12 h 00	15 h 10
	Ma. Ve. Di.**	9 h 45	15 h 12

Paris-New York, Nice-New York, Paris-Atlanta, Paris-Cincinnati, Delta Air Lines vous propose chaque jour 4 vols directs vers les Etats-Unis*. De là, notre réseau vous permet de rejoindre plus de 250 villes à travers tout le pays.

Pour plus d'informations et pour toute réservation, contactez votre Agent de voyages ou appelez au 47.68.92.92 pour Paris et au N° vert 05.35.40.80 pour la province, ou tapez sur Minitel 36 15 GO US rubrique Delta.

*Seul lundi, mercredi, vendredi : 3 vols par jour.
**Via Lisbonne.
© 1993 Delta Air Lines, Inc.





EN DECEMBRE SUR LA CHAÎNE DU DOCUMENT



**5 DOCUMENTAIRES INEDITS
PRODUITS POUR VOUS PAR**

PLANETE

VOLEURS D'ORGANES Trafic sauvage en Amérique Latine

L'ESPOIR POUR MEMOIRE La guerre d'Espagne racontée par les anciens des Brigades Internationales

SKETBA Le basket de rue à la conquête des banlieues

EN ATTENDANT NOEL : VIVRE A SARAJEVO Malgré le siège, la vie continue

LE MYSTERE DU TEMPLE DU SOLEIL Aventures au Pérou à la recherche du trésor sacré des Incas

QUI
DEFEND
LE
DOCUMENTAIRE
EN
FRANCE ?

PLANETE

LA 1^{RE} CHAÎNE
EUROPÉENNE DE
LA CONNAISSANCE



SUR LE CABLE ET SUR CANALSATELLITE



هكذا من الأمل

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Plusieurs associations
gouvernement en fav

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

SOCIÉTÉ

Les deux cents mots-clés de la justice

Pour le commun des mortels, le langage juridique reste souvent fort abstrait. Dans ses Essais, Montaigne dénonçait déjà cette opacité. « Pourquoi, notait-il, est-ce que notre langage commun, si aisé à tout autre usage, devient obscur et non intelligible en contrat et testament ? » Les révolutionnaires de 1789 avaient tenté de remédier à cette difficulté : en 1790, un décret précisait ainsi que les lois civiles seraient revues et réformées par la législature afin de faire un code général de lois « simples, claires et appropriées à la Constitution ». Plus récemment, quelques tentatives de simplification ont vu le jour : en 1974 et 1976, deux circulaires ont ainsi essayé de rajouter le vocabulaire juridique.

Le vocabulaire de la justice, néanmoins, demeure souvent peu accessible. Cette difficulté apparaît dans un sondage réalisé auprès de 1 000 personnes de plus de dix-huit ans par le ministère de la justice : 58,6 % des personnes interrogées pensent que les avocats, qui exercent pourtant une profession

libérale, dépendent directement du ministère de la justice, et 84,2 % pensent qu'une procédure de divorce doit être adressée au tribunal d'instance alors qu'elle se juge au tribunal de grande instance. Le rôle de la Cour de cassation semble également mal connu : 59,8 % des sondés pensent qu'elle est chargée de rejeter les affaires civiles ou pénales « lorsque quelqu'un n'est pas satisfait du premier jugement rendu » alors que son rôle est de vérifier si les juridictions ont bien respecté les lois.

Faciliter l'accès à la justice

L'augmentation du niveau général d'éducation et le développement du débat public sur la justice semblent cependant avoir permis aux citoyens de mieux cerner certaines notions ou certaines fonctions : 53,4 % des personnes interrogées savent ainsi que le procureur de la République est le « magistrat responsable de l'ensemble des magistrats chargés de réclamer la sanction dans un tribunal de grande instance », et 38 % que l'avocat général est un « magistrat qui demande l'application de la loi ». Les infractions les plus connues sont, elles aussi,

bien identifiées : 90,3 % des sondés savent que le vol est un crime, 84,6 % que l'escroquerie est un délit, et 89,6 % que le stationnement irrégulier est une contravention. Le sursis paraît quant à lui bien connu : 72 % des sondés savent qu'il s'agit d'une « mesure qui dispense d'exécuter une partie ou la totalité de la peine ».

Afin de faciliter l'accès à la justice, le chancelier vient d'éditer un guide qui recense les « deux cents mots-clés de la justice ». Classés par ordre alphabétique, ces définitions permettent de savoir avec précision ce qu'est un sursis avec mise à l'épreuve, une commission rogatoire ou un pourvoi en cassation. Agrémenté de schémas, le guide détaille les différentes juridictions et explique quelles sont les différentes fonctions que peuvent exercer les magistrats. Une carte judiciaire de la France indique le siège des trente-cinq cours d'appel et les limites de leur ressort.

ANNE CHEMIN

► Les 200 Mots-clés de la justice, ministère de la justice, service de l'information et de la communication, 13, place Vendôme, 75001 Paris. Tél : 44-77-64-07.

INTÉGRATION

Plusieurs associations saluent l'effort du gouvernement en faveur des rapatriés

Plus de trente ans après l'indépendance algérienne de 1962, le linceul du dossier de l'indemnisation des pieds-noirs et des harkis semble en voie de règlement ? Deux des principales associations de pieds-noirs et de harkis arborent une satisfaction inhabituelle, à propos des mesures décidées par le gouvernement à l'attention de ces communautés, et confirmées par le budget 1994 du ministère des rapatriés.

Tandis que Guy Forzy, porte-parole du RECOURS-France se déclare « très optimiste », sous réserves de « circulaires

claires », Hamiaoui Mekachera, président du Conseil national des Français musulmans (CNFM), qui vient de tenir son congrès à Paris salue le « valant » de Roger Romani, ministre délégué chargé des rapatriés, tout en regrettant que les harkis ne fassent toujours pas l'objet d'une véritable priorité.

M. Mekachera oppose cependant les « 4 milliards pour les rapatriés dits « pieds-noirs » dégagés pour 1994, aux « 193 millions pour les Français musulmans rapatriés (les harkis, NDLR) ». Côté pieds-noirs, le

gouvernement a confirmé l'engagement de son prédécesseur d'accélérer le règlement de l'indemnisation pour spoliation. Cette promesse, concrétisée par une loi votée juste avant les élections législatives, permettra d'achever l'indemnisation en 1997 au lieu de 2001, satisfaisant une revendication d'une communauté vieillissante.

La question de la réinstallation, elle, concerne l'État français depuis 1987 afin d'effacer les dettes accumulées lors de la réimplantation en métropole. Le gouvernement a décidé de prolonger jusqu'en 31 décembre 1995 le moratoire institué sur ces dettes jusqu'à la fin de cette année. D'ici à cette date, les quelques huit cents dossiers de personnes en difficulté ne sont encore les seuls examinés « humainement et équitablement », promet M. Romani.

Une « dette nationale » envers les harkis

Les harkis et leurs familles n'en sont pas encore à négocier un véritable dédommagement. En 1987, une « allocation forfaitaire » de 60 000 F a été, en principe, accordée à chaque ancien supplétif, pour solde de tout compte. Mais la généralisation des situations de surendettement et les graves difficultés d'insertion des fils et filles de harkis justifient, selon les associations, des mesures spécifiques.

Le gouvernement vient de faire quelques pas dans ce sens. Pour les harkis eux-mêmes, il a décidé de rétablir, en 1994, une modeste aide à l'accès à la propriété supprimée en 1991. Les jeunes, eux, pourront bénéficier d'une prime à la création d'entreprise (80 000 F maximum) et d'une aide à la mobilité pour recherche d'emploi (10 000 F), qui s'ajoutent aux subventions de droit commun. Pour la conclusion de contrats d'apprentissage ou de qualification, est instituée une petite incitation spécifique (5 000 F pour le jeune, 3 000 F pour l'employeur).

Mais la « dette nationale » envers les harkis dont parle Roger Romani, ne sera pas ainsi soldée. Les associations attendent que les discussions au sein du « groupe de travail » institué l'été dernier par le ministre pour désamorcer les violences, se concrétisent, en 1994, par une loi. Ce texte, espèrent-ils, comprendra des mesures financières destinées à remédier aux situations alarmantes de ceux qui se contentent eux-mêmes les « ongles de l'histoire ».

PHILIPPE BERNARD

ÉDUCATION

Après l'annonce des conclusions de la mission Vedel

Le Comité national d'action laïque saisira le gouvernement à propos de l'état des bâtiments de l'enseignement privé

Le Comité national d'action laïque (CNAL) a annoncé, vendredi 10 décembre, qu'il entendait saisir le gouvernement dès lundi au cours d'une audience prévue à Matignon, après la publication des conclusions du rapport Vedel sur l'état des bâtiments de l'enseignement privé (le Monde du 11 décembre).

Le CNAL, qui regroupe la Fédération de l'éducation nationale, le Syndicat des enseignants (SE-FEN), les parents d'élèves de la FCPE, la Ligue de l'enseignement, les délégués départementaux de l'éducation nationale, indique ne pas vouloir accepter « que l'État public soit victime des impérities accumulées ». « Le rapport (Vedel), poursuit le CNAL, dresse un bilan sévère des lourdes responsabilités prises par les responsables de l'enseignement privé qui n'ont pas assumé les charges d'entretien de leur patrimoine privé. Il souligne d'autre part les responsabilités de la puissance publique, qui n'a pas exercé ses missions de contrôle, en laissant compromettre la sécurité des élèves et fonctionner des établissements non conformes ».

De son côté la FER-CFDT, principale organisation syndicale du second degré privé, indique que « les conclusions de la mission ont prouvé que ce financement est nécessaire », mais rappelle que « si elle est favorable au financement des investissements, elle n'a toujours assorti ce financement de conditions : accueil de tous, non concurrence, obligation de destiner les locaux à la mission d'enseignement ». La FER-CFDT estime enfin qu'« il serait sans doute utile de faire cette opération venir pour l'ensemble des établissements participant au service public, qu'ils soient publics ou privés ».

Initiative républicaine soumise à la constitution d'un « bloc laïque ». — Initiative républicaine, une association de militants de la gauche proche du Grand Orient de France, la principale obédience maçonnique française, a réagi aux « conclusions parfaites » parisiennes en faveur des écoles catholiques du rapport Vedel en appelant à la constitution d'un « nouveau bloc laïque pour l'action ». « Devant la volonté des néoconservateurs de relancer la guerre scolaire, dans une période où l'intégrisme montre partout son hideux visage », l'initiative républicaine annonce « une grande manifestation à Paris ».

Aux assises nationales du SNES

Les enseignants réfléchissent à l'avenir des collèges

Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) organisait, samedi 11 et dimanche 12 décembre, des assises nationales consacrées à l'avenir du collège. Une contribution à la réflexion lancée en novembre par le ministre de l'éducation nationale.

« Il n'y a aucune raison de remettre en question un lieu qui scolarise et conduit la grande majorité des jeunes au lycée », a indiqué Denis Paget, secrétaire générale adjoint du SNES devant la centaine de militants rassemblés à Paris. Le préambule ne peut être plus clair. Les enseignants du SNES demeurent attachés à l'idée du collège « unique », mis en place en 1977 par René Haby. Pas question de recréer des filières ségrégatives précoques : conduire tous les élèves jusqu'à la classe de troisième reste une exigence minimale.

Mais, pour le syndicat, le système « a ses limites ». Quelles solutions apporter au problème de l'échec scolaire ? Et comment accepter « ce sentiment d'impuissance », relevé par un délégué du Calvados, « à voir, parfois, les élèves traverser le collège sans en tirer le moindre profit » ?

Pour le SNES, l'amélioration passe notamment par une augmentation du volume horaire de cours, amputé, ces dernières années, par la suppression de la physique-chimie en sixième et en cinquième ainsi que par la diminution de l'ho-

raire de français. Par un meilleur encadrement des élèves, aussi, et une plus grande diversité de l'offre d'enseignement. Pour remotiver des jeunes en situation d'échec, avance le syndicat, pourquoi ne pas « élargir ou compléter la gamme des options au collège » ? Ces propositions ont, bien sûr, un coût. « Mais, a souligné M. Denis Paget, on ne réformera pas le collège sans moyens supplémentaires ».

La réflexion bat son plein puisque le Syndicat des enseignants (SE-FEN), principal concurrent du SNES dans les collèges, a également formulé une dizaine de propositions, parmi lesquelles la généralisation d'une aide méthodologique en sixième, l'augmentation d'une heure de l'horaire français en sixième et cinquième, la mise en place d'un tutorat pour les élèves en difficulté. De son côté, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) a proposé de revoir la finalité des heures de « permanence ».

Quant à la consultation ministérielle, lancée en novembre par François Bayrou, elle aurait déjà provoqué la « remontée » vers la rue de Grenelle de 5 000 lettres d'enseignants, individuelles ou collectives. Les suggestions serviront à la constitution d'un Livre blanc, qui devrait être rendu public à la mi-janvier. François Bayrou formulera alors des propositions, qui seront soumises, au printemps, à une ultime concertation.

JEAN-MICHEL DUMAY

EN BREF

MAFIA : arrestation de Giacomo Pagano en Belgique. — Giacomo Pagano, un Italien soupçonné d'être un dirigeant de la Mafia, a été arrêté par la police, la semaine dernière, à Bruxelles. Pagano, cinquante-huit ans, est recherché par le tribunal de Catanzaro (Italie) pour association de malfaiteurs de type mafieux. L'italien, qui résidait auparavant à Grenoble (Isère) avait été cité dans le rapport anti-Mafia de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale comme l'un des responsables de l'implantation de Cosa Nostra en France. Interpellé à Grenoble, le 20 février 1993, il avait été remis aux autorités italiennes qui l'avaient laissé en liberté lui permettant ainsi de circuler en Europe (le Monde du 19 octobre). Le nom de Pagano a été cité à plusieurs reprises dans la presse italienne dans le cadre d'affaires mafieuses. L'intéressé a toujours démenti ces accusations.

HANOUKKA : plusieurs milliers de personnes réunies à Paris pour le fête juive. — Depuis le 8 et jusqu'au 16 décembre, la communauté juive célèbre Hanoukka, la fête de la lumière, rappelant un épisode miraculeux (une fiole d'huile a brûlé huit jours) de la résistance opposée au deuxième siècle avant notre ère par Judas Maccabée à la politique d'hellénisation forcée des Séleucides occupant le royaume d'Israël. A l'initiative des loubavitchs et pour la cinquième fois consécutive, un chandelier de 6 mètres de hauteur a été allumé, dimanche 12 décembre au Champ de Mars à Paris, en présence de plusieurs milliers de personnes. Cet allumage a eu lieu simultanément à Jérusalem, New-York, Paris et Moscou, retransmis par une liaison satellite entre ces villes.

Liberté-Egalité-Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté-Egalité-Fraternité

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE
Direction de l'urbanisme, de l'environnement
et des finances de l'Etat
Bureau de l'urbanisme

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté, en date du 25 novembre 1993, le préfet du Val-d'Oise a prescrit, dans les communes de BESSANCOURT, FRÉPILLON, MERY-SUR-OISE et TAVERNY, de 3 janvier au 4 février 1994, des enquêtes publiques conjointes sur le projet de prolongement de l'autoroute A115 entre Taverny et Méry-sur-Oise.

Ces enquêtes publiques portent sur :

- la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la construction de l'autoroute A115 entre la 7^e avenue à Taverny et la R.N. 184 à Méry-sur-Oise ;
- l'attribution du statut d'autoroute à la voie nouvelle ;
- la mise en compatibilité du POS des quatre communes susvisées.

Pendant toute la durée des enquêtes, les personnes intéressées par ce projet pourront prendre connaissance des dossiers d'enquête à la préfecture du Val-d'Oise (D.U.E.F.E. - Bureau de l'urbanisme, 2^e étage, tout nord, bureau 20.69) et dans les mairies susvisées et consigner leurs observations éventuelles sur les registres ouverts à cet effet, aux heures habituelles d'ouverture du public.

Une commission d'enquête, composée d'un président et de deux membres titulaires précisés ci-après, a été nommée par ordonnance du président du tribunal administratif de Versailles le 18 octobre 1993 pour conduire ces enquêtes :

Président : M. Maurice ROY demeurant 5, avenue Louise, 95230 Soisy-sous-Montmorency.

Titulaires : M. Roger FRIEDMANN demeurant 22 bis, avenue de Suffren, 75015 Paris ; M. André SALON, demeurant 26, bd G.-Clemenceau, 95220 Herblay.

Un des membres titulaires de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public afin de recevoir ses observations aux lieux, jours et heures suivants :

En mairie de Bessancourt	En mairie de Frépillon
- mercredi 3 janvier 1994 de 9 heures à 12 heures	- lundi 10 janvier 1994 de 14h30 à 16h30
- jeudi 17 janvier 1994 de 9 heures à 12 heures	- mercredi 19 janvier 1994 de 19 heures à 22 heures
- jeudi 3 février 1994 de 14 heures à 17 heures	- vendredi 4 février 1994 de 10 heures à 12 heures

En mairie de Méry-sur-Oise	En mairie de Taverny
- mercredi 3 janvier 1994 de 12h45 à 16h45	- mercredi 5 janvier 1994 de 9 heures à 12 heures
- jeudi 10 janvier 1994 de 9h45 à 11h45	- mercredi 19 janvier 1994 de 17 heures à 20 heures
- vendredi 4 février 1994 de 13h15 à 16h15	- mercredi 2 février 1994 de 14 heures à 17 heures

Les observations du public peuvent également être adressées par écrit, avant la clôture des enquêtes, au président de la commission d'enquête en mairie de Taverny, siège des enquêtes. Copie du rapport et des conclusions émises par la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture des enquêtes, à la mairie des communes concernées, à la sous-préfecture de Pontoise et en préfecture du Val-d'Oise (D.U.E.F.E. - Bureau de l'urbanisme, 95010 Cergy-Pontoise Cedex).

Jours de Fête

LA BAGAGERIE

PARIS : 10, rue de la Harpe, 75004 Paris - 12, rue de la Harpe, 75004 Paris - 14, rue de la Harpe, 75004 Paris - 16, rue de la Harpe, 75004 Paris - 18, rue de la Harpe, 75004 Paris - 20, rue de la Harpe, 75004 Paris - 22, rue de la Harpe, 75004 Paris - 24, rue de la Harpe, 75004 Paris - 26, rue de la Harpe, 75004 Paris - 28, rue de la Harpe, 75004 Paris - 30, rue de la Harpe, 75004 Paris - 32, rue de la Harpe, 75004 Paris - 34, rue de la Harpe, 75004 Paris - 36, rue de la Harpe, 75004 Paris - 38, rue de la Harpe, 75004 Paris - 40, rue de la Harpe, 75004 Paris - 42, rue de la Harpe, 75004 Paris - 44, rue de la Harpe, 75004 Paris - 46, rue de la Harpe, 75004 Paris - 48, rue de la Harpe, 75004 Paris - 50, rue de la Harpe, 75004 Paris - 52, rue de la Harpe, 75004 Paris - 54, rue de la Harpe, 75004 Paris - 56, rue de la Harpe, 75004 Paris - 58, rue de la Harpe, 75004 Paris - 60, rue de la Harpe, 75004 Paris - 62, rue de la Harpe, 75004 Paris - 64, rue de la Harpe, 75004 Paris - 66, rue de la Harpe, 75004 Paris - 68, rue de la Harpe, 75004 Paris - 70, rue de la Harpe, 75004 Paris - 72, rue de la Harpe, 75004 Paris - 74, rue de la Harpe, 75004 Paris - 76, rue de la Harpe, 75004 Paris - 78, rue de la Harpe, 75004 Paris - 80, rue de la Harpe, 75004 Paris - 82, rue de la Harpe, 75004 Paris - 84, rue de la Harpe, 75004 Paris - 86, rue de la Harpe, 75004 Paris - 88, rue de la Harpe, 75004 Paris - 90, rue de la Harpe, 75004 Paris - 92, rue de la Harpe, 75004 Paris - 94, rue de la Harpe, 75004 Paris - 96, rue de la Harpe, 75004 Paris - 98, rue de la Harpe, 75004 Paris - 100, rue de la Harpe, 75004 Paris

OLYMPISME

Un jeu d'équilibriste

La commission du programme des Jeux olympiques vient de remettre son rapport au Comité international olympique (CIO). Celui-ci prônerait la suppression de plusieurs sports pour les Jeux de l'an 2000 à Sydney et suscite l'inquiétude des fédérations concernées

A intervalles aussi réguliers que les Jeux qui rythment son existence, la famille olympique s'offre le grand frisson. Pour voir s'ouvrir les inquiétudes, pour entendre bruisse les rumeurs, il lui suffit de prononcer la locution taboue : révision du programme. Aussitôt fédérations et sportifs descendent aux abris. Chacun entasse des sacs de sable devant ses disciplines et ses épreuves. Chacun aligne ses arguments pour défendre sa place au soleil olympique, sésame obligatoire vers la reconnaissance et l'argent.

Les plaidoyers se ressemblent. Comment faire connaître son produit, parfois artisanal, si sa page ne figure plus dans le grand catalogue quadriennal des sports d'été, diffusé à des milliards d'exemplaires sur les écrans du monde entier ? Jusqu'à présent les peurs ont été conjurées à l'amiable. Mieux, les réévaluations se sont soldées par des augmentations.

Ainsi le programme des Jeux de 1996 à Atlanta, arrêté en juin dernier, comportera un sport officiel et douze épreuves de plus qu'à Barcelone (1). Le

soft-ball, version féminine du base-ball, y inaugurera le nouveau statut de sport officiel, convié à faire ses preuves pendant une édition avant d'obtenir une prolongation de bail. En cyclisme, le VTT, le contre-la-montre sur route, masculins et féminins, ont bousculé le 100 kilomètres par équipe. Le beach-volley, le football féminin, nourriront, entre autres, un programme obèse.

L'amaigrissement est cependant prévu pour un futur qui se décidera dans peu de temps. En septembre 1994, le CIO réunira à Paris le congrès de son centenaire. A cette occasion, il débattrà du programme des Jeux qui doivent faire basculer l'olympisme dans le troisième millénaire, ceux de Sydney en l'an 2000. La symbolique de ces dates était trop tentante pour se contenter des retouches habituelles et ne pas envisager une réflexion en profondeur sur la place des sports dans les Jeux.

Juan-Antonio Samaranch, le président du CIO, en a confié la tâche aux éclairés de la commission du programme, dirigée par Philippe Chatrier. L'ancien président de la fédération internationale

de tennis s'est toujours rangé dans l'école des « désinflationnistes », pas assez écoutée à son goût. « Barcelone a dépensé environ 35 milliards de francs pour accueillir des Jeux auxquels ont pris part 10 000 athlètes de 171 pays, explique-t-il. Il y aura sans doute 200 nations à Atlanta. Il faut maintenir au même nombre la cohorte des sportifs. Au-delà, nous ne trouverions plus de candidats assez solides pour les organiser » (le Monde du 18 août 1992).

Risques de fronde

La rapport qu'il vient de rendre à la commission exécutive, le gouvernement du CIO, tire donc les conséquences radicales de ce constat. Malgré les consignes de silence absolu, quelques-unes de ses conclusions n'ont guère tardé à alimenter les rumeurs. Cinq sports seraient menacés de disparition plus ou moins totale : la boxe, le pentathlon moderne, le natation synchronisée, les sports

équestres – surtout visés pour leur concours complet – et le cyclisme. La lutte serait une nouvelle fois sommée de débarrasser son maquis d'épreuves en coupant toutes ses catégories « gréco-romaines ». Des sacrifices seraient demandés à autres disciplines, jugées « pléthoriques », tandis que le golf et le triathlon gagneraient leur place sur l'Olympique.

Ces bruits de hache ont provoqué une nouvelle mobilisation dans les fédérations. « Le cyclisme a fait un effort en vue d'Atlanta pour recréer son image », écrivait sur place. Les professionnels pourront participer aux épreuves sur route, le VTT amènera sa popularité. Je vois mal le CIO accepter ses efforts pour revenir ensuite en arrière et remettre en question l'existence de notre sport aux Jeux », dit Daniel Baal, président de la fédération française, qui ne veut encore prêter trop de crédit aux rumeurs.

Face aux risques de fronde, M. Samaranch a toutefois tenu à prendre une position publique, ne craignant ni le lapalissade (« rien ne sera fait qui ne soit nécessaire ») ni le sophisme (« s'il devait y avoir des changements ce serait pour

améliorer et non pour transformer ») pour calmer les esprits.

« Il s'agit seulement d'un examen général de l'état de santé des Jeux », rétorque Pierre Miro, directeur adjoint du département sportif du CIO. « Il n'est pas question pour l'instant d'amputation. Le rapport est une base de travail sur laquelle pourra réfléchir la commission exécutive avant de transmettre ses propres conclusions au congrès de Paris. » Pour le CIO, le rapport jusqu'au-boutiste de M. Chatrier tombe mal, au moment où l'organisme tente de négocier avec les grandes fédérations une unification des procédures de lutte anti-dopage. Pris en tenaille entre sa volonté de contenir le gigantisme et les craintes des membres de la famille olympique, M. Samaranch s'apprête à renouer avec les frissons de l'équilibriste.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Les Jeux de Barcelone comportaient 25 sports officiels et 259 épreuves, plus 3 sports de démonstration désormais supprimés. Atlanta rassemblera 26 sports officiels et 271 épreuves.

SKI ALPIN

Critérium de la première neige

Sur la piste de l'inconscient

L'Autrichien Günther Mader a gagné, dimanche 12 décembre, le Super-G du Critérium de la première neige disputé à Val-d'Isère. Il a devancé le Norvégien Kjetil André Aamodt et l'Américain Tommy Moe. Premier Français, Franck Piccard est neuvième.

VAL-D'ISÈRE

de notre envoyée spéciale

Comment composer avec la peur qui rôde sur les aires de départ des courses de ski, quand vient le moment de la grande confrontation du champion avec la pente et le chronomètre ? La réponse à cette question, qui semble désormais aussi importante que le faitage, est de plus en plus souvent apportée par un personnage qui a fait une apparition récente dans l'entourage des équipes de ski, le « préparateur mental ». Considéré comme l'un des meilleurs spécialistes français – il fut quatrième à Garmisch-Partenkirchen et sixième aux championnats du monde de Morioka, en 1993, avant d'être blessé au genou et privé d'entraînement pendant six mois –, Denis Rey porte de sa préparation mentale comme d'une découverte.

« Je travaille avec quelqu'un depuis deux ans, dit-il. Pendant de nombreuses saisons, je n'en avais pas ressenti le besoin. Et puis, il y a eu une rupture dans ma vie, une déception sentimentale, le départ de mes parents. Je suis allé voir un psychanalyste parce que je pensais

être gaga. J'ai fait deux séances et je suis parti. Je parlais tout seul. Je ne sais pas comment s'appelle ce que je fais aujourd'hui. Avec « lui », je parle beaucoup. Je suis obligé de remonter sur les années passées. On peut palabrer pendant trois heures et cela ne sert à rien. Quand j'arrive à vider mon sac, je sors quelques petits trucs ».

Gagner des courses

Le descendant Lionel Finance qui revient lui aussi après une blessure au genou, pratique comme le tennismen Cédric Pinline, la programmation neurolinguistique (PNL) : prise de conscience de soi, par la parole et le geste, apprentissage des autres, « puisque l'on se voit à travers eux ». « Pour les descendeurs, plus casse-cou, peut-être plus fêlés, explique-t-il, la tension nerveuse est plus lourde, plus épuisante que dans les autres disciplines. » Le géantiste Thierry Gentina évoque la fragilité de l'athlète de haut niveau « qui peut gagner et perdre le lendemain ». Il pratique la méditation : « pour dormir la veille d'une course et conserver légèreté mentale et physique. Aujourd'hui, le talent, pour certains, et l'acidité physique ne suffisent plus. Tout se joue dans la tête ».

Au sein des équipes, les entraîneurs ne voient pas d'un mauvais œil cet engouement pour l'inconscient. « Nous avons un devoir logistique et technique, note Michel Vinn, directeur technique de l'alpin, mais nous n'avons pas de

stratégie « psychologique ». Les coureurs ne sont plus des gosses, et c'est une démarche très personnelle que nous ne devons pas prendre en charge même si nous pouvons leur donner des adresses. Il est important qu'ils financent eux-mêmes leurs séances. J'ai le sentiment que certains s'assument mieux. Nous préférons que leurs préparateurs ne viennent pas aux stages d'entraînement où sur les couloirs afin de préserver la vie du groupe ».

« Nous connaissons deux gars que nous proposons à nos leaders », dit Werner Woernle, l'ombologue autrichien de Michel Vinn. Anita Wachter, la championne du monde, fût, par exemple, appelée à l'un d'eux, en dehors de l'équipe. Pourtant, les trois premiers du Super-G de Val-d'Isère, dimanche, n'ont juré qu'ils ne fouillaient pas dans les tréfonds de leur inconscient pour gagner. Tommy Moe, troisième, a affirmé qu'il se passait des spécialistes embauchés par l'équipe américaine, très fêlés de « psy ». « Il suffit de bien comprendre la saison comme je le fais », propose le vainqueur, Günther Mader. A l'exemple de tous les Norvégiens, Kjetil André Aamodt ignore les préparateurs mentaux, même à deux mois des Jeux olympiques qui auront lieu dans son pays, à Lillehammer. « Pour avoir confiance en soi, il faut gagner des courses et faire des résultats », a déclaré, insolent et superbe, le champion olympique de Super-G.

BÉNÉDICTE MATHIEU

RÉSULTATS

FOOTBALL	
Championnat de France	
Première division (2 ^e journée)	
Nantes b. Toulouse	4-0
Monaco b. Saint-Etienne	1-1
Canne b. Bordeaux	2-1
Marseille b. Le Havre	3-1
Paris-SG b. Strasbourg	2-0
Metz b. Montpellier	1-1
Auxerre b. Caen	1-0
Metz b. Sochaux	1-1
Lyon et Angers	1-1
Lens et Lille	1-1
Classement : 1. Paris-SG, 33 pts ; 2. Bordeaux et Marseille, 27.	
Deuxième division (25 ^e journée)	
Bastia b. Istres	1-0
Leval et Caennan	1-1
Bastia b. Nancy	2-1
Bordeaux b. Châteauneuf	2-1
Saint-Brieuc b. Red Star	2-1
Dunkirk b. Alès	4-1
Nîmes b. La Marse	3-1
Mohouze b. Nice	1-0
Nîmes b. Valenciennes	1-0
Nîmes b. Sedan	1-0

Valence b. Rouen		2-0
Classement : 1. Rennes, 34 pts ; 2. Nice, 33 ; 3. Bastia, 31.		
Coupe intercontinentale		
Les Brésiliens du FC Sao Paulo ont conservé leur trophée après l'an dernier, en battant le Milan AC, 3-2, dimanche 12 décembre à Tokyo, en finale de la Coupe intercontinentale. Le Milan AC, qui remportait l'Olympique de Marseille, champion d'Europe en titre et suspendu par la FIFA, ont inscrit leurs buts par Daniele Massaro et Jean-Pierre Papin, tandis que Palhinha, Toninho Carozo et Muller, dans les dernières minutes marquaient pour Sao Paulo.		
BASKET-BALL		
Championnat de France		
Première phase (2 ^e tour retour)		
Sceaux b. Cholet	92-78	
Villeneuve b. Racing-PSG	78-71	
Le Mans b. Châlons	83-69	
Montpellier b. Lyon	92-72	
Levallois b. Paris-Orléans	70-67	
Antibes b. Gravelines	79-78	
Dijon b. Limoges	85-71	
Classement : 1. Antibes, 28 pts ; 2. Cholet, 27 ; 3. Limoges, 25.		

Course autour du monde en équipage

Le glas des « maxi »

La domination dans les « quarantièmes rugissants » de l'Atlantique et de l'océan Indien des voiliers de la nouvelle classe WOR 60 (Whitbread Offshore Rule), plus légers et moins coûteux, devrait sonner le glas des « maxi » apparus à la fin des années 60.

FREMANTLE (Australie)

de notre envoyé spécial

Quelques dizaines de personnes seulement, intimes ou membres de l'organisation, attendaient La Poste à son arrivée, lundi à 3 h 30 du matin à Fremantle (dimanche à 20 h 30 en France). Un accueil chaleureux mais plutôt discret pour le ketch français, longuement retardé par son détroitement pour porter assistance au WOR 60 italien, Brookfield, victime, le 3 décembre, d'une importante voie d'eau. L'équipage de La Poste devra attendre la réunion du jury de course, mardi 14, pour connaître le temps qui lui sera officiellement décompté pour son assistance.

Même s'il n'a pas hésité une seconde à se dérouter à l'appel du directeur de course, Daniel Mailé, skipper de La Poste, ne cachait pas une « grande frustration ». Déjà retardé de plus de 34 heures à l'arrivée de la première étape à Punta-del-Este (Uruguay) à cause de son maître d'artimon « flambé » quatre jours après le départ de Southampton, le seul voilier battant pavillon français dans cette épreuve n'a toujours pas pu réga-

ter jusqu'au bout avec Merit-Cup et New-Zealand-Endeavour, les deux meilleurs « maxi ».

Après avoir entraîné La Poste dans l'épreuve de la précédente course autour du monde avec le plus petit bateau, un First 51 (15,63 mètres) mené par un équipage entièrement composé de postiers, Daniel Mailé a su convaincre son entreprise de s'engager cette fois au plus haut niveau avec un « maxi » (25,90 mètres) confié à un équipage au sein duquel postiers et membres des ASFTT côtoient quelques habitués de cette épreuve et des régatiers olympiques. En quatre ans, l'engagement financier est passé de 11 millions de francs, dont 6 pour le budget course, à 75 millions, dont 45 pour la course, 18 pour la location du bateau et le solde pour les opérations de communication interne et externe.

Par temps de crise

Vaisseaux amiraux des précédentes Whitbread, les « maxi » se sont fait voler la vedette par la nouvelle classe des WOR 60. Merit-Cup, le premier, n'est arrivé qu'en quatrième position dans le port australien, plus de 6 heures après l'arrivée de la classe des WOR 60, qui était devenu, neuf jours plus tôt, le monocoque le plus rapide de l'histoire de la voile après avoir parcouru 425 milles (787 kilomètres) en vingt-quatre heures (17,7 nœuds de moyenne).

Apparus en 1967 avec Windward-Passage et, surtout, Great-

Britain 2 engagé six ans plus tard dans la première course autour du monde en équipage au côté du Pen-Duick VT d'Eric Tabarly, ces voiliers ont connu leurs heures de gloire dans cette épreuve jusqu'en 1989-1990, où treize d'entre eux étaient encore au départ de la précédente édition. Cela explique qu'en temps de crise il n'y ait cette fois que quatre « maxi » en course.

Ils sont concurrencés par une nouvelle classe de voiliers de jauge moins contraignante que l'IOR (International Offshore Rules), dont la création a été suscitée par les organisateurs de la Whitbread. Presque trois fois moins lourds que les « maxi » (13,5 tonnes au lieu de 29), mais avec seulement 50 % de voilure en moins (200 m² au lieu de 390), les nouveaux WOR 60 gagnent en légèreté ce qu'ils perdent en longueur à la flottaison. Pour leur baptême des « quarantièmes rugissants », ces nouveaux monocoques ont fait retrouver à leurs barreaux des sensations qu'ils n'avaient connues que sur des multicoques. « Compte tenu de la situation économique, estime Pierre Fehlmann, il serait logique d'avoir la prochaine fois une seule classe. Probablement celle des WOR 60 (1), à moins que les organisateurs n'optent pour une série monotype afin d'abaisser encore plus les coûts ».

GÉRARD ALBOUY

(1) Le budget d'Interim-Justis est de 3 millions de livres (27 millions de francs).

HIPPISE

Des contrôles anti-drogue pour les jockeys

Dans l'emballage finel d'une course de galop, les chevaux forcent vers le poteau à plus de 60 km/h, soutenus au maximum de leurs possibilités physiques par des hommes de moins de 1,60 m et pesant 55 kilos. Les cavaliers qui, pour gagner, doivent prendre énormément de risques, sont soumis à une tension permanente aussi bien pour rester au poids que pour satisfaire leurs employeurs.

Nombre d'entre eux, parmi les meilleurs, ont cherché naguère une solution à leurs problèmes dans la boisson. Désormais la drogue serait en passe de remplacer l'alcool. De nombreux cas de toxicomanie ont été décelés et sanctionnés sévèrement aux États-Unis et en Asie. En France jusqu'ici, aucune parade n'était inscrite au code de la course pour réprimer, le cas échéant, l'utilisation, principalement, de la cocaïne.

A la sortie des vestiaires, car-

tains jeunes professionnels ont parfois un regard fixe, halluciné, inquiet. Pour en avoir le cœur net et couper court à des rumeurs, fondées ou non, la Société d'encouragement ve décider, cette semaine, d'instituer réglementairement des investigations anti-drogue différentes de celles prévues par la loi Bamuck de répression du dopage.

La procédure envisagée devrait cependant être sévère et crédible. Sous l'autorité de médecins assermentés, une liste d'une trentaine de drogues dites dures, prohibées par le code de la santé, sera contrôlée, mais les intéressés pourront, en échange, continuer à employer des médicaments essentiels, des vitamines ou d'autres adjuvants pour soutenir leur forme et leurs réflexes, de même que l'aspirine et les analgésiques, de la tête.

GUY DE LA BROSSE

هنا من الامم

ILE-DE-FRANCE

Une première dans l'immobilier parisien

Des bureaux du neuvième arrondissement vont être transformés en appartements



lions par an au budget municipal. Tout cela avec une équipe de 550 professionnels.

Des comptes équilibrés

Le patron de la RIVP est Michel Lombardini, un grand gaillard de 54 ans discret mais efficace, qui ne manque ni d'imaginaire ni d'audace. Fort de la confiance et de l'appui financier de l'hôtel de Ville, il fait les bons coups et profite de toutes les occasions pour faire son métier. La crise de l'immobilier est une épreuve qui lui permet d'acheter des terrains et des immeubles, en moyenne 40 % moins chers qu'il y a deux ans, et en moins de 45 jours. « Je suis l'équarisseur foncier de Paris », avoue-t-il.

La dernière occasion qu'il n'a pas laissée passer est un ancien hôtel particulier, situé rue de la Harpe, qui a été racheté par la RIVP. Le bâtiment, qui comptait 100 appartements, a été transformé en bureaux. La RIVP a acheté l'ensemble pour 45 millions de francs, a

confié la restauration aux architectes Riecher et Robert, y a exécuté pour 25 millions de travaux et se trouve dans deux ans en possession d'un ensemble superbe, offrant 53 logements, neuf ateliers d'artistes et quelques locaux professionnels. Au total l'ensemble représente une surface de 4 400 m².

Le financement de l'opération est assuré par des prêts locatifs intermédiaires (PLI) accordés par l'Etat pour 25 ans à 6,5 % (45 millions de francs), par un prêt sans intérêt sur trente ans accordé par la Ville (20 millions de francs), par un prêt bancaire (5 millions de francs) et par les fonds propres de la RIVP (5 millions de francs). Le loyer sera de 60 francs le mètre carré, soit environ 3 500 francs pour un trois pièces. Mais les services de l'hôtel de Ville se réservent le droit de désigner eux-mêmes les bénéficiaires. Michel Lombardini gère l'ensemble et se dit convaincu que ses comptes seront équilibrés.

Il n'a pas l'intention d'en rester là. Il lorgne déjà en direction des premiers immeubles exclusivement réservés aux bureaux qui furent édifiés dans les années 60, avec des façades de verre et de vastes plateaux dits « paysagers ».

Il n'a pas l'intention d'en rester là. Il lorgne déjà en direction des premiers immeubles exclusivement réservés aux bureaux qui furent édifiés dans les années 60, avec des façades de verre et de vastes plateaux dits « paysagers ».

Aujourd'hui désertés parce que mal conçus et d'entretien fort coûteux, certains sont vides depuis des années. Leur valeur est à peu près celle des terrains sur lesquels ils sont bâtis : 8 000 francs le mètre carré de plancher. Avec 4 000 francs de travaux par mètre carré financés par des prêts locatifs intermédiaires, ils pourraient être transformés en appartements et loués à des tarifs raisonnables. « Au départ, ces opérations expérimentales ne seront accessibles qu'aux investissements sociaux », dit le patron de la RIVP, mais une fois que leur viabilité aura été démontrée, je suis convaincu que d'autres bâtiments pourraient être traités de la même manière par des promoteurs privés.

MARC AMBROISE-RENDU

Une décentralisation inachevée

A Alfortville, le lycée municipal va fermer ses portes

Vestige d'un temps ancien, le cours commercial Victor-Hugo, qui scolarise environ cent quatre-vingts élèves à Alfortville, ne devrait pas rouvrir ses portes à la rentrée 1994. Le rectorat de Créteil invite les élèves de ce lycée municipal, un des rares établissements de ce type en France, à s'inscrire dans les filières existantes des lycées de Créteil, Maisons-Alfort ou Vitry.

Survivance de l'évent-décentralisation, le lycée d'enseignement commercial (LEC) Victor-Hugo d'Alfortville (Val-de-Marne) est encore sous statut et gestion municipale. Dans cet établissement, le secrétaire général et les personnels d'entretien sont fonctionnaires municipaux. Et le gestionnaire n'est autre que le comptable-trésorier de la ville. Une situation rarissime. Il existe en France à peine une douzaine de LEC à statut semblable. A l'heure de la décentralisation, seules quelques communes avaient fait le choix de conserver « leur » lycée, de ne pas le « régionaliser », comme ce fut le cas pour la quasi-totalité des établissements.

Avec le recul, la décision de Joseph Franceschi (PS), maire d'Alfortville de 1965 à 1988 et ancien ministre, semble avoir été motivée par un problème foncier. Le LEC d'alors, établissement préfabriqué qui a été déménagé depuis dans une ancienne école primaire au milieu de grands ensembles, jouxte l'hôtel de ville, fibre bâtie républicaine de 1887. Soucieux, semble-t-il, de ne point voir filer le terrain qu'il aurait fallu rétrocéder à la région, la municipalité préféra conserver son bien. En acceptant, bien sûr, d'endosser les charges correspondantes.

Mais « cela n'est plus tenable », constate aujourd'hui René Ronquet (PS), actuel maire de la

commune. Outre les frais d'entretien, le LEC absorbe bon an mal un million de francs en investissements, soit la moitié des engagements de la ville en matière d'éducation. Les sections bureaucratiques sont, à juste titre, friandes en matériel coûteux, notamment informatique. « Ce sont là des dépenses, indique M. Chaloe, proviseur à Victor-Hugo, que ne peut couvrir la seule taxe d'apprentissage » d'un niveau faible car le lycée de petite taille de l'établissement.

La mairie s'est donc, dans un premier temps, tournée vers la région, qui n'a pas souhaité reprendre à son compte l'établissement, malgré l'offre de mise à disposition gracieuse des locaux par la ville. Car la région, précisément, construira l'an prochain

à Alfortville un lycée polyvalent, qui devrait ouvrir ses portes à la rentrée 1995.

Il est prévu que ce nouvel établissement, impatiemment attendu par la ville, héberge, outre les séries générales, les filières technologiques et professionnelles de l'actuel lycée Marimilien-Perret de Vincennes (génie climatique). Mais il n'est plus prévu que ce lycée accueille, comme cela avait été un temps envisagé, les sections tertiaires de Victor-Hugo. En clair, les élèves seront invités par le rectorat à s'orienter l'an prochain vers les filières correspondantes des lycées de Créteil, Maisons-Alfort ou Vitry.

Révoltes d'être « menés comme des pions », les élèves de brevet d'enseignement professionnel

(BEP) et de baccalauréat professionnel (Bac pro) ont fait le pied de grue, jeudi 9 et vendredi 10 décembre, sur la place de la mairie, où brillent les lampions de fin d'année. Aux implacables critères de rentabilité, les enseignants, eux, ont choisi de répondre « qualité d'enseignement » dans un établissement de petite taille, situé dans un quartier défavorisé, où il n'y a « ni incident ni violence ».

Les élèves, en pleine phase de remotivation scolaire, approuvent leurs enseignants, eux qui redoutent l'intégration dans des établissements plus vastes. Ils ont écrit, devant l'hôtel de ville, un message : « Aidez-nous à ne pas devenir des délinquants ».

JEAN-MICHEL DUMAY

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

ALLÔ MAMAN C'EST NOËL. Film américain de Tom Ropelawski, v.o. : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; 38-65-70-83 ; UGC Odéon, 8- (42-25-10-30) ; 38-65-70-72 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8- (38-68-76-58) ; George V, 9- (45-82-41-48) ; 38-65-70-74 ; v.f. : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; 38-65-70-83 ; Rex, 2- (42-36-83-93) ; 38-65-70-23 ; UGC Montparnasse, 8- (45-74-84-84) ; 38-65-70-14 ; UGC Odéon, 8- (42-25-10-30) ; 38-65-70-72 ; George V, 9- (45-82-41-48) ; 38-65-70-74 ; Gaumont Opéra-François, 8- (38-68-76-58) ; Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31) ; 38-65-70-18 ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; 38-65-70-84 ; UGC Gobelines, 13- (45-81-94-95) ; 38-65-70-49 ; Miramar, 14- (38-65-70-39) ; Mistral, 14- (38-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15- (38-65-70-58) ; Pathé Wagram, 15- (38-65-70-22) ; La Gambetta, 20- (46-38-10-95) ; 38-65-71-44.

L'AMOUREUSE. Film français de Jacques Dallon : Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8- (43-59-38-14) ; Sept Parassiens, 14- (43-20-32-20).

AUTOMNE, OCTOBRE A ALGER. Film algérien de Malik Lakhdar-Hamime : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) ; Les Trois Luminaires, 8- (40-33-87-77) ; 38-65-70-43 ; Sept Parassiens, 14- (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 15- (38-68-20-22).

LES BESOINS AU PAYS DES MERVEILLES. Film américain de Raymond Jelliffe : Saint-Lambert, 15- (45-32-81-88).

LE BONHOMME DE NEIGE. Film britannique de Dennis Jackson, v.f. : Utopia, 8- (43-28-84-85) ; 14 Juliet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Reti République, 11- (45-06-51-33).

LA CLÉ. Film iranien d'Abbas Kiarostami, v.o. : Pathé Média 1 (ex Logos), 5- (43-54-42-34) ; L'Entreprise, 14- (43-41-63) ; v.f. : La Barry Zabre, 11- (43-57-91-59).

LE MAÎTRE DE MARIONNETTE. Film taiwanais de Hou Hsiao Hsien, v.o. : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) ; L'Angequin, 8- (43-44-28-83) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; 38-65-75-78 ; 14 Juliet Bastille, 11- (43-57-90-81).

Zid : Gaumont Les Halles, 1- (38-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2- (38-68-75-55) ; Rex, 2- (42-36-83-93) ; 38-65-70-23 ; 14 Juliet Odéon, 8- (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 8- (45-74-84-84) ; 38-65-70-14 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8- (38-68-76-58) ; Saint-Laurent-Pasquier, 8- (43-87-35-43) ; 38-65-71-88 ; UGC Biarritz, 8- (45-82-20-40) ; 38-65-70-81 ; Les Nations, 12- (43-43-04-87) ; 38-65-71-33 ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; 38-65-70-84 ; UGC Gobelines, 13- (45-81-94-95) ; 38-65-70-49 ; Gaumont Aldéa, 14- (38-68-75-58) ; Montparnasse, 14- (38-68-75-58) ; 14 Juliet Beaubourg, 15- (45-75-79-78) ; Gaumont Convention, 15- (38-68-75-58) ; UGC Mollat, 17- (40-68-00-16) ; 38-65-70-81 ; Pathé Wagram, 15- (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20- (46-38-10-95) ; 38-65-71-44.

SURVIVING DESIRE. Film américain de Hal Hartley, v.o. : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) ; L'Angequin, 8- (43-44-28-83) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; 38-65-75-78 ; 14 Juliet Bastille, 11- (43-57-90-81).

Plongée sous-marine dans les Hauts-de-Seine

Les fosses de Villeneuve-la-Garenne

Avec un peu d'appréhension, le plongeur novice s'élance dans l'eau à vingt-neuf degrés. Premiers battements de palmes, premiers déplacements maladroits, le torse engoncé dans le gilet porte-bouteilles. Saccadé au tout début, la respiration commence à se réguler naturellement, puis le corps s'installe progressivement dans une agréable lenteur, propice à la décomposition des gestes. Là commence le vrai plaisir de l'immersion.

Il n'est pas nécessaire de gagner les mers du Sud pour connaître ses premières émotions de plongée sous-marine. Aqua 92, le centre de plongée le plus profond d'Europe, a ouvert au mois de juin, à Villeneuve-la-Garenne dans les Hauts-de-Seine.

Financé par le conseil général (les travaux ont coûté 39 millions de francs), géré par l'UCPA, ce centre comporte un bassin de deux mètres trente de profondeur et trois fosses de cinq, dix et vingt mètres. Le seul équipement comparable en région parisienne est situé à Charenton-le-Pont, dans la Val-de-Marne, mais la fosse la plus profonde n'y excède pas quinze mètres. « L'avantage des vingt mètres, explique Ruddy Jean, le directeur d'Aqua 92, c'est que les plongeurs de tous niveaux, y compris les plus expérimentés, peuvent y trouver leur compte ».

Des techniques très précises

Sur place, les pratiquants disposent du matériel nécessaire : la fourniture des palmes, du masque, des bouteilles et des détendeurs est en effet comprise dans le forfait d'entrée. Baignées par la lumière naturelle grâce à de grandes baies vitrées, les fosses peuvent également être éclairées artificiellement de nuit. L'installation d'un système de sonorisation est en cours et permettra de diffuser de la musique sous l'eau. Enfin, une caméra vidéo, capable de filmer les moindres recoins de la fosse de vingt mètres, est reliée à un écran de contrôle. Elle permet d'améliorer la sécurité tout en corrigeant les défauts des plongeurs.

L'encadrement est assuré par trois moniteurs diplômés d'Etat. Accessible à tous (excepté les personnes souffrant de problèmes cardiaques, pulmonaires ou ORL), la plongée n'est pas moins une activité à risques que l'on ne pratique jamais seul. « Ce sport ne requiert pas un important potentiel physique, explique Ruddy Jean, il implique l'acquisition de techniques très précises qu'il faut maîtriser et respecter. » Lors d'un baptême, le débutant apprend les gestes fondamentaux : respirer, évoluer et trouver son équilibre dans l'eau. Des techniques effinées au cours des leçons suivantes où il se familiarise avec les signes utilisés en milieu subaquatique. « Avec huit heures de pratique, permet d'accéder au niveau un, ajoute le directeur du centre, il est possible de s'aventurer en milieu naturel ».

Après quelques mois de fonctionnement, Aqua 92 accueille en moyenne six cents personnes par semaine. De 10 h 30 à 19 h 30 tous les jours, les fosses sont accessibles au public. Les soirées sont plutôt réservées aux clubs. Actuellement, l'entrée donne droit à une heure de pratique coûte 70 francs, un baptême de plongée 100 francs. Pour l'acquisition du niveau un, il faut compter 950 francs, mais les habitants des Hauts-de-Seine bénéficient de réductions de tarifs.

LAURENT DOULSAN

Aqua 92, Centre de plongée UCPA, 119, boulevard Charles-de-Gaulle, 92390 Villeneuve-la-Garenne. Tél. : 40-85-81-28. Comité régional d'Ile-de-France de la Fédération française des clubs de plongée sous-marine, 21, rue Voltaire, 93100 Montreuil. Tél. : 48-70-92-93.

REPÈRES

SANS-ABRI

Evacuation des manifestants installés devant le ministère des affaires sociales

La police a évacué, lundi 13 décembre, vers 5 heures du matin, les vingt-quatre personnes installées devant le ministère des affaires sociales, à Paris. Ces sans domicile fixe manifestaient avenue de Ségur depuis le 3 décembre pour obtenir de « vrais logements » (le Monde du 8 décembre). Elles ont été conduites au centre d'action sociale, 53, avenue Ledru-Rollin, dans le onzième arrondissement. Selon la préfecture de Paris, un logement leur aurait été proposé à cette occasion.

SINISTRES

Le maire de Créteil propose de reloger les locataires de l'immeuble incendié

Si on s'apergnait par l'incendie qui a tué six personnes, mercredi 8 décembre, et dévasté une partie de l'immeuble du quartier des Blouats à Créteil (Val-de-Marne), une cinquantaine de familles refusent de réintégrer leur logement. Elles demandent, « compte tenu de l'absence totale de normes en matière de sécurité », un relogement immédiat. Une marche symbolique a été organisée samedi 11 décembre et un Collectif de soutien aux locataires fait circuler une pétition.

Tout en faisant remarquer que la municipalité n'a aucun logement dans cet immeuble privé, le maire de Créteil, Laurent Cathala (PS), promet que, « si pour des raisons psychologiques très compréhensibles, des familles veulent habiter ailleurs, il en est en mesure de proposer à celles ayant des enfants scolarisés un relogement à Créteil, et, aux autres, un logement dans les communes proches ». « Les sapeurs-pompiers, l'EDF, le laboratoire central de la préfecture de police et la société propriétaire ont effectué une visite technique et affirment que l'ensemble du dispositif électrique est conforme à la réglementation », explique le maire qui envisage « la démolition très rapide de l'immeuble, pour reconstruction, dès que les 144 familles seront relogées ».

EXPOSITION

Venise investit la place de l'Hôtel-de-Ville

Venise, ses fastes, ses canaux et ses masques sont la thématique de la dodécime « crèche de Noël » présentée par la Mairie de Paris. Jusqu'au 3 janvier, la crèche, assemblée sous un chapiteau place de l'Hôtel-de-Ville, retracera l'histoire de la cité des Doges, à raison d'une représentation toutes les demi-heures. Deux cent cinquante personnages et vingt automates y font revivre, avec un grand luxe de détails, cinq siècles d'une ville tour à tour médiévale, baroque et surgie de la Renaissance. Décor, personnages, éclairages et commentaires ont été conçus par des créateurs italiens, en majorité vénitiens. La crèche sera ouverte tous les jours de 10 heures à 20 heures, et jusqu'à 22 heures à partir du 18 décembre, contre un droit d'entrée de 30 francs. Les bénéfices seront reversés aux Amis de Sœur Emmanuelle, afin d'aider à la construction d'une école préparatoire dans un bidonville du Caire.

ÉTUDIANTS

Lumières sur la cité

La Cité universitaire de Paris en a fini avec la pénombre. Ses six kilomètres de voies intérieures, ainsi que ses 20 hectares de jardins et de terrains de sport, vont être équipés d'un système d'éclairage équivalent à celui des rues de la capitale. Quatre cent cinquante candélabres et autres foyers lumineux seront installés progressivement une fois que les postes de branchement électrique et les câbles d'alimentation auront été entièrement refaits. Un important chantier qui va troubler la quiétude studieuse de la cité et de ses habitants, mais qui devrait donner à ses espaces verts leur lustre et la sécurité qui leur faisaient défaut depuis de longues années.

CULTURE

MUSIQUES

MAX ROACH au Vh Jazz Festival de la Martinique

Le survivant de la révolution

SCHLÉCHER

de notre envoyé spécial

La place unique dans l'histoire de la musique de son siècle, Max Roach la doit à l'équilibre rare entre l'idée et la grâce. Quand il parle (avec douceur et fermeté), il s'exprime comme un militant. Ce qui n'empêche pas, cependant, on le sait, que l'on soit un bon musicien. Dès qu'il joue, il donne à écouter, son fin sourire aux lèvres, le mouvement même du monde. Il est en tous points l'envers de la caricature vulgaire que l'on se fait du « batteur de jazz ». Il en est en même temps l'image la plus exacte. N'ayant jamais séparé la musique de ses couleurs sociologiques, politiques et économiques, il signe, en 1958 avec Sonny Rollins, un manifeste lyrique et tranchant, sous le titre *The Freedom Suite*. Deux ans plus tard, à trente-cinq ans, en septembre 1960, il revient à la charge : *We Insist: Freedom Now Suite*!

Autant dire que lorsqu'un zigoto lui demande avec une nervosité ci-vilisée si sa disparition précoce n'a pas empêché Clifford Brown, fameux copilote du quintet en 1954, d'enfoncer à plate couture l'autre trompettiste de l'époque, Miles Davis, il se fait renvoyer ver-

tement à ses fantasmes : « Cessez de rabaisser tout. Les artistes ne sont pas des footballeurs. Chacun a sa personnalité, sa chance, son destin. Clifford Brown, Booker Little (trompettiste disparu à vingt-trois ans en 1961), Arturo Sandoval (présent aussi dans ce festival) n'ont pas à être notés par rapport à Dizzy Gillespie ou Miles Davis. J'ai joué avec tous ces trompettistes, avec bien d'autres, chaque rencontre est la rencontre d'une expérience. Chaque moment a sa singularité. »

En scène, Cecil Bridgewater (trompette), Odean Pope (saxophone ténor), Tyrone Brown (contrebasse électrique), tous vêtus de noir, sont sur le même plan que le batteur, dont on connaît le geste d'attaque, bras dressés et rôle de plaisir pour inspirer le tempo. On dirait une ligne de trois quarts vue de face. La musique, d'une grande intégrité, n'offre pas la trace d'un effet, d'un trucage, d'un recours.

La frappe est toujours claire, lumineuse, dansante, Roach a poussé aussi loin que possible la superposition de figures d'accompagnement et de phrases indépendantes, la polyrythmie jusqu'à l'impression du relief et de la profusion. En master class, devant

ses stagiaires, tous percussionnistes confirmés, il se signale par ceci : il est le seul à savoir aller en douceur, dans le pianissimo et la multiplicité comme indolente des rythmes. A côté de lui, chacun en fait trop.

Peu de batteurs, en concert, seraient capables de terminer non pas par le fastidieux solo obligatoire, mais comme il le fait, là, en venant à l'avant-scène, simplement avec son siège et la « charleston » (double cymbale actionnée par un pédalier qui libère la main gauche des droitières - l'assemblage date de 1926), pour un moment de pure magie, tout le contraire de l'exercice nu de la démonstration. Ce que Max Roach a apporté à la musique, c'est une exigence et une dignité sans irrégularité. Ce n'est pas un pédagogue, c'est un pédagogue qui libère la main gauche des droitières - l'assemblage date de 1926), pour un moment de pure magie, tout le contraire de l'exercice nu de la démonstration. Ce que Max Roach a apporté à la musique, c'est une exigence et une dignité sans irrégularité. Ce n'est pas un pédagogue, c'est un pédagogue qui libère la main gauche des droitières - l'assemblage date de 1926), pour un moment de pure magie, tout le contraire de l'exercice nu de la démonstration.

Un art illégal

« Le racisme aux Etats-Unis a été une bénédiction, vous savez... »

« Vous plaisantez... »

« Pas du tout. J'essaie de penser le racisme comme une horreur dont la chance s'appelle Louis Armstrong, Bessie Smith, Dizzy Gillespie, Kenny Clarke, Charlie Parker... Ces créateurs sont les produits du racisme. La musique est un combat, toute musique a une histoire. Mais elle est avant tout une danse qui exprime notre être. Je n'ai ni message ni mission, parce qu'il n'y a pas que les combats dans la vie. Il y a mes enfants, les belles femmes que je croise, cette liberté faite de discipline et de tendresse qui court sous la musique. Ce que vous appelez « jazz » est un art illégal inventé par des voyous, des contrebandiers, des rebelles (En 1960, à la suite de Mingus, il participe à l'enregistrement des *Newport Rebels* avec Jo Jones, Roy Eldridge et Eric Dolphy).

« D'où l'image, de la communauté noire ? dans le public, du musicien de jazz. »

« Dans le public, je ne sais pas ; dans les formes de représentation, certainement. Malcolm X, le film de Spike Lee, n'est pas mauvais, c'est une mise au point très sincère.

« La faillite du système éducatif aux Etats-Unis est la grande tragédie actuelle, surtout pour la communauté noire. Du dehors, bien que la société européenne ait pratiquement abandonné la création musicale, vous ne pouvez absolument pas vous en rendre compte. C'est pourquoi les rappeurs sont les poètes d'aujourd'hui, des poètes sans instruments ni culture musicale. Ils continuent d'inventer. Les émeutes de Los Angeles n'ont rien de neuf. On a toujours vécu avec ça. »

« Parfois, en tant qu'être humain, je me dis qu'on est programmé pour disparaître, pour s'éteindre les uns les autres, pour être remplacés par une autre espèce. C'est mon scénario très pessimiste de science-fiction. Quand je songe à mes cinq enfants et à mes petits-enfants, tous si beaux, je veux me tromper. Ce que je retiens de la musique que nous avons inventée - je travaille sur ce point avec Toni Morrison et Amiri Baraka (LeRoi Jones) - c'est qu'elle est la seule démocratie réelle, fondée sur une communauté de musiciens et un projet collectif, dans un monde où je ne connais pas de vraie démocratie. »

« La musique noire ? »

« Noire, blanche, jaune, bleue à pois roses, jazz, variété, classiques, toutes ces distinctions sémantiques sont perfectionnées pour séparer, heurter, opposer les musiciens. Pour moi qui, au demeurant, suis métis, elles ne représentent rien, ne renvoient à rien, à rien d'autre qu'à la musique. »

Propos recueillis par FRANCIS MARMADE

Discographie : Gillespie/Roach, Duo à Banlieues bleues (1988), A.M. 396 404-2, distribution Polygram. Arturo Sandoval, *Rumbamar*, Clifford, GRP 96 882/BMG.

HARNONCOURT au Châtelet BRÜGGEN aux Champs-Élysées

La surprise des chefs

Le Théâtre du Châtelet refusait du monde fin novembre pour Nikolaus Harnoncourt. Gidon Kremer et l'Orchestre de chambre de l'Europe; le théâtre de l'Avenue Montaigne est presque complet, le 10 décembre, pour Frans Brüggen et l'Orchestre des Champs-Élysées. Qu'ils dirigent une formation juvénile sur instruments modernes ou sur instruments anciens, les chefs « baroques » attirent, plus que jamais, le public. Surtout lorsqu'ils sortent du répertoire qui les a rendus célèbres.

La démarche d'Harnoncourt intrigue. Il dirige le *Concerto pour violon* et la *Symphonie « Héroïque »* de Beethoven à la tête d'un orchestre moderne aux cordes duquel il demande de jouer à l'ancienne, mais dont il laisse les vents souffler comme à leur habitude - à l'exception des deux trompettistes qui ont sorti d'antiques instruments. L'association de cordes qui jouent *recto tango*, en soulignant les nuances dynamiques quasiment sans faire ni crescendo ni decrescendo, et de vents très « ronds » sinon toujours justes provoque un hiatus stylistique. D'autant que le violoniste Gidon Kremer a un style proche de celui des vents et éloigné au possible de celui des cordes. Un vrai carambolage.

En petite forme, Kremer expose une sonorité acide et des écarts de justesse alarmants, mais sa présence et son intelligence captivent, comme toujours, l'attention : la cadence qu'il a adoptée associe le violon à une partie de timbale (prise dans la transcription pour piano de ce concerto réalisée par Beethoven lui-même) et à un piano joué en coulisses.

Harnoncourt déçoit dans les premiers et troisièmes mouvements, par une raideur et une férocité hors de propos et des fluctuations de tempos devantage dictées par l'humeur que par la raison. Les deux stars se retrouvent dans un *largo* rêveur pendant lequel les uns et les autres oublient leurs grands principes.

Seul aux commandes de l'Orchestre de chambre de l'Europe, Harnoncourt déçoit plus encore. Bardée de récompenses, vendue à des dizaines de milliers d'exemplaires, son intégrale discographique des symphonies de Beethoven, réalisée avec le même orchestre, est loin d'être aussi capitale que ces récompenses le font croire. Mais le chef autrichien a mis tous les ingrédients pour un compromis destiné à convaincre le plus grand nombre. Son interprétation présente des options inhabituelles (tempo, accentuations) enrobées de façon à faire passer la pilule à ceux qui n'aiment pas les instruments anciens. Comme lorsque l'oo camoufle l'amertume de la quinine en la masquant par une cuillerée de confiture.

En public, la gêne est aggravée par la neutralité de l'Orchestre de chambre de l'Europe, plus

patente encore que sur les disques. Ces jeunes et excellents musiciens répondent au quart de tour aux indications d'Harnoncourt, mais leur jeu manque terriblement de cette « culture », de cette personnalité - ils sont plus à l'aise lorsqu'ils jouent Rossini sous la direction de Claudio Abbado - que l'on admire chez les membres du Concertgebouw avec lesquels le chef vient d'enregistrer des symphonies de Schubert... moins bien accueillies par la critique.

Il semble qu'au rôle d'animateur, Harnoncourt préfère diriger devant celui de *deus ex machina*. Il surprend donc ceux qui avaient remarqué que les chefs d'orchestre « baroques » invitaient davantage les musiciens à partager les responsabilités qu'ils ne leur imposaient leurs vues. Harnoncourt veut jouer dorénavant dans la même division que Muti, Abbado, Solti, Boulez, Dobnanyi ou Svetlanov. Il faudra s'y faire sans que l'on soit certain qu'il puisse vraiment rivaliser avec eux pour le moment.

Liszt et Chopin

A la tête de l'Orchestre du Théâtre des Champs-Élysées que Philippe Herreweghe lui a prêté, Frans Brüggen dirige l'ouverture de *Don Giovanni* de Mozart, la *Symphonie n° 103 « Roulement de timbales »* de Joseph Haydn et la *Huitième* de Beethoven. L'interprétation n'est pas irréprochable. De petits pépins techniques écornent des lectures plus axées sur la mise en valeur du détail instrumental que sur la grande ligne, sur le mouvement que sur la tension du discours. Mais l'avantage de Brüggen sur Harnoncourt réside dans son attitude face à sa fonction et à la musique.

Harnoncourt impose ses choix de façon « romantique » (voire égyptocritique), même s'il les justifie par la fidélité au texte. Brüggen expérimente une alternative à ce que l'on est accoutumé d'entendre dans des œuvres rebattues depuis des décennies. Du coup, il détruit le mythe du chef d'orchestre, né bien après la musique qu'il dirige. Il réussit, parfois. Tant de grâce bondissante, de petits détails instrumentaux ravissants atomisent plus qu'il ne le faudrait la symphonie de Haydn, quand ils exaltent la gaieté, la virtuosité de la symphonie de Beethoven.

Il y a du danger à faire ainsi de la musique, en dehors de tout chemin balisé. Et l'on soigne à Chopin s'adressant à Liszt : « Quand vous n'avez pas de quoi charmer votre auditoire, vous avez de quoi l'assommer. » Brüggen, c'est Chopin. Harnoncourt, Liszt, bien évidemment.

ALAIN LOMPECH

Discographie : Intégrale des symphonies de Schubert, par Harnoncourt, un coffret de 4 CD Teldec 4503-91184-2.

Rubalcaba et les bidons

Le festival Jazz à la Martinique, qui a eu lieu du 3 au 12 décembre, est l'enfant de Fanny Auguier. Directrice du Centre martiniquais d'action culturelle (scène nationale), elle n'a jamais donné dans la facilité : couleur locale, tournées-prêts-à-porter, bricolage exotique, tourisme culturel.

La vocation de carrefour de cette manifestation, l'exploitation de son site - au cœur de la « Méditerranée d'Amérique » (l'expression est de Francis Pisan) qui couvre l'arc caraïbe, le sud des Etats-Unis, la Guyane, le nord-est de l'Amérique latine, ont déjà donné lieu, au fil des rencontres, à une diffusion des formes, à leurs connaissances, à leurs croisements, que personne n'avait encore pris en charge. Découvertes de musiciens, de pratiques, d'accentués singuliers, « master classes » prestigieuses... la naissance du West Indies Jazz Band (big band dirigé par Luther François de Sainte-Lucie et composé de musiciens venus de toutes les îles) résume cette action en profondeur.

La sort réservé aux « panistas » - les joueurs de *steel drums* - dans cette sixième édition est le meilleur exemple de son originalité didactique. Originaire de Trinidad, le *steel* pan est, en dehors de la lutherie électronique, l'une des inventions instrumentales du XX^e siècle. Il s'agit d'énormes bidons abandonnés par l'armée, que des accordeurs pointilleux ont changé, coup à coup, en un instrument à percussion mélodique (il se joue avec des mailloches) d'une grande chaleur de timbre. Un orchestre de « panistas » (*steel band*) produit un embrasement sonore de l'air

que l'enregistrement a encore du mal à capter.

En moins de trois générations, on est arrivé à en jouer avec une virtuosité extraordinaire. Le fétichisme n'a jamais de limites en musique. En présentant Anissa Hadoué (Trinidad), Sydney Joseph (Tobago), Alison Marquis (Sainte-Lucie), Guy Louvet (Martinique) et l'impassable Andy Narell (Etats-Unis), on entend avec Arétha Franklin, Maurice Jarre, Ennio Morricone, le Vh Jazz à la Martinique a pris date. On se souviendra qu'il est le premier à avoir rendu justice à un instrument qui va devenir la coqueluche des années à venir.

Faux paradoxe, qui est le signe même de l'importance de cette région du monde : tandis que la Caraïbe est en train de populariser le plus populaire des instruments de récupération (le « pan »), les « panistas » n'ont d'oreilles que pour le pianiste Rubalcaba (Cuba), qui, en quelques semaines, s'est taillé une réputation mondiale. Qu'il joue *Bone me mucho* comme un Bill Evans - soudain - salade des débâchées d'Art Tatum, qu'il apporte ses forces au West Indies Jazz Band en concerto (Fai Frett des frères Bernard), ou qu'il termine - in caude, plus du tout de venin - par une composition, *Mirra*, d'une lenteur, d'une douceur, d'une délicatesse qui sont la promesse de son art et qui poursuivent longtemps après le dernier accord, il est déjà au-delà de la plupart des pianistes actuels.

F. M.

Discographie : 1CD Gonzalo Rubalcaba, Suite 4 Y 20, Blue Note CDP 780054-2/EMI. The Blessing, 1CD CDP 797197-2/EMI.

LES DOSSIERS D'EUROPE 1

URGENCES

LES ERREURS MEDICALES, LES FRANÇAIS TEMOIGNENT SUR EUROPE 1

Dès lundi, sur minitel 3615 Europe 1 ou par téléphone au 47 23 73 13

Du lundi 13 au vendredi 17 décembre

- Dans le journal de 8h00
- A 12h45 dans "Europe-midi"
- 18h-20h "Découvertes"

EUROPE 1



Les négociations sur le commerce international à l'approche de l'échéance du 15 décembre

Genève : de la crise à la dédramatisation

■ «PROGRÈS». Le négociateur européen Leon Brittan a quitté Genève, lundi 13 décembre au matin, pour Bruxelles en faisant état de «progrès» après presque quarante-huit heures de négociations quasiment ininterrompues avec le représentant américain, Mickey Kantor. «Nous continuons à tenir des réunions constructives», a déclaré M. Kantor à l'issue du septième entretien des deux hommes d'après-midi samedi à Genève. M. Brittan, qui devait rendre compte de ses entretiens aux ministres des affaires étrangères des Douze, a souligné que tout «n'est pas fini».

■ DIFFÉRENCES. Dans la nuit de dimanche à lundi, le porte-parole du GATT, David Woods, avait estimé qu'un accord était «presque à portée de la main». Il a déclaré que les négociateurs avaient levé une grande partie des obstacles les plus sérieux sur les mesures antidumping, le textile et l'agriculture. Des différences subsistaient entre l'Union européenne et les États-Unis sur l'audiovisuel, et notamment la question de la répartition des taxes sur les vidéocassettes, magnétoscopes et billets de cinéma, ainsi que sur les services maritimes.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

«Tout est bloqué», disait un négociateur européen dans l'après-midi du dimanche 12 décembre. Deux heures plus tard, alors que Leon Brittan et Mickey Kantor se retrouvaient pour la troisième fois en un peu plus de vingt-quatre heures, il affirmait : «L'enfant se présente bien». Ces propos contradictoires en l'espace de si peu de temps sont significatifs du climat qui a régné pendant tout le week-end à Genève : périodes de dramatisation et dédramatisation se sont succédées à un rythme soutenu.

La journée de samedi avait commencé par l'échec du premier tête-à-tête de plus de six heures entre le négociateur européen et son partenaire américain. Sir Leon parlait de «crise» à l'issue de l'entretien alors que l'avocat californien faisait valoir qu'il n'y avait pas lieu de «dramatiser en parlant de crise». M. Sutherland parlait, lui, d'«obstacles majeurs». Pour couronner le tout, les protagonistes genevois apprenaient que le Conseil européen de Bruxelles durcissait le ton à propos de l'audiovisuel : les Douze demandaient à M. Brittan d'obtenir la garantie d'un traitement «exceptionnel et séparé» dans ce secteur pour «le présent et l'avenir».

L'hypothèque euro-américaine n'étant pas levée, la Quadripartite, réunissant les représentants de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada et du Japon, dans la soirée de samedi, ne pouvait se dérouler dans de bonnes conditions. Roy MacLaren, ministre canadien du commerce international, voulait avant tout s'assurer que les producteurs de céréales de son pays puissent bénéficier du «nouveau» accord de Blair House en obtenant

à moyen terme «un meilleur accès aux marchés des pays tiers». Toutou Hata, ministre japonais des affaires étrangères, lançait, pour sa part, un appel aux Américains afin qu'ils assouplissent leur position en matière de mécanismes anti-dumping.

«Un certain découragement»

Les mauvaises nouvelles n'étaient pas finies pour la journée de samedi. Le groupe de Rio, rassemblant treize pays d'Amérique latine, publiait un communiqué dans lequel il exprimait sa déception sur le contenu de l'arrangement euro-américain sur l'agriculture et souhaitait de nouveaux efforts de toutes les parties contractantes pour aboutir à un «nécessaire équilibre global». Le porte-parole de M. Brittan démentait la rumeur selon laquelle les Grecs avaient retiré leur offre pour les transports maritimes devant le peu de compréhension de Washington dans ce secteur. D'autres sources indiquaient que la Grèce, le Danemark et les Pays-Bas, les pays communautaires les plus concernés par l'ouverture du marché américain, ne s'intéressaient guère à la question compte tenu de la proposition des États-Unis (libéralisation limitée à 3 % de leurs trafics).

La dramatisation allait s'amplifier au début de la journée de dimanche. Alors que la deuxième réunion entre MM. Brittan et Kan-

tor tournait court, le directeur général du GATT tenait une conférence de presse pour stigmatiser les Américains et Européens : «Les grands partenaires de l'organisation ne doivent pas dicter leur volonté ; il faut qu'ils montrent l'exemple et assument leurs responsabilités». M. Sutherland estimait même qu'un «certain découragement était légitime» et qu'un «déraillement n'était pas à exclure». Il enchaînait aussitôt pour donner une tonalité plus optimiste à son intervention : «Néanmoins, l'accord est encore à notre portée». Il s'est montré en outre catégorique pour écarter l'idée de retirer certains volets (ceux du contenu euro-américain) de la négociation en la qualifiant d'«inconcevable».

L'après-midi du dimanche ne commençait pas sous de meilleurs auspices. John Schmidt, représentant américain auprès du GATT, faisait savoir que les pourparlers sur le «code des subventions» étaient pratiquement bloqués. Du côté de la délégation française, on répliquait aussitôt que dans ce domaine rien n'était acquis aussi longtemps que la question de l'aéronautique n'était pas réglée. Heureusement, il était annoncé que MM. Brittan et Kantor se rencontreraient pour la troisième fois. Dans la soirée de dimanche, le négociateur américain sortait, après trois heures d'entretien, du bureau de son homologue européen en jugeant les discussions «intéres-

santes», portées de «beaucoup d'espoirs». Plus tard, le commissaire européen indiquait qu'il renouait à regagner Bruxelles dimanche soir afin de favoriser la poursuite des discussions. Tard dans la nuit de dimanche à lundi, le porte-parole de M. Sutherland donnait lui aussi dans l'optimisme en mettant en exergue la longue liste des points sur lesquels les 116 pays membres du GATT étaient tombés d'accord.

Reste cependant la volonté des Américains de maintenir coûte que coûte leurs mesures anti-dumping contenues dans la section 301 de leur législation commerciale qui irritent toujours nombre de parties contractantes. De leur côté, l'Italie, le Portugal et, avec eux, beaucoup de pays en voie de développement feraient toujours dans le but d'obtenir une plus grande ouverture du marché textile des États-Unis. Sans compter les trois principaux points de discorde entre Bruxelles et Washington qui n'ont pas trouvé de solution, pour autant qu'on le sache tant les négociateurs refusent de faire des commentaires sur la «substance», pour employer l'expression cent fois utilisée par le porte-parole de M. Brittan.

Sur l'audiovisuel, un seul point est acquis, selon ce que rappellent volontiers les représentants des Douze : «Nous avons toujours dit aux Américains que nous ne pourrions jamais accepter de leur rétrocéder une partie des taxes prélevées

dans certains États membres sur les cassettes vierges, les magnétoscopes et les tickets de cinéma».

S'agissant de la libéralisation des services financiers, qualifiée d'«essentielle» pour les intérêts communautaires par les experts de la Commission de Bruxelles, les Douze rejettent le schéma envisagé par les négociateurs américains. Ces derniers proposent aux établissements européens de leur accorder le même traitement que celui consenti aux banques américaines avec la menace de le leur retirer au cas où le comportement des banquiers de l'Union ne serait pas satisfaisant. Et d'autres termes, Washington s'ouvre la possibilité de supprimer les avantages consentis, laissant ainsi les établissements européens sans garantie à long terme.

Dans le secteur de l'aéronautique, il semble bien que la position des États-Unis soit de revenir sur l'accord de juillet 1992 qui réglemente, pour la construction des avions civils gros porteurs, les aides directes (taux limité à 33 %) et indirectes (4 % du chiffre d'affaires annuel d'une firme donnée ou 3 % du chiffre d'affaires annuel de l'industrie). Les entreprises américaines n'accepteraient plus d'être soumises à la règle concernant les subventions indirectes, celles-ci pouvant dépasser les plafonds autorisés en raison de l'importance des retombées du secteur militaire (NASA et Pentagone) pour l'aviation civile.

MARCEL SCOTTO

Ultimes marchandages avant un accord global

Si les résultats des discussions qui se sont poursuivies à Genève pendant tout le week-end pour conclure le cycle de l'Uruguay ont été décevants, les négociations – essentiellement entre l'Europe et les États-Unis – n'en ont pas moins continué pratiquement sans interruption et un accord global n'était pas exclu. Lundi matin 13 décembre, Leon Brittan a regagné Bruxelles pour assister à midi à une réunion de la Commission puis pour faire le point à 15 heures de l'état des négociations devant le Conseil des ministres qui donnera au commissaire chargé des relations extérieures de nouvelles instructions.

Le principal point d'accrochage entre l'Europe et les États-Unis reste le dossier de l'audiovisuel. Le ton s'est durci sur le sujet pendant le week-end, les Douze demandant un traitement «exceptionnel et séparé pour le présent et l'avenir». M. Juppé demandant qu'on retire ce secteur du GATT «s'il n'y a pas d'accord». Mais un compromis

semble possible depuis qu'on a appris que M. Clinton avait appelé au téléphone MM. Balladur, Kohl, Major et Gonzalez pour tenter de trouver une solution.

Autre point d'accrochage important : les services financiers pour lesquels les Américains proposent deux traitements différents selon les pays, jugés «boos» (tous les pays industrialisés sauf le Japon) ou «mauvais» (le Japon et les pays en développement en général). Les premiers obtiendraient la clause de la nation la plus favorisée, les seconds non, ils devraient se contenter d'accords donnant lieu à un arrangement après la date fatidique du 15 décembre. Enfin, les négociations sur le textile posaient deux problèmes non résolus : les pics tarifaires américains et le démantèlement progressif des contingents vis-à-vis des pays en développement prévus par les accords multilatéraux.

Bruxelles : les Douze manifestent leur cohésion

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant

Les négociations du GATT n'étaient pas formellement à l'ordre du jour du sommet qui a réuni à Bruxelles les chefs d'État et de gouvernement des Douze, mais elles ont été longuement évoquées lors du dîner de vendredi soir 10 décembre. Les Français et les Allemands, lors de leur petit déjeuner traditionnel samedi matin, ont estimé qu'étant donné le caractère assez tendu des tractations à Genève, les Douze devaient, une nouvelle fois, manifester leur cohésion. Ils furent entendus et le Conseil a adopté le texte suivant : «Plusieurs problèmes restent encore à résoudre pour parvenir à un accord particulier dans le domaine des textiles, qui est d'une importance vitale pour un État membre [il s'agit du Portugal], de l'Organisation mondiale du commerce et qui garantit, dans le domaine de

l'audiovisuel, pour le présent et pour l'avenir, un traitement exceptionnel et séparé». Chateaubriand aurait fait mieux, mais les Européens ont saisi l'occasion de rappeler aux Américains que les problèmes affectant certains d'entre eux devaient être considérés comme les problèmes de l'Union tout entière.

Sur l'agriculture, les Français pas complètement rassurés quant à la compatibilité des accords sur le point d'être conclus avec la nouvelle politique agricole commune (PAC), ont obtenu l'assurance que les Douze écarteraient l'idée d'élargir l'obligation de mise en jachères des surfaces cultivées. Cet engagement s'appuie maintenant sur un texte approuvé par le Conseil européen : «Si des mesures complémentaires s'avéraient nécessaires, le Conseil conviendrait qu'elles ne devraient pas augmenter les contraintes de la PAC réformée ni en affecter le bon fonctionnement».

Ph. L.

Bill Clinton s'intéresse personnellement à l'audiovisuel

Le dossier audiovisuel du GATT est désormais directement pris en charge par Bill Clinton. Le président des États-Unis semble en avoir fait sa priorité et a appelé Helmut Kohl en Allemagne et Édouard Balladur en France pour leur faire savoir qu'il ne céderait pas sur la question de quotas et du partage de la redevance issue de la vente des cassettes vidéo.

En l'état actuel des négociations, il semble que l'Union européenne se soit d'ores et déjà engagée à informer et consulter les États-Unis avant de prendre une quelconque initiative sur deux dossiers précis : la subvention et la réglementation. Chaque fois que l'Europe envisagera de consolider ou de développer le système de subventions sur lequel sont assises les industries de programmes de télévision et les industries cinématographiques à chaque fois qu'elle souhaitera donner un cadre réglementaire aux nouvelles technologies et aux nouveaux modes de transmission des images (téléphone, câble, satellite...), l'Europe devra donc obtenir la feu vert du gouvernement américain. La «mise sous tutelle» de l'audiovisuel dénoncée par les professionnels français semble donc déjà un fait acquis.

En outre, les États-Unis réclament deux avantages supplémentaires. Primo, ils souhaitent que le régime du traitement national (un avantage accordé aux nationaux est élargi à tous les citoyens étrangers) soit appliqué sur la copie privée. Ce qui revient à partager l'impôt de la production nationale que représente la redevance prélevée sur les ventes de vidéocassettes (650 millions de francs pour la France en 1992) avec les studios de Hollywood. Les États-Unis se battent en outre, pour que les quotas d'œuvres européennes institués par la directive Télévision sans frontières soient facultatifs pour les nouveaux canaux de télévision que les techniques de compression numériques vont permettre de multiplier.

Y. M.

Les socialistes français sont déçus

Le gouvernement français «se félicite des résultats du conseil européen de Bruxelles», notamment à propos du traitement exceptionnel et séparé qui doit être réservé à l'audiovisuel et à la mise en œuvre du volet agricole, du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), a indiqué, samedi 11 décembre, à Paris, un communiqué de l'Hôtel Matignon.

Il y a «de bonnes chances pour un accord, mais il y a des blocages. S'ils ne sont pas levés (...), il se peut qu'il n'y ait pas d'accord», a déclaré Alain Juppé, dimanche 12 décembre, lors de l'émission «Républic» sur France 3. Selon le ministre des affaires étrangères, de grosses difficultés persistent au sujet de «l'audiovisuel entre les États-Unis et l'Europe et sur beaucoup d'autres sujets, le textile, les transports maritimes, les services financiers...». De son côté, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, s'est montré rassurant sur les différents dossiers en suspens lors de «L'heure

de vérité», dimanche 12 décembre, sur France 2. «Je crois que nous allons arriver à un accord sur le GATT et que le soutien profondément séparé qui doit être réservé à l'audiovisuel et à la mise en œuvre du volet agricole, du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), a indiqué, samedi 11 décembre, à Paris, un communiqué de l'Hôtel Matignon.

Sur le problème de l'audiovisuel, pierre d'achoppement entre l'Union européenne et les États-Unis, M. Longuet a déclaré que le négociateur européen, Leon Brittan, «se bat sur la position souhaitée et construite par la France», à savoir «à l'intérieur du GATT, des règles particulières pour les biens culturels». Sur le volet agricole, le ministre a estimé que la France avait obtenu «la certitude que l'Europe ne sera pas envahie par des produits américains» et la préservation de «la préférence communautaire». «Avec la garantie européenne que nous avons obtenue, sur le principe qu'il n'y aurait pas en France un hectare de jachère supplémentaire, les agriculteurs français ont obtenu des règles du jeu stables», a pour-

sui M. Longuet. Un sentiment que ne partage pas Laurent Fabius. «Quand on regarde les réactions d'un certain nombre d'organisations compétentes (sur le volet agricole), on est loin du compte», a affirmé dimanche, l'ancien premier ministre ou «Forum» RMC/Express. «Telles que les choses se présentent aujourd'hui, dans la négociation du GATT, «pour la France, ce n'est vraiment pas satisfaisant», a-t-il affirmé. Invité, dimanche, du «Grand Jury RTL-le Monde», l'ancien ministre socialiste de l'Industrie Dominique Strauss-Kahn a regretté pour sa part que, dans l'affaire du GATT, on ait «beaucoup trop mis l'accent sur l'agriculture, principalement parce que c'était l'objectif premier des Américains». «Tout le reste, au moins aussi important, est largement resté de côté», a-t-il ajouté. «On est en plein psychodrame», a estimé, dimanche, Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, lors de l'émission «7 sur 7» sur TF1.

REPÈRES

SOCIAL

Des agents d'un bureau toulonnais de l'ANPE travaillent dans la rue

Depuis le 6 décembre, vingt-quatre des vingt-sept employés du bureau Saint-Roch de l'ANPE de Toulon (Var) ont décidé de recevoir les demandeurs d'emploi sur le trottoir pour protester contre leurs conditions d'accueil et de travail précaires. Murs et carrelages gras, prises électriques arrachées, fauteuils cassés et hors d'usage : dans ces locaux, sans fenêtre ni climatisation, se succèdent en moyenne cinq cents personnes par jour.

«C'est indécent», estime l'un des employés, qui lutte contre le froid avec force cafés, apportés par quelque une des 11 500 demandeurs d'emploi dont il a la charge. Dans le cadre du plan de réaménagement national cette agence devait être transférée. Mais la négociation, en cours depuis juin, n'ont pas abouti.

Le 6 décembre, Jacques Sanfippo, directeur régional de l'ANPE, s'est rendu sur place : faute d'avoir pu rencontrer le personnel, il lui a fait savoir par note que tout travail effectué à l'extérieur des locaux ne serait pas payé... (Corresp.)

L'Agence

pour l'amélioration des conditions de travail a vingt ans

Créée, en 1973, pour tenter d'«humaniser» le travail industriel, l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) a fêté, vendredi 10 décembre à Paris, son vingtième anniversaire. Intervenant au terme d'un colloque consacré à «vingt ans d'évolution des conditions de travail», Michel Giraud, ministre du travail, a rendu hommage à la mission accomplie par l'Agence qui, selon lui, s'«adapte à toutes les mutations économiques et sociales» du monde du travail. À l'heure où s'ouvre une ère nouvelle, marquée par une progression sans précédent du chômage, M. Giraud a donc souhaité que l'ANACT se mobilise «pour développer la flexibilité interne, notamment par l'aménagement et la réduction du temps de travail» et «pour prévenir l'exclusion, notamment des salariés vieillissants». Le ministre a fait part de son intention de rassembler «à l'ANACT» et «moyens» de l'Agence dans «un contrat de progrès à cinq ans» signé par les ministères du travail et du budget.

PRIVATISATIONS

Gérard Longuet donne des précisions sur Bull et Renault

Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, Gérard Longuet, a estimé, dimanche 12 décembre à «L'heure de vérité» sur France 2, que la privatisation de Bull «est une question de calendrier. (...) Dès que l'horizon sera éclairci, nous engagerons une réflexion sur (celle-ci)», a-t-il dit, en rappelant qu'il avait encore dix-huit mois devant lui. L'entreprise, a-t-il estimé, devrait «se battre beaucoup plus sur les services que sur les matériels, tout en gardant les produits spécifiques, le gamme propriétaire, qui est une gamme sur laquelle Bull gagne de l'argent».

La privatisation de Renault devrait intervenir, comme prévu, «plutôt au début du deuxième semestre 1994. (...) Renault peut vivre seul, mais Renault veut bâtir des alliances», a précisé M. Longuet, en refusant, cette fois, de s'immiscer publiquement dans les choix de l'entreprise. «Le ministre de l'Industrie ne choisit pas à la place du président de Renault». Enfin, M. Longuet a confirmé que l'État allait accorder de nouvelles dotations en capital à l'Aérospatiale et à la SNECMA.

هكذا من الأمل

et la fin du sommet européen de Bruxelles

Les Douze ont approuvé les propositions de Jacques Delors pour la croissance et l'emploi

La Commission européenne ne pouvait espérer mieux : réalisant l'absolu nécessaire de lancer un signal positif à l'opinion, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze ont réservé, samedi 11 décembre, un accueil favorable au Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi que présentait Jacques Delors. Ils ont fait l'annonce d'un plan d'action à court et à moyen terme dont le Conseil européen suivra lui-même l'exécution.

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

Le souci des Douze de proclamer leur volonté d'agir de façon concertée et, chaque fois que possible, de façon collective, pour soutenir l'activité économique et créer des emplois, se vérifie à chaque page des « conclusions de la présidence » publiées à l'issue du Conseil européen de Bruxelles, samedi 11 décembre. Les Douze y multiplient les procédures dont l'objet est de vérifier que les orientations arrêtées, ne resteront pas lettre morte. Est-ce l'« ordre de mobilisation générale » que M. Delors appelle de ses vœux à la veille du Conseil européen ? L'émotion n'est pas étouffée par un accord sur le Palais d'Egmont, vendredi et samedi. Mais des chefs d'Etat et de gouvernement réalistes ont compris qu'il leur fallait taire leur scepticisme, que l'Union européenne, celle-là qui confirme son attachement aux voies et moyens du Traité de Maastricht, ne pourrait redémarrer qu'en faisant des efforts crédibles pour donner du « punch » à son économie et créer des emplois.

Des orientations pour l'action

Pourquoi insulter l'avenir ? Les dirigeants européens sont sincères quand, refusant la résignation devant le chômage, ils notent que leur réponse, « sera d'autant plus efficace qu'elle sera commune ». Leurs efforts pour trouver une position commune, notamment sur la manière de financer le programme d'investissements d'infrastructures proposé par le Livre blanc, en témoignent. Le « consensus » n'était pas évident, mais chacun y a mis du sien et la présidence belge a créé le lien propice au dialogue, de sorte

qu'on est parvenu à s'entendre. L'action en faveur de l'emploi sera entreprise au niveau national, mais en s'inspirant des « pistes » tracées par le Livre blanc : amélioration des systèmes d'éducation et de formation, amélioration de la flexibilité à l'intérieur des entreprises et sur le marché du travail, examen, au niveau des entreprises, de formules économiquement saines de réorganisation du travail (« ces mesures ne doivent pas viser à une redistribution généralisée du travail mais à des aménagements internes compatibles avec l'amélioration de la productivité »), réductions ciblées du coût indirect du travail (prélèvements obligatoires) et du travail peu qualifié.

Ce dernier point avait suscité, déjà lors des travaux qui ont précédé le Conseil européen, un intérêt particulier parmi les Etats membres qui semblaient acquis à l'idée d'agir, sur ce terrain sensible, de manière coordonnée. L'allègement des charges sociales sur les bas salaires, s'il est retenu comme une voie utile, devra être compensé et les pays concernés, pour ne pas fausser la concurrence, ont intérêt à faire appel aux mêmes méthodes. Les « conclusions de la présidence » font référence à « des mesures flexibles pouvant, entre autres, porter sur l'environnement... », claire allusion au projet de la Commission d'instaurer une taxe sur les émissions de CO₂.

Le Conseil européen fera le point dès sa réunion de décembre 1994. Et, d'ici là, les équipes de la Commission ne quitteront pas leurs ordinateurs : les Douze les invitent à suivre les efforts mis en œuvre par chaque Etat membre, et à réfléchir à d'éventuelles nouvelles suggestions, notamment à « étudier la question des nouveaux systèmes d'emplois ». Au niveau communautaire, l'accent est mis sur « la réalisation accélérée des réseaux trans-européens » dans le domaine des transports et de l'énergie. Un chapitre du Traité de Maastricht est déjà consacré à la réalisation, sous les auspices de la Communauté, de tels investissements structurants. M. Delors, qui croit beaucoup à ce type d'interventions, a profité de l'occasion pour souligner le rôle parfois relatif des administrations nationales.

Ce plan d'investissements, qui constitue la partie la plus opérationnelle de l'exercice décidé

dans le cadre du Livre blanc, portera sur environ 20 milliards d'euros par an (135 milliards de francs). Les Etats membres sont priés « d'identifier les projets prioritaires susceptibles d'être réalisés rapidement ». Le champ d'application de l'opération ainsi engagée est large : le TGV, les transports combinés (le camion sur le chemin de fer, projet qui a le vent en poupe), les autoroutes, les voies navigables, les ports et aéroports, mais aussi la sécurité des centrales nucléaires à l'Est et surtout les nouvelles technologies de l'information et de la communication, lesquelles, lit-on dans les conclusions de la présidence, « entraînent des changements fondamentaux dans les structures et les méthodes de production ».

Programme opérationnel

François Mitterrand et Helmut Kohl ont souhaité que l'exercice, pour être mené rondement, soit soutenu, au moins en partie, à la supervision, qu'on craint trop tatillonne, des ministres des finances : le Conseil européen, leur donnant raison, a décidé de créer un groupe ad hoc de représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, dont les noms devraient être rendus publics dans les plus brefs délais, qui assurera la coordination du programme, avec l'idée, certes d'aller vite, mais aussi d'éviter le gaspillage.

Le chapitre concernant la venue de l'Union européenne dans la « société de l'information », méritait une sollicitude particulière : « le Conseil européen demande que, pour sa prochaine session, soit établi par un groupe de personnalités pleinement représentatives de toutes les industries concernées dans l'Union, des utilisateurs et des consommateurs... un rapport sur les mesures concrètes à prendre en considération par la Communauté et par les Etats membres dans ce domaine... Sur la base de ce rapport, le Conseil examinera un programme opérationnel définissant les modalités précises d'action et les moyens nécessaires », lit-on dans les conclusions de la présidence.

Le financement de ces investissements d'infrastructures aurait pu constituer la pomme de discorde entre les Etats membres, certains d'entre eux, au premier rang desquels la Grande-Bretagne, se montrant réticents à

l'idée d'emprunts communautaires suggérée (à hauteur de 8 milliards d'euros par an) dans le Livre blanc.

Les Douze s'en sont sortis en renvoyant le problème à plus tard, mais en retenant cependant l'essentiel, à savoir la nécessité de prévoir une enveloppe annuelle de 20 milliards d'euros par an. Sur ce total, 5 milliards sont déjà affectés, dans le budget européen, à ce type d'interventions. 7 milliards correspondent aux opérations, elles aussi déjà programmées, de la Banque européenne d'investissements (BEI), et le complément, soit 8 milliards d'euros par an, sera mobilisé selon des modalités à définir le moment venu, étant entendu que l'objectif sera de fournir aux opérateurs des sources de financement les plus avantageuses possibles et que la formule d'emprunt communautaire, si elle n'est pas explicitement prescrite, n'est pas pour autant écartée. La Commission établira pour le Conseil européen de décembre 1994 un bilan sur l'état d'avancement des réseaux trans-européens d'infrastructures ainsi que sur le programme concernant les technologies de l'information.

Au cours de la conférence de presse tenue conjointement à l'issue de la rencontre par François Mitterrand, Edouard Balladur et Alain Juppé, le premier ministre s'est félicité des décisions prises par les Douze au sujet du Livre blanc : « Notre pays était l'un des rares à l'avoir accueilli spontanément de façon favorable ».

PHILIPPE LEMAÎTRE

De la lutte contre la drogue à l'élargissement de la Commission

Outre le Livre blanc de Jacques Delors et les négociations du GATT, les chefs d'Etat et de gouvernement réunis en conseil à Bruxelles les 10 et 11 décembre ont abordé les points suivants :

Justice et affaires intérieures

Les Douze ont approuvé un « plan d'action » dans le domaine de la justice et de la sécurité, qui prévoit notamment le démarrage immédiat de l'unité de lutte contre la drogue Europol, l'établissement d'une liste commune de pays tiers dont les ressortissants devront être munis d'un visa, le renforcement de la coopération judiciaire, et une meilleure coordination dans le domaine de la réadmission par les pays tiers des immigrants illégaux.

La déclaration précise que les Douze ont tenu compte de la réserve d'un Etat membre concernant la mise en œuvre d'une action commune en matière d'asile, référence aux propositions émanées par l'Espagne devant la ratification par la Belgique de deux traités internationaux relatifs à la migration.

Politique étrangère commune

1) Le pacte de stabilité : l'Union européenne a décidé d'organiser au mois d'avril à Paris une conférence qui lancera les travaux devant aboutir à un pacte de stabilité en Europe. Y seront invitées comme participants, outre les

pays « principalement concernés par l'initiative » (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et les trois Etats baltes), les pays suivants : Albanie, Autriche, Biélorussie, Canada, Chypre, Estonie, Etats-Unis, Finlande, Islande, Malte, Moldova, Norvège, Russie, Saint-Siège, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine).

2) Ex-Yugoslavie : le Conseil européen rappelle que « la revendication de la partie bosniaque sur un tiers du territoire de la Bosnie-Herzégovine est légitime » et invite les belligérants à une nouvelle rencontre avec les ministres des affaires étrangères des Douze le 22 décembre à Bruxelles.

Élargissement de l'Union

Le Conseil européen est convenu que chacun des quatre pays qui négocient actuellement leur entrée dans l'Union pourra nommer un commissaire à la pondération des voix au Conseil et à la définition de la minorité de blocage.

Ces pays disposeront à Strasbourg des nombres de députés suivants : Norvège 15, Autriche 20, Finlande 16, Suède 21.

Les Douze ne se sont pas encore mis d'accord sur les modifications éventuelles à apporter à la pondération des voix au Conseil et à la définition de la minorité de blocage.

VIENT DE PARAITRE

Un instrument de liaison unique en France au service des professionnels du monde de la finance : Banquiers, hauts fonctionnaires, agents de change, dirigeants de compagnies d'assurances directeurs financiers...



MILLÉSIMÉ 1994 DE L'ANNUAIRE AGEFI DE LA FINANCE

A portée de votre main
TOUTE LA FRANCE DU POUVOIR FINANCIER
9000

dirigeants français et étrangers de haut niveau figurent (avec leurs coordonnées exactes) dans la nouvelle édition enrichie et entièrement remise à jour de cet annuaire unique en France (au 30/10/93)

EXCLUSIF EN 1994

Cette nouvelle édition a encore été enrichie afin de répondre avec toujours plus d'efficacité aux besoins spécifiques des professionnels. Vous y trouverez pour la première fois :

- La structure actualisée des Ministères et des Administrations centrales concernés.
- Les principales sociétés de gestion d'épargne salariale.
- Les principaux cabinets indépendants et responsables d'analyse financière des grands organismes.
- Les SSI spécialisés en back et front-office.
- Les principaux prestataires de données financières (bilans, résultats, chiffres-clés).

Exclusif : le portrait des financiers qui vont marquer l'année.

ANNUAIRE AGEFI DE LA FINANCE 1994

Bon de commande : à renvoyer à L'Agefi, 5-7, rue Saint-Augustin, 75002 Paris Cedex 02. Je désire recevoir l'Annuaire Agefi de la Finance 1994, aux conditions préférentielles de souscription : 975 F TTC seulement, au lieu du prix normal de 1.150 FF (soit une réduction de plus de 15 %).

Nom : _____ Prénom : _____
Société : _____ Fonction : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Tél. : _____

☐ Je joins mon règlement par chèque à l'ordre de L'Agefi.
☐ Je préfère régler avec ma carte Visa n° _____ ou American Express n° _____

☐ Je réglera à réception de votre facture, l'Annuaire me sera alors expédié. Si vous souhaitez recevoir une facture justificative, veuillez cocher la case ci-contre ☐
Date : _____ Signature : _____

Pour gagner du temps (notamment en cas de commandes groupées), appelez Irène Le Gallie au (1) 42 86 12 00 ou télécopiez au (1) 40 15 99 23

REPÈRES

ÉTRANGER

La Belgique met sur le marché 50 % de sa deuxième banque publique

La Belgique a lancé, samedi 11 décembre, la privatisation de 50 % de sa deuxième banque publique, la Société nationale de crédit à l'industrie (SNCI), qui devrait apporter de l'argent frais au gouvernement. Les candidats peuvent obtenir le memorandum donnant toutes les informations sur la SNCI jusqu'au 14 janvier et déposer leur offre jusqu'au 1^{er} mars. Fondée en 1919, la SNCI est la dixième banque belge. Elle octroie des crédits, principalement à long terme, aux entreprises. Elle comptait 1 026 employés en juin. Sa capitalisation atteint 6,2 milliards de francs belges (1 milliard de franc français). Le total de bilans s'élevait à 576,6 milliards de francs belges en juin, et son résultat net à 69 millions.

ROUMANIE

Accord avec le FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement roumain ont signé, jeudi 9 décembre à Bucarest, un accord pour le débloquer d'un crédit de 700 millions de dollars (4,2 milliards de francs), en

négociation depuis près d'un an. Aux termes d'une lettre d'intention et d'un mémorandum, le Roumanie s'engage notamment à libérer totalement le taux de change de la monnaie nationale (la leu), à réduire l'inflation (322 % entre janvier et octobre 1993) et à évaluer le programme des privatisations. La reconstruction de l'industrie roumaine devrait se traduire par une aggragation du chômage, qui touche actuellement 10 % de la population active. Sur ce point, l'accord avec le FMI prévoit des mesures de protection sociale.

TRANSMANCHE

Le tunnel remis officiellement à son concessionnaire

La remise symbolique et officielle de la clé du tunnel sous la Manche à Eurotunnel - la concessionnaire - a eu lieu vendredi 10 décembre, sur fond de feu d'artifice et de chants à la gloire des « bâtisseurs de France et d'Angleterre » à Coquelles (Pas-de-Calais). André Bénard, président de la société qui va exploiter le lien fixe Trans-Manche a pris possession de cette clé, entouré d'enfants portant dans les mains un casque d'or, « signe de l'excellence du chantier ». Elle lui avait été remise par Philippe Montagner, du groupe Bouygues, pré-

sident de TransManche Construction, le branche française de TML (TransManche Link) et par Neville Simms, du groupe Tarmec, son homologue de la branche britannique. Les entreprises de travaux publics constituant TML ont fait défilier le matériel roulant qui empruntera le tunnel à partir de mars 1994.

MANIFESTATION A MONTPELLIER : 7 000 à 8 000 personnes pour « sauver la viticulture méridionale »

Entre 7 000 et 8 000 vignerons, venus de tout le Midi, du Var aux Pyrénées-Orientales, se sont rassemblés, vendredi 10 décembre à Montpellier, pour protester contre le projet de réforme de l'Organisation commune des marchés (OCM) viticoles. « Nous voulons lancer un cri d'alarme », a déclaré Jean Haillet, président de la Fédération régionale des caves coopératives, contre un projet, encore en discussion, qui menace « une fois de plus le vignoble méridional ». S'en prenant aux « technocrates de Bruxelles qui s'attaquent directement à notre passé, à notre civilisation », les responsables syndicaux ont dénoncé un projet à la fois « incohérent » et « pénalisant » pour la viticulture du Midi, par l'arrachage de pieds de vignes compensés par une prime jugée beaucoup trop faible.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 13 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 décembre
Taux de report : 7,13

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,26 % (2203,78)

Variação 2012 (%)	VALORES	Cross precid.	Dominar cones	% + -	Variação 2012 (%)	VALORES	Cross precid.	Dominar cones	% + -	Variação 2012 (%)	VALORES	Cross precid.	Dominar cones	% + -	Variação 2012 (%)	VALORES	Cross precid.	Dominar cones	% + -	Variação 2012 (%)	VALORES	Cross precid.	Dominar cones	% + -	Variação 2012 (%)	VALORES	Cross precid.	Dominar cones	% + -
+11,62	ESP-GDF-35	5718	5749	+0,53	Variação	4998	4985	-0,27	+43,92	LucasNet 1	1098	1089	-0,81	+11,81	Variação	1989	1989	+0,46	+10,00	Headcut 1	886	876	-1,10	+1,00	+18,30	Headcut 1	886	876	-1,10
+26,47	B.U.P.P. (C.P.)	1019	1015	-0,38	2012 (%)	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	2012 (%)	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	2012 (%)	1989	1989	+0,46	+10,00
+18,41	Desempenho (C.P.)	1019	1015	-0,38	VALORES	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	VALORES	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	VALORES	1989	1989	+0,46	+10,00
+11,20	Rhone France (C.P.)	1019	1015	-0,38	Cross	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Cross	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Cross	1989	1989	+0,46	+10,00
+14,28	Saint Gobain (C.P.)	1179	1177	-0,17	Dominar	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Dominar	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Dominar	1989	1989	+0,46	+10,00
+26,31	Thomson SA (C.P.)	1095	1095	0,00	%	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	%	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	%	1989	1989	+0,46	+10,00
-4,22	Al Airplane	998	995	-0,31	Variação	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Variação	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Variação	1989	1989	+0,46	+10,00
+17,65	Almond Almond 1	998	995	-0,31	2012 (%)	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	2012 (%)	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	2012 (%)	1989	1989	+0,46	+10,00
+40,08	Almond Almond 2	998	995	-0,31	VALORES	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	VALORES	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	VALORES	1989	1989	+0,46	+10,00
+46,41	Almond Almond 3	998	995	-0,31	Cross	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Cross	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Cross	1989	1989	+0,46	+10,00
+28,62	Almond Almond 4	998	995	-0,31	Dominar	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Dominar	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Dominar	1989	1989	+0,46	+10,00
+54,97	Almond Almond 5	998	995	-0,31	%	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	%	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	%	1989	1989	+0,46	+10,00
+6,27	Balpa Engenharia 1	46,50	45,50	-0,11	Variação	4985	4985	0,00	+43,92	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Variação	1989	1989	+0,46	+10,00	Uchaf More Venera	2019	2019	0,00	+11,81	Variação	1989	1989	+0,46	+10,00
+78,50	Balpa Engenharia 2	46,50	45,50	-0,11	2012 (%)	4985	4985	0,00</																					

Comptant (sélection)**Sicav** (sélection) **10 décembre**[illegible]

ché libre de l'or

LA BOURSE SUR MINTEL

Matif (Marché à terme international de France)

Cours indicatifs		Cours préç.		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	
Cours 10/12		Cours 10/12		Cours 10/12	

هكذا من الأصل

CARNET

Naissances

— La petite Alice a rejoint Juliette le 8 décembre 1993, toujours chez Florence TOUCHANT et Bernard LECOMTE, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.

M. et M^{me} Jacques DUMAINE, M. et M^{me} Bruno DUREUX, Séverine, Cécile, Arlene et Lorraine-Alfano, sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils, fils, demi-frère et frère Louis-Gedroff, à Paris, le 7 décembre 1993.

Patrice et Marianne DEBRE, Adrien et Mathilde, sont heureux d'annoncer la naissance de Timothé, le 8 décembre 1993, 3, rue Jacob, 75006 Paris.

Décès

— M^{me} Antoine Bru, ses enfants et petits-enfants, M. Henri Bru, ses enfants et petits-enfants, Les familles Bru, Deguerre, Levrat, Beitz et Morcion, font part du rappel à Dieu de M. Antoine BRU, survenu le 11 décembre 1993, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à l'abbaye de Port-du-Salut, Entrammes (Mayenne).

Une messe sera célébrée le vendredi 17 décembre, à 19 heures, en l'église Saint-Médard, à Paris-5.

Cet avis tient lieu de faire-part.

83, rue Monge, 75005 Paris.

— Marie-Louise Cavenelle, son épouse, Marie-Hélène Cavenelle-Boutet-de-Monvel, Marie-Christine Cavenelle-Bon, ses filles, Leurs familles, ont le grand chagrin de faire part de la mort de Emile CAVENELLE, ancien apprenti d'Autenil, ouvrier imprimeur.

« Monté à l'assaut du ciel »

M. Henri Galiana, Les familles Galiana, Buin, Lazarini, Burgat, Belpaume, Oudinet et Tur, ont la tristesse de faire part de la disparition de Reine GALIANA, née Cade, survenue le 7 décembre 1993, dans sa soixante et unième année.

Les obsèques ont eu lieu au temple de l'Eglise réformée de France, à Taverny.

1, rue Yves-Du-Manoir, 95130 Taverny.

— Faiza El Kadiri, née Zaïber, ses épouses, Mounia, Adnan, Nizar, ses enfants, Sam, Aziza, Mounia, ses beaux-enfants, Khawla, sa petite-fille, ont l'extrême douleur d'annoncer le décès, en date du 1^{er} décembre 1993, de leur mari, père, beau-père et grand-père Si Abderrahmane EL KADIRI, docteur en droit de l'université de Paris, professeur de droit public, député, membre du comité central de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), président de l'Union des juristes marocains, secrétaire général de l'Association marocaine de soutien à la lutte palestinienne, ancien secrétaire général du SNESUP, membre fondateur et ancien président de l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM), ancien membre de l'Assemblée nationale consultative, membre fondateur de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) et membre de son conseil national.

17, rue du Petit-Pont, 75005 Paris.

— Périgieux. Atur. Montcarret. Les membres de la famille de Raymond LAZARD, ancien de Polytechnique, des Ponts-et-Chaussées, des Forces françaises libres, croix de guerre pour avoir indirectement assuré sans coup férir la prise de Bollingen, chevalier de la santé publique pour ses actions contre les déportés sauvages, officier de l'Ordre national du Mérite, fondateur du CLERC (Comité pour léguer l'esprit de la Résistance), ont la profonde tristesse de faire part de la mort, le 5 décembre 1993, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de leur beau-frère, oncle, beau-père, grand-père, grand-oncle, arrière-grand-père, arrière-grand-oncle.

Il a fait don de son corps à l'éducation médicale.

Selon ses vœux, aucune cérémonie religieuse. Les mentions « l'humanité humaniste » sur les deux tombes familiales en tiendront lieu.

— M. et M^{me} Michel Maillard-Latty, ses parents, Pauline et Simon, sa sœur et son frère, M^{me} Achille Maillard-Lecroq, M. et M^{me} Maurice Latty, ses grands-parents, ont la douleur de faire part du décès de Cyril MAILLARD, survenu à Saint-Benoît-sur-Loire, le 8 décembre 1993, à l'âge de vingt et un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 14 décembre, en la basilique de Saint-Benoît-sur-Loire (Loiret), à 10 heures.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris, à son intention et à celle de tous ses proches.

Priez pour lui et pour eux, s'il vous plaît.

21, rue Saint-Amand, 75015 Paris.

— M^{me} Anne Malet, M. Alain Malet, M^{me} Sophie Malet, ont la douleur de faire part du décès de Pierre MALET, survenu à l'âge de soixante-quatorze ans.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 7 décembre 1993, à Bézier.

— S. B. Maximos V. Hakim, patriarche d'Antioche, d'Alexandrie, de Jérusalem et de tout l'Orient. La paroisse Saint-Julien-le-Pauvre, La communauté grecque melchite catholique de France, La famille Nasrallah, Parents et alliés, font part du rappel à Dieu, le 19 novembre 1993, à Damas, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de Mgr Joseph NASRALLAH, évêque d'Antioche, curé émérite de la paroisse grecque melchite catholique de Saint-Julien-le-Pauvre, à Paris, commandeur de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu, avant l'inauguration sous l'archevêché de l'église Saint-Georges, à Nabeek (Syrie).

Un service à sa mémoire sera célébré en l'église Saint-Louis des Invalides, le samedi 8 janvier 1994, à 10 heures.

17, rue du Petit-Pont, 75005 Paris.

Mgr Nasrallah fit ses études au séminaire Sainte-Anne de Jérusalem et fut ordonné prêtre en 1934. Après avoir été supérieur du collège de Yabroud, il fut appelé à Damas, en 1940, comme professeur au collège patriarcal et aumônier du cercle de la jeunesse catholique.

Nommé en 1950 exarque patriarcal d'Antioche à Paris, et curé de Saint-Julien-le-Pauvre, il assumait ces deux charges avec une rare distinction pendant quarante ans, menant parallèlement à ses activités diplomatiques et pastorales une activité culturelle intense.

Il laisse une œuvre scientifique considérable qui lui valut le titre de docteur ès lettres en 1983.

On se bornera à citer ici son *Catalogue des manuscrits du Liban* (4 volumes) et sa *monographie de l'Église melchite du Liban au XX^e siècle* (5 volumes).

— M. et M^{me} Nguyen Thanh Nha, M. et M^{me} Phan Nam Vinh, et leurs enfants, M^{me} veuve Nguyen Huu Chuong, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} veuve NGUYEN VAN NHAC, née Chu Thi Nha, survenue le 7 décembre 1993 au Vietnam.

Les obsèques ont eu lieu à Ho-Chi-Minh-Ville, le 10 décembre 1993.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7 bis, rue Laramignière, 75005 Paris.

160, Ly Tu Trong, Ho-Chi-Minh-Ville.

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

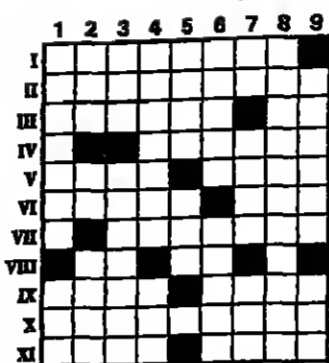
par Marc Berthiaume

75 V

Vuibert

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6191



égrément. Symbole. Sévère. — 3. Forme de savoir. Bien alimable. — 4. Une femme supérieure. Une terre. — 5. Une question pour le psychologue. A l'origine d'une Confédération. — 6. Une pointe peut les faire écarter. Récepteur. — 7. Préposition. Coule en Afrique. Animal. — 8. Il faut de bons chefs pour les faire marcher. — 9. Passe l'hiver en Afrique. D'un auxiliaire.

Solution du problème n° 6190

Horizontalement

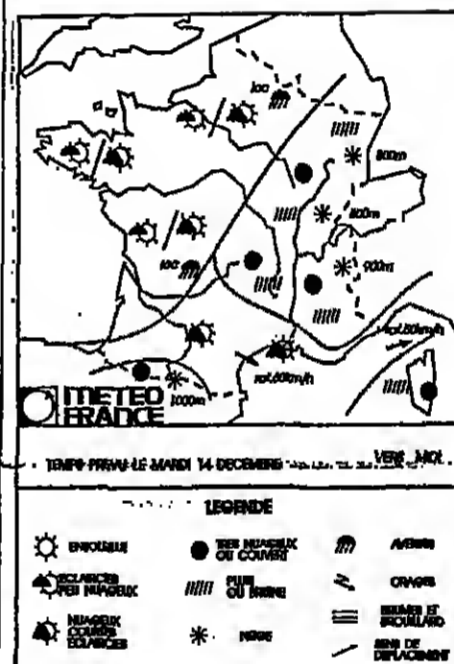
1. Cardinaleuse. — 2. Hier. Ironistes. — 3. Armillaire. Issu. — 4. Trieste. Gué. — 5. Utin. Un. — 6. Libas. Alcade. — 7. Ara. Ester. Galé. — 8. Gais. G4. Oles. — 9. Inracontable. Ru. — 10. Nids. Tope. Rus. — 11. Es. At. M0. Usagé. — 12. Utilisables. Nue. — 13. Sésame. Aïssance. — 14. Essieu. Le. Nieu. — 15. Ut. Tue. Ota. Xi.

Verticalement

1. Chapetallineuse. — 2. Alrain. Finition. — 3. Remier. Mossi. — 4. Trieste. Gué. — 5. Utin. Un. — 6. Libas. Alcade. — 7. Ara. Ester. Galé. — 8. Gais. G4. Oles. — 9. Inracontable. Ru. — 10. Nids. Tope. Rus. — 11. Es. At. M0. Usagé. — 12. Utilisables. Nue. — 13. Sésame. Aïssance. — 14. Essieu. Le. Nieu. — 15. Ut. Tue. Ota. Xi.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES maximales - minimales	
FRANCE	
AJACCIO	15/4
BIARRITZ	17/3
BORDEAUX	14/8
BOURGES	9/8
BREST	12/9
CAN	10/10
CHERBOURG	10/10
CLERMONT-FERR.	9/8
COLON	12/9
GRENOBLE	9/2
LILLE	6/6
LYONS	7/7
LYON-BRON	7/3
MARSEILLE	12/2
NANCY	8/4
NANTES	12/1
NICE	16/4
PARIS-MONTS	9/8
PERPIGNAN	18/2
POINTE-A-PITRE	31/23
RENNES	12/11
STRASBOURG	6/4
TOULOUSE	14/1
TOURS	10/9

ÉTRANGER	
ALGER	19/3
AMSTERDAM	9/3
ATHÈNES	8/3
BANGKOK	33/25
BARCELONE	13/6
BERGAMO	5/0
BERLIN	5/4
BREMEN	5/4
COPENHAGUE	4/3
DAKAR	28/18
GENÈVE	7/3
ISTANBUL	18/1
JERUSALEM	18/8
LE CAIRE	22/13
LISBONNE	15/6
LONDRES	11/9
LOS ANGELES	18/9
LUXEMBOURG	3/2
MADRID	14/0
MARSAKECH	25/14
MEXICO	32/18
MILAN	11/3
MONTREAL	0/1
NEW-YORK	24/16
NEW-YORK	25/8
OSAKA	17/4
PALMA-DE-MAJOR	17/4
PRAGUE	32/18
ROME	18/6
SEVILLE	21/4
SINGAPOUR	33/23
STOCKHOLM	0/4
SYDNEY	32/18
TOKYO	12/8
TUNIS	18/7
VIENNE	13/0
VIENNE	6/2

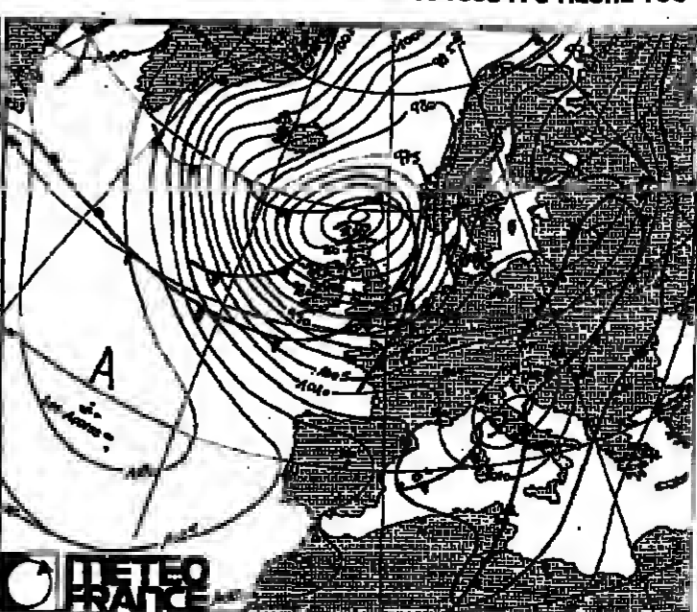
Mardi : nuages et pluies faibles. — Le matin, le ciel sera très nuageux à couvert de l'Aquitaine au Massif central et à l'Île-de-France au Nord-Est et aux Alpes. Sur ces régions, on aura généralement des pluies faibles. Sur le Nord-Est, elles auront parfois un caractère modéré. L'après-midi, cette zone faiblement pluvieuse se limitera à l'extrême Nord-Est, à l'est du Massif central et aux Alpes. Il neigera au-dessus de 800 mètres. A l'arrière de cette perturbation, d'est-à-dire de l'extrême Nord à la Bretagne et au Pô, on aura une traîne assez chargée avec quelques courtes éclaircies et quelques averses locales, en particulier sur le Nord et sur les côtes de la Manche. En cours de journée, cette zone s'étendra vers l'est du pays. En cours d'après-midi, une nouvelle perturbation pluvieuse abordera la Bretagne et la Normandie. Sur le pourtour méditerranéen, le ciel sera variable entre passages nuageux et éclaircies.

La vent de nord-ouest soufflera jusqu'à 50-60 km/h sur les côtes de la Manche. Dans la nuit de mardi à mercredi il tournera à l'ouest en se renforçant, dépassant les 100 km/h en rafales.

Les températures au lever du jour seront comprises entre 3 et 9 degrés au nord, entre 4 et 10 degrés au sud. Les températures maximales seront en balaise, généralement comprises entre 8 et 10, degrés. Sur l'extrême sud-est et la Corse, elles seront comprises entre 12 et 16 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 15 DÉCEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



CARNET

Téléphone 40-65-29-94

Télécopieur 45-66-77-13

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

appartements achats

bureaux Locations

locations non meublées offres

9^e arrdt15^e arrdt

3/4 P. 1 200 000 F

LECOURBE GD PAVOIS 4 P.

boxes - parking

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

M. et M^{me} Marc Berthiaume

75 V

Vuibert

RADIO-TELEVISION

LUNDI 13 DÉCEMBRE

TF 1

- 15.30 Feuilletton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothea.
17.00 Séries en charge : Trolé et la maison ; Jeau.
17.50 Série : Premiers miniers.
18.20 Série : Hâkine et les garçons.
18.50 Magazine :
Cocou, c'est nous !
Présenté par Christophe Desjeunes. Invité : Philippe Léotard.
19.50 Divertissement : Le Bébé Show (à 0.15).
20.00 Journal et Météo.
20.45 Magazine : Perdu de vue.
Présenté par Jacques Pradel.
22.50 Magazine :
Comment se soigne ?
Présenté par Jean-Pierre Pournat et Isabelle Quenin.
Invités : Serge Blenco.
Cochers : Le séisme des sports ; L'ermite ; Les tabacs : Les crédits à dépenser ; Les transformations ; Les fœtus ; Les yeux de l'Yves ; Les enfants au prix des jouets de Noël ; Vie quotidienne ; Le prix du fauche ; Le rhéostat ; Caméra couleur ; des tribunes de billets.
0.20 Journal et Météo.
0.30 Série : Intrigues.
0.50 Magazine : 7 sur 7.
Invité Jacques Delors (rediff.).

FRANCE 2

- 15.45 Variétés :
Les Chances aux chansons.
Bélon d'opéra, par Pascal
Sevran. Les prismas affectés.
- 16.40 Jeu : Des chiffres
et des lettres.
- 17.10 Magazine : Giga.
Avec les séries : Un toit pour
dix ; Sauvés par le gong ; Le
Prince de Bel-Air.
- 18.45 Jeu : Un pour tous.
- 19.20 Jeu : Qui le meilleur gagne
avec l'ami Goliath.
- 20.00 Journal, Journal des courses
et Météo.
- 20.50 ► Téléfilm :
Celle qui n'existait plus.
De Pierre Lary.
- 22.25 Magazine : Savoir plus.

...santé par François
...s. Le rêve à créer

- Invités : Karl Lagerfeld, responsable de la direction artis-

- lique chez Chanel: Claude
Tattinger, vice-PDG du
groupe; Tattinger; Jacques
Maillet, PDG de Nouvelle
France; Francis Cordelle,
directeur général d'Auchan;
Roger Pita, directeur régional
du PMU de Toulouse. Repor-
tages : Le rêve du nu : «Dédé
la Cassse», de Cathy Dory e
Jean-Paul Sébastien; Le rêve d
bouffe : «A table!», de Mari
Deamuraz; Le rêve d
voyage : «Voyages à crédit
de Sylvie Chabas et Jean-
Claude Guidicci.
Journal et Météo.
Magazine ;
Le Cercle du minuit.
Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

- 15.15 **Série : Le croisierier d'émusee.**
16.10 **Magazine :**
La Fièvre de l'après-midi.
17.45 **Magazine :**
Une pêche d'enfer.
18.25 **Jeu :**
Questions pour un champion.
18.50 **Un livre, un jour.**
La France des années noires (5 tomes) ; et si nous le direction : **Pierre Adéma et François Bédaride** ; **Les Libérés de la France, de Jean-Pierre Adéma et Olivier Wliewicka.**
19.00 **Journal de l'Information.**
De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 **Diversissement :**
La Grande Classe.
20.30 **Le Journal des sports.**
20.50 **Fantômes se déchènne.**
Film franco-italien d'André Kuneblée (1985).
22.30 **Journal et Météo.**
23.00 **Machine à Enfoirer.**
Présenté par Alain Duault.
Invité : Patrick Dupond, à l'Opéra-Karim. **Sujets :**
Journal avec Nostalgie et à la file Mirek Kudr ; Musique avec Maceo Vangelor, violoniste russe de dix-neuf ans ;
Quelques le secteur de la Scala ; Théâtre : la Révolte Ascension d'Arturo Li, de Bertolt Brecht ; Humour : Anne Roussineff.
19.15 Continentales.
L'Esrojournal : l'Info en v.o.

ANAL PLUS

- 5.05 Magazine :
Télé dimanche (rediff.).
5.55 Surprises.

- | | |
|-------|---|
| 16.10 | Le Journal du cinéma. |
| 16.15 | Cinéma : Hudson Hawk, gentleman cambrioleur. C. Film américain de Michael L. Mann (1981). |
| 17.00 | Surprise. |
| 17.05 | Caricature peluche. Baby Fakes. |
| 17.30 | En clair jusqu'à 20.35 |
| 18.30 | Ce carton. |
| 18.45 | Magazine : Nul ne part silleurs. Présenté par Philippe Givès. Antoine de Caunes. Invité Eric Cantona. |
| 20.30 | Le Journal du cinéma. |
| 20.35 | Cinéma : Indochina, n. Film français de Régis Wainier (1991). |
| 23.05 | Flash d'informations. |
| 23.10 | Le Journal du cinéma. |
| 23.15 | Cinéma : Les anges et voleurs, n. s. Film français de Sacha Guitai (1957). |
| 0.40 | Cinéma : Les petits princes s'ent. n. Film franco-belgique de Christian Pascal (1992). |

ARTE

- | | |
|-------|--|
| 17.00 | Documentaire :
La Découverte.
Le Livre de la Lettura Orlando, de
Wolf Gauditz (trad.). |
| 18.10 | Cinéma d'animation : <i>Smart
Désert de transmigration</i> , d'A.
Bérou, de J. Bouchard, de
Bérou; <i>Criminal Tense</i> , d'A.
Schwaig von Kietz; <i>Arde Gato</i> ,
de Diego M. Lusseno; <i>La
Rue</i> , de Caroline Lussé; <i>Arde
Gato</i> . |
| 19.00 | Série : <i>The New Statesman</i> ,
de Geoffrey Sax (v.o.). |
| 19.30 | Documentaire :
Samedi, 15 heures.
De Peter Frey.
Une incroyable
histoire d'eau.
Région d'espoir pour notre
approvisionnement en eau, de
Niko Remus. |
| 20.30 | 1/2 Journal. |
| 20.40 | Cinéma : <i>Mist enca</i> , de
Film français de Jacques Tati
(1958). |
| 22.20 | Magazine : <i>Macedonia</i> .
The Shows of Oxford Street
de Martin Munn. |
| 23.15 | Documentaire : <i>Rencontre</i> .
Federico Zari, l'asi, d'Edouardo
de Gregorio. |
| 0.10 | Le film <i>Le Vagabond du froid</i> ,
d'Ugo Gregorio, 144 min. |

M 6

- | | |
|-------|--|
| 17.00 | Variantes: Multitop. |
| 17.30 | Série: L'Étalon noir. |
| 18.00 | Série: Code Quantum. |
| 19.00 | Série: Supercopier. |
| 19.54 | Six minutes d'informations.
Météo. |
| 20.00 | Série: Madame est servie. |
| 20.35 | Magazine: Ciné 6. |
| 20.50 | Cinéma: Croix de fer. ■■
Film américain de Sam Peckinpah (1977). |
| 23.00 | Téléfilm: Le Témoin
de la dernière chance.
De Sigis Rothemann. |
| 0.50 | Six minutes première heure. |

FRANCE-CULTURE

- 20.30 L'Histoire en direct. Le STO.
Avec Jean-Louis Forest, François
Cavayre, Yves Durand, Jean-Pierre
Vimori, Jean-Pierre Rieu.
- 21.30 Dramatique.
Vie et aventures de Salavin,
d'après Georges Duhamel (2).
- 22.40 Le Radio dans les yeux.
L'actualité du cinéma.
- 0.05 Du jour au lendemain.
Avec Marc Ferro.
- 0.50 Musique : Coda.
Ancient Brimham (1)

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30** Concert donné le 9 décembre au Suntory Hall à Tokyo : Maîtres d'Orchestre de Paris, Boies, Professeurs de l'après-midi d'un lundi de Debussy : Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski (orchestration de Ravel), par l'Orchestre National de France, dir. Charles Dutoit.
- 23.09** Ainsi la nuit.
Par Violaine Anger. Quinze pour piano et cordes au 1^{er} minuet, de Liszt ; Trois danses pour piano Op. 31, de Glazounov ; Quinze pour flûte, cor, clarinette, de Rimski-Korsakov.
- 0.00** L'Heure bleue.
Transchromique, par Xavier

Les interventions à la radio

- Europe 1, 19 heures : Valéry Giscard d'Estaing (« Le club de la presse »).
France-Inter, 19 h 20 : « Comment relancer la croissance et l'emploi en Europe ? » (« Le téléphone sonnes »).
France-Culture, 20 h 30 : Le STO (« L'histoire en direct »).

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le Kennedy russe

SUR CNN, apparaît soudain un jeune visage ouvert et détendu, le cheveux rebelle, l'œil presque rieur. Assis dans un studio, l'homme parlait anglais aussi couramment que les journalistes qui l'interrogeaient. Il souriait modestement, sur CNN, dans son élément naturel, si naturel que l'on se crut un instant face à un économiste du Harvard ou de Yale livrant son pronostic sur le GATT. Mais non. Il était russe, et perleait en duplex de Moscou. A la vue de son nom, Gregori Yavlinski, on se souvint d'un chef détendu, le semaine dernière, qui avait tenu sur une chaise française et la *Kennedy russe*. Et on lisait la semaine dernière dans les colonnes du Monde que cet opposant libéral et réformateur à Eltchine ne s'était vu entrébrer, au cours de la campagne, que dix secondes de temps d'antenne.

Comment s'en étonner ? Ce visage criait au monde que l'on était entré non seulement dans l'ère post-soviétique et l'après-gorbatchévisme, mais presque par anticipation dans l'après-Eltchine. Gorbatchev et Eltchine, en effet, ont beau avoir, l'un après l'autre, creusé le tombeau de l'ancien système, leurs traits fermés, engourdis d'une méfiance empressée, leurs raides démarches de bureaucrates naissent comme une éperlanne en travers de l'ordre ancien. A voir Eltchine parler si droitement un bulletin de vote trop grand, ne pas trouver spontanément le geste pour le glisser dans l'urne et, son devoir accompli, toiser l'assis-

tance d'un air rigoureux, on comprend que jamais les gesticulations élémentaires de la démocratie ne deviendront des réflexes pour ce corps-là.

Yavlinski, lui, pourrait être auteur à Santa Monica, figurant à Hollywood, employé de banque à Wall Street. Pour tout dire, c'est le premier visage russe totalement insoupçonnable de s'être trouvé un jour sous une chapka. Un balcon du musée du dinosaure à l'anniversaire de l'Octobre, en effet, il ressemble à Clinton. Incompréhensible, et nous donne l'illusion que les Russes nous ressemblent. Gageons qu'il sera souvent réélu.

Ainsi l'Occident, après avoir offert à la Russie les cartes de crédit, les Mercedes, les concerts de rock, les concours de Miss, et même à la Roue de la fortune — comme nous l'apprenait l'Envoyé Spécial — la semaine dernière —, entreprenait sans les visages des responsables politiques et des journalistes de cette chronique étrangère. A voir le chef de parti russe défilier dans le studio de CNN — chapeau très écroulé par les Moscovites, largement équipé en antennes satellite —, on ne pouvait s'empêcher de repenser à l'avertissement de Jacques Delors à Anne Sinclair, quelques heures plus tôt : faute de réaction européenne, dans vingt ans, une communication téléphonique entre Bruxelles devra passer par les Etats-Unis. On y était. La route de Moscou à Moscou passait déjà par Atlanta.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément de dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

MARDI 14 DÉCEMBRE

TF 1

- 5.55 **Série** : Côté cœur (et à 4.15).
6.28 **Météo** (et à 6.58, 8.33).
7.30 **Club mini Zig-Zag**.
7.00 **Journal** : WWK Kwak Kwak.
7.20 **Club Dorothée** avec l'école.
Transmutators; 8C-8G; Olive
et Tom; Clip: Transmutators.
8.35 **Shopping**.
9.05 **Feuilleton** : Hôpital central.
9.46 **Feuilleton**.
Haine et passions.
10.25 **Série** : Passions.
10.55 **Série** : Tribunal.
11.25 **Feuilleton** : Santa Barbara.
11.50 **Jeu** : La Route de la fortune.
11.50 **Jeu** : Le Juste Prix.
12.20 **Journal** : A vrai dire.
13.00 **Journal**, **Météo**.
et Tout compte fait.
13.35 **Feuilleton** :
Les Faux de l'amour.
14.30 **Série** : Cannon.
15.30 **Feuilleton** : La Clinique
de la Fort-Noire.
16.15 **Journal** : L'après-midi en or.
16.40 **Club Dorothée**.
Charles a en charge; Trois
filles à la maison; Jeux.
17.50 **Série** : Premiers baisers.
18.20 **Série** :
L'été des garçons.
18.50 **Magazine** :
Cocouc, c'est nous!
Présenté par Christophe
Ducheyenne. Invité : François
Ponczasso (les Garçons bou-
ciers).
19.50 **Journal**, **Météo**.
Show (et à 1.00).
20.00 **Journal**, **Télé et Météo**.
20.50 **Cinéma** : Le Flic
du deuxième étage.
21.00 **Film américain** de Terry Gilliam
(1987).
22.40 **Diversément** : Ciné gags.
Série : Rick Hunter.
22.45 **Jeopardie choc**.
0.25 **Magazine** :
Le Club de l'enjeu.
Présenté par Emmanuel de La
Taille et Alain Vellier. In-
vité : Jean-Marie, de BTVV
France; Antonio La Guma,
de la Chambre de commerce
italienne à Paris; Florence Oli-
vier, de Rent a Car; Ray-
mond Audo, du groupe Atla-
ntic.
1.05 **Journal et Météo**.
1.10 **Magazine** : Reportages.
Dominic... quarante ans de
rumeurs, de Bernard Nicolas
et Jean-Michel Chappas
(réd.).
1.35 **Télé nuit** (et à 2.35, 3.05,
4.20).
1.45 **Documentaire** :
Histoires des inventions.
2.40 **Série** : Intrigues.
2.55 **Documentaire** :
Histoires naturelles.
3.40 **Musique**.
3.50 **Documentaire** :
Haroun Tazieff raconte

FRANCE 2

- 5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilleton : Secrets.
8.05 Télématin. Avec le journal à 7.20, 8.00.
8.30 Feuilleton : Amourusement votre.
8.55 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.15 Magazine : Martin bonheur, invité : Nana Moussouri.
1.20 1.20 Informations.
1.25 Jeu : Maths.
1.55 Jeu : Pyramide (à 4.30).
2.25 Jeu : Cas annexés-8.
2.59 Journal et météo.
3.45 INC.
3.50 Série : Le Renard.
4.45 Série : L'Alphéu.
4.45 Théâtre, en direct d'Enghien.
5.55 Variétés : La Chance aux chaussons (à 5.05). Emission présentée par Pascal Sevran. Galas au casino.
Jeu : Des chiffres et des lettres.
Magazine : Giga.
7.10 7.10 Jeu : Un cœur tous.
8.20 Jeu : Qui le meilleur gagne (à 3.45).
9.00 Journal. Journal des courses et Météo.
Cinéma : Miracle sur la 8^e rue.
11.20 Film américain de Matthew Robbins (1987).
12.40 Magazine :
Bas les masques.
Présenté par Mireille Dumas. Deux à travers les vies d'espagnols : Mes parents ont rencontré Dali, de Dominique Rouch et François Frey ; M'a gâté, ça de Catherine Hume ; La Vieillesse de Maggy, de Pascal Richard et José Bourgain.
1.55 Journal, Météo et Journal.
2.20 Magazine :
Le Corde de minuit.
Présenté par Michel Feli. Invités : Pierre Arditi, Sabine Azéma et Jean-Claude Carrière, à propos de Smoking et No smoking d'Alain Resnais ; Lesage, boulevard de Lucie, de Claude Chabrol et de Beuville, dentier, à propos de l'association à Mado en drames ; Dédé de mannequins ; Démonstration de cirque ; Musique : Morphine.
2.25 Magazine :
Journale sans mon livre.
2.20 Magazine : Savoir plus
3.55 Dessin animé (à 4.55).

NOUS A AIDE

**AIDEZ-NOUS A AIDER
CEUX QUI NOUS
APPELLENT A L'AIDE**

**SOS
UNICIDE** **RECHERCHE
DES BENEVOLES**

Tél. 45 42 45 88

FRANCE 3

- FRANÇES**
- 7.00** Premier service.
Présenté par Brigitte Vincent.
7.15 Bonjour les petits loups.
Invités: Moormans; Pingou; Souris.
8.00 Continentales.
Zat (v.o.) A 8.20, Austlands (juv)
nat (v.o.) A 8.40, Ogenette
magazine nlandaise (v.o.) A 9.00,
Euro hebdo, Femuzel ar
Allemagne A 9.10, Multiplex.
Ordinary People, magazine d'Afri-
que du Sud (v.o.) A 9.20, Otho-
pédie.
- 9.25** Magazine: Génération 3.
Présenté par Marie-Laure Augy.
A l'école du désert: Nigéria, le
plateau du royaume. A 9.55,
Série: *Chirurgie*. A 10.05,
de 1789. 2. Grandeur et Mon-
tagne, invité: Jean-Paul Ben-
david. Fictions: Fata Morgana
Poland, de Pierre Wabiel et
Philippe Néquel; Robespierre, d'Yves
Pomort.
- 10.55** Espaces entreprises:
Norme du jour.
11.00 Magazine: Français,
si vous parlez.
Présenté par André Bernoff.
Les philodélie.
- 11.45** La Cuisine
magazine multispectacle.
Faites l'essai: du pain et aux rai-
sins; Lapin aux cèpes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision journal.
12.45 Journal.
- 13.00** Magazine: Vrota
sans frontières.
Présenté par Marie-Dominique
Montel. La télé est en panne:
les abus des services apri-
voisés et des réparateurs.
- 13.30** Série:
La Conquête du Ouest.
14.15 Série: La croisière s'amuse.
14.30 Magazine: La Fèvre
de l'après-midi.
Invités: L'opéra Vincent Perrot.
Invité: Didier Barbelivien.
- 14.45** Magazine:
Une pêche d'arrir.
Présenté par Pascal Sanchez,
à Strasbourg.
- 15.25** Jeu: Questions
pour un champion.
Ankéré par Julien Lepers.
- 15.50** Film, un jour
Présenté par Olivier Barrot.
Histoire de ma vie, de Cessa-
no.
- 16.00** Le 19.20 de l'information.
Du 18.09 à 18.31, le Journal
de la région.
- 16.05** Divertissement:
La Grande Classe.
- 16.30** Le Journal des sports.
16.50 Séries spéciales:
Les Sept d'or.
9^e édition présentée par Julien
Lepers et Elise Lugin, en direct du
Midi-Pyrénées. Désignation des
meilleures émissions de la télé-
vision et des meilleures émissions
de l'année.
- 17.00** Journal et Météo.
18.00 Continentales.

CARAL PLUS

- | CANAL PLUS | |
|------------|---------------------------------|
| | En clair jusqu'à 7.25 |
| 7.00 | CBS Evening News. |
| 7.25 | Le Journal de l'Emploi. |
| 7.25 | La Grande peluche. |
| | Le Tourbillon noir. |
| | En clair jusqu'à 8.05 |
| 7.50 | Ce cartoon. |
| 8.05 | Mémoire : 1 |
| | Tiers dimanche (rediff.). |
| 9.00 | Le Journal du cinéma. |
| 9.05 | Téléfilm : Chambre froide. |
| | Du Sylvain Madigan, avec |
| | Laurie Manec, Luc Thuillier. |
| 9.20 | Flash d'Informations. |
| 9.22 | Documentaire : |
| | Les Allumés. |
| | Jeux d'honneur au Pakistan |
| | de Sophie Marès. |
| 9.48 | Surprises. |
| 9.55 | Cinéma : |
| | Les Caux dormantes. O |
| | Film français de Jacques Tré- |
| | louf (1982). |
| | En clair jusqu'à 13.35 |
| 2.30 | Magazine : |
| | La Grande Famille. |
| | Présenté par Jean-Luc Dela- |
| | une. La presse des jeux : Je |
| 3.30 | Le Journal de l'emploi. |
| 3.35 | Le Journal du cinéma. |
| 3.40 | Cinéma : |
| | Assassins et voleurs. ■■■■ |
| | Film français de Sacha Guitry |
| | (1937). |
| 5.00 | Magazine : 24 heures |
| | (rediff.). |
| 5.50 | Surprises. |
| 6.05 | Le Journal du cinéma. |
| 6.05 | Cinéma : La Fille de l'air, O |
| | Film français de Marcel Bagné- |
| | ry (1932). |
| 6.45 | Surprises. |
| | Carnaval peluche. |
| | Baby Fofes. |
| | En clair jusqu'à 20.35 |
| 7.30 | Ce cartoon. |
| 7.45 | Magazine : |
| | Nulle part ailleurs. |
| | Présenté par Philippe Givès et |
| | Antoine de Caunes. Invités : |
| | Mick Crooks. |
| 8.30 | Le Journal du cinéma. |
| 8.35 | Téléfilm : Un étage de trop. |
| | De Philippe Galiard. |
| 9.00 | Documentaire : |
| | Les Fourberies |
| | de l'araignée. |
| | De Jim Frazier. |
| 9.25 | Flash d'Informations. |
| 9.30 | Surprises. |
| 9.35 | Cinéma : Hudson Hawk, |
| | gentleman cambrioleur. O |
| | Film de Michael Latt- |
| | man (1991, v.o., dernière |
| | diffusion). |
| 10 | Cinéma : La Chamade. ■■■ |
| | Film franco-italien d'Alain |
| | Corréa (1989). |
| 10.50 | Cinéma : |
| | Un Eté sans histoires. ■ |
| | Film français de Philippe Harel |
| | (1992). |

A BEE

- ARIE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00 —
- 17.00 Cinéma :
Témoin à charge, M. 5 (Film américain de Billy Wilder (1957, v.o., redif.).
- 9.00 Série : The New Statesman.
- 9.30 Documentaire :
La Chronique de la Piccola Russia, de Jacques Le Paige.
- 0.30 8 1/2 Journal.
- 0.40 Magazine : Transit.
De Daniel Lecomte. Ces drôles de machines qui tournent au-dessus de nos têtes. Lisonnent avec la station orbitale MIR, en direct. Reportages : Les agriculteurs sous haute surveillance, d'Hélène Fouchet et Paul Pic; Les para-diablesques, de Khalid Melah et Jean-François Ronoux; Les espions vus de l'air, d'Eric Pierrat et Paul Pic; Les débris de l'après, d'Eric Pierrat et Jean-Michel Desdang. Invités : Michel Tognini, astronome français; Reinhold Furrer, professeur de sciences de l'espace; Gérard Bracher, PDG de Spatignex; Pierre Levy, philosophe.
- 4.45 Sorcier thématique :
Surtis et Roms. Saison conçue par Gerhard Vogel.
- 5.00 Documentaire :
Le Représentant des Trizigans au cinéma. De Jean Rief.
- 2.10 Documentaire :
L'Holocauste oublié. De George Case.
Présentation sous le titre. Reich. Cinéma : Les Princes, M. 5 (Film français de Tony Gatlif (1993). Avec Gérard Darmon, Muse Dabney, Céline Mitteron.
- 12.30 Série à la carte.
Les Rouins du paradis ou la Petite Maison dans la prairie.
- 13.25 Série : Roseanne.
- 14.00 Magazine :
La Vie à pleins tubes. Vidéotex : Gipsy King.
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 17.30 Série : L'Étalon noir.
- 18.00 Série : Code Quantum.
- 19.00 Série : Supercopier.
- 19.54 Six minutes d'informations.
Météo.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Magazine :
Grandeur nature. Présenté par Caroline Avon.
- 20.50 Série :
Les Enfants d'Avonlea. Le Président. Malcolm et le bébé. Avec Sarah Polley, Zachary Bennett.
Deux épisodes de la grande série familiale.
- 22.40 Série : Mission impossible.
Auss.
- 23.35 Série :
Soko, brigade des stupés.
- 0.30 Informations :
Six minutes première heure.
- 0.40 Musique : Flashback.
- 2.30 Rediffusions.
Voir et revoir la France (Paris) : Jazz 6; Vie quotidienne Bretagne; Cheval, mon ami (Le pauv'cheu); Fax O; Les Enquêtes de Capital.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel médecine.
Bibliographie.
- 21.30 Débat.
L'amour des lieux, avec Yves Beaumatin, Patrick Chamoiseau, Michel Del Castillo et notre collaborateur Tahar Ben Jelloun.

M 6

- | | | | |
|-----|-------------------------------|------|------------------------|
| .00 | Informations : M 6 express | 0.00 | Dit jour au lendemain. |
| .05 | De 8.00 à 9.00, 10.00, | 0.05 | Avec Penny Palfrey (?) |
| .10 | 10.45, 11.50, | | |
| .15 | Contact & Manager. | 0.50 | Musique : Coda. |
| .20 | Émission d'offres (en b. | | Anouar Brahmi (2) |
| .25 | 9.05). Émission présentée par | | |
| .30 | Adriano. | | |
| .35 | M 6 boutique. Télé-achat. | | |
| .40 | Boulevard des clips (en b. | | |
| .45 | 10.50, 1.05). | | |
| .50 | Série Jura-Schutter | | |
| .55 | Série : Para-Schutter | | |

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 28 novembre au Théâtre municipal d'Albi) :
Quatuor de concert pour piano, de Liszt; Morses pour piano, de Ravel; La Fousserotte effarvée pour piano, de Messiaen; par Roger Muraro, piano.
- 22.00 Les Voix de la nuit.
Par Henri Goualeb. Peillasse, scène de La Comtesse; Faust, extrait de Gounod.
- 23.09 Ainsi la nuit.
Sextuor pour piano, flûte, hautbois, clarinette, basson et cor de Poitou; Quatorze chants pour chœur et piano op. 157, de Koechlin; Sonate pour violon et piano, de Ravel.
- 00.00 L'Heure bleue.

4^{ème} Salon DEVCOM 93
des Associations
*Le carrefour professionnel
du monde associatif*
15 - 16 - 17 décembre 1993
Palais des Congrès - PARIS
THEMATICA - Tél. : 01 34 24 00 00

AU JOUR LE JOUR

Dettes

La Pravda est sortie de son silence. Interdit après les événements d'octobre (1993), puis finalement autorisé à paraître en novembre, le quotidien communiste avait sorti un numéro exceptionnel, à la veille des élections de dimanche. Le journal des orphelins inconsolables de l'URSS appelle les lecteurs-électeurs à espérer la renaissance d'une « Russie socialiste ».

Cet appel à restaurer l'ordre

encien relève d'une nostalgie bien compréhensible pour un journal qui diffusait, naguère, à des millions d'exemplaires chaque jour, mais qui doit se contenter, aujourd'hui, de parutions épisodiques en raison des dettes dont il est criblé.

Aider la Pravda à rembourser ses dettes, toutes ses dettes ? Il faudrait avoir la portefeuille moins sourcilieux que le mémo.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Un entretien avec Pierre Rosanvallon

Historien et sociologue, Pierre Rosanvallon est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Il consacre l'essentiel de ses travaux à retracer l'histoire intellectuelle de la démocratie française depuis le fin de XVIII^e siècle (page 2).

INTERNATIONAL

Hongrie : la mort de Jozsef Antall

Le décès du chef du gouvernement hongrois, dimanche 12 décembre à Budapest, risque de relancer la guerre de succession au sein du parti au pouvoir (page 6).

Victoire socialiste au Portugal

Les premiers résultats des élections municipales qui ont eu lieu dimanche au Portugal ont montré une nette bipolarisation du pays, la victoire revenant au PS (page 7).

Eduardo Frei est élu président du Chili

Le démocrate-chrétien Eduardo Frei a remporté, comme prévu, l'élection présidentielle de dimanche, avec 58 % des voix. Au Parlement, il devra composer avec le droite (page 8).

POLITIQUE

M. Stasi battu pour la deuxième fois

Le soutien appuyé de Jacques Chirac et celui, personnel, de Michel Rocard, n'auront rien changé : Bernard Stasi, maire (UDF-CDS) d'Épernay, a été battu pour la deuxième fois, dimanche 12 décembre, par le maire de Compiègne, Philippe Martin (divers droite) (page 10).

SOCIÉTÉ

La conférence de Marrakech sur le sida

Un entretien avec le professeur Nathan Clumeck, qui intervient à la conférence se tenant actuellement à Marrakech : « Les chefs d'État africains n'ont toujours pas pris conscience de l'écroulement que va provoquer le sida » (page 12).

SPORTS

Plusieurs sports supprimés aux prochains J.O.

La commission du programme des Jeux olympiques vient de remettre son rapport au Comité international olympique (CIO). Celui-ci préconise la suppression de plusieurs sports pour les Jeux de l'an 2000 à Sydney, ce qui suscite l'inquiétude des fédérations concernées (page 16).

CULTURE

Le VI^e Jazz Festival de la Martinique

Max Roach, c'est l'envers de la caricature vulgaire que l'on se fait du « batteur de jazz... » et son image la plus exacte. Il était la vedette du VI^e Jazz Festival de la Martinique (page 19).

ÉCONOMIE

Les Douze approuvent le plan de M. Delors

Les Douze ont réservé, samedi 11 décembre, un accueil favorable au Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi que leur présentait Jacques Delors. Ils veulent en faire l'armature d'un plan d'action dont le Conseil européen suivra lui-même l'exécution (page 21).

Services

Abonnements..... IX
Annonces classées..... 24
Carte, Mots croisés..... 24
Loto, Loto sportif..... 24
Marchés financiers..... 22-23
Météorologie..... 24
Radio-télévision..... 25
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier :
« Le Monde/Economie »
folioté à X

Demain

Initiatives

Donne les entreprises, ils ont des membres de couples indissolubles. Leur union accroît leur force, et ils finissent par influencer tout le monde, leurs subordonnés comme leurs collègues. Mais certains de ces tandems sont parfois infamés.

Le numéro du « Monde »
daté 12-13 décembre 1993
a été tiré à 521 785 exemplaires

Plus de cinq millions de toxicomanes dans l'Union européenne

Les Douze se préparent à changer de stratégie dans leur lutte contre la drogue

Au cours d'un séminaire consacré aux « stratégies et politiques de lutte contre les drogues », réuni à Florence du 9 au 11 décembre, les experts des Douze ont invité la Commission des Communautés européennes à adopter un « programme d'action » global qui, associant les impératifs sanitaires aux préoccupations d'ordre public, mettrait l'accent sur la prévention des toxicomanies.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

« Il y a environ cinq millions de consommateurs occasionnels de drogues dures sur le territoire de l'Union européenne, dont plus d'un million de toxicodépendants », évalue le commissaire européen Pradais Flynn. Le traité sur l'Union européenne nous donne aujourd'hui la possibilité de développer une politique pour abattre ce fléau de la dépendance. Il nous offre des moyens nouveaux en matière de santé publique, de politique extérieure, de politique judiciaire et pénale. Pour lui, « le temps est venu d'essayer de nouvelles stratégies face à des trafiquants qui, eux, en trouvent toujours ».

« La Commission des Communautés européennes devrait trouver là une excellente occasion de manifester la plus-value communautaire dans un domaine, la prévention des toxicomanies, qui est devenu la priorité des priorités grâce à l'entrée en vigueur du traité sur l'Union européenne », a ajouté Georges Estevenart, chef de l'« unité Drogues » à la Commission. Très loin des déclarations martiales sur la « guerre » à la drogue, les experts des Douze des chercheurs, des intervenants en toxicomanie et des responsables de groupes spécialisés (Grip Pompidou, CELAD) ont prôné à Florence une politique globale associant les aspects socio-sanitaires à la répression et à la coopération internationale.

« Faut-il privilégier la diminution des abus de drogues illicites, l'évitement des surdoses, la réduction de la diffusion des maladies transmissibles, la lutte contre la criminalité induite, l'affaiblissement des mafias ou la facilitation de l'accès aux soins ? », a demandé une chercheuse, Marielise Cesoni. Fines des priorités permettrait d'éviter bien des observations : les cas de projets thérapeutiques interrompus par l'emprisonnement des usagers (les

toxicomanes représentent plus d'un tiers de la population carcérale dans la plupart des pays européens) ou de policiers interpellant à Paris des toxicomanes près des cars où des associations humanitaires procèdent à des échanges de seringues, ont été cités. L'ensemble pose finalement une question de fond, formulée par Alain Wallon, de l'Observatoire géopolitique des drogues, sur la « caractérisation du toxicomane : malade, délinquant ou avant tout citoyen ? ».

Le Vieux Continent a intérêt à se doter d'une stratégie qui lui soit propre. « A la fin des années 80 et au début des années 90 », rappelle M. Estevenart, « une pression très forte a été exercée, notamment par les États-Unis, visant à privilégier la lutte contre l'abus de cocaïne, qui se développait dans ce pays alors qu'il restait relativement limité en Europe, d'autant que touchée par l'héroïne ».

L'héroïne des pays de l'Est

Une étude épidémiologique, conduite en 1992 dans treize métropoles européennes, n'indiquait pas que « le principal changement des années 80 a été l'augmentation substantielle de la dépendance à l'héroïne ». Aussi l'Union européenne se montre-t-elle à présent décidée à traiter comme une menace principale le trafic d'héroïne en traitant de « s'abstenir de fixer, puisqu'il a été estimé que la répression a une incidence de 5 à 15 % sur le trafic des stupéfiants », les juges qui se sont abstenus de le décriminaliser des drogues qui restent sans conclusion, que ce soit entre les spécialistes ou entre les responsables politiques ».

Les spécialistes ont souligné que « les politiques menées par les États n'ont, dans le domaine du trafic, pas atteint l'objectif qu'elles s'étaient fixés, puisqu'il a été estimé que la répression a une incidence de 5 à 15 % sur le trafic des stupéfiants », les juges qui se sont abstenus de le décriminaliser des drogues qui restent sans conclusion, que ce soit entre les spécialistes ou entre les responsables politiques ».

L'essentiel serait d'en finir avec l'imposition classique des deux modèles extrêmes : d'un côté, la vision ultralibérale de la décriminalisation et de la réduction de la demande, incarnée principalement par les Pays-Bas, même si l'Espagne et l'Italie privilégient aussi le traitement non pénal de l'usage de stupéfiants ; de l'autre, la vision essentiellement répressive,

incarnée par la France. « Les pays les plus libéraux comme les plus répressifs, sont aujourd'hui coincés dans leur systématisation », critique M. Estevenart. Les échanges d'informations et la dynamique communautaire permettent de rapprocher les points de vue ».

Déjà, plusieurs enfees-shops (établissements vendant du cannabis) ont été fermés à Amsterdam, tandis que les programmes d'échanges de seringues et de prescription de méthadone – très développés en Angleterre – se diffusent peu à peu en France. La dynamique communautaire devrait aussi permettre, confie un expert, d'aller vers le principe d'une « reconnaissance mutuelle des pratiques » : un hérocomane anglais, sous prescription médicale d'héroïne dans son pays, pourrait poursuivre ce traitement lors d'un voyage dans un autre État membre. Demandant aux instances communautaires de ne « pas surcharger la barque des législations », les spécialistes ont désigné l'échelon de la ville comme lieu adéquat à la coordination des vœux sociaux, sanitaires et répressifs de la lutte contre la drogue.

« On a longtemps privilégié la répression contre la petite criminalité directement ou indirectement liée à la drogue. La priorité semble aujourd'hui se déplacer vers la répression des grands flux – le commerce de gros, les précurseurs chimiques, le blanchiment – qui font le trafic international », note M. Estevenart. Du côté de la réduction de la demande, où les moyens accordés à la prévention et au traitement des toxicomanes sont notoirement insuffisants, il faudrait rééquilibrer l'effort au profit de la prévention. Les décisions reviennent toutefois aux responsables de la Commission qui devront, a conclu M. Flynn, « transformer les propositions des experts en un programme d'action ».

ERICH INCIVAN

La Cour de cassation condamne toute glorification du régime de Vichy

La Cour de cassation vient de clore un long feuilleton juridique commencé le 13 juillet 1984 par la publication dans le Monde d'une page de publicité intitulée « Français, vous avez la mémoire courte ». Dans un arrêt du 16 novembre, les juges confirment un arrêt de la cour d'appel de Paris qui condamnait le 26 janvier 1990 le Monde et les auteurs de la publicité, M. Jacques Lormi, qui fut l'un des défenseurs de Pétain lors de son procès, Marie-Françoise Lohdeux, ancien ministre du maréchal, et Hubert Massol, président de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain.

Ces trois hommes brosaient dans cette publicité un tableau particulièrement flatter de la politique de Pétain. Dans son arrêt, la Cour de cassation considère que cet écrit constitue bien une apologie des crimes ou délits de collaboration.

Un Français détenu en Irak serait sur le point d'être libéré

L'agence irakienne INA a révélé, dimanche 12 décembre, que l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, Serge Boidevaux, effectuait actuellement une visite à Bagdad, où il a été reçu par le vice-premier ministre, Tarek Aziz, et le ministre irakien des affaires étrangères.

Le Quai d'Orsay a confirmé que M. Boidevaux, aujourd'hui conseiller d'Etat, est allé « vérifier et préparer les modalités » de la libération d'un ressortissant français, Jean-Luc Barrière, détenu en Irak depuis le 18 juin dernier pour entrée illégale dans le pays, après que Bagdad, par divers canaux, se fut déclaré disposé à « faire mouvement sur la question des étrangers » qu'il retient. M. Barrière devrait être libéré à l'occasion de la visite à Bagdad, prévue à partir de lundi, de deux parlementaires (RPR), Roselyne Bachelot et Daniel Garmy, indique-t-on de même source. « Irak a remis en liberté à la fin de la semaine dernière, trois Britanniques, à l'occasion d'une visite d'un ancien premier ministre britannique, Edward Heath (le Monde du 11 décembre).

SCIENCE & VIE

HORS SÉRIE

LE SOMMEIL

MIEUX COMPRENDRE LE SOMMEIL POUR MIEUX DORMIR

EN VENTE PARTOUT

TOUTES LES RÉFORMES

Cette nouvelle édition comprend la réforme du 4 janvier 1993, la « réforme de la réforme » du 24 août 1993, la circulaire générale codifiée et les dispositions d'adaptation au nouveau Code pénal.



DALLOZ

هنا من الزمان

Le Monde

Dossier : les actionnaires



L'absence de dialogue entre les entreprises et leurs actionnaires peut avoir des effets désastreux, comme le montre l'échec de la fusion Renault-Volvo. La « culture actionnaire » reste en France problématique.

page VI

Chômage, an XXVI



Depuis 1967 se développe en France un chômage non conjoncturel, touchant les non-qualifiés. Les politiques de relance n'y pouvant rien, écrit Jacques Lesourne. Il faut réduire le coût du travail non qualifié.

page VIII

Réinventer la croissance



L'économiste Jacques Méraud nous livre, en trois volets, un plaidoyer argumenté pour un retour à la croissance. D'abord, réhabiliter la productivité pour restaurer l'emploi. A suivre dans le Monde du 15 décembre.

page IX

MODE D'EMPLOI

Humeur, par Josée Doyère ; Paraphrase. La cote des mots : « Factor ». Finance : La retour des emprunts russes. Livres.

PERSPECTIVES III à VII
Quand le fisc paie ses dettes aux entreprises. Équateur : les roses de la pierre. L'écu vu par les designers.

OPINIONS VIII et IX
Les poules aux œufs d'or de l'économie, par Pierre Laffitte. Un entretien avec Christophe Châin.

CONJONCTURE X
L'emploi : La retard du chômage.

L'économie mondiale : Convergence franco-allemande. Politique monétaire : Divergence. La photographie : Noir et blanc.

L'ÉCONOMIE

À-côtés

Fièvre dans la Sambre

Dans une vallée frappée par la crise de l'industrie lourde, le dernier « plan social » de Jeumont Industrie a agi comme un électrochoc

IX mille personnes rassemblées à Mauberge par une pluieuse journée d'automne. L'usine Jeumont Industrie (électronique et électromécanique) occupée quinze jours durant. Pour la première fois, la presse et la télévision, se sont rendues à Jeumont. Et la nouvelle court : la Sambre se réveille. Cette vallée, au pied des Ardennes, qui réunit 130 000 habitants d'Aulnoye à Jeumont en passant par Mauberge, passait jusqu'alors à l'indifférence. Elle a sombré en quelques années.

Depuis le milieu du siècle dernier, la Sambre était vouée à l'industrie lourde. Sidérurgie, métallurgie, industries mécaniques et électriques ont dessiné son visage : gigantesques usines et petites maisons de briques noircies, alignées le long des routes. Malgré cela, ce Nord n'a rien à voir avec celui du charbon : Jeumont est plus près de Charleroi que de Valenciennes, plus proche de Bruxelles que de Lille. En un mot : à l'écart. Et le nouveau TGV passe trop loin pour changer la donne — « alors que c'est nous qui avons construit le moteur », rappellent, indignés, les ouvriers de Jeumont Industrie. Depuis septembre, à Boussais, Fourmies, et jusqu'à Valenciennes, grèves et occupations se multiplient : le « cas Jeumont » fait école.

Judith Rueff

Lire la suite page IV

SERVICES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

EDF défie les barons de l'eau



Télévision par câble, traitement des déchets, chauffage urbain, EDF se lance tous azimuts dans le service aux collectivités locales, en France comme à l'étranger. Ce faisant, elle piétine les plates-bandes de la Générale des eaux et de la Lyonnaise des eaux-Dumez. Mais les deux grands barons privés de l'eau n'entendent pas se laisser faire. Ils ripostent, y compris par voie judiciaire : mardi 14 décembre, le tribunal de commerce jugera du conflit opposant la Générale à une filiale d'EDF, la TIRU. Ce n'est qu'un début : la guerre est vraiment déclarée. La déréglementation partielle des gaz et de l'électricité est maintenant décidée : le gouvernement l'a confirmé vendredi 10 décembre.

EDF, menacée de perdre une partie de son monopole, s'accrochera d'autant plus à sa diversification, tandis que ses adversaires seront encouragés à se lancer dans la production d'électricité. Les pouvoirs publics, embarrassés, seront obligés d'arbitrer, en fixant les règles et les limites de l'irruption d'un monopole public sur des marchés concurrentiels.

Lire page VII les articles de Dominique Gallois et de Pierre-Angel Gay

DÉMOGRAPHIE

Le couple population-développement

1994 sera l'année de la Conférence mondiale sur la population. Planning familial, éducation et développement : les trois sont nécessaires et se renforcent mutuellement.

On va beaucoup parler de population dans les mois qui viennent. En France — pays de « vieux » — ce sera la mobilisation pour remplir les berceaux, avec le projet de loi-cadre sur la famille. À l'échelon planétaire, on s'inquiète plutôt de l'explosion démographique — selon l'expression consacrée — à l'approche de la Conférence mondiale sur la population, prévue par les Nations unies en septembre 1994, normalement au Caire (si les islamistes le permettent).

Courons-nous à la catastrophe ? C'est souvent de cette façon passionnelle que le problème est posé. En réalité, rien n'est plus difficile que de tracer des perspectives sérieuses en la matière. Les chiffres — sur la population, la pauvreté, le développement — sont ambigus, voire contradictoires. Il a fallu des millions d'années pour atteindre le premier milliard d'habitants sur le globe mais treize ans seulement pour passer de 4 à 5 milliards, et la population augmente de 93 millions environ chaque année. Cependant la croissance se ralentit : elle n'était déjà plus que de 1,7 % en 1990 alors qu'elle était de 2,1 % un an plus tôt ; et le nombre absolu va à son tour diminuer peu après l'an 2000, compte tenu de la baisse de la fécondité déjà enregistrée dans de nombreux pays en dé-

veloppement. Mais l'élan de la croissance passée (qui accroît le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants) est tel que le monde aura gagné un milliard d'habitants d'ici là.

DENSITÉ • Surtout, ces chiffres globaux sont en eux-mêmes peu significatifs. La progression de la population n'est pas identique partout. On sait, par exemple, qu'elle se ralentit déjà en Extrême-Orient. Les deux géants, l'Inde et la Chine, s'y sont appliqués, le second avec beaucoup plus de détermination que la première (lire page V l'article de Gilbert Etienne). En revanche la croissance atteint son maximum en Afrique (3 % par an environ au sud du Sahara, 2,6 % au nord).

La densité, non plus, n'est pas la même partout : tous les pays ne comptent pas 332 habitants au kilomètre carré, comme le Bangladesh. Mais elle est déjà de 120 en Nigéria, de 168 au Burundi, de 275 au Rwanda. Les côtes du Maghreb, le bordure du Golfe de Guinée et les hautes terres d'Afrique de l'Est abritent de fortes concentrations humaines. Les pays africains sont aussi, avec ceux du Proche-Orient, ceux où la contraception est le moins répandue (selon les évaluations des Nations unies, elle n'y est pratiquée que par 20 % des femmes).

S'y ajoutent d'autres données. D'abord

d'ordre économique. Même dans des pays pauvres, la croissance de la population est plus supportable lorsque l'économie progresse au rythme de 7 % ou 8 %, comme en Asie du Sud-Est depuis plusieurs années, que là où elle stagne voire régresse. Ainsi le Vietnam, malgré sa pauvreté, malgré la montée de la population, peut espérer arriver, à un terme raisonnable, à nourrir et à employer sa population. On voit mal l'Afrique, encore une fois, y arriver avant longtemps. En Extrême-Orient, le développement devrait rendre supportable le vieillissement auquel seront confrontés les pays où la fécondité a décliné le plus rapidement.

Les possibilités agricoles, en outre, diffèrent fortement d'un pays à l'autre, quelle que soit la densité de la population. Là encore, c'est une bonne partie du continent africain qui se trouve défavorisée.

Selon des calculs effectués par la FAO au début des années 80, dans une douzaine de pays d'Afrique, la population dépassait déjà les capacités de production alimentaire de ces pays, en l'état des techniques agricoles.

Guy Herzlich

Lire la suite page V

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
IUA
SAN FRANCISCO
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.
■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration for International Management

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.
■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :

17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : ANA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

rategie

BIEN
RS
SER
SOMME
MIEUX
COMPRENDRE
E SOMME
OUR MIEUX
DORMIR
VENTE PARTO

FINANCE

Le retour des emprunts russes

Les porteurs de ces titres qui connurent un grand succès au début du siècle tentent de récupérer leur mise. Une affaire de longue haleine

EN matière de placements, il y a toujours eu des « serpents de mer ». Cela va de la suppression de l'impôt de Bourse au remboursement des emprunts russes d'avant la première guerre mondiale. Dès qu'il est question de relations franco-russes, que ce soit à l'occasion de la visite en France d'un représentant de Moscou, ou l'inverse, les porteurs de titres russes ne perdent pas une occasion de manifester leur désarroi face à l'inaction du gouvernement.

Un vieux problème puisqu'il est posé depuis plus de soixante-quinze ans. Déjà, au mois de février 1918, Raoul Péret, député, président de la commission du budget, estimait dans les colonnes du *Petit Journal* que le gouvernement français devait, à l'égard de l'Angleterre, « se substituer à la Russie défaillante ». Pour appuyer sa démonstration, il précisait que « si ces derniers (les emprunts) n'avaient pas été garantis au véritable sens du mot par l'Etat français, celui-ci avait en quelque sorte donné sa caution morale, affirmé la solidité des finances du grand empire, dit ou laissé dire que les capitaux prêtés serviraient à de vastes travaux publics grâce auxquels ses immenses ressources seraient rapidement mises en valeur ».

Ce qui explique que les petits épargnants français aient apporté près de 12 milliards de francs de l'époque aux caisses du Trésor russe. Ce qui correspondrait, en pouvoir d'achat, à quelque 250 milliards de francs d'aujourd'hui, plus de deux fois la récolte de l'emprunt Balladur...

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Les porteurs d'emprunts russes seraient environ 400 000. Mais il n'y a aucun moyen sérieux de savoir combien de titres sont encore en circulation. Pour illustrer la difficulté, Jean-Marie Lattès, membre du Groupement national de défense des porteurs de titres russes (GNDFTR) (1) cite l'exemple d'un petit porteur dont les titres furent confisqués par l'occupant lors de la seconde guerre mondiale et qui ne possède plus

d'autre titre de propriété qu'un reçu signé par les autorités allemandes. Il y a quelque temps, le Trésor s'en était préoccupé. Il avait demandé à la Société des Bourses françaises combien de temps il faudrait pour recenser le nombre de titres en circulation. Question déjà difficile, car si certains sont en dépôt chez des intermédiaires agréés, la plupart sont conservés par leurs détenteurs ! On envisageait alors de lancer une campagne d'information massive en direction des porteurs de titres d'emprunt, par voie de presse par exemple, et de leur donner quatre mois pour déposer ces titres chez des intermédiaires agréés.

Au bout de quatre mois et un jour, ceux qui ne seraient pas mis en conservation seraient déclarés sans valeur, et les intermédiaires auraient deux mois pour déposer les titres en leur possession dans un grand établissement bancaire.

Plus difficile encore que le dénombrement des titres, l'évaluation des sommes à rembourser. Comptabiliser soixante-quinze ans d'intérêt

et y ajouter le nominal réévalué serait utopique. Dans tous les cas de figure, l'indemnisation, quelle que soit la formule, ne pourrait guère représenter que de 15 % à 20 % de la valeur « réelle ».

TRAITE • Mais pour que cela ait une chance de voir le jour, il faudrait que le traité de coopération franco-russe signé le 29 octobre 1990 et notamment son article 24 soient appliqués. Cet article prévoit en effet que les deux pays « s'engagent à s'entendre dans les délais aussi rapides que possible » sur le règlement de leurs contentieux matériels et financiers. Et si les litiges portent sur des sociétés françaises confisquées par les maximalistes, ou des créances sur la Russie, les emprunts émis entre 1822 et 1917 font partie du lot. Pour mémoire, en France, il y avait 1,6 million de porteurs de titres russes en 1918.

Autre problème, il faut définir le débiteur car celui-ci a connu bien des sursauts en soixante-quinze ans : on est passé de la Russie tsariste d'avant 1917 à l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), pour arriver à l'éclatement et à la Communeauté des Etats indépendants (CEI), où chacun cherche à se défaire des dettes héritées du passé.

Toutefois, la Russie d'aujourd'hui aurait, semble-t-il, accepté de prendre l'indemnisation à sa charge et de s'arranger ensuite avec les autres Etats indépendants. Mais l'affaire prendra quand même du temps.

Pour faire accélérer les débats, les porteurs de titres russes regroupés au sein du GNDFTR, représenté par l'avocat Jacques Vergès, ont déposé une requête devant le tribunal administratif de Paris. Celui-ci s'est déclaré incompétent. L'association et son avocat n'en resteront vraisemblablement pas là. Mais le résultat n'est pas garanti.

François Bostnavaron

(1) GNDFTR, 4, rue Danton, 59124 Escadain.



HUMEUR • par Josée Doyère

Perplexité

JUSQU'ICI, j'ai fait une confiance aveugle aux statistiques, celles produites par notre INSEE, mais aussi celles concoctées par les grandes fédérations patronales, mieux à même que quiconque de connaître l'activité de leurs adhérents. Quelle meilleure manière de ramper le daigt mouillé et les discussions du Café du Commerce - ou du bistrot du coin - que de se fier à des chiffres, froids, ennuyeux, mais précis. Rasant de pouvoir asséoir son raisonnement sur des données fiables, incontestables.

Cette semaine, je suis perplexe. Mercredi dernier, j'ai repéré deux informations parues dans *la Monda*. Tout d'abord, les prévisions plus que pessimistes de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) pour 1994. Ce secteur, après « l'année la plus noire depuis cinquante ans », devrait encore perdre 30 000 emplois en 1994. Ce n'était guère réjouissant. Puis, les comptes nationaux publiés par l'INSEE : le produit intérieur brut avait « légèrement progressé au troisième trimestre », c'est-à-dire autant qu'au deuxième. Et c'était déjà un peu mieux.

Et puis, je me suis souvenue que partout où je me suis baladée, depuis juin dernier, à Paris, mais aussi en province, dans des métropoles régionales et dans de toutes petites villes, j'ai vu des échafaudages, des rues où les piétons crapahutaient dans le poussière ou dans le boue (selon le temps), disputant leur espace de survie à des bagnoles resserées sur une file, prise dans des embouteillages pas possibles, pour cause de tra-

vaux... Ici un immeuble en construction ou en réfection, là des chaussées éventrées pour cause de chauffage central urbain, ailleurs des trottoirs inutilisés en raison de la panne « du » câble, celui des réseaux télé... J'entends bien, il ne faut pas confondre le « bâtiment » et les « travaux publics » - encore que bien des entreprises, surtout les moyennes-grosses et les grosses, fassent systématiquement les deux... quand le boulot ne requiert pas de parfaite spécialisation. Mele enfin !!

Je me suis souvenue aussi que le dernier plan de relance du gouvernement allait injecter un « max » de fric dans le logement. Je sais bien - pour reprendre une métaphore bien connue des pros du secteur, même si elle un peu méritime - la construction, ça ne se pilote pas comme une vedette ultrarapide, mais plutôt comme un croiseur : il lui faut du temps pour changer de cap. D'ici l'année prochaine, les subventions ont le temps d'agir.

Mais les gens de la FNB expliquent que tout ce fric, ça ne remplace pas les bureaux, en plein marasme, et les investissements immobiliers des entreprises (étrangères par la crise économique) ... Pourtant, tous ceux que je connais (professionnels ou particuliers) qui recourent aux entreprises de bâtiment m'expliquent le mal qu'ils ont à trouver des boîtes qui exécutent un chantier d'un trait, qui alignent des équipes compétentes pour livrer les travaux à temps...

J'ai compris. Il ne faut pas que j'en croie mes yeux...

LA COTE DES MOTS

« Factor »

Un facteur... de désordre vient de s'introduire dans le langage avec l'irruption de l'anglo-saxon *factor*, employé cette fois au sens de « société d'affacturage ». Rappelons que l'affacturage (terme qui n'est d'ailleurs pas à la place de l'anglais *factoring*) consiste, pour une société exerçant cette activité, à prendre en charge les créances commerciales des entreprises qui sont ses clients, et, moyennant commission, à en obtenir le recouvrement. Les sociétés d'affacturage peuvent même aller jusqu'à payer à leurs clients, par anticipation, tout ou partie des créances qui leur ont été transférées.

Cette acception particulière de *factor* s'ajoute aux autres significations du mot en anglais : « agent, représentant », « commissionnaire », c'est-à-dire « celui qui agit au nom d'un autre », en français, aux XIV^e-XVI^e siècles. On a en tête, ainsi, les facteurs de Jacques Cœur, qui étaient au nombre de trois cents, paraît-il, en Italie et dans le Levant.

Il est impossible, en source de trop d'embûches, de prêter à la place du *factor* d'affacturage un *facteur* bien français, mais déjà porteur de multiples significations. Un *facteur* déjà « préposé » à de nombreux emplois !

En revanche, rien ne s'oppose, semble-t-il, à l'adoption d'un *facteur* d'affacturage, qui se rattacherait directement à *facturer* (faire) et à *facture*... mot qui fut créé, par ellipse, de *lettre de facture* (« pièce comptable »), à partir du *facteur* « négociant ».

Étant donné la richesse polysémique dudit *facteur*, un humoriste serait certainement amené à parler de « facteur... Crésus » !

Jean-Pierre Colignon

LIVRES

Le temps retrouvé

Trois ouvrages pour faire le point sur une question lancinante et un malentendu : s'agit-il de redistribuer le travail ou les temps de vie ?

TRAVAILER MOINS POUR TRAVAILLER TOUS

de Guy Aznar, préface d'André Gorz, Syros, 270 pages, 120 F.

RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

de Jacques Rigaudat, Syros, 230 pages, 120 F.

LE TEMPS DE TRAVAIL

sous la direction de Jean-Yves Boulin, Gilbert Certe et Dominique Taddéi, Syros, 250 pages, 150 F.

Bonne nouvelle, les machines chassent les hommes ! Oubliés les canuts brisant les métiers à tisser, voici le temps des serviteurs électroniques - variante des trépiers d'Héphaïstos. L'apôtre Guy Aznar, qui déjà écrivait *Tous à mi-temps* et *Le travail, c'est fini* (1), apporte cette bonne nouvelle avec le sérénisme de circonstance. « Le plein emploi ne reviendra plus, et c'est tant mieux », prévient-il.

Partons d'un constat : à production constante, si la productivité augmente, le temps de travail diminue, « c'est arithmétique ». L'analyse de Guy Aznar est fondamentalement arithmétique. Elle évoque ces problèmes de vases communicants, cette plomberie macroéconomique baptisée pompeusement « modèles de simulations » : si vous réduisez la durée hebdomadaire du travail, eh bien, toutes choses égales par ailleurs, vous créez automatiquement tant d'emplois supplémentaires...

Pour-on réduire le travail sans diminuer le salaire ? Non, si l'entreprise est soumise à la contrainte du marché. N'y a-t-il pas alors un risque d'effondrement de la demande ?

Cartes, et il faut compenser la baisse de revenu par un « deuxième chèque » payé par la collectivité. C'est « le coup de génie d'Aznar », écrit André Gorz. Les économies réalisées grâce à la baisse du chômage - la vraie facture du

chômage, si l'on compte le manque à gagner pour la sécurité sociale et le fisc, se situe à 365 milliards de francs par an - permettraient de financer cette prime pour les volontaires au travail réduit. Ce « deuxième chèque » incitera à choisir le temps partiel, deux fois moins développé en France que dans les pays scandinaves.

Mais cette formule est à l'opposé des « revenus d'existence » (RMI, « allocation universelle ») contre lesquels s'élève l'auteur : « le versement de ressources permanentes, universelles, sans causalité économique directe, sans action individuelle qui le justifie, est par essence un mécanisme de dépendance ». Les revenus d'existence remettent en cause le principe de la valeur travail, ou le « travail c'est la vie, c'est l'autonomie, c'est le partage solidaire ».

L'essai de Guy Aznar fourmille de données sur l'emploi, la législation sociale, le chômage et les salaires, qui en font une excellente synthèse de la question du travail. Tous les efforts ou les stratégies potentielles de lutte contre le chômage sont minutieusement développés en vingt propositions dans le dernier chapitre : « week-end » de trois jours, quatrième équipe, mi-temps parentale, mi-temps filial, mi-temps préretraite, un fonctionnaire sur quatre en temps partiel, pénalisation des heures supplémentaires, etc. A voir la quantité de médailles possibles, bien étrange que la fièvre n'ait point disparu !

SCÉNARIOS • Mais il faut lire ce livre chaleureux, porteur d'une réflexion optimiste sur le temps. « Se lancer tranquillement à la conquête de la planète Temps », voilà la belle aventure du temps libre, le temps « désaliéné ». Quel contenu pour ce temps retrouvé ? « Demandez-le aux enfants », dit Aznar. Laissons-les donc venir à nous.

L'ouvrage de Jacques Rigaudat est plus sobre. Les métaphores y ont la couleur de graphiques et de statistiques. La description du marché du travail est exhaustive. L'auteur, se fondant sur les récentes

simulations de l'Observatoire français des conjonctures économiques, est convaincu que le passage à trente-sept heures par semaine, voire trente-cinq heures, permettrait de créer 1,5 à 3,3 millions d'emplois supplémentaires d'ici cinq ans et d'éviter 1 à 2,2 millions de chômeurs.

Son scénario de réduction du temps de travail, véritable projet de loi, mérite d'être lu avec attention. Nous conviendrait-il ? Oui, dans la mesure où il intègre lucidement l'échec de la réforme par ordonnance de 1982. Comme chez Guy Aznar, la préférence de l'auteur va à une « réduction offensive » du temps de travail avec compensation salariale. Le titre du dernier chapitre « Vivre différemment », indique assez bien la philosophie libertaire et conviviale qui l'inspire.

HISTORIQUE • La revue *Futuribles*, offre chez le même éditeur une réflexion similaire, les mêmes données, avec de nombreuses informations et le même souci d'exhaustivité historique. « Le temps de travail n'a pas toujours existé, et peut-être n'existera-t-il pas toujours », appellent les auteurs de la présentation.

On songe, au terme de ces trois ouvrages, que la question de temps de travail n'est peut-être déjà plus pertinente. Temps de travail ou de temps de vie ? N'assistons-nous pas à l'effacement de la question du temps de travail avec celui du temps prescrit ? « Dans bien longtemps, la notion de temps de travail aura perdu tout intérêt pratique, parce qu'il n'y aura plus de travail prescrit : supprimer la subordination entre les hommes, supprimer l'aliénation au travail, voilà encore des mots d'ordre à coup sûr bien utopiques ! », écrivent Jean-Yves Boulin, Gilbert Certe et Dominique Taddéi. Soyons réalistes, demandons l'impossible : du travail qui ne soit plus une perte de temps.

Bernard Maris

(1) Seuil, 1980 et Belfond, 1990.

NOTES DE LECTURE

RAMSES 94

sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet, Dunod-IFRI, 434 pages, 196 F.

L'ECONOMIE MONDIALE 1994

CEPII, sous la direction de Michel Fouquin et Daniel Pinoy, La Découverte, 128 pages, 45 F.

Fidèle au poste, Thierry de Montbrial (accompagné cette fois de Pierre Jacquet) a fait tourner comme chaque année le belle machinerie de l'IFRI pour produire le RAMSES (1). Les lecteurs ne seront pas déçus par la construction classique à trois niveaux : politique internationale, économie, « surprise » thématique (cette fois, on a choisi « l'Afrique subsaharienne »). Ils retrouveront avec plaisir dans les textes ou en annexe la somme des références (chronologie, tableaux, graphique, cartes, encarts) qui font de cette entreprise un puissant outil de travail.

Peut-être lira-t-on de plus près parce que l'actualité est là, effervescente, les chapitres sur « L'Europe introuvable », « Les Etats-Unis, un

nouveau démarrage ? », « La Russie entre transition et désorganisation », « Le décollage de la Chine ». Pas de réponse « prête à porter », mais des analyses très éclairantes sur des chaudières d'histoire immédiate. Très attendu aussi, le livre de poche du CEPII (2) sur *L'économie mondiale 1994* fournira aux lecteurs plus pressés une provende de choix. Quelques notations à méditer sur le déplacement du dynamisme du commerce international vers les pays en développement, les séquelles de la bulle au Japon, les progrès relatifs de la transition à l'Est.

Des « dossiers stratégiques » sont ouverts sur le GATT, la crise monétaire européenne, la réforme en Russie. Deux sujets spécifiques clôturent l'ouvrage : « L'industrie mondiale de l'armement » et « Les temps difficiles pour les banques ». Un travail par petites touches mais d'une grande efficacité.

P. D.

(1) Rapport annuel mondial sur les systèmes économiques et les stratégies. Outre ce rapport annuel, l'IFRI publie dans une collection « RAMSES » deux ouvrages : *La Mondialisation* (140 pages, 86 F) et *Les Balkans* (238 pages, 92 F).

(2) Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

AGENDA

MARDI 14 DÉCEMBRE. Paris.

Assemblée générale annuelle du CNFF : organisation d'un « Cap sur l'avenir exceptionnel », dans le cadre de sa campagne en faveur de l'emploi des jeunes.

FRANCE. Le Poste/France Telecom

Genève. Date limite de conclusion du cycle de l'Uruguay.

WASHINGTON. Bill Clinton

doit annoncer aux parlementaires au plus tard à minuit (5 heures TU le 16/12) s'il a l'intention de soumettre à leur approbation l'accord de l'Uruguay Round.

FRANCE. SNCF : grève à l'appel de la CGT et de la CFDT.

JEUDI 16 DÉCEMBRE. Paris. Le

Centre français du commerce extérieur (CFCE) organise un séminaire sur le Japon : « Communiquer pour mieux vendre au Japon ».

VENDREDI 17 DÉCEMBRE. Paris.

Air Inter : remise du rapport « stratégique » du nouveau PDG, Michel Bernard.

BRUXELLES. Réunion des ministres de l'Industrie de l'Union européenne.

Examen du plan de restructuration de la sidérurgie.

SAMEDI 18 DÉCEMBRE. France.

Baisse des tarifs internationaux de téléphone.

LUNDI 20 DÉCEMBRE. Europe.

Conseil de la pêche de la CEE.

Bruxelles. Réunion des ministres des affaires étrangères des Douze (jusqu'au 21/12).

Quand le f

Une histoire vieille de quarante-cinq an

مکان العمل

PERSPECTIVES

TVA

Quand le fisc paie ses dettes aux entreprises

En décidant que la TVA ne serait plus remboursée avec un mois de retard aux entreprises, le gouvernement leur accorde un transfert de trésorerie de 46 milliards de francs. La mesure, généreuse mais trop compliquée, est accueillie froidement

C'EST à n'y rien comprendre. En supprimant le règle du décalage d'un mois de la TVA, le gouvernement donne satisfaction à une vieille revendication du patronat, CNPF en tête : la réputation avec un mois de retard de la TVA sur leurs achats revenait pour les entreprises à faire une avance de trésorerie à l'Etat de 100 milliards de francs. Or lorsqu'on interroge les chefs d'entreprise sur cette mesure, c'est la grogne nu au mieux l'indifférence.

« C'est un gadget ! Ça ne représente pas tant d'argent que cela. Et après tout, ce n'est que le retour à une situation normale et logique », s'exclame le dirigeant d'une PME de cent personnes. « Mesure médiatique », estime le directeur financier d'une autre PME. Dans les grandes entreprises, la mesure n'a pas plus. Chez PSA, on se félicite de la rapidité avec laquelle le virement d'environ 400 millions de francs a été effectué, mais on en minimise l'importance. Idem chez Moulinex, qui attend un chèque d'environ 4,5 millions de francs. Une somme qui n'entraîne pas d'impact, rapportée aux 3 milliards de francs d'endettement du groupe.

Même la grande distribution cesse d'être favorisée par la mesure, du fait de l'importance de ses achats, fait la mone. « Cent cinquante millions de francs remboursés alors que les variations de notre trésorerie sont supérieures à 1 milliard de francs par mois, c'est peu, estime-t-on chez Promodès. Cela va compenser la ponction de trésorerie que nous avons subie avec la réduction des délais de paiement imposée sur certains produits depuis cet été. » Et chez Carrefour, on évalue le gain financier à 0,02 %.

Et pourtant, la suppression du décalage d'un mois est loin d'être une mesure négligeable. Au total, ce sont 46 milliards de

francs qui auront ainsi été reversés aux entreprises d'ici au début de 1994, auxquels s'ajoutent les 11 milliards de francs déjà accordés par Pierre Bérégovoy. Selon le ministre du budget, « 20 milliards ont d'ores et déjà été payés » (1). De quoi soulager la trésorerie des entreprises.

ALLER-RETOUR. Alors pourquoi ce peu d'enthousiasme ? Il faut dire que le gouvernement a multiplié les aller-retour. La loi de finances rectificative pour 1993 prévoyait en effet - à compter du 1^{er} juillet 1993 - la suppression du décalage d'un mois de la TVA pour les nouveaux redevables et pour ceux relevant des régimes simplifiés et normal d'imposition, dont la créance sur le Trésor est inférieure à 10 000 francs, les autres

Pour beaucoup de PME exsangues, le chèque du Trésor est le bienvenu pour soulager leur trésorerie.

TVA déductible accordée par le gouvernement précédent, plus, pour certaines, la TVA intracommunautaire», témoignent Olivier Bourdeau et Dominique Villemot, fiscalistes chez Coopers & Lybrand. En plus, le gouvernement a choisi la période des congés d'été pour appliquer la mesure, au moment où beaucoup de PME sont fermées. Même l'administration fiscale a été prise de court. « Beaucoup de nos clients ont dans un premier temps posé des questions à leurs inspecteurs qui n'avaient pas les textes », raconte Pierre Marceac, vice-président de l'ordre des experts-comptables.

Les entreprises se sont aussi heurtées à la complexité du système. Avant même de pouvoir prétendre au moindre remboursement, elles ont dû calculer leur déduction de référence (DDR), c'est-à-dire la moyenne de la TVA récupérable sur les douze mois précédant juillet 1993. Un moyen pour l'Etat de lisser les variations d'activité.

Si la DDR est inférieure ou égale à 10 000 francs, les redevables récupèrent immédiatement

la TVA déductible de juillet et de juillet. En revanche, pour celles dont la DDR est supérieure à 10 000 francs, le remboursement de leurs créances ne peut commencer qu'après avoir réduit progressivement le montant de leur TVA récupérable du montant de leur DDR (mécanisme de l'imputation). Une fois la créance ote, le Trésor en rembourse alors tout ou une partie.

Une procédure qui peut durer plusieurs mois, reculant le paiement d'autant. Cela complique grandement la tâche des PME qui, contrairement aux grandes entreprises, ne disposent pas d'une armée de fiscalistes. Résultat : « Les PME ont sollicité leurs experts-comptables qui ont répercuté leurs consultations dans leurs honoraires », explique Mirko Hoyet, responsable du département fiscalité à la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Avant même de recevoir le chèque du Trésor, cela leur a coûté du temps et de l'argent. « Beaucoup de petites entreprises ont renoncé à récupérer les 20 000 ou 30 000 francs dus », renchérit Olivier Bourdeau et

Dominique Villemot. La complexité du système tient au fait que le gouvernement n'a pas voulu supprimer la règle du décalage d'un mois de la TVA pour tous les redevables avec un effet immédiat. Ce qui aurait été trop coûteux pour les finances publiques même si le coût de la suppression du décalage n'apparaît pas dans le déficit budgétaire sous le prétexte qu'il s'agit d'une dette de l'Etat.

CONTRÔLES. L'administration fiscale, toujours inquiète lorsqu'on touche à la TVA, a également cherché à se border au maximum. D'une part, elle voulait éviter les fraudes, notamment des entreprises tentées d'accélérer le remboursement de leur créance en majorant leur DDR. D'autre part, le taux de 40 % de pénalité supplémentaire applicable et la possibilité pour le fisc d'effectuer des contrôles jusqu'en 1999 au lieu des trois années habituelles. D'autre part, il s'agissait d'éviter un dérapage budgétaire, car la TVA représente 45 % des recettes fiscales brutes de l'Etat. Or, en modi-

fié un tel système, on risque une déperdition de recettes comme cela s'est passé au premier semestre 1993 avec l'application de la TVA intracommunautaire. « On craint toujours des pertes mois pour les premiers mois qui ont suivi la suppression du décalage, les rentrées sont conformes aux prévisions. Toutefois, il est encore trop tôt pour se prononcer », reconnaît prudemment Bruno Gibert, conseiller technique chargé de la fiscalité au cabinet du ministre du budget.

Pour l'heure, comment les entreprises utilisent-elles ce surplus de liquidités ? Pour beaucoup de PME exsangues, le chèque du Trésor est le bienvenu pour soulager leur trésorerie. Et pour celles dont la trésorerie est nettement positive, comme certaines grandes entreprises, le remboursement de la créance va gonfler leurs placements financiers.

Fanny Beuscart

(1) Entretien paru dans Le Monde du 25 novembre.

NOTES DE LECTURE

Une histoire vieille de quarante-cinq ans

La règle du décalage d'un mois est née bien avant le création de la taxe à la valeur ajoutée (TVA). C'est avec la loi du 24 septembre 1948, qui réforme la taxe à la production, ancêtre de la TVA, qu'apparaît la règle du décalage d'un mois de la taxe déductible. En imposant aux entreprises cette avance de trésorerie, les pouvoirs publics de l'époque n'ont alors d'autre objectif que d'accélérer les rentrées fiscales.

En 1964, la règle du décalage sera maintenue avec la création de la TVA. Seules exceptions : la TVA déductible sur les immobilisations pourra être récupérée immédiatement à partir de 1965, et un peu plus tard pour d'autres biens ou services comme les télécommunications. L'harmonisation européenne ne viendra pas non plus à bout de cette spécificité bien française. Et ce malgré l'entrée en vigueur de la 6^e directive européenne le 1^{er} janvier 1979 qui préconisait la suppression totale de la règle du décalage d'un mois.

Jusqu'en 1993, cette règle s'applique donc à toutes les entreprises qui doivent la TVA, qu'elles soient imposées au forfait, au réel normal ou simplifié (1). Pour les assujettis au forfait, la déclaration de TVA (formulaire n° 951) est annuelle et le paiement mensuel ou trimestriel. Les deux autres catégories de redevables doivent déposer leur déclaration sur le chiffre d'affaires chaque mois ou trimestre (formulaires CA 3 ou CA 4) accompagnée du paiement de la TVA collectée sur les ventes de produits et sur les encaissements pour les prestations de services et après déduction de la TVA déductible sur les achats du mois N-1.

Ainsi, une entreprise échète en janvier 150 000 francs de marchandises hors taxe qu'elle revend 250 000 francs hors taxe. En février, elle envoie avec sa déclaration, la somme due au titre de la TVA collectée (soit 250 000 F x 0,186, le taux normal de TVA étant de 18,6 %, soit 46 500 F) et n'est qu'un mois plus tard qu'elle retranchera de la TVA collectée au titre de février, la TVA déductible de janvier (150 000 F x 0,186 = 27 900 F).

Cette soustraction ne peut s'effectuer que lorsque cette taxe déductible devient exigible auprès de son fournisseur, c'est-à-dire lors de la livraison ou lors de la rémunération pour un service. De même, si le montant de la TVA déductible est supérieur au montant de la TVA due par l'entreprise, le « crédit taxe » est reporté jusqu'à épuisement sur les déclarations suivantes. A moins que la redevable n'en fasse expressément la demande auprès de son centre des impôts.

F. Be.

(1) Le forfait : entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas (TVA incluse) 500 000 francs de ventes de produits ou 1 500 000 francs de prestations de services. Le réel simplifié s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre 500 000 francs TTC et 3,5 millions de francs HT pour les ventes de marchandises ; entre 1 500 000 francs TTC et 1 million de francs HT pour les prestations de services. Le réel normal concerne les entreprises qui dépassent 3,5 millions de francs HT de ventes de marchandises ou 1 million HT de prestations de services.

BLACK LABEL DE JOHNNIE WALKER. L'attention s'éveille. Quand le sceau de la bouteille se rompt, le bon - bon - et une palette de senteurs délicates et robustes s'échappe. Chacun des 40 whiskies écossais qui composent Black Label a mûri pendant au moins 12 ans et fait de chaque

lui apporte sa note personnelle. Des effluves harmonieuses de bruyère, de miel, mêlées de malt et de tourbe laissent place en bouche à un goût boisé et épicié. Une rondeur marine s'écrème. Ces saveurs se succèdent les uns aux autres et surprennent le palais de l'amateur. CE BOUQUET INSAISISSABLE ET HARMONIEUX OFFRE AU BLACK LABEL DE JOHNNIE WALKER SON GOUT SI PARTICULIER.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

PERSPECTIVES

SOCIAL

Fièvre dans la Sambre

Suite de la page 1

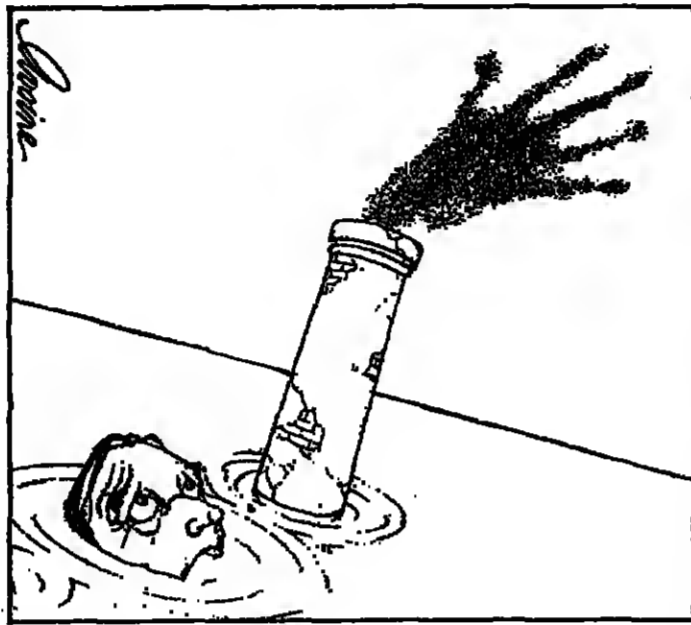
Pourquoi cette fièvre dans une région si habituée à se serrer la ceinture qu'elle en avait oublié de se plaindre? Peut-être parce qu'aujourd'hui, les gens n'ont plus rien à perdre, comme dit un syndicaliste.

« Mes parents ont fait toute leur carrière ici. Mais nous, on nous n'a rien dit », rage Bertrand, quarante et un ans, dont vingt-sept passés chez Jeumont. Il ne décide pas contre son ancien employeur. Comme lui, 451 personnes ont été victimes du dernier plan social, le neuvième en moins de dix ans. Chef d'une équipe de maintenance, Bertrand gagnait 8 500 francs par mois. « J'ai dû passer à la casse », soupire-t-il. Aujourd'hui, il se prend à « tourner en rond ». Alors, il a adhéré à un comité d'aide aux chômeurs, créé par des salariés de Jeumont. On discute, on se soutient le moral, on organise la Saint-Eloi, fête du patron des métallurgistes.

Jeumont, 11 000 âmes, symbolise le destin de la Sambre. L'entreprise phare (Jeumont-Schneider, devenue Jeumont Industrie après sa revente à Framatome, au début de cette année) n'a cessé de réduire ses effectifs. En dix ans, le nombre de salariés est tombé de quelque 3 000 à moins d'un millier (l'effectif prévu en 1994 est de 980). Les anciens se rappellent avec nostalgie le « train des ouvriers » qui arrivait pratiquement aux murs de l'usine, et la noria d'autobus qui entraînait et sortait chaque jour de l'enceinte. En 1980, l'usine embauche encore, mais la décade embauche encore, mais la décade embauche aussi. Lente d'abord, puis plus brutale avec le premier plan social, en 1985.

DÉMONTABLE • Aujourd'hui, l'hypothèse d'une fermeture définitive hante les esprits. Les ouvriers murmurent que l'usine, entièrement démontable, pourrait être « délocalisée » sans difficulté. La direction dément et affirme « sans fondement » les rumeurs sur un dixième plan social au printemps 1994. « Nous avons gardé un effectif qui nous permet de subsister », affirme le PDG, M. Vignon. Si nous osons vouloir fermer, nous aurions licencié davantage : la réduction du nombre de salariés, dit-il, correspond strictement à la diminution de la charge de travail.

Mais, dans cette région de quasi-mono-industrie, les effets sont rudes. La crise s'étend aux entreprises sous-traitantes, puis, par contrecoup, aux commerces et services. D'autant que, parallèlement, disparaissent l'autre source de richesses de la ville, la douane, déplacée puis supprimée pour cause de grand marché européen. Elle faisait travailler trois cents personnes. La gare de Jeumont, carrosse vide et froide, en garde le souvenir attristé.



Tous secteurs confondus, la ville aura perdu trois mille emplois en dix ans entre 1982 et 1992. Sans cris, Lente et constante, la récession est passée quasi inaperçue. Pas assez brutale pour être remarquée de Paris, elle a pourtant gangrené la région en profondeur. Les grandes entreprises ont mis la clé sous la porte, comme Usinor, Cockerill, Titan-Coder, entre autres, ou, tels Villoire, Boussols, Sambre-et-Meuse, ont supprimé les deux tiers des emplois. Seule Maubeuge Construction Automobile (MCA), filiale de Renault, qui emploie encore plus de deux mille salariés, résiste, mais pas au point d'absorber le trop-plein d'ouvriers du bassin.

Résultat : le taux de chômage est de 21 % dans la Sambre, de 23 % à Jeumont (moyenne nationale : 12 %). Il touche ici 39 % des moins de vingt-cinq ans (contre 21 % sur l'ensemble du territoire). Conséquences directes : des revenus plus faibles qu'ailleurs (63 750 francs par foyer, contre une moyenne de 77 173 francs pour l'Hexagone), un grand nombre de ménages non imposables (61 %) et un endettement important des familles. La proportion de RMIstes dans le bassin de la Sambre est plus de deux fois plus élevée que la moyenne française : 5,8 % contre 2,6 %. A elle seule, la

ville de Jeumont en compte trois cents.

Eofin, la région se dépeuple. Douze mille personnes ont quitté l'arrondissement d'Avesnes durant la dernière décennie, soit 15 % de la population! Partir, les licenciés de Jeumont Industrie y ont tous pensé. Mais même convalescents qu'il n'y a plus rien à faire dans la région, certains bésitent : « J'ai les trois de la maison à payer. Si je la revends maintenant, j'aurai tout perdu. Et moi femme ne retrouvera peut-être pas du travail ailleurs ».

Il y a la solution du travail saisonnier : « en déplacement », pour la maintenance des centrales nucléaires. « Pour la vie de famille, c'est pas l'idéal, dit André. On se voit deux jours par semaine, au mieux. » Sur une cinquantaine de postes proposés par la direction, dix-huit seulement ont été pourvus, faute de candidats.

RUINES • Mais d'autres d'ont pas bésisté à faire leur valise, après plusieurs mois sans travail. En Savoie, dit-on, on manque de bras. « La région perd les plus dynamiques, ceux qui sont capables de tenir leur chance ailleurs, les jeunes les plus qualifiés et ceux qui font des études », constate amèrement Umberto Battisti, maire socialiste de Jeumont, vice-président du conseil régional.

LA FUTURE MONNAIE UNIQUE

L'écu vu par les designers

La « Compétition graphique pour l'écu » a sélectionné douze projets européens de billets et pièces

La monnaie unique inscrite dans le traité de Maastricht reste pour l'instant une abstraction. Afin de lui donner une existence matérielle, la « Compétition graphique pour l'écu » a

fait appel à des designers - étudiants ou professionnels - de douze pays membres de l'Union européenne pour concevoir billets et pièces. Après une présélection dans chaque pays, un jury international composé de personnalités du monde du design devait départager les projets; il a rendu son verdict, dimanche 28 novembre, à Paris. Six billets ont été sélectionnés (sur quatre-vingt-dix-sept projets) et six pièces (sur quarante-quatre projets).

« La prochaine étape, explique Sylvia Bourdon, promotrice infatigable de la « Compétition graphique pour l'écu », c'est de faire voter les citoyens européens. Ce sont eux qui doivent choisir la forme de leur future monnaie. » Une sorte de référendum d'initiative privée doit donc être lancé depuis Amsterdam, début juin 1994, juste avant les élections européennes.

AFFICHES • L'idée première avait été de faire publier en photo les billets et pièces sélectionnés par le jury dans les grands journaux de télévision nationaux et de faire voter les lecteurs. Mais Sylvia Bourdon songe maintenant à réaliser plus large encore : elle souhaite diffuser des affiches montrant les douze projets retenus dans toutes les communes de l'Union européenne. Elle espère gagner à sa cause les administrations postales, ou encore les sociétés organisatrices du Loto, qui pourraient exposer les affiches et recueillir les bulletins de vote. « Jusqu'au fond de la dernière île grecque ».

Mais à quoi ressemblent donc ces écus - dont les concepteurs res-

semblent à des besoins sociaux urgents accrus et préparer l'avenir, alors que nos moyens ne cessent de baisser », déplore Umberto Battisti. Dans l'espoir d'attirer des PME, notoirement absentes du tissu industriel, une « zone d'investissement prioritaire » (ZIP) offre ses avantages à deux pas de la frontière belge. Pour l'heure, les candidats ne se hussent pas.

Le salut viendra-t-il de l'Europe? A partir de 1994, la vallée de la Sambre sera classée parmi les régions « en retard de développement » de la Communauté. Tout comme le Mezzogiorno, le Portugal ou l'Irlande, elle bénéficiera de crédits au titre de l'objectif 1

du fonds de développement régional des Douze : une jolie enveloppe de 3 milliards de francs sur six ans, à répartir entre les différentes communes de l'agglomération.

De quoi réjouir les élus? Certes. Mais ceux-ci mettent en garde : toute subvention européenne doit être compensée par une subvention nationale du même montant. Les maires en appellent à l'aide de l'Etat et de la région, faute de quoi elles ne pourront, à elles seules, dégrader les sommes nécessaires à l'utilisation de la manne européenne.

Judith Rueff

ÉQUATEUR

Les roses de la sierra

En moins d'une décennie, l'exportation de fleurs est devenue un des secteurs les plus rentables d'Equateur

QUITO de notre envoyé spécial

« **R**oses? Imaginez les fleurs? Imaginez un peu : un profit qui peut atteindre chaque année jusqu'à 40 % du capital investi. Qui peut espérer mieux? » Depuis le début des années 80, le raisonnement de cet industriel de Quito a fait tâche d'huile en Equateur. Pionnier en 1982 de la production de roses - avec, à l'époque, seulement 6 hectares cultivés -, il a fait, depuis, de nombreux émules. Une quarantaine de grandes familles équatoriennes se partagent aujourd'hui, aux côtés de sociétés étrangères, les quelque 400 hectares de terre consacrés à la production intensive de fleurs.

Roses, chrysanthèmes, œillets et autres gypsophiles poussent au beau milieu de la sierra équatorienne. Des fleurs produites ici chaque année par millions et dont les technologies de culture offrent un spectacle étonnant. Elles surgissent, presque irréelles, au détour de la route accidentée qui mène de Quito à Ibarra, au cœur de la capitale. Cultivées au pied des massifs abrupts de la cordillère, entre deux villages indiens perchés sur le flanc des volcans, elles envahissent les milliers de serres qui couvrent à perte de vue les plateaux andins des provinces de l'Imbabura et de la Pichincha.

ALTITUDE • L'altitude est très propice à ce type de culture, souligne Neptali Bonifaz A., ingénieur à l'IDEA (Instituto de Estrategias Agropecuarias), un organisme équatorien spécialisé en stratégie agricole. Sur les plateaux situés entre 2 400 et 2 900 mètres, en fonction du type de plant, nous obtenons des qualités de fleurs incomparables. Elles sont d'ailleurs très recherchées sur le marché mondial, notamment par les brokers de Miami. Autre atout, et qu'il est tout aussi surprenant de découvrir ici, en plein cœur des Andes : « Le système moderne d'irrigation assistée par ordinateur permet une très forte productivité, poursuit Neptali Bonifaz A. Nous arrivons à produire jusqu'à 840 000 roses par hectare et par an. »

A l'échelle nationale, une récente étude de l'IDEA donne un premier bilan chiffré du secteur. Avec 400 hectares cultivés (contre moins de 10 hectares en 1980), l'Equateur produit aujourd'hui plus de 11 000 tonnes de fleurs par an - contre seulement 2 600 tonnes en 1988 -, soit une croissance (en volume) d'environ 15 % par an. Plus de la moitié de cette production (6,5 millions de tonnes) est constituée de roses qui occupent à elles seules 250 hectares de terre. Au total, seulement 5 % de la production sont destinés au marché national, celui des grands hôtels, notamment. Le reste est exporté aux Etats-Unis (84 %), via Miami, et jusqu'en Allemagne (4,8 %) ou en Hollande (3,8 %).

BÉNÉFICE • En valeur, l'exportation des fleurs équatoriennes a représenté 39 millions de dollars (227 millions de francs) en 1992. « Ce chiffre est faible comparé à la valeur des deux plus fortes exportations du pays après le pétrole, souligne Carlos Camacho Saa, économiste de l'IDEA, c'est-à-dire la banane (650 millions de dollars en 1992) et les crevettes (500 millions de dollars en 1992). » Autant dire également que l'exportation de fleurs ne représente que 1,3 % du montant total des exportations du pays (3 milliards de dollars en 1992). Mais le secteur n'en représente pas moins « une véritable manne pour les capitaux qui peuvent s'y investir », ajoute Carlos Camacho Saa.

Preuve en est que la production de roses, l'économiste de l'IDEA s'amuse à détailler la « rentabilité » du secteur. Le résultat est édifiant. Un hectare de plantation nécessite 300 000 dollars (1,7 million de francs) d'investissement. « C'est pour cette raison que seuls des ban-

quiers ou des industriels équatoriens, voire des sociétés étrangères - les mêmes qui investissent en Colombie - peuvent fournir la mise de fonds initiale », note-t-il. La moitié de cette somme est investie pour dix ans et couvre l'achat de plants, importés à 80 % de France ou d'Israël. L'autre moitié est répartie entre le matériel (serres, système d'irrigation), dont la durée de vie varie entre 3 et 7 ans, et les dépenses « courantes » (salaires, engrais, coût du transport local). Le circuit de vente? La hôte de trois cent roses est payée 66 dollars au producteur en Equateur, achetée 100 dollars par les négociants de Miami et revendue 500 dollars au consommateur américain.

« Regardez le résultat, souligne l'économiste de l'IDEA : pour un investissement de 300 000 dollars, dont seulement une faible partie est à renouveler chaque année, le propriétaire équatorien touche environ 20 cents la rose, soit près de 180 000 dollars par an. » Déduction faite des différents coûts dont un salaire mensuel de 100 dollars versé à chacun des vingt-cinq ouvriers agricoles qui travaillent sur chaque hectare d'exploitation - le propriétaire équatorien réalise un bénéfice variant entre 5 cents et 10 cents la rose, soit un profit compris entre 50 000 et 100 000 dollars par an et par hectare. »

Pourquoi avoir attendu le début des années 80 pour développer un secteur qui s'avère aussi rentable, alors que le voisin colombien, avec plus de 2 500 hectares de fleurs, a fait ce choix depuis près de trente ans? « Des capitaux étrangers ont été attirés par l'investissement ici », dit Neptali Bonifaz A. Il se sont alors heurtés à la résistance des syndicats de myrtilles et ont finalement choisi la Colombie. « Reste que le sempiternel débat sur la réforme agraire revient aujourd'hui, plus houleux que jamais, sur le devant de la scène politique équatorienne. »

Depuis plusieurs mois les propositions du gouvernement se heurtent aux contre-propositions avancées par les différentes organisations indiennes (les Indiens représentent 40 % de la population). Parmi elles, les représentants de la CONAIE (Confédération des nationalités indiennes d'Equateur), dont l'une des principales revendications est la restitution des terres aux Indiens, ne cachent pas l'amertume que leur inspire l'exploitation des fleurs : « Il est indigne de voir les forêts drainées par ce secteur alors que la terre est un problème pour des millions d'Indiens, précise l'un d'entre eux. Depuis quand les roses nourrissent-elles les hommes? »

Olivier Piot

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde
Comité de direction :
Jean-Pierre Lamy, président
directeur de la publication
Bruno Frappet
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Sola
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Farnet
Bernard Le Gendre
Jacques-François Simon

Directeur des relations internationales :
Daniel Vermet
Éditeur
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jean-Pierre Lamy (1989-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL :
15, RUE FAUGIERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-00-25-26
Télécopieur : 46-00-25-88
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94002 IVRY-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 46-00-25-26
Télécopieur : 46-00-30-10

orientations
SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme. Mlle.
Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Niveau d'études 93/94 : _____

Série : _____ Age : _____ Tél. : _____

Je désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez la ou les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Environnement
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 3e Cycles Spécialisés	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme
<input type="checkbox"/> Art et Communication	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assistante Dentaire	<input type="checkbox"/> Ingénieur Electronicien
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité, Marketing	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Contrat d'Apprentissage	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Délégué Médical	

Adressez ce coupon à Orientations Service, 28 rue de La Trémouille, 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur Minitel 3615 code ORIENTATIO

Un droit d'accès et de rectification peut être exercé sur les données vous concernant (L n° 7517 de S.L.78)

مكتبة الامم المتحدة

PERSPECTIVES

DÉMOGRAPHIE

Le couple population-développement

Suite de la page 1

Sans doute peut-on espérer pour l'avenir des changements techniques : l'indonésien a atteint son autosuffisance alimentaire et la « révolution verte » a permis à l'Inde d'y parvenir globalement, même si cela n'empêche pas, ici où là, des pénuries, voire des morts. Mais cela suppose des évolutions qui ne dépendent pas seulement des politiques agricoles (ou économiques) locales, mais aussi des marchés mondiaux. Beaucoup de pays africains, et ceux-là mêmes qui avaient paru « décoller » dans les années 70, comme la Côte-d'Ivoire, se sont orientés vers des « cultures de rente » (café, cacao, ou arachide ailleurs), dont les cours se sont effondrés.

De plus, la fragilité des sols, la faiblesse des ressources en eau, notamment dans le Sahel, constituent des obstacles au développement agricole. Par ailleurs, l'extension des cultures risque aussi d'entraîner des dommages graves pour l'environnement (déboisement, désertification, etc.).

La croissance de la population n'est pas seule responsable du sous-développement. Au contraire, elle a pu — ou peut

encore — apporter un supplément de main-d'œuvre jeune, pousser à améliorer la productivité agricole. Mais elle majore les difficultés, en aggravant les dommages causés à l'environnement et en augmentant les besoins d'emplois. Le cas de l'Algérie montre comment l'arrivée de vagues de jeunes contribue à rendre inextricable une crise économique, sociale et politique.

LIGNAGES • Il est donc prudent, voire indispensable, de ralentir la croissance démographique. Mais la « planification familiale », ne résout pas tout. Elle ne peut notamment pas remplacer les politiques économiques, nationales ou internationales, ni les actions de développement local. Le ralentissement démographique constaté dans certains pays (notamment en Asie, et à un moindre degré au Maghreb) ne doit pas faire croire que les succès sont automatiques.

Dans beaucoup de régions d'Afrique, par exemple, comme l'explique Jean-Claude Chasteland, ancien directeur de la division de la population de l'ONU (1), les structures familiales freinent considérablement l'efficacité du « planning » : le

système du « lignage » dégage les familles, et les pères en particulier, d'une partie de la responsabilité et du coût des enfants. De plus, la coutume attribue aux familles les plus nombreuses les terres les plus vastes.

Ces observations incitent aujourd'hui la plupart des experts à prôner une double action, associant politiques économiques et politiques démographiques — en liant celles-ci à la santé et à l'éducation (on sait d'une part qu'une forte mortalité infantile pousse les familles à avoir beaucoup d'enfants pour être sûres d'en conserver et, d'autre part, que le nombre d'enfants diminue à mesure que le niveau d'éducation s'élève). Elles invitent aussi à accorder une priorité à l'Afrique, la région la plus menacée à tous égards, pour l'aide en matière de population comme en matière de développement. Sans abandonner les autres pays : leurs succès permettront plus tard de dégager de nouvelles ressources.

Guy Herzlich

(1) « Ressources naturelles et humaines dans le contexte démographique africain : quel rôle pour les politiques démographiques ? »

Les nouveaux malthusiens

Dans les pays anglo-saxons de nombreuses associations militent pour le contrôle des naissances dans le tiers-monde

La mobilisation s'accroît ces temps-ci autour de l'évolution de la population du globe. A côté des manifestations officielles — conférences régionales, réunions d'experts et de représentants de gouvernements, en attendant la Conférence mondiale des Nations unies en septembre —, les associations s'agitent. La France, jusqu'ici peu concernée, s'y met à son tour. Le colloque organisé les 6 et 7 décembre au Sénat pour la création d'une nouvelle association, Equilibres et populations, n'en est que le plus récent symptôme.

Il y a plusieurs mois était déjà lancé un « groupe de réflexion » international réunissant des personnalités politiques, les membres de diverses institutions et des scientifiques de plusieurs pays, groupe baptisé Commission indépendante pour la population et la qualité de la vie. En effet, les ONG, les « organisations non gouvernementales », comme l'un d'entre eux, ont accès aux couloirs, sinon aux tribunes des conférences internationales.

Equilibres et populations ambitionne d'être ce que sont aux Etats-Unis le Population Council, à la fois caisse de résonance, colporteur et redistributeur d'aide aux organismes privés et groupe de pression de « citoyens concernés » pour mettre en œuvre une politique. Alors qu'en France les soucis en matière de population, fort anciens — les premiers mouvements remontent au début du siècle —, sont exclusivement « hexagonaux », ces associations se préoccupent de l'évolution de la

population mondiale et militent pour que sa croissance soit ralentie.

Ce mouvement en faveur du contrôle des naissances est particulièrement actif dans les pays anglo-saxons et anglo-saxons, peu répandu en France comme dans les pays du sud de l'Europe, où l'influence catholique a toujours freiné non seulement la propagande anticonceptionnelle, mais l'idée d'une « planification familiale » (pourrait, au XIX^e siècle, la bourgeoisie bien-pensante ne se privait pas de faire remarquer aux prolétaires qu'ils avaient trop d'enfants). Aux Etats-Unis, en revanche, il est soutenu par des groupes catholiques : ceux qui sont « pro-choice », c'est-à-dire favorables à la contraception et pas hostiles à l'avortement.

ACADÉMIES • Le combat est souvent mené par des médecins (de santé publique notamment) et des biologistes, dont les préoccupations en matière de mortalité infantile et maternelle, de conditions d'hygiène et de vie, rejoignent aujourd'hui les craintes sur une croissance trop rapide de la population et sur les atteintes à l'environnement. Soucis évidemment partagés, du fait de leur fonction, par les animateurs du Fonds des Nations unies pour les activités de population (FNUAP). Très marqués au départ par l'influence américaine, ceux-ci ont été amenés à prendre leurs distances avec les Etats-Unis lorsque le gouvernement américain, allié aux conservateurs adversaires de l'avortement, lors de la présidence Reagan, a refusé de payer sa coti-

sation au FNUAP. La présidente actuelle du Fonds, Nafis Sadik, elle-même médecin, vient du Pakistan, un pays musulman.

Les académies des sciences d'une cinquantaine de pays, réunies fin octobre dernier à l'initiative des Suédois, des Américains et des Britanniques, se sont à leur tour inquiétées d'une « croissance démographique incontrôlée », du gaspillage des ressources et [de] la « pauvreté ». Elles ont souhaité à la fois une planification familiale efficace — associée aux services de santé et à l'éducation, et tenant compte des facteurs culturels —, une attention aux changements écologiques et une évolution vers un développement « supportable » plus économe en énergie et en ressources naturelles.

La situation pourrait faire sourire : l'un des fondateurs d'Equilibres et populations, le docteur Michel Salomon, n'était-il pas le coordinateur de l'appel d'Heidelberg, signé par des scientifiques s'insurgeant contre l'« écologiste irrationnel » ? La défense de l'environnement cessait-elle d'être « irrationnelle » lorsque elle est justifiée par la croissance de la population ? Il ne suffit pas d'attirer l'attention sur l'évolution actuelle de la population mondiale, il faut encore en discerner sérieusement les implications. Le thème de l'« exploration démographique » se prête aux murcures d'éloquence, aux onctueux énoncés ou évocations messianiques, et les débats de la semaine dernière en ont fourni ample ration.

G. H.

ASIE DU SUD

1,1 milliard d'hommes 2 % à 3 % de plus par an...

Dans le sous-continent indien, la lutte contre l'accroissement démographique est ancienne mais d'ampleur inégale

« **B**ALAHJI (ma sœur), comment fais-tu pour n'avoir que deux enfants ? » demandaient à ma femme nos voisins à Khandol, le village de l'Uttar-Pradesh (nord de l'Inde), où nous habitons en 1963. Lorsque ma femme leur parla de contraceptifs, dont elle n'avait aucune idée, la réaction fut immédiate : « Quand tu vas à Delhi, rapporte-nous des dawoi (médicaments) ».

Dès 1951, le gouvernement indien, le premier dans le monde, a opté pour la planification familiale, mais le mouvement a démarré mollement, surtout dans le Nord. Déjà en 1963, autour de Madras, au sud du pays, la natalité était octennement moins élevée que sur les bords du Gange. La propagande antinataliste était plus vive, ce qui s'explique pas tout. De même, dans l'arrière-pays de Bombay, les camps pour la stérilisation des hommes ont eu du succès grâce au dynamisme des autorités des districts.

Après les rudes alertes de 1965 et 1966, quand l'Inde frôla la famine, la propagande se renforce. Puis, en 1975-1977, le mouvement s'emballe pendant « l'état d'urgence » avec des stérilisations forcées, un des facteurs qui fait écho à l'indira Gandhi aux élections de 1977. Mais les programmes repreneurs ennemis sans contrainte avec de très fortes différences régionales. De 2,2 % par an, la croissance de la population indienne est tombée juste au-dessous de 2 % au recensement de 1991 (846 millions). Au Pakistan, en 1958, à sa prise de pouvoir, le général Ayoub Khan met la limitation des naissances au rang des priorités.

Au Pakistan oriental, déjà trop peuplé par rapport à ses ressources, le mouvement est visible dès 1964. Des cadres antérieurs commencent par convaincre les *mullahs* (religieux). Devenu indépendant à la fin de 1971, le Bangladesh élargit les programmes de planification familiale, provoquant un recul modéré, mais sensible de la natalité. Résultat : 2,03 % de croissance annuelle de la population (108 millions d'habitants) au recensement de 1991, contre 2,48 % en 1974.

Mais au Pakistan (ancienne Inde occidentale), les exhortations d'Ayoub Khan n'ont guère eu d'écho. Jusqu'ici, la propagande anticonceptionnelle va plutôt doucement. Résultat : le Pakistan est devenu la lanterne rouge de l'Asie avec un accroissement de 3 % par

an (115 millions en 1991). Dans les villes, les couples très aisés en arrivent à deux ou trois enfants, mais les chiffres augmentent dans les classes moyennes instruites. Même de très grands propriétaires fonciers agrandissent gaillardement leur progéniture. Chez les paysans petits et moyens, en 1992 et 1993 à nouveau, comme dans nos précédentes tournées, reviennent les mêmes dialogues de sourds. « *Kurda ke khilaf hai* » (c'est contraire à Dieu), nous disent ces paysans enturbannés, aux traits burinés, qui ont pourtant un solide bon sens. Mais sur ce point, rien à faire.

Pendant longtemps, les élites dirigeantes du Pakistan n'agissent guère ou ont craint d'affroter les partis islamiques responsables des attitudes anticonceptionnelles. Or ces préjugés, si répandus également dans le monde arabe, révèlent une ignorance de la religion musulmane. La plupart des grands théologues et les principales écoles de pensée admettent le *coitus interruptus* et l'avortement avant le cent vingtième jour. Aux onzième et douzième siècles, l'imam Al Ghazali, le saint Thomas d'Aquin de l'islam, soulignent que les pratiques contraceptives étaient admises en cas de difficultés économiques ou pour préserver la beauté de la femme. Par extension, nombre d'émirats théologiques contemporains autorisent les moyens modernes (1).

EDUCATION • Toute politique de planification familiale exige un engagement très ferme des élites dirigeantes, un gros travail de propagande et de diffusion des moyens préventifs. Aujourd'hui, même dans les campagnes de l'Inde, un nombre croissant d'hommes et de femmes savent que l'on peut éviter les naissances. Restent les moyens d'action : ils ne sont pas assez massifs au Bangladesh et très faibles au Pakistan, bien que la situation commence à changer.

En Inde, la situation varie selon les Etats (provinces) et les régions. La zone de langue hindi du nord et du centre (40 % de la population totale) a connu une croissance d'environ 25 % sur la décennie 1981-1991. Mais, au sud, la croissance n'a été que de 21 % au Karnataka et de 15 % au Tamil-Nadu. Ces différences ont des raisons complexes. Elles ne tiennent pas seulement aux efforts plus ou moins poussés des autorités locales. Les femmes du Sud sont plus libres que celles du

Nord, les niveaux de développement et d'éducation plus avancés. Mais l'Haryana, au nord-ouest, vient, dans la zone hindi, décaler ce schéma classique. Cet Etat, un des plus développés de l'Inde — en avance sur le Sud —, a pourtant une croissance démographique de 26,3 % sur dix ans.

SOCIAUX • Faut-il incriminer les femmes, plus instruites qu'au Rajasthan, mais moins libres que dans le Sud ? D'autres facteurs sociaux, parfois historiques, jouent. L'argument du « développement conçu comme le meilleur préservatif » ne tient pas. Il est vrai que des taux de 2 % à 2,5 % n'ont pas empêché la Corée du Sud et Taiwan de sortir du sous-développement. Néanmoins, ces taux et ceux qui sont plus élevés (Afrique noire, Moyen-Orient) compliquent ou gênent sérieusement tout progrès, surtout quand les taux de croissance économique ne sont pas aussi élevés qu'en Extrême-Orient. D'où l'intérêt de jouer sur toutes les touches du clavier. Une constatation élémentaire qui passe encore mal la rampe en Afrique au sud du Sahara ou dans le monde arabe.

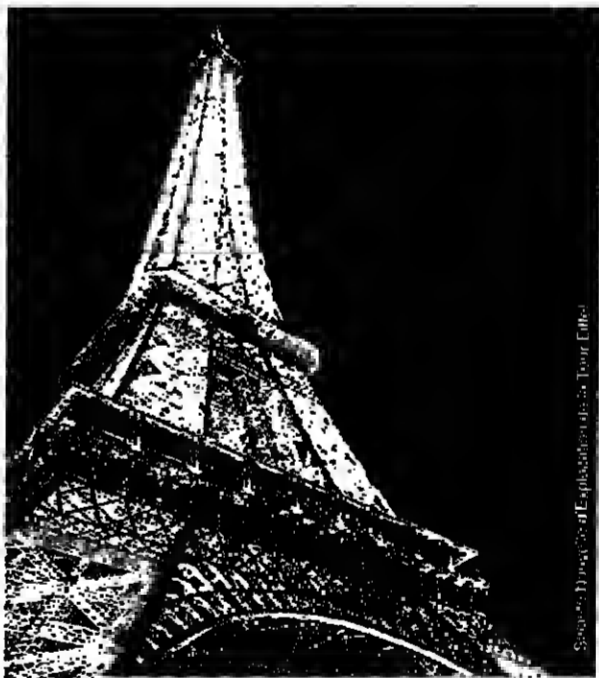
Le rôle pernicieux d'une trop rapide croissance démographique apparaît au moins aveuglant au niveau politique. C'est un des éléments sous-jacents dans les nombreux heurts intercommunautaires au Pakistan, en Inde ou au Bangladesh, par les rivalités en matière d'emploi.

Si en Inde et au Bangladesh, on ne peut parler d'échec de la planification familiale, des efforts plus marqués sur le « front » de la population faciliteraient les progrès issus des heureuses réformes économiques introduites dans les trois pays. Aussi est-il curieux que les dirigeants politiques n'évoquent guère le sujet dans leurs fréquents discours, alors qu'un ne peut passer une heure dans un salon ou un bureau de Dacca, New-Delhi ou Islamabad sans que votre interlocuteur exprime son inquiétude devant l'« explosion démographique », expression inadéquatement pour évoquer un phénomène de longue durée, dont les conséquences étaient parfaitement prévisibles depuis une trentaine d'années au moins.

Gilbert Etienne

(1) Voir *Family Planning in the Legacy of Islam* (Routledge, 1992) du professeur Abdel Rabim Omran, de l'université Al-Azhar.

12 très grandes entreprises partenaires,
22 accords internationaux accrédités,
27 associations formidablement actives,
250 enseignants de haut niveau,
3500 candidats aux concours en 1993...



le meilleur Paris pour votre avenir.

Votre épanouissement professionnel et personnel est notre priorité.

Réunir toutes les conditions pour que vos ambitions puissent pleinement s'accomplir est notre premier objectif. A commencer par une localisation géographique idéale : à Paris se concentrent entreprises et compétences pour des opportunités de rencontres, de stages et d'emplois.

Nous avons su créer un partenariat actif avec 12 grandes écoles : La Compagnie Bancaire, Audax, Danone, Crédit du Nord, Coface, IFM, Institut Supérieur du Commerce, KPMG, La Mordax, SIA, Hey Management. Un soutien pour les 8 options que nous proposons en 3ème année : Affaires Internationales, Distribution, Finance, Marketing/Stratégie, PME, Audit.

Entrepreneur, Ressources humaines, Droit et Fiscalité.

Cet état d'esprit est entretenu par une vie associative particulièrement développée : nos 27 associations qui vont du sport à la culture, du marketing aux études opérationnelles, fonctionnent comme de véritables entreprises. Pour nous, responsabilité, autonomie et efficacité ne s'apprennent pas seulement dans les livres : priorité à l'action !

Etant sûr il n'est d'action réussie sans réflexion et sans expérience partagée, nous avons réuni un corps enseignant de haut niveau composé d'enseignants et praticiens et conclu des accords avec des Business School et des Universités Internationales : ils ont tous votre avenir en tête !



INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Diplôme validé par l'Etat
Votre avenir en tête
ISC - 22, boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris - Tél : (1) 40.53.99.89

DOSSIER

Les actionnaires



Le manque de dialogue entre les actionnaires et les entreprises peut avoir des effets redoutables. L'échec de la fusion Renault-Volvo, dû à la fronde des actionnaires suédois (la Monda des 3, 4 et 5 décembre), en est la dernière et la plus spectaculaire démonstration. Cet exemple illustre toute l'ambiguïté des relations entre actionnaires et dirigeants. Pour prospérer, une entreprise a besoin d'actionnaires stables et motivés, et de fonds propres. Mais, en France, l'actionnaire se considère plus comme un bailleur de fonds, avide de rentabilités financières à court terme, que comme un partenaire social, une mission pourtant inscrite dans son statut juridique. Les petits porteurs charchent davantage à faire un « coup » en Bourse ou à placer leurs économies, qu'à s'impliquer dans le projet de l'entreprise. Les intermédiaires sont eux aussi plus préoccupés par l'obtention de commissions que par les politiques « industrielles ». De leur côté, les entreprises font insuffisamment cas des minorités et chouchoutent davantage les grands partenaires associés à leur capital, sans être pour autant nécessairement à l'abri de leurs coups bas. Pourtant, investisseurs institutionnels et ménages représentent une part importante du capital des entreprises cotées en Bourse, ce qui oblige celles-ci à gouverner avec une minorité restreinte d'associés et à créer de savants montages pour assurer la stabilité de leur capital. De façon générale, les propriétaires des entreprises n'aiment guère ouvrir la capital, par peur de voir leur pouvoir remis en cause par l'arrivée d'actionnaires indésirables. Aussi, pour assurer leur financement, les firmes ont privilégié l'endettement — avantageux sur le plan fiscal. Les salariés aux-mêmes restent encore peu associés sous forme d'épargne ou de participation directe. Résultat : les fonds propres des firmes françaises demeurent insuffisants, ce qui nuit à leur compétitivité internationale. Animés par une logique industrielle, plus puissants, plus gros et mieux protégés, certains de leurs concurrents étrangers s'engouffrent dans cette faille, ce qui explique, au-delà de l'internationalisation des économies, leur montée en puissance rapide sur le marché français.

Dossier préparé par Catherine Lévi

Quel est leur rôle ?

■ Bailleurs de fonds et partenaires gestionnaires, les actionnaires, détenteurs du capital social, jouent un rôle important au sein des cent 170 000 sociétés anonymes (SA) françaises — dont 835 étaient cotées en Bourse en 1991.

L'émission d'actions permet aux entreprises de mobiliser des fonds propres pour asseoir leurs investissements sans recourir à l'emprunt. Pour l'investisseur, l'acquisition d'actions est théoriquement un placement à moyen et long terme, l'incitant à faire un pari sur les perspectives économiques et financières d'une société. Toutefois, elle comporte une dimension spéculative à court terme non négligeable, peu liée aux performances industrielles et économiques de l'entreprise. En effet, outre l'obtention de dividendes attachée aux bénéfices de l'entreprise, la revente d'actions permet dans de nombreux cas de réaliser de juteuses plus-values dans un laps de temps rapide.

Mais les actionnaires, on l'oublie trop souvent, n'ont pas qu'un rôle financier. En effet, ils participent directement ou indirectement à la vie de l'entreprise. Ainsi, leur droit de vote (le nombre de voix est proportionnel au nombre de titres détenus) leur permet d'approuver (ou de repousser) les résolutions dans les assemblées générales et de participer à l'élection du conseil d'administration de l'entreprise.

Dans les SA classiques (certaines fonctionnent avec directeur et conseil de surveillance), les actionnaires élisent, en assemblée générale, les administrateurs chargés de les représenter au conseil d'administration. Celui-ci, qui prend ses décisions collectivement, nomme le président du conseil, établit les comptes après l'exercice annuel, met les documents à la disposition des actionnaires et des commissaires aux comptes et réunit chaque année une assemblée générale.

De façon plus large, il est investi du pouvoir de gestion pour agir en toute occasion au nom de la société. Habituellement appelé président-directeur général, le président du conseil d'administration est une personne physique élue parmi ses membres pour une durée renouvelable de six ans. Ce dernier a donc une double casquette : représentant des actionnaires et directeur général de l'entreprise.

Qui sont-ils ?

■ Le capital d'une société cotée en Bourse de carrure internationale comme Alcatel Alsthom (privatisée en 1987) est détenu à hauteur de 15 % par 600 000 petits porteurs, et à hauteur de 25 % par une petite dizaine d'actionnaires stables, considérés comme partenaires. Le reste, soit 60 % du capital constitue l'actionnariat « flottant » (titres disponibles), en particulier des actions détenues par les OPCVM (voir lexique).

A travers cet exemple, on voit que de multiples acteurs animés de motivations différentes interviennent dans le financement et la vie des entreprises (voir tableau). Mais il faut distinguer les entreprises cotées (les titulaires de l'économie française) des non cotées :

— les actions françaises cotées sont détenues environ pour un tiers par les ménages, un tiers par les institutionnels et les entreprises, un tiers par les étrangers. Davantage soucieux de placer leur épargne que de s'impliquer dans la gestion des entreprises, les particuliers (4,5 millions de détenteurs directs et 3,2 millions par les OPCVM), conservent en moyenne quatre ans leurs actions, constituant donc un actionnariat relativement stable, mais sont surtout motivés par le rendement de leur portefeuille. Les investisseurs institutionnels, surnommés « zinzins », regroupent les sociétés d'assurances et caisses de retraite, les OPCVM, la Caisse des dépôts, auxquels certains ajoutent les banques et autres établissements de crédit. Ils font fructifier leur épargne ou gèrent des placements pour leurs clients. Souvent simples investisseurs, parfois partenaires fiables, ils gardent, en moyenne, leurs titres à peine onze mois. Pour les entreprises, la prise de participation est généralement une opération de croissance externe. Cette logique industrielle les incite à garder longtemps leurs actions (treize ans en moyenne) ;

— le capital des entreprises non cotées reste largement entre les mains de leurs propriétaires, notamment parce qu'ils réignent à associer des gens « extérieurs ». Cependant, pour renforcer leurs fonds propres, ils font de plus en plus appel à des investisseurs : banques, compagnies d'assurances, et plus fréquemment, sociétés de capital risque ou de capital. Mais, cette prise de participation débauche rarement sur un vrai partenaire.

Quels sont leurs défauts ?

■ L'actionnariat des entreprises françaises est peu stable, peu impliqué et, de façon générale, trop restreint. Malgré leur poids dans le capital des entreprises, les petits actionnaires tout comme les OPCVM, s'intéressent insuffisamment aux questions industrielles et utilisent peu leurs prérogatives en matière de gestion. Passifs, absents des assemblées générales, peu représentés dans les conseils d'administration, leur satisfaction passe surtout par les résultats de l'entreprise et la qualité des informations financières. A leur décharge, les sociétés ne font pas toujours grand cas des minorités d'actionnaires, qu'elles considèrent comme de simples pourvoyeurs de capitaux. En outre, lors des opérations de prise de contrôle ou de transmission d'entreprise, les minoritaires sont souvent lésés et contraints de saisir la justice pour faire valoir leurs droits.

Les administrateurs, qui représentent les principaux actionnaires, sont parfois jugés, eux aussi, trop passifs, ou sont accusés de défendre des intérêts partisans. Leur cohésion n'est donc pas toujours suffisante pour assurer la stabilité du capital ou la bonne marche des affaires. D'autant qu'à travers la complexité du marché financier, certains se trouvent, en effet, siéger dans des entreprises concurrentes. De plus en plus fréquemment, ces noyaux restreints de partenaires sont liés par de subtils pactes pour éviter les « lâchages indécents ». De façon générale, l'équilibre avec la direction n'est jamais facile à trouver, car cette dernière est souvent amenée à prendre des décisions pénalisant la distribution de dividendes à court terme.

Les entreprises ont une assise financière d'autant plus restreinte qu'elles ont souvent privilégié l'emprunt et que les épargnants de leur côté préfèrent les placements financiers à court terme aux actions, jugées moins avantageuses. A plusieurs reprises, les pouvoirs publics ont tenté de donner un coup de fouet à l'épargne en actions : compte d'épargne en actions de la loi Delors de 1985, plan d'épargne en actions de la loi Sapin de 1992, etc. Sans compter l'effet d'entraînement des privatisations et les mesures fiscales récentes en vue d'une meilleure harmonisation des placements. Des mesures toutefois jugées encore insuffisamment incitatives.

Quel est leur poids économique ?

■ Assurer la pérennité de l'entreprise et le soutien et la prospérité du tissu industriel, tel devrait être l'objectif du marché financier. Malheureusement, trop centré sur ses propres attentes, il remplit imparfaitement son rôle. L'insuffisance de motivation des actionnaires, ou encore d'« affectio societatis » pour reprendre l'expression des professionnels, nuit à la cohésion de l'entreprise et pèse sur le management pour toutes les décisions engageant l'avenir comme le projet d'entreprise ou les investissements à long terme.

Le nombre insuffisant d'actionnaires explique aussi la sous-capitalisation boursière des entreprises françaises. Ainsi, la Bourse de Paris ne représente que 26 % de

“Le marché financier ne doit pas être une fin en soi, mais le moteur de l'économie.”

Jean Mamère, président de l'Association nationale des sociétés par actions.

la richesse nationale, contre 90 % en Grande-Bretagne et 84 % au Japon.

Les conséquences de ce manque d'assise financière sont loin d'être négligeables. D'une part, dans un contexte de faible croissance et de taux d'intérêt élevés, le recours à l'endettement n'est plus aussi attractif. Les entreprises sont gênées dans le financement de leurs investissements comme dans leur internationalisation, et surtout plus facilement « OPAbles » que nombre de leurs homologues étrangers, mieux capitalisés. Les dirigeants français sont d'ailleurs parfois davantage préoccupés par le verrouillage de leur capital que par leur gestion quotidienne. Les OPA, dont la finalité n'est pas nécessairement industrielle, fragilisent toujours les entreprises car elles signifient restructuration, licenciements, cession d'actifs. Sur le plan international, les rationalisations qui en découlent ne favorisent pas forcément les intérêts locaux comme l'emploi.

Eafia, par l'intermédiaire ou non des OPA, la manne en puissance des investisseurs étrangers sur la place de Paris (30 % de la capitalisation boursière) traduit certes l'internationalisation de l'économie française, mais aussi sa faiblesse financière. Ainsi, les non-résidents ne détiennent que 12 % de la capitalisation de la Bourse de Londres, 5 % de celle du Japon, 6 % de celle des Etats-Unis.

LES LIMITES

DES PRIVATISATIONS

La loi de privatisation de juillet dernier prévoit le désengagement de l'Etat actionnaire de la quasi-totalité des entreprises publiques du secteur concurrentiel (industrie, banques, compagnies d'assurances), soit au total vingt et un groupes de premier plan. La privatisation de la BNP vient ainsi de s'achever.

Ce choix politique du gouvernement Balladur devrait permettre aux entreprises concernées de renforcer leurs fonds propres, de s'internationaliser et de nouer des alliances industrielles. En outre, la manne des privatisations, estimée à quelque 450 milliards de francs, est destinée à financer les déficits publics ainsi que les actions en faveur de la relance économique et de l'emploi.

Cependant, il existe des ombres au séduisant tableau des privatisations. Compte tenu de l'étroitesse du marché financier et de l'insuffisance d'actionnaires en France, le programme de privatisations n'est pas si facile à digérer. Aussi, des mesures ont été prises pour inciter les salariés des entreprises privatisées à franchir le pas de l'actionnariat. On a aussi fait place belle aux investisseurs étrangers. La limite de 20 % imposée en 1986 à leur prise de participation a été supprimée malgré le maintien de quelques garde-fous, notamment dans les secteurs sensibles. La « golden share », ou action spécifique, fixe en particulier des seuils, au-delà desquels la participation d'un investisseur étranger est soumise à l'agrément officiel. Cette clause a révélé toute son ambiguïté lors du projet de fusion Renault-Volvo. Initialement fixé à 20 %, le seuil de participation étrangère a été discrètement relevé à 35 %. Cette valse-hésitation souligne une contradiction flagrante entre, d'un côté, une volonté d'ouverture, et, de l'autre, le souhait de protéger les entreprises nationales des agressions extérieures, compte tenu de leur faiblesse intrinsèque.

Qui sont les détenteurs d'actions françaises ? (1992)

Détenteurs Titres	Entreprises financières	OPCVM	Assurances, mutuelles	Etat, administration	Sociétés	Ménages	Non-résidents	TOTAL
Actions (en milliards de F.)	541,16	195,60	211,20	529,90	6 883,40	2 276,20	1 584,60	12 222,40
en pourcentage....	4,42 %	1,60 %	1,72 %	4,33 %	56,31 %	18,62 %	12,96 %	100 %
Ont : actions cotées (1).	120,20	188,50	132,50	38,40	420,90	674,30	379,90	1 954,60
	6,14 %	9,64 %	6,77 %	1,96 %	21,53 %	34,49 %	19,43 %	
act. non-cotées....	421,30	7,20	78,70	491,50	6 462,50	1 602,00	1 204,70	10 267,90
	4,10 %	0,07 %	0,78 %	4,78 %	82,93 %	15,80 %	11,73 %	
Titres OPCVM long terme (2).....	79,70	55,50	151,60	40,20	116,00	803,70	0,50	1 047,30
	7,61 %	5,29 %	14,47 %	3,83 %	11,07 %	57,64 %	0,04 %	

(1) Ces statistiques raisonnent en stock et non en flux. Si l'on tient compte du « flottant », c'est-à-dire de la part qui n'est pas détenue par des actionnaires stables, la répartition des actions se trouve modifiée.

(2) La distinction obligations-actions n'est pas faite.

(Source : d'après les statistiques de la Banque de France.)

BIBLIOGRAPHIE

- *Droit des sociétés, principes et pratique*, Encyclopédie Delmas pour la vie des affaires, de Francis Lemeunier, éditions Delmas.
- *La Bourse, son fonctionnement, son rôle dans la vie économique*, de Bernard Bellante, Hatier, avril 1992.
- *Quels actionnaires pour l'entreprise ?* Rapport de la Commission des opérations de Bourse, janvier 1993. Lire également le rapport : *Relations des grandes entreprises cotées avec leurs actionnaires*, novembre 1993.
- *Détention des valeurs mobilières et comportement des actionnaires*, enquête de la SOFRES réalisée pour la Banque de France, la COB, la SBV et la Bourse, février 1993.
- *1992, une volonté de désendettement*, de Xavier Denis (de la Banque de France), note INSEE d'août 1993.
- *Les privatisations, enjeux stratégiques et opportunités boursières*, de Roland Laskine, les Editions d'Organisation.
- *Ouvrir son capital et garder le pouvoir*, de Philippe Delecourt, Dunod.
- *Le capital partagé*, de Jean-Jacques Fougerat, Calmann-Lévy, janvier 1992.
- *Pour un capitalisme intelligent*, de Jean Peyrelevade, Grasset.

LEXIQUE

ACTIONNAIRE. — Ce titre est conféré à toute personne qui détient des actions dans une SA. L'apport de l'ensemble des actionnaires représente le capital social de l'entreprise constitué avec ou sans épargne publique. Le dividende est une rémunération annuelle dépendant du bénéfice réalisé.

BOURSE ET MARCHÉS FINANCIERS. — Pour les entreprises cotées, la Bourse est la plaque tournante de leurs financements. C'est le marché où se rencontrent l'offre et la demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une valeur mobilière, action ou obligation. On distingue le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà en circulation). On compte trois catégories de marché : le marché officiel, le second marché et le hors-cote. Le second marché a été ouvert en 1983 pour faciliter l'accès au marché des entreprises moyennes.

AUTORITÉS FINANCIÈRES. — Trois instances assurent le fonctionnement et la surveillance des marchés financiers : le Conseil des Bourses de

valeurs, la Société des Bourses françaises et l'Association française des sociétés de Bourse. De son côté, la Commission des opérations de Bourse (COB) est responsable de la protection de l'épargne, de l'information des investisseurs et du bon fonctionnement du marché.

OPCVM. — Organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Ils assurent une gestion collective de l'épargne sous forme de SICAV et de fonds communs de placement, dispensant ainsi l'épargnant de veiller individuellement à son portefeuille. Ces produits d'épargne à court terme (monétaires) ou à long terme (obligations et actions) sont gérés par les sociétés d'investissement, les banques et les entreprises d'assurance. Sociétés anonymes, les SICAV sont des sociétés d'investissement qui revendent à des investisseurs des parts d'un portefeuille préalablement constitué. De leur côté, les fonds communs de placement, sans personnalité morale, sont des organismes de placement collectif qui représentent une copropriété de valeurs mobilières.

مكازم الأعمال

PERSPECTIVES

SERVICES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

EDF défie les barons de l'eau

Devant perdre une partie de son monopole, EDF veut se diversifier et menace les prés carrés de la Générale et de la Lyonnaise des eaux : incinération des déchets, chauffage urbain, câble, etc. Les deux frères ennemis ripostent...

Quel est leur poids économique?

C'EST une guerre. Une vraie. Et qui s'annonce longue. Déclenchée sans crier gare, courant novembre, par la Compagnie générale des eaux. Le puissant conglomérat dirigé par Guy Dejouany décidait, alors, d'attaquer en référé TIRU, une filiale d'EDF spécialisée dans le traitement des déchets ménagers. L'ennemi? La cession, pour 525 millions de francs, par l'Etat autrichien - au tandem EDF-TIRU - de la société ASA, 400 salariés, 325 millions de francs de chiffre d'affaires réalisés dans les déchets.

Certes, la situation est compliquée (1). Mais ni le prix ni l'enjeu - le rôle et la place d'ASA en Autriche ainsi que de ses filiales dans les pays d'Europe de l'Est - ne suffisent à expliquer, à eux seuls, la fureur soudaine de la Générale et sa demande de nomination d'un expert sur laquelle doit statuer, mardi 14 décembre, le tribunal de commerce. Appuyée par la Lyonnaise des eaux-Dumez (2), la Générale

veut signifier que, cette fois, «EDF a franchi le Rubicon». Cette fois? L'épisode TIRU n'est, en effet, que le dernier d'une longue suite d'affrontements entre les deux compagnies des eaux et le monopole public d'électricité. Des affrontements qui, tous ou presque, ont tourné à l'avantage d'EDF. L'exploitation d'une quatrième usine d'incinération à Vitry-sur-Seine pour le compte de 82 communes de l'agglomération parisienne? C'est TIRU qui l'a emportée, avec l'appui d'une autre filiale d'EDF, Pronergie. L'exploitation pour les quinze prochaines années du centre de traitement des déchets de la ville de Québec? TIRU, encore, et au détriment direct de la Générale des eaux qui le gère depuis sa création... Pour ne rien dire du déploiement de la filiale d'EDF, de Barcelone (Espagne) au Massachusetts (Etats-Unis)...

Partout, la concurrence est acharnée. Et tout indique qu'elle est appelée à durer. Car elle repose sur

de vraies analyses stratégiques, de vraies raisons économiques et de vraies motivations sociales. Pour les comprendre, il faut faire un détour par... Bruxelles. Et par le souci affirmé par la Commission européenne de «déréguler» les monopoles publics. Un dossier brûlant sur lequel Gérard Longuet et Alain Madelin, ministres, respectivement, de l'industrie et des entreprises, ont d'abord imprudemment soufflé. Avant d'annoncer, vendredi 10 décembre, une adaptation minimum du monopole d'EDF. Donc de refroidir le brasier. Temporairement.

SERVICES • Car le message est passé. EDF sait désormais que les jours de son monopole public «à l'ancienne» sont comptés. Et qu'elle doit changer. «Hier, raconte cruellement l'un de ses adversaires déclarés, le brave maître du village venait la supplier de ne pas dresser un pylône devant son église du XII^e siècle. Trois jours après, le pylône était installé. Aujourd'hui, non seulement le pylône n'est plus, mais EDF demande à notre élu ce qu'elle peut faire pour l'aider!»

ment dans le développement économique et la prospection internationale?»

Comme les compagnies d'eau, donc, EDF fait désormais de la télévision par câble ou - allié au Crédit agricole et au numéro un du câble américain, le géant mondial TCI - elle compte déjà plusieurs dizaines de milliers d'abonnés. Comme elles, l'exploitant public veut investir le marché des déchets industriels, peaufinant déjà son entrée dans la régénération des sables de fondrière et dans le traitement de l'amiant. Comme elles, EDF fait désormais de la radiotéléphonie d'entreprise, un nouveau réseau en Bourgogne venant compléter ceux d'Aquitaine, Auvergne, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes exploités... en partenariat avec la Générale des eaux.

Et l'on voit désormais EDF s'intéresser tout autant à l'éclairage public - une activité voisine de son métier d'origine - qu'à la cartographie informatique. Voir à l'eau, dont elle est, par ses barrages, un important dispensateur et régulateur... «Qui o fait l'ingénierie de la piste de bobleigh de La Plagne? interroge, amusé, un spécialiste: EDF!». Bref, il n'y a guère que sur le marché des pompes funèbres - l'un des fleurons de la Lyonnaise - que l'établissement public ne se soit pas encore penché.

EDF dans le bobleigh? «Pour quel pas?» poursuit ce spécialiste. L'exploitant public a fondé ses succès d'après-guerre sur le tout-électricité - son usage maximal - et le tout-nucléaire. Dans les deux cas, mission accomplie. Se lancer dans de nouveaux métiers, c'est donner à son personnel de nouvelles raisons de se lever tous les matins pour aller travailler. «C'est aussi, dans certains cas, occuper à plein temps un personnel très qualifié. Depuis l'arrêt du programme nucléaire, EDF dispose d'immenses compétences sous-utilisées. Sous-employées. Se diversifier, c'est leur donner l'occasion de s'exprimer.

COGÉNÉRATION • Stratégiquement et socialement, donc, le choix d'EDF apparaît justifié. Il l'est tout autant techniquement. Dans les déchets, tout au moins. Avec l'essor de la «cogénération», un système permettant de produire conjointement - et à bas prix - de l'électricité et de la vapeur, le groupe public a tout intérêt à associer à son pôle incinération un pôle chauffage urbain, directement concurrent, là encore, de ceux de la Générale de chauffage (filiale de la Générale des eaux) et d'Unifac-Cofreth (filiale de la Lyonnaise des eaux). «Avec cette technique, nucléaire ou ordure, c'est la même chose», résume abruptement un observateur.

Nul n'en doute: EDF a toutes les chances de réussir. Parce que

l'étranger donne l'exemple. L'Allemagne notamment où le puissant producteur d'électricité public RWE est aussi devenu un poids lourd de l'industrie du déchet. Parce qu'en France les élus locaux sont satisfaits de la mue d'EDF et que des institutions comme la Direction générale du commerce, de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF) ou le Conseil de la concurrence voient plutôt d'un bon œil l'irruption d'un partenaire de poids aux côtés du «duopole» Générale-Lyonnaise. Un duopole qu'en France ni le groupe Bouygues, ni sa compagnie des eaux SAUR, ni le géant américain Waste Management, malgré ses multiples tentatives, ne sont parvenus à menacer sérieusement.

AUSTRALIE • Tout cela, les compagnies des eaux le savent, qui font grosso modo la même analyse du marché. Et qui préparent la riposte en se mutant en productrices... d'électricité! Déjà, la Générale voit grand aux Etats-Unis, où, dès 1995, sa filiale Sibe Energies disposera de la centrale Independence, sur le lac Ontario, et de ses 1 000 mégawatts. En Australie, aussi. En France, même, où sa filiale, la Générale de chauffage, a installé 24 minicentrales privées, toutes inférieures à 8 mégawatts, dont EDF est contrainte d'acheter le courant à un prix fixé, comme le prévoit la loi.

Les compagnies des eaux préparent leur riposte en devenant productrices d'électricité En France, la Générale de chauffage a installé 24 minicentrales privées.

«Le problème, ce n'est donc pas tant le fait qu'EDF vienne sur nos marchés, explique-t-on dans les compagnies des eaux. C'est que nous, nous ne puissions pas aller pleinement sur le sien.» C'est donc bien le monopole d'EDF qui est en cause. Encore supportable quand il semblait condamné à brève échéance, il ne l'est plus depuis qu'il est apparu que, sur ce dossier comme sur d'autres, le gouvernement allait temporiser. «L'activisme

d'EDF est devenu injustifié», ajoute-t-on dans les deux compagnies, en dénonçant la concurrence déloyale que leur livre une EDF disposant, pour l'essentiel, de deux ans de sur-sis. De deux ans d'immunité.

L'agressivité d'EDF, il est vrai, pose question. Notamment celle de la facturation de ses nouvelles prestations. «Le financement de nos nouvelles activités s'effectue selon la double règle de la rentabilité et de la transparence. C'est pourquoi elles sont toutes réalisées», affirme Gérard Menjon, directeur délégué et «coordonnateur général» à la direction générale d'EDF. Nous ne prélevons pas d'argent sur le prix du kilowatt-heure. Mais, par contre, nous leur apportons un décaissement, un financement en fonds propres. Notre contrat de plan 1993-1996 nous autorise à engager 3 milliards de francs sur l'ensemble de nos activités de service avant qu'il l'international.

Reste qu'EDF s'autorise tout de même quelques facilités. L'établissement public facture bien à ses clients ses dépenses de personnel, lorsque celui-ci travaille sur une commande extérieure. Mais le pôle sur son propre compte d'exploitation, si tôt le projet fini, alors qu'une société d'ingénierie privée paye son personnel toute l'année. Contrat ou pas. Un risque de distorsion de concurrence sur lequel les pouvoirs publics s'interrogent (lire l'encadré de Dominique Gallois).

Avant choisi de laisser perdurer l'essentiel du monopole d'EDF, le gouvernement se retrouve en première ligne pour imposer une trêve entre l'établissement et les compagnies des eaux. A défaut d'une paix véritable.

Pierre-Angel Gay

(1) La Générale des eaux était candidate à la reprise d'ASA. Et elle est actionnaire minoritaire de TIRU (à hauteur de 25 %). Le reste étant partagé entre EDF pour 51 % et la Lyonnaise des eaux-Dumez, 24 %. La compagnie des eaux, qui s'était vainement opposée à l'opération au conseil d'administration, accuse le tandem EDF-TIRU d'avoir, pour l'importer, fait au gouvernement autrichien une offre disproportionnée. Une offre si coûteuse même (525 millions de francs) qu'elle léserait ses intérêts d'actionnaire minoritaire.

(2) L'assignation en justice de la Lyonnaise des eaux «pour abus de majorité» devait partir vendredi 10 décembre.

Redistribution des cartes

«Il est urgent d'attendre.» Tel était jusqu'à aujourd'hui le sentiment général à l'évocation des futures réformes qui doivent modifier le paysage de l'énergie. La publication de deux rapports, l'un sur l'évolution du monopole d'Electricité et de Gaz de France, et l'autre sur la diversification de ces établissements publics dans les services, avait été repoussée à plusieurs reprises depuis l'automne. Comme si, après les troubles sociaux chez Air France, les pouvoirs publics ne voulaient pas mettre la tête aux poudres dans d'autres secteurs.

Mais le temps des atomismes semble terminé. Sur le premier sujet - la déréglementation -, le gouvernement vient enfin d'arrêter sa doctrine: maintien des statuts d'établissements publics d'EDF et de GDF, et aménagement des monopoles de production, d'importation et d'exportation sous certaines conditions pour se conformer au droit communautaire (la Monda daté 12-13 décembre). Une position largement inspirée du rapport du directeur de l'énergie Claude Mandil.

Sur le second point - la diversification des deux établissements publics - le gouvernement est aussi sur le point d'adopter une politique, à partir du rapport, écrit par Jean-Pierre Guillet, inspecteur général de l'industrie et du commerce, et remis à la mi-octobre, au ministre de l'Industrie.

Ce rapport était chargé de définir les conditions «dans lesquelles des monopoles de droit ou de fait peuvent s'étendre dans des secteurs concurrentiels connexes». Il devait en profiter pour «traiter de l'ensemble des aspects et notamment des nécessaires séparations financières, managériales et commerciales, et proposer des règles du jeu qui satisfassent à la fois l'éthique de la concurrence et l'intérêt des consommateurs», selon les termes employés par Claude Mandil.

ACCORD • «Ce rapport d'administration n'a pas vocation à être publié», indique-t-on aujourd'hui au ministère de l'Industrie, tout en précisant que le gouvernement doit arrêter, dans les prochains jours, sa position sur la question et définir un cadre délimitant le champ d'activité autorisé. Des discussions débuteront ensuite avec les opérateurs qui sont EDF et GDF et avec les organisations professionnelles concernées. De ces discussions devrait naître un accord qui sera alors publié.

La souci d'être «pragmatique» n'est pas dénué d'ambitions. En refusant d'imposer ses vues et en ouvrant la dis-

cussion, le gouvernement entend rappeler aux organisations professionnelles et surtout à leurs deux plus gros adhérents que sont la Lyonnaise et la Générale des eaux, qu'il n'y a pas deux poids et deux mesures. «S'ils souhaitent un assouplissement du monopole de production et de distribution de gaz et d'électricité, ils doivent également admettre en contrepartie une certaine ouverture des marchés où ils sont dominants», affirme un conseiller du dossier.

PRAGME • Ainsi, pour l'exploitation de la chaleur, marché estimé à 30 milliards de francs, les deux groupes privés contrôlent les trois quarts du marché. Le reste est réparti entre une myriade de petites firmes et comprend désormais un nouvel intervenant, GDF, qui a acquis des entreprises. «En deux ans, nous sommes passés de 0 % à 5 % de ce marché», raconte Pierre Gadonneix, directeur général de Gaz de France, et «nous souhaitons progressivement passer à 10 %». La firme publique propose désormais des services complets - allant de la fourniture à l'installation des équipements - et concurrence ainsi directement les géants du secteur.

Ce développement dans les services thermiques est un axe prioritaire car il est beaucoup plus rentable que la simple fourniture d'énergie. Si le consommateur de gaz naturel stagne dans l'industrie en raison de la crise, elle a progressé en un an de 4 % dans le secteur résidentiel et de 8 % dans le tertiaire.

Mais cette priorité s'accompagne d'une obligation: celle de ne pas fonder dans le groupe public les nouvelles sociétés créées ou acquises, pour qu'elles remplissent toutes les conditions de transparence comptable et qu'elles ne soient pas accusées de fausser les marchés en bénéficiant de conditions avantageuses d'achat du gaz.

«Comme dans l'industrie pétrolière, nous sommes soit directement en compétition, soit partenaires dans des projets avec nos concurrents», explique Pierre Gadonneix. Et ce tant en France qu'à l'étranger. Exemple récent: la ville de Prague avait lancé un appel d'offres pour moderniser son système de chauffage. La Générale de chauffage, filiale de la Générale des eaux, Gaz de France et CDF Ingénierie étaient d'abord parties chacun de leur côté. Ils se sont finalement regroupés et ont emporté le contrat dans la capitale tchèque. Le projet «Prague propre» est piloté par la Générale de chauffage.

Dominique Gallois

«Se lancer dans de nouveaux métiers, c'est donner à son personnel de nouvelles raisons de se lever tous les matins pour aller travailler. De nouvelles raisons de se motiver.»

Par crainte de perdre son monopole, EDF est ainsi lancée - par anticipation - dans le renouvellement des contrats de concession la liant aux collectivités territoriales. Des contrats dont elle ne se souciait guère, jusqu'alors, et dont elle redécouvre tout à la fois l'utilité et la nécessité de la «renouveau». Bref, EDF a compris que la meilleure façon de préserver son avenir était de proposer aux élus locaux une offre de services variée. C'est-à-dire de faire exactement le même métier que la Générale et la Lyonnaise des eaux.

L'exemple de la «Charte de partenariat au service de la cité», conclue en février, entre Electricité de France et la Courty - le communauté urbaine de Lyon - est, à cet égard, particulièrement éclairant: n'y voit-on pas EDF se préoccuper des espaces verts, ou vouloir d'entretenir les ouvrages de moyenne et basse tension, mais se proposer, aussi, de contribuer aux ambitions de la ville en désaillant, à temps partiel, «un chargé de mission expé-

Le Monde EDITIONS

Le bilan économique des années Mitterrand (1981-1994)

Sous la direction d'Alain Gélédan

Nouvelle édition

De Mauroy à Balladur, en passant par Fabius, Chirac, Rocard, Cresson et Bérégovoy, ce livre retrace le film de la vie économique des treize dernières années découpées en fonction de la durée des gouvernements. Il a été réalisé à partir d'articles de journalistes du Monde par Alain Gélédan, professeur de sciences économiques et sociales. Enrichi de graphiques et d'un index, ce dossier propose une véritable leçon d'économie politique, allant l'histoire à l'actualité.

288 pages, 85 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Monsieur le Directeur Commercial

Si vous désirez avoir de façon rapide et ponctuelle la représentation de votre société sur Marseille ou la Haute-Corse:

- Domiciliation commerciale établie rapidement à la demande.

- Mise à disposition d'un bureau avec secrétariat en self.

Vous êtes pris en charge depuis l'aéroport de Poretta pour la Corse ou l'aéroport Provence - Côte d'Azur pour Marseille.

A Bastia 4 et 6, rue Impératrice-Eugénie.

A Marseille, 68, boulevard des Alpes, 13012.

Pour tous renseignements, écrire:

MAINTENANCE DOMICILIATION

B.P. n° 442, MARSEILLE CEDEX 14

Formation «Economie de l'entreprise» (sept modules)

mars 1994

comptabilité de l'entreprise
analyse financière
microéconomie
microéconomie approfondie
calcul économique

mai - juin 1994

comptabilité analytique
et contrôle de gestion
analyse stratégique

Renseignements:

Monique Coquelin, (1) 41 17 57 50

CEPE, ENSAE, 242 avenue Marx Dormoy, 92120 Montrouge

OPINIONS

CHRONIQUE • par Jacques Lesourne

Chômage, an XXVI

La guerre, rien n'est plus désastreux que la politique des petits peuples. L'édifice s'applique aussi à la lutte contre le chômage. Un gouvernement qui n'a pas d'idées simples et ne concentre pas ses efforts sur le point essentiel n'a pas la moindre chance de faire basculer les événements.

Or la situation actuelle se réduit à un double constat : c'est à partir de 1987, il y a vingt-six ans, qu'a commencé à se développer en France un chômage qui n'est pas de conjoncture et qui frappe essentiellement les individus peu qualifiés. Pour autant qu'une évaluation soit possible, cette forme de sous-emploi représentait de l'ordre de 8 % de la population active aux alentours de 1989. A ce montant s'est ajouté depuis un chômage de récession qui frappe 4 % à 5 % de cette même population active.

Contre le chômage de récession, l'arme par excellence est la stimulation de la croissance. Mais ne nous y trompons pas, cette arme n'a quasiment pas d'effet sur la première forme de chômage. Celle-ci relève d'une autre thérapeutique : la réduction du coût du travail peu qualifié.

Ayant été président de la Commission de l'emploi et des relations sociales du Plan de 1978 à 1980, j'ai pu observer combien à l'époque, et pendant la décennie 80, la société française, des hommes politiques aux hauts fonctionnaires, des syndicalistes à la majorité des chefs d'entreprise, des journalistes aux économistes eux-mêmes, était hésitante à ce sujet. Pour des raisons qui tiennent aux racines profondes de leur histoire idéologique, les Français ne croyaient pas que l'em-

ploi d'une catégorie de compétences puisse dépendre de son coût.

Or, depuis quelques mois, un revirement s'esquisse. Devant le risque d'une explosion sociale, les esprits bougent. Une baisse des charges sociales exonérant les salaires faibles et se réduisant progressivement jusqu'à s'annuler à un certain niveau de salaire n'est plus un sujet tabou, et des premières mesures en ce sens ont déjà été prises.

Cette chance historique d'un quasi-consensus social, il faut savoir la saisir. En concentrant la lutte contre le chômage sur la réduction des charges sociales pour les emplois peu qualifiés. Il faut aller vite, faire le maximum et prendre des mesures irréversibles.

Naturellement, les finances de l'Etat et l'équilibre des comptes sociaux exigent une compensation. Comme elle doit s'opérer simultanément, elle ne peut qu'utiliser un mécanisme existant et susceptible d'être aménagé dans un court délai. Dès lors, impossible de recourir à une hausse de l'impôt sur le revenu. Reste l'augmentation de la TVA ou de la CSG. La seconde solution est plus équitable, mais la première est plus facile à mettre en œuvre. De plus, elle a des chances d'être mieux acceptée et - bien qu'elle porte sur la seule consommation et passe plus lourdement sur les catégories les plus modestes - devrait avoir un impact moins immédiat sur les dépenses des ménages.

Ne nous y trompons pas : l'effet de la réduction des charges sociales sur le chômage non conjoncturel sera lent. Mais où en serions-nous maintenant si nous avions commencé à agir il y a dix ans ?



NICOLAS GUILBERT

Capitalisme innovant et emploi

Les poules aux œufs d'or de l'économie

La France ne manque pas d'entreprises innovantes, ces « poules aux œufs d'or » de l'économie, mais contrairement à ce qui se passe en Californie, les capitaux qui pourraient s'y investir sont découragés.

par PIERRE LAFFITTE (*)

Je reviens de Californie du Nord où fleurissent les jeunes émules d'Apple, de Sun Microsystems, etc. Comme Rainbow Tech (qui vient d'absorber la brillante société parisienne Microphar, numéro un européen de la protection contre le piratage informatique), et ceci n'est qu'un exemple parmi cent. Là-bas les sociétés innovantes, ces poules aux œufs d'or de l'économie, créent des richesses et des emplois en grand nombre. Chez nous, elles sont aussi nombreuses mais semblent incapables de croissance rapide et peu deviennent de grandes entreprises. Cela n'est pas lié à un manque de compétences techniques et humaines. Ni à un coût trop lourd du travail. Ce n'est pas un problème de marché. Le marché européen veut désormais l'Amérique, à quelques problèmes d'adaptation linguistique et culturelle près. Reste le problème lié à l'économie du capitalisme d'aujourd'hui. La faute n'en incombe pas aux banques. Il est trop facile de dire qu'elles ne prêtent qu'aux riches. La faute n'en incombe pas aux sociétés de capital-risque. Il est trop facile d'affirmer qu'elles ne prennent pas de risque.

La raison essentielle est simple : les capitaux qui pourraient s'investir dans les PMI sont moins encouragés qu'ailleurs. Il n'y a pas d'incitation fiscale suffisante aux capitaux de proximité. La question est régulièrement évoquée au Sénat et bute sur la définition précise de ce qu'est l'innovation au stade initial.

Il n'y a pas de possibilité claire de sortie pour les capitaux qui seraient investis par des sociétés de capital-risque, malgré l'amélioration partielle apportée par un gouvernement socialiste. L'équivalent du NASDAQ américain, vrai moteur de la création d'emplois et de richesses outre-Atlantique, grâce à l'intervention des institutions, en particulier les *venture funds*, n'existe pas chez nous. On prétend qu'en Europe il y a des tensions, que les Anglais freinent, que l'on y réfléchit. Mais en attendant, rien. Qui donc empêche un groupe d'assureurs, de banquiers, de directeurs financiers de grandes entreprises en France, en Allemagne ou en Espagne - éventuellement en contact étroit avec le London Exchange Automatic Quotation System (LEX-DAR), par exemple, de créer le mouvement en marchant ? Pour dynamiser le second marché, il suffit de peu de milliards. Cela monterait la voie et, très vite, un NASDAQ européen se mettrait en route.

Les investisseurs institutionnels, grandes banques, compagnie d'assurances et directeurs financiers des grandes entreprises préfèrent, certes, rester entre eux. On s'y sent à l'aise, la même culture, on se connaît. Les nouvelles langues ajoutent qu'il est plus simple d'utiliser les marchés financiers internationaux et, les ces échéant, de virer pour

quelques heures ou quelques semaines des sommes considérables en jouant telle monnaie contre telle autre ou en plaçant à un taux au jour le jour meilleur à Hongkong qu'à New-York ou meilleur à Tokyo qu'à Paris ; ou encore de jouer sur l'immobilier longtemps réputé solide.

Mon propos n'est pas de limiter les moyens d'action des grands groupes et grands financiers. Mon souhait est tout simplement que ces grands groupes jouent le vrai jeu du capitalisme créatif, ce qui serait la façon la plus sûre d'aider des entreprises nouvelles à dynamiser l'économie, donc, à terme, d'appuyer le système financier. Il faut favoriser en Europe et en France l'émergence actuelle de ce qui y a émergé il y a peu de lustres. Car les *Pachinew*, *Accor*, *Renault*, *Citroën*, *Mercedes*, *Hoechst*, *L'Oréal* et autres ont commencé petits.

En Californie, à plus de 80 %, ce sont les institutions qui rachètent les actions mises sur le marché par les sociétés innovantes qui entrent en Bourse. Pour quelques milliards de dollars par an. Ce qui permet aux *ventures capitalists* de récupérer leur mise, parfois de la décupler, parfois de la perdre sur des projets individuels. Mais, au total, d'y gagner. D'où une forte propension à investir, et la dynamique des sociétés innovantes qui conquièrent les marchés mondiaux.

Investir

Les produits nouveaux, porteurs potentiels d'emplois, ont besoin de moyens initiaux importants pour conquérir, au niveau mondial, une nouvelle niche de marché pour un nouveau produit. Sinon un concurrent, en moins de six mois, apparaît et prend place. Nos sociétés innovantes le savent bien et certaines d'entre elles, pour ne pas être balayées de leur créneau, s'installent dans la Silicon Valley et y développent leur activité, y créent des richesses et des emplois. Mais pour l'essentiel hors de France. Vaut-on changer cela ? C'est facile.

Et cela ne coûte rien au Trésor public si quelques institutions financières sont décidées à redécouvrir le capitalisme créatif ! Cessons de gloser sur des créations d'emplois liées à une éventuelle croissance du PNB de plus de x%. Ce n'est pas la macroéconomie qui crée des emplois. C'est l'entreprise individuelle, les mini-entreprises qui se développent, qui créent des richesses, qui sous-traitent et créent aussi des emplois induits allant du jardinier au percepteur, de l'artisan au commerçant.

Et celles qui recrutent des diplômés. Et qui permettent ainsi d'éviter le drame que représente, pour des diplômés de l'enseignement supérieur, le fait d'être au chômage. Il faut aider les « poules aux œufs d'or » à naître et à se développer. Elles ont le gisement d'emploi. Et les macroéconomistes constateront que le PNB augmente. Et le BTP repartira. Et la nécessaire épargne redeviendra investissement productif.

(*) Sénateur des Alpes-Maritimes.

Un entretien avec un spécialiste des études de marché

« Il y a une cassure irréversible dans le comportement du consommateur »

Le consommateur a changé. Il a mûri, s'interroge sur le sens de ses achats et refuse certains aspects du « marketing », comme le publicité. Est-ce la fin de la consommation de masse ? Les « mauvais » produits vont-ils chasser les « bons » ? Il ne faut pas sous-estimer le pouvoir de tentation de la distribution, mais on ne reviendra pas en arrière, nous explique Christophe Chaim, directeur des études de marché à la société Nielsen, numéro un mondial des études de marketing.

« Pensez-vous qu'il y a un changement fondamental dans le comportement du consommateur ? »

« Je crois qu'il y a une cassure et que l'on ne reviendra jamais en arrière. J'y vois plusieurs raisons : »

« D'abord, dans les pays développés, nous avons atteint une certaine maturité en matière de consommation : depuis plus d'une génération, nous vivons une période de grande consommation. Les ménages ont du recul et sont capables de critiquer : ils ne pardonnent pas le dépassement d'une date de péremption, les trous dans les assortiments... Ils reprennent les petites erreurs. »

« Ensuite, on assiste à un phénomène de saturation : quel sens a toute cette consommation ? Beaucoup de produits sont considérés comme nocifs, polluants, malcommodes ou simplement encombrants physiquement. Je cite souvent l'exemple des yaourts dont les deux tiers des ménages sont équipés alors que 5 % seulement s'en servent effectivement. »

« Enfin, nous butons sur la question du manque de temps face à l'ampleur des sollicitations. Même si les gens ont plus d'argent, on ne pourra leur donner plus de temps. Ainsi, trois nouveaux sports sont lancés chaque année sur le marché. Les consommateurs, n'ayant pas le loisir de les pratiquer tous, sont contraints d'arbitrer. Auparavant, ce n'était pas le cas. On parle beaucoup d'arbitrage en matière d'argent entre la consommation et l'épargne ou entre les divers placements, mais on ne s'occupe pas de l'arbitrage sur le temps. Le consommateur va devoir choisir le produit qui, en tant qu'individu, l'intéresse le plus. Ce ne sera pas le même que celui de son voisin. »

« C'est la fin de la consommation de masse ? »

« On va en arriver à un ciblage plus fin qui ne sera pas lié à l'âge, à la catégorie socioprofessionnelle, ou au type d'habitat mais à l'envie personnelle. On ne peut pas préjuger de ce qui en sortira mais des notions de cadre de vie, de mode ou de régionalisme interviendront dans les choix. »

« Quel a été le déclencheur de ce changement ? »

« Des tendances lourdes existaient depuis longtemps. Mais un phénomène se développe quand on en parle, soit parce qu'on n'a pas d'autre chose à dire, soit parce qu'il y a de petites périodes d'éclosion. Pendant des décennies, le confort Est-Ouest occupait constamment l'attention. Aujourd'hui, il a disparu. On focalise plus sur nos difficultés... La guerre du Golfe, la prise de conscience du chômage industriel, l'incertitude financière sont des exemples de pics aggravants. Mais un consommateur peut être anesthésié ou rassuré si on le dérive sur d'autres sujets. »

« Ce qui est important c'est la projection qu'il fait des événements : un consommateur ne dépense pas l'argent qu'il a gagné mais celui qu'il va gagner. Sa dépense est plus liée à l'anticipation qu'il fait de son niveau de vie que de son mode de vie qu'à son pouvoir d'achat actuel. On est dans le subjectif. »

« Les Allemands schètent plus de produits alimentaires bas de gamme que les Français parce qu'il y a 9 000 hard discounters dans leur pays et dix fois moins dans l'Hexagone. »

« En outre, il faut analyser son comportement dans la durée, le long terme : est-ce que les clients continueront toute leur vie à aller chez les hard discounters ? Non. Même si c'est le meilleur rapport qualité-prix, il y aura un moment où ils auront envie d'autre chose, où ils se laisseront d'être raisonnables. »

« D'ailleurs, il ne faut jamais sous-estimer le pouvoir de tentation de la distribution. Les études Nielsen en distribution le démontrent abondamment. C'est pourquoi je ne crois pas, sur le long terme, à l'idée selon laquelle, pour s'offrir une semaine de rêve au bout du monde, le consommateur va résister pendant cinquante et une semaines aux FNAC, Carrefour et autres enseignes... »

« Cela va à l'encontre de l'idée selon laquelle c'est le consommateur qui mène actuellement la danse. »

« Le mode de consommation est influencé par le type de distribution auquel est confronté le client, venable d'un pays à l'autre. Aux Etats-Unis, il y a beaucoup de grandes surfaces spécialisées de proximité, en France, de nombreux hypermarchés... Les Allemands ont tendance à acheter plus de produits alimentaires bas de gamme que les Français parce qu'il y a 9 000 hard discounters dans leur pays et dix fois moins dans l'Hexagone. Non parce qu'ils ont tendance à économiser plus que nous, mais la mondialisation de la distribution démarre : »

les concepts passent les frontières. Les Allemands nous envoient le *hard discount* ; les Etats-Unis leurs megaline-entrepôts ; nous ouvrons des hypermarchés en Espagne, en Asie, en Amérique du Sud... Mais on n'en est qu'au tout début et le consommateur n'en a pas conscience : seules quelques enseignes (Ikea, Toys'R'us) ont déjà une dimension mondiale. »

« On ne peut d'ailleurs pas parler de comportement d'achat mondial, ni même européen du consommateur. La réaction aux événements économiques extérieurs est la même dans tous les pays industrialisés mais elle passe par le filtre des magasins. »

« Car, contrairement à ce que l'on pense, la distribution ne s'adapte pas au marché. On voit plutôt des groupes mener une stratégie, aller dans une direction choisie. Chez les Leducs, par exemple, c'est même un choix philosophique. Ils feront tout leur possible pour entraîner le marché dans le sens qui leur semble le meilleur. Même si vous lui démontrez le contraire, Aldi (1) ne changera pas d'avis ; il poussera sa formule. Ces comportements passent sur le marché. »

« On voit pourtant des enseignes se repositionner, d'autres s'interroger. »

« C'est vrai qu'il y a des gens un peu perdus... on assiste à deux types de réaction : »

« soit une politique de diversification : on essaye toutes les formules ; »

« soit une démarche capitaliste, avec des participations minoritaires que l'on revend en cas d'échec. »

« Mais le mouvement de concentration de la distribution est plus rapide encore avec la constitution de groupes très puissants et de concepts de magasins très typés. »

« Ces cinq dernières années, cent nouvelles références alimentaires ont été créées chaque jour. A un moment, trop, c'est trop. »

« On parle aussi de la lassitude du consommateur. »

« Il y a plusieurs choses à souligner à propos des produits. D'abord, je l'ai dit tout à l'heure ; on les trouve en abondance. Des articles nouveaux apparaissent alors que le marché n'a même pas absorbé les précédents. Nielsen a ainsi calculé que, ces cinq dernières années, ce sont cent nouvelles références alimentaires par jour qui sont créées... Il y a un moment où trop, c'est trop : le consommateur en a assez car c'est à lui qu'on demande de faire l'effort de compréhension des nouveaux produits. Ça finit par le fatiguer. Si les points de vente mettent mal en scène leurs nouveautés, n'expliquent pas l'intérêt comparé des uns et des autres, le client les trouve redondantes et c'est mal vécu. »

« Les distributeurs se font, en plus, une guerre des prix, ils ont tendance à sans cesse modifier leurs gammes et à lancer eux-mêmes leurs propres articles, poussant encore à l'inflation de produits. »

« En réalité, il n'y en a pas trop mais il ne faut pas qu'il y ait des articles qui se cannibalisent et se chassent les uns les autres. Car, à partir d'un certain seuil, le consommateur a besoin d'être rassuré, rassuré, surtout lorsqu'il nourrit des craintes sur son pouvoir d'achat. Il a aussi besoin de comprendre, il faut l'aider : aux Etats-Unis, les distributeurs l'ont compris. Il y a beaucoup plus de produits référencés, mais ils sont logiquement exposés et tout est expliqué sur des affichettes. »

« Par ailleurs, le consommateur a du mal à comprendre pourquoi, lorsque la matière première et sa transformation sont moins onéreuses, le prix du produit ne baisse pas, en raison de la forte croissance de la « composée marketing ». »

« Les clients acceptent de payer certaines choses - par exemple, le bouchon d'huile qui ne fait pas - les années de recherche aboutissent à une nouveauté, si c'est correctement expliqué. Mais il y a tout un aspect marketing, dont ils profitent, qu'ils ne veulent plus payer sans mesure ni remise en question : la publicité, la mise en scène dans les magasins. Les premiers prix, les *hard discounters* sont là pour rappeler le divorce entre le prix du produit et la valeur que le client lui reconnaît, entre les efforts des marques ou des enseignes et la satisfaction qu'en perçoit le consommateur. »

« La grande question qui se pose est de savoir si les nouveaux produits vont chasser les bons, qui l'emportent du produit qualitatif ou du bas de gamme ? »

« Il y a plusieurs risques : d'une part, que la guerre entre distributeurs conduise à la première solution. La concurrence peut y être amenée malgré lui. L'autre risque est de voir des ménages, inquiets pour leur pouvoir d'achat, continuer de développer ce qui était auparavant un luxe - les vacances, l'épargne, l'électroménager... - et rogner sur leur consommation courante, au point que ce ne sera plus qu'une « grande » consommation. »

« Nous vivons une période de balance. Nil ne sait de quel côté elle penchera. La responsabilité des enseignes et des marques est grande : jamais les prises d'initiatives marketing n'ont été aussi nécessaires. Elles doivent être d'un type nouveau, concertées entre industriels et commerçants et surprenantes pour les consommateurs. »

Propos recueillis par Françoise Vayssé

(1) Aldi est un hard discounter allemand.

هكازم لالاحل

OPINIONS

RÉINVENTER LA CROISSANCE

I. — La productivité, pour l'emploi

Dans une série d'articles, Jacques Méraud, économiste, membre du Conseil économique et social et auteur, entre autres, de deux rapports célèbres, l'un en 1984 sur la productivité, la croissance et l'emploi, le second en 1989 sur les besoins des Français, plaide pour une relance de la croissance, seule capable de faire reculer le chômage. Le premier article, que nous publions ici, explique que la productivité, contrairement à une idée répandue ne détruit pas l'emploi si elle se développe dans un environnement macro-économique favorable. Les articles suivants seront publiés dans les deux prochaines éditions du quotidien.

par JACQUES MÉRAUD

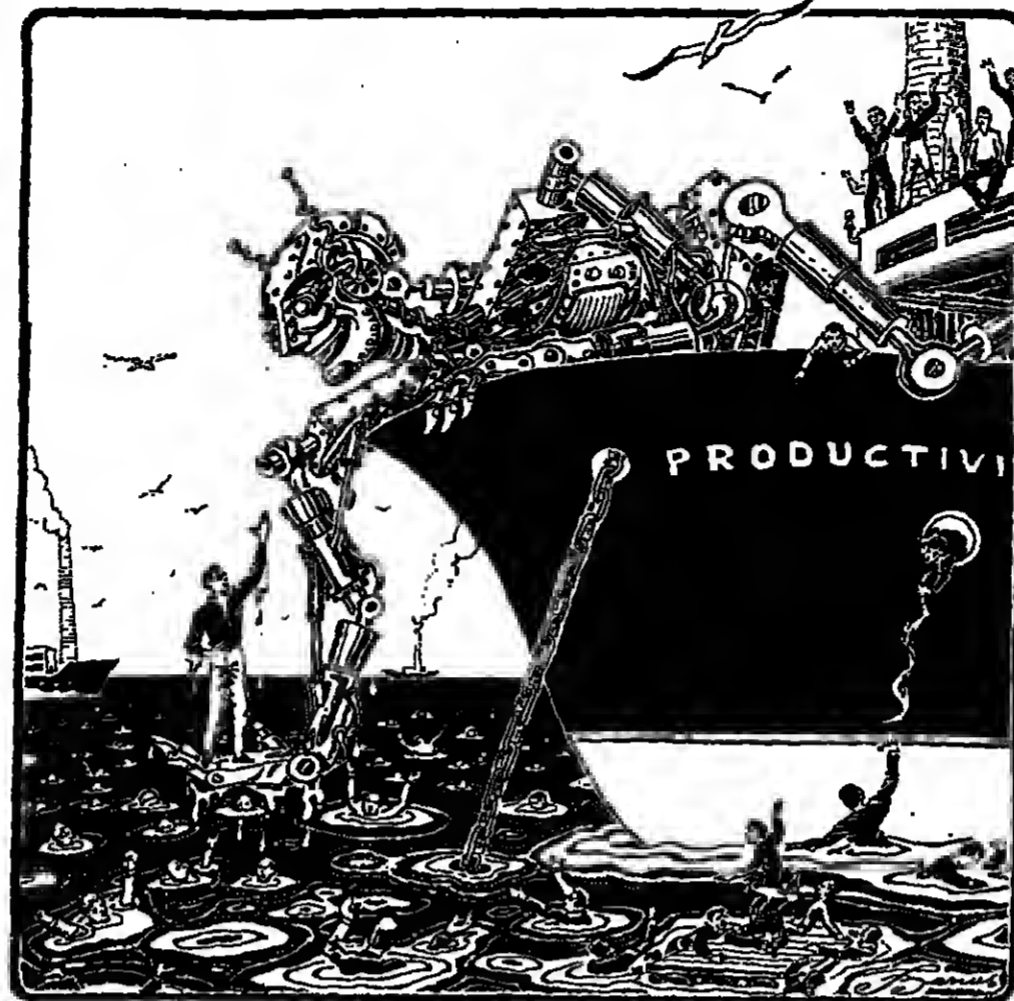
La reprise des débats sur le partage du travail et la proposition de la semaine de trente-deux heures sont nées dans une large mesure du sentiment de plus en plus répandu que la croissance, longtemps considérée comme la réponse majeure au fléau du chômage, était aujourd'hui peu efficace. Certains affirment même que les progrès de productivité qui l'accompagnent sont nuisibles à l'emploi. Que faut-il en penser ?

Pour contester ainsi l'efficacité de la croissance, nombre de commentateurs de la conjoncture ont fait observer qu'en 1991 et 1992 elle se poursuivait et que cela n'avait pas empêché l'augmentation du chômage. Ce disant, ils ne tenaient pas compte du taux de cette croissance, voisin de 1 % ces deux années, c'est-à-dire très faible. A l'inverse, entre mars 1987 et mars 1990 où le rythme de la croissance avait été de 4 % par an, on avait créé dans le secteur marchand non agricoles 900 000 emplois « nets » (créations moins suppressions). Certes le nombre des chômeurs n'a alors diminué « que » d'un peu moins de 400 000. Mais c'est parce qu'il y a eu au cours de cette période quelque 500 000 candidatures supplémentaires à un emploi, du fait principalement de la démographie et de l'aspiration croissante des femmes au travail professionnel. Depuis bientôt trois décennies, il faut que chaque année les créations nettes d'emplois dépassent le supplément de candidature à un emploi pour que le chômage se réduise. Cela exige une croissance forte.

Car plus la croissance est faible, moins l'emploi augmente. En treize ans, entre 1980 et 1973, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a été en moyenne de + 5,5 % par an, et celle des effectifs de + 0,7 % par an. Pour les treize années entre 1979 et 1992, ces deux grandeurs tombent respectivement pour le PIB à + 2 % et pour l'emploi à + 0,16 % par an. Pour stabiliser aujourd'hui le chômage, il faudrait une croissance de l'ordre de 3,3 % par an. Au début du siècle prochain, un taux proche de 2,5 % devrait probablement suffire, compte tenu de la démographie et de l'arrivée à son terme du processus d'accroissement du taux d'activité professionnelle des femmes.

Que penser maintenant de l'objection selon laquelle les modalités actuelles de notre croissance sont devenues nuisibles à l'emploi, car la productivité augmente trop vite ?

D'abord de quelle productivité s'agit-il ? Trop d'analyses de notre économie, au plan national comme dans les entreprises, se réfèrent en effet à la productivité du seul travail, obtenue en comparant l'évolution du volume de la production à celle des effectifs occupés. Or la productivité du travail se réalise pour l'essentiel grâce à l'usage d'équipements, donc de capital, de même qu'il n'y a pas de productivité du capital sans travailleurs pour s'en



servir. La seule productivité qui rende compte de cette interdépendance est celle qui compare l'évolution du volume de la production à celle de l'ensemble des « facteurs de production ».

Se référant à celle-ci, on observe qu'elle a cru de 3,5 % par an entre 1960 et 1973, où la croissance était forte, et de 1,2 % par an seulement entre 1979 et 1992, où la croissance a été faible (la seule période de forte croissance pendant ces treize années ayant été mars 1987-mars 1990).

Une contradiction

Ainsi, forte croissance et forte productivité vont de pair. Si la croissance — stimulée par la demande et permise par l'investissement — est ainsi génératrice de productivité, c'est que les facteurs de production sont mieux utilisés quand les entreprises tournent « à plein ».

Mais on a vu plus haut que forte croissance et forte progression de l'emploi étaient aussi de pair. Du rapprochement de ces deux observations, il résulte qu'une forte productivité s'accompagne d'une forte progression de l'emploi. Cette conclusion, relative à l'économie au plan national, semble contradictoire avec ce qu'on observe quand, dans un atelier, on installe des équipements plus performants : la productivité y augmente, mais le plus

souvent au détriment de l'emploi. Comment les deux phénomènes sont-ils conciliables ? C'est que l'accroissement de la productivité de l'ensemble des facteurs de production a mathématiquement pour conséquence — on peut le démontrer — soit une baisse des prix de vente, soit une hausse des salaires unitaires du personnel — c'est-à-dire la seule source non inflationniste —, soit encore une augmentation des profits de l'entreprise. Dans les deux premiers cas, il en résulte un progrès du pouvoir d'achat, donc de la demande et de la production, et en définitive de l'emploi.

Dans le dernier cas, l'entreprise peut verser plus de dividendes (le pouvoir d'achat, là aussi, en bénéficie) ou autofinancer des achats d'équipements, dont la fabrication sera source d'emplois, et la mise en service — s'il s'agit d'investissements « de capacité » — s'accompagnera d'embauches. Cependant, tous ces nouveaux emplois seront différents de ceux supprimés par l'investissement de productivité initiale, et ils se créeront ailleurs. D'où l'importance de la formation initiale et permanente, et spécialement de la reconversion des personnels touchés par le processus continu de transformation des structures productives.

Les chiffres cités plus haut montrent que le bilan de ces destructions et créations d'emplois est bien positif au plan national. Mais une analyse fine de la manière dont a évolué dans le temps la relation entre croissance et productivité montre que, par rapport à ce qu'il en était avant 1974, l'efficacité actuelle de la croissance, en termes de créations nettes d'emplois, est toujours aussi grande quand la croissance est forte (4 % à 5 % par an), alors qu'elle est devenue moins grande lorsque la croissance est faible (1 % à 2 % par an).

Concrètement quand la croissance est faible, les entreprises créent moins d'emplois ou réduisent davantage leurs effectifs de nos jours qu'elles ne le faisaient avec la même croissance avant 1974 : la concurrence est devenue plus dure ; partout on « serre les boulons » et les investissements — plus rares — sont surtout des investissements « de productivité », dont les effets positifs sur l'emploi sont indirects, selon le processus décrit ci-dessus, et sont moins importants que ceux des investissements dits « de capacité ». Il faut que la croissance soit forte pour qu'un même taux de croissance soit aujourd'hui aussi créateur d'emplois que naguère : on fait alors moins la chasse aux « improductifs », et l'on fait volontiers des investissements de capacité, qui ont pour but principal de produire davantage et dont l'installation s'accompagne directement de créations d'emplois.

Capital et travail

Cette analyse doit cependant être complétée en distinguant, parmi les composants de l'appareil productif, les secteurs soumis à la concurrence internationale (principalement l'industrie) et les secteurs qui ne le sont pas ou le sont peu (principalement les services). En effet, tout perfectionnement technique, toute automatisation par exemple, n'est pas nécessairement au niveau de la nation — et même parfois au niveau de l'entreprise — source de productivité. On n'en a pas toujours conscience parce que, dans la plupart des entreprises, on ne calcule que la productivité du travail, que les statisticiens appellent d'ailleurs productivité « apparente ». Avec ce concept de productivité, tout licenciement accroît celle-ci. Mais, si les licenciements en question ont été permis par une augmentation des équipements (en quantité ou en qualité) et que l'on calcule la productivité de l'ensemble des facteurs de production (travail et capital), si par ailleurs on prend en compte les retombées négatives sur le

national — et partiellement sur l'entreprise elle-même, qui devra payer davantage de charges sociales ou d'impôts — de l'accroissement du chômage ou des mises anticipées à la retraite résultant des licenciements, il est possible qu'avec ce concept plus large de productivité on conclue dans certains cas que celle-ci n'a pas progressé.

Il n'en reste pas moins que, si les choix quant à la combinaison capital-travail sont bien faits, c'est-à-dire s'ils prennent en compte tous les paramètres qui viennent d'être rappelés, la recherche du maximum de productivité est toujours hautement souhaitable dans les secteurs soumis à la concurrence internationale. La productivité permet à la fois le progrès du pouvoir d'achat, donc du niveau de vie des citoyens, et l'amélioration de la compétitivité de nos produits. Il en résulte plus de croissance et plus d'emploi.

Les choses sont à nuancer davantage dans les services. Là, il n'est pas pour le moment possible, même au plan national, de calculer avec une fiabilité suffisante la productivité de l'ensemble des facteurs de production, à cause de la fragilité des informations sur le stock d'équipements dans ce secteur. On calcule donc seulement la productivité du travail. C'est le cas, *a fortiori*, quand on fait des comparaisons internationales, comme dans le tableau ci-après :

Evolution de la productivité du travail (en % par an)		
Dans l'industrie		
	France	CEE à 12
1961-1973	+ 5,7 %	+ 4,7 %
1980-1990	+ 2,5 %	+ 2,3 %
Dans les services		
	France	CEE à 12
1961-1973	+ 2,7 %	+ 3,0 %
1980-1990	+ 1,4 %	+ 0,6 %

Au cours de la décennie 80, la productivité du travail a été partout inférieure à celle d'avant 1974, car dans l'industrie, comme dans les services, la croissance a été plus faible. Mais la position de la France par rapport à ses partenaires a évolué très différemment dans l'industrie et dans les services.

Dans l'industrie, notre productivité du travail progressait avant 1974 plus vite que celle des pays de la CEE ; dans les années 80, elle augmentait l'une et l'autre beaucoup moins qu'auparavant, et à peu près au même rythme. Dans les services, notre productivité du travail s'est accrue avant 1974 un peu moins vite que celle de nos partenaires ; dans les années 80, elle a progressé nettement moins que précédemment, mais beaucoup plus cette fois que le leur. C'est que nous avons augmenté moins que les autres nos effectifs, bien que, par rapport à la période d'avant 1974, notre production de services n'ait pas ralenti plus que celle des autres.

Les conclusions seraient les mêmes si nous nous comparions aux sept grands pays industriels membres du G 7. On peut se demander si les efforts d'automatisation, comme celui de développement du self-service, que nous avons faits depuis une quinzaine d'années dans les services et qui se sont accompagnés, selon l'activité concernée, soit d'une moindre augmentation, soit parfois d'une diminution des effectifs, n'ont pas été dans certains cas excessifs. Justifiés là où joue la concurrence internationale, ils ont pu, dans des activités plus « protégées », entraîner des suppressions d'emplois qui n'étaient pas nécessaires et ont même pu quelquefois affecter négativement la qualité du service rendu.

Ces observations n'empêchent pas que la productivité doive être recherchée, y compris dans les services. Elles montrent seulement que sa recherche ne consiste pas simplement à installer les équipements les plus sophistiqués et à réduire autant qu'on peut les effectifs, sans mesurer avec soin les coûts et avantages de solutions alternatives.

Il reste à prendre en considération une dernière contestation de la croissance, qui émane de certains écologistes sensibles à ses possibles effets négatifs sur l'environnement. Cette préoccupation est excellente. Mais la réponse à lui donner n'est pas le ralentissement de la croissance. C'est au contraire une croissance plus forte, puisqu'elle devra inclure dans ses modalités une augmentation des moyens en personnel et en équipements visant à améliorer la qualité des espaces naturels, éviter ou corriger la pollution de l'air et de l'eau, maîtriser le bruit, etc. La croissance n'a pas qu'un contenu quantitatif, à plus forte raison purement matériel : non seulement elle comprend les services, qui sont des « produits » immatériels, mais elle intègre et exprime, sous forme quantifiée, la qualité de la vie.

Au terme de cette défense de la croissance, ceux qui étaient déjà convaincus de sa nécessité n'en seront pas moins inquiets. Car non seulement ils constatent qu'elle est aujourd'hui faible, mais ils entendent dire partout qu'elle va dorénavant le rester durablement et qu'il ne peut en être autrement. Pourtant, le « secret de la croissance », à propos duquel s'interrogeait une récente étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), n'est pas nécessairement définitivement perdu !

Prochain article :

II. — Mieux comprendre la crise

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-08-11. Microfilm : (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94892 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc. : 206.806F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94892 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS (voir normale y compris CEE et non)
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 896 F	2 096 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.

Vous renseignez auprès du service abonnements.

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre chèque à l'adresse ci-dessous ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE R code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - mailing at special rate for 5 years by LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94892 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94892 Ivry-sur-Seine, France.)

Pour les abonnements envoyés aux USA

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3700 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 283 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01

PP. Paris 19

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

CONJONCTURE

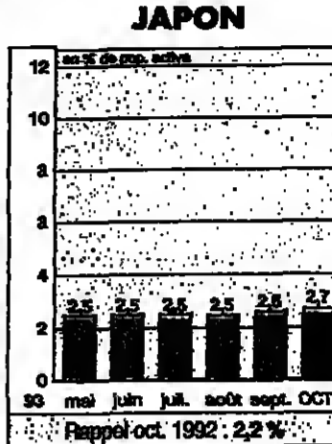
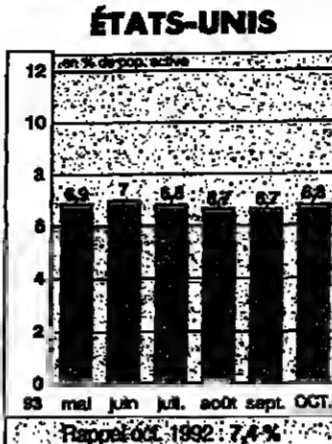
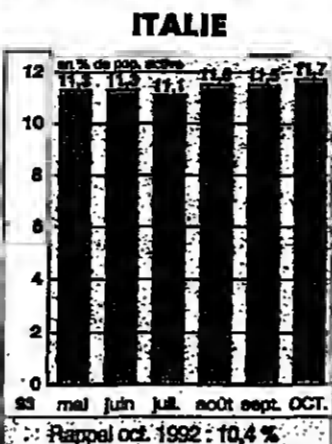
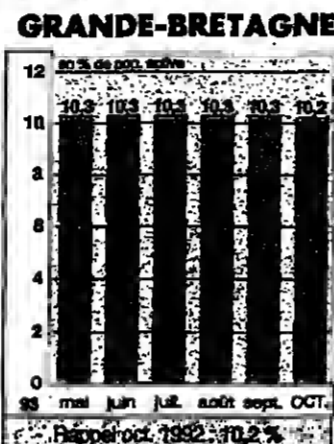
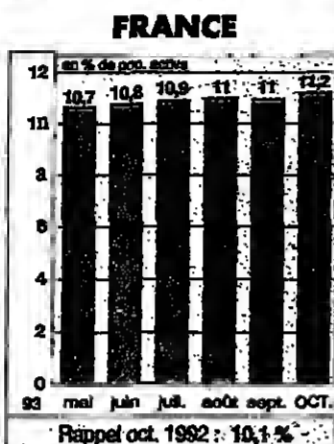
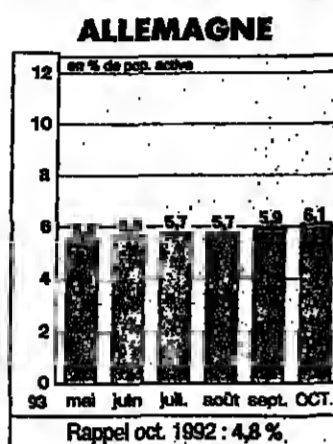
AUX États-Unis, où le cheminement des cycles économiques est particulièrement suivi, les informations conjoncturelles sont répertoriées et notées selon leurs rapports avec le déroulement des cycles antérieurs. Les indicateurs sont dits « avancés », « coïncidents » ou « retardés » selon qu'ils sont censés préfigurer, concorder ou rendre compte avec retard de l'activité économique dans son ensemble. Appliqués aux statistiques d'emploi et de chômage, cette notation est riche d'enseignements sur les enchaînements de la conjoncture.

Ainsi la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie fait partie des indicateurs précurseurs. Une augmentation des heures travaillées serait ainsi annonciatrice d'une accélération de la production et de

INDICATEUR • L'emploi
Le retard du chômage

futures créations d'emplois, plutôt que synonyme d'absence durable d'embauches. L'emploi salarié est un indicateur « coïncident », ce qui signifie que ses inflexions s'ajustent, sans décalage notable, aux variations de l'activité. Enfin, les fluctuations du taux de chômage, au cours des cycles passés, n'épousent pas aussi strictement celles de la produc-

tion. Indicateur « avancé » de la fin d'un cycle de croissance, le chômage devient indicateur « retardé » en période de reprise. Cela signifie qu'il ne commence à se réduire que plusieurs mois après le redressement observé de l'activité, lorsque les créations d'emplois sont assez importantes pour compenser la croissance de la population active. Dans le cas d'une reprise ralentie, comme celle qu'ont connue les États-Unis jusqu'à une date récente, ce retard a dépassé l'année, le chômage continuant à s'aggraver jusqu'à l'été 1992, alors que la sortie de récession avait eu lieu en avril 1991. Ces délais assez systématiques justifient la persistance de bien médiocres perspectives sur le chômage en Europe, malgré une légère amélioration des attentes en matière d'activité.



Taux de chômage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales).

L'ÉCONOMIE MONDIALE
Convergence
franco-allemande

LES conjonctures française et allemande sont jumelles. Ce n'est guère surprenant compte tenu de l'intensité des liens de toute nature tissés entre les deux économies. C'est ainsi que les indices de production industrielle (BTP inclus, base 100 en 1985) ont cheminé de conserve jusqu'en juillet 1990 : ils ont alors atteint tous les deux le niveau 117. A ce moment-là s'ouvre une période de divergence : l'indicateur allemand va tirer la demande interne et la croissance pendant encore plusieurs mois, la France connaît pendant la guerre du Golfe une légère récession. Avec un décalage de niveau, les deux économies vont alors se stabiliser jusqu'à l'arrivée de la récession de l'automne 1992.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets : la production industrielle chute très brutalement dans les deux pays. Au tournant des années 1992 et 1993, les deux indices n'ont rejoint le niveau 111, après un plongeon d'environ 7 % à l'ouest de l'Allemagne et d'environ 3,5 % en France. Depuis le début de l'année 1993, la conjoncture est globalement en stagnation dans les deux pays, même si des évolutions sont en cours.

En Allemagne de l'Ouest, le PIB a augmenté de 0,6 % au deuxième trimestre. Cette reprise sensible doit cependant être relativisée. Toutes les composantes de la demande finale n'ont en contribution négative : la consommation des ménages, 0,2 point ; l'investissement, 0,8 point ; les dépenses publiques, 0,1 point ; le commerce extérieur, 0,2 point. Les variations de stocks ont été la seule source de croissance, principalement à travers l'interruption du déstockage. Au troisième trimestre, la consommation des ménages a connu un rebond, alors que la chute des investissements des entreprises semble avoir marqué le pas. Le PIB a de nouveau augmenté de 0,6 % par rapport au deuxième trimestre. Les commandes au secteur manufacturier s'améliorent depuis le début de l'année. D'après la dernière enquête de l'IFO sur les investissements du secteur manufacturier, les investissements en valeur ont baissé de plus que de 3 % en 1994, contre une baisse de 15 % en 1993.

En France, le PIB a augmenté de 0,2 % au deuxième trimestre. Ce rebond trouve sa source dans la reprise de la consommation des ménages, alors que l'investissement restait déprimé, que le déstockage perdurait et que le commerce extérieur apportait une contribution négative. Cette embellie de la consommation s'est poursuivie pendant l'été, malgré l'augmen-

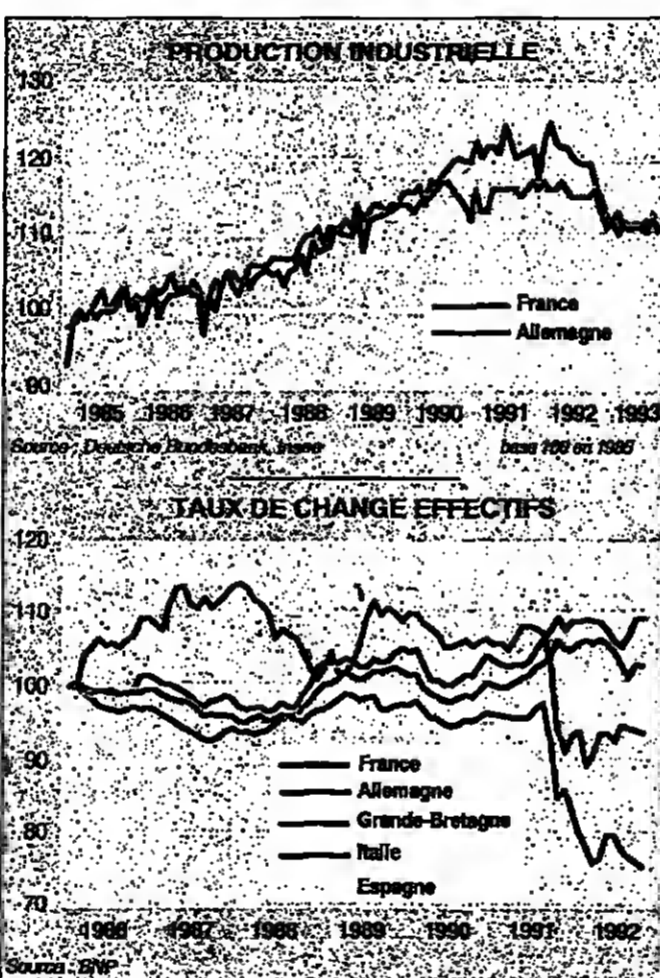
tation des prélèvements obligatoires : la consommation des ménages s'est située en moyenne, pendant le troisième trimestre, à 0,7 % au-dessus de son niveau du deuxième trimestre.

Le PIB a, quant à lui, augmenté de 0,2 % seulement pendant la même période en raison du déstockage. L'enquête mensuelle auprès des chefs d'entreprise menée par l'INSEE en octobre a fait apparaître une nouvelle amélioration du climat des affaires dans l'industrie, illustrée notamment par la poursuite de la remontée des perspectives personnelles de production (l'indicateur atteint -14 en octobre et à -24 en août). La récente enquête de l'INSEE sur les investissements dans l'industrie enregistrait une nette amélioration, après correction du biais, sur des intentions en hausse de 5 % en valeur pour l'année 1994, après une chute de 13 % en 1993.

Rarement les pronostics conjoncturels auront été aussi divergents en Allemagne. Seul élément de consensus : la réduction prévisible de la consommation des ménages ouest-allemands en 1994, en raison des ponctions fiscales de début d'année. Pour le reste, les scénarios sont vraiment différents. Ainsi, les « sages », dans leur rapport récent, anticipent une réduction des dépenses publiques et une nouvelle baisse des investissements des entreprises. Dès lors, l'année 1994 apparaît comme une deuxième année de récession. Quelques semaines plus tôt, la majorité des instituts privés de conjoncture, à l'exception bruyante du DIW, avaient privilégié un scénario plus favorable, avec une reprise conduisant à un taux de croissance de 1 % en moyenne 1994 à l'Ouest.

En France, les prévisions pour 1994 sont moins dispersées. Il est clair, en effet, qu'aucun facteur interne n'est susceptible de provoquer une chute dans la récession. La demande de logements se ranime progressivement, la consommation, après un creux probable à l'automne, devrait bénéficier d'une baisse du taux d'épargne, et la chute de l'investissement semble enrayée. Dès lors, il est osé que soit privilégié un scénario de reprise progressive au cours de l'année 1994. Reste l'inconnue allemande : une deuxième année de récession outre-Rhin aurait évidemment des conséquences négatives dans l'ensemble de l'Europe. L'interdépendance est désormais une réalité qui s'inscrit dans le parallélisme des conjonctures.

Jean-Michel Charpin
Directeur des études
économiques de la BNP

POLITIQUE MONÉTAIRE
Divergences

APRÈS cinq années de stabilité, les monnaies européennes ont connu depuis l'été 1992 des évolutions extrêmement heurtées qui ont débouché sur la décision du 2 août 1993. Avec des marges de fluctuations atteignant 15 % et deux monnaies majeures hors du système de change, l'évolution des parités ne peut plus guère s'apprécier qu'en fonction des indicateurs fondés sur les taux observés sur les marchés des changes.

Les taux de change effectifs (voir graphique ci-dessus) sont calculés en référence à un ensemble de dix-neuf pays, et en tenant compte, pour chacun des pays concurrents, non seulement du commerce bilatéral, mais aussi de la compétition sur les marchés tiers. Le livre, qui évolue librement hors du mécanisme de change du SME depuis le 16 septembre 1992, s'est déprécié d'environ 12 % depuis cette date. Il s'agit de l'évidence d'une dévaluation compétitive, voulue par les autorités britanniques et destinée à favoriser la croissance de l'économie britannique.

Le cas de la lire est plus complexe. Depuis septembre 1992, sa dépréciation est encore plus forte que celle de la livre puisqu'elle atteint 23 %. Les exportateurs italiens en bénéficient considérablement dans la période actuelle sur l'ensemble des marchés. Mais cette baisse n'a pas résulté, bien au contraire, d'une orientation plus accommodante de la politi-

que économique. C'est l'inquiétude suscitée par la révolution politique que connaît l'Italie qui a conduit à cette dévaluation sauvage de la lire, sans que les autorités monétaires l'aient souhaitée ni - encore moins - provoquée. Restée dans le mécanisme de change, la peseta a vu son cours pivot être dévalué à trois reprises, en septembre 1992, novembre 1992 et mai 1993. Au total, la parité effective de la peseta a diminué d'environ 19 % depuis septembre 1992. Il n'est pas certain cependant, compte tenu de la surévaluation considérable que connaissait la peseta avant la crise monétaire, que sa forte baisse ait donné un avantage de compétitivité aux industriels espagnols.

La France a bénéficié, au cours de ces dernières années, de performances remarquables en matière d'inflation. C'est pourquoi ses prix et ses coûts sont aujourd'hui, en moyenne et malgré la légère appréciation du franc, à un niveau satisfaisant de compétitivité. Le mark, quant à lui, a connu une forte revalorisation. Celle-ci s'est accompagnée de hausses importantes de coûts des entreprises. La compétitivité des prix des produits industriels allemands se trouve ainsi aujourd'hui doublement entamée. Mais il serait erroné d'étendre ce diagnostic aux autres économies de l'Union européenne.

J.-M. Ch.

SECTEUR • La photographie
Noir et blanc

EVALUÉ à 52 milliards de dollars en 1990, le marché mondial de la photographie et du caméscope s'écrit en blanc... et noir. En blanc « éclatant » dans toute l'Asie du Sud-Est, où la croissance, comme dans tous les secteurs, se fait brillante malgré un Japon étale (Fuji Photo Film Co., par exemple, premier fabricant nippon de matériels photosensibles, a affiché au premier semestre de son dernier exercice un bénéfice avant impôt et un chiffre d'affaires en baisse de 14,5 % et 4,5 %).

En blanc encore outre-Atlantique, où les débiles du géant Eastman Kodak ne doivent pas masquer le redressement de la consommation. A la veille de se scinder en deux entités - photographie d'un côté, chimie de l'autre -, le groupe américain, secouru par une révolution de palais qui a vu son patron Kay R. Whitmore remplacé par George Fisher, a certes perdu 1,88 milliard de dollars (11 milliards de francs) au premier trimestre, mais n'a pas connu de tels creux depuis.

L'Europe, en revanche, malgré l'essor de la photographie à l'Est et au Moyen-Orient, n'est toujours pas sortie du noir, « avec une croissance modeste de celle des États-Unis », souligne Alain Joffin, le nouveau PDG de Kodak-Pathe, la filiale française du groupe américain. Une morosité dont d'autres secteurs industriels se satisfont sans doute mais qui pèse lourd, le Vieux Continent représentant encore 40 % des dépenses photographiques mondiales, 33 % du parc d'appareils et 25 % de la consommation de films négatifs couleur (500 millions d'unités sur un total de 2 milliards).

Après trois années de récession (le Monde du 24 août 1992), le marché français de l'image amateur (estimé à 15 milliards de francs) « échappe pas à la morosité ambiante », selon Robert Seguin, le directeur général de la Fédération des industries photographiques et du cinéma. Les ventes d'appareils photo sont retombées de 2,12 millions en

1989 à 1,74 millions d'unités l'an dernier. Il est vrai que 75 % des foyers français sont déjà équipés. Et qu'ils ne sont que 65 % à les utiliser. Le marché des films négatifs, en revanche, est reparti, et les ventes des producteurs aux distributeurs ont progressé de 2,54 % au premier semestre, le film couleur (80 % du marché) et le film noir et blanc (4,5 % du total des ventes) enregistrant même plus de 8 % de progression.

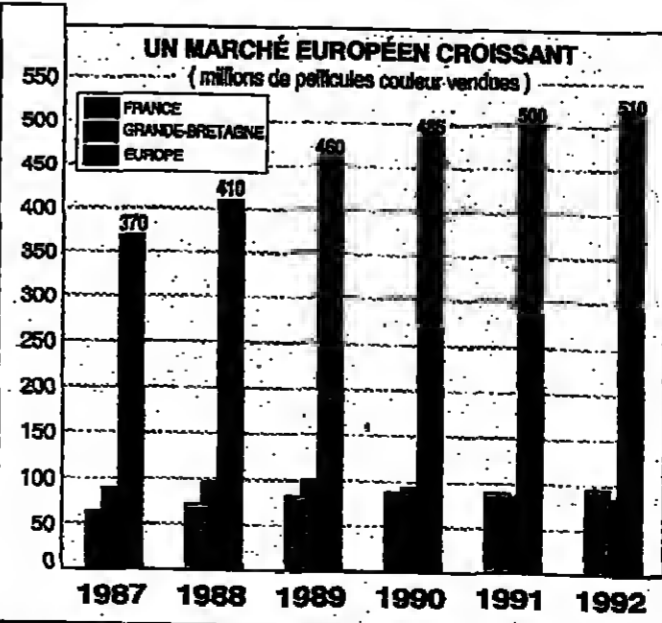
Une embellie due, en partie, à l'étonnante percée du prêt-à-photo. Lancé à la fin des années 80, l'appareil jetable représenterait déjà le tiers de la consommation japonaise, selon la revue spécialisée *le Photographe* d'octobre. Avec respectivement 22 et 9 millions de prêts-à-photo photographiés l'an dernier, les États-Unis et l'Europe sont distancés. Mais le boom s'y propage à grande vitesse. En France, les ventes de jetables d'octobre ont augmenté de plus de 48 % au premier semestre.

« Nous avons pris la décision de lancer, en avril 1994, une nouvelle unité de fabrication de prêts-à-photo », se réjouit Alain Joffin, heureux de consolider ainsi l'activité de l'usine de Chalon-sur-Saône, dont les syndicats redoutaient la fermeture.

Cette percée du jetable explique en partie, sans doute, le redressement du marché du papier couleur (sur lequel les photos sont développées). Avec 3,38 % de hausse au premier semestre, celui-ci a effacé les deux années noires de 1990 et 1991, qui l'avaient vu, pour la première fois, reculer. L'activité des laboratoires, qui représente en valeur 60 % du marché français de l'image amateur et 2,5 milliards de photos développées chaque année, redmarre.

Dans la profession, le moral revient. « Peu de secteurs progressent en ce moment », note Robert Seguin. Alors, quand la reprise sera là... ? Décidément, la photo de famille semble avoir de beaux jours devant elle.

P.-A. G.



Les graphiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

هنا من المال